

/UNREVISED/

No. 4 of 2023

RODRIGUES

FIFTH REGIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

(UNREVISED)

TUESDAY 28 MARCH 2023

/UNREVISED/

CONTENTS

ANNOUNCEMENT

MOTION

RESUMPTION AND CONCLUSION OF DEBATE

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Executive Council

(Formed by Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.)

Mr Johnson Roussety, G.O.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services (Administration), Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Cooperatives, Handicraft, Industrial Development, Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Civil Status, Customs and Excise (Administration), Judicial (Administration), Postal Services (Administration), Marine Parks, Water Resources
Mr Franceau Aubret Grandcourt	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Environment, Community Development, Housing
Mr Louis Ange Perrine	Commissioner responsible for Agriculture, Fisheries, Food Production, Forestry, Plant & Animal Quarantine
Mr Jean Nicolas Volbert	Commissioner responsible for Health (Administration), Social Security (Administration), Fire Services, Prisons & Reforms Institutions (Administration)
Miss Marie Christiane Agathe	Commissioner responsible for Women's Affairs, Child Development, Family Welfare, Consumer Protection/Price Fixing
Mr Jean Alain Wong So	Commissioner responsible for Tourism, Employment, Labour and Industrial Relations, Information Technology & Telecommunications
Mr Joseph Varok Ravina	Commissioner responsible for Youth & Sports, Arts and Culture, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Library Services

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Chairperson - Leopold, Mr Joseph Christian

Deputy Chairperson - Tolbize, Mr Justar

Clerk - Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick

Serjeant-at-Arms - Perrine, Mr Joseph Laval

/UNREVISED/

RODRIGUES

Fifth Regional Assembly

Debate No. 4 of 2023

Sitting of Tuesday 28 March 2023

The Assembly met in the Assembly House, Port Mathurin, at 10.30 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Chairperson in the Chair)

/UNREVISED/

ANNOUNCEMENT

TIME LIMIT FOR INTERVENTION

Mr Chairperson: Respected Members, I have one announcement. I have to inform Members that I have set a figure limit on the intervention time for the debate upon the motion of the Chief Commissioner. After consultation with the Chief Commissioner and the Minority Leader, it is my understanding that all respected Members will intervene on the motion of the Chief Commissioner today. Given the number of Members wishing to speak and for the purpose of securing each respected Members' right to speak to the motion of the Chief Commissioner, I have decided to enforce the provision of Standing Order 46 of the Standing Orders and the Rules of the Rodrigues Regional Assembly. I am hence, allocating a maximum of 300 minutes to minority side of the House and 360 minutes to the majority side of the House. I will be as flexible as possible and will invite Members to use their allotted time as efficiently as possible and to remain throughout their speech within the parameters of our Standing Orders and Rules. I will refrain as far as possible from directing any Member to end their speech abruptly and resume their seat. Moreover, I will not be flexible as regards the maximum time limit that I have set for either side of this august House.

Members are kindly advised, that I will not hesitate, if the need arises, to invoke the provisions of Standing Order 43.

For the purpose of the debate, may I further remind the House of the provisions of Standing Order 55A paragraph (2) which states, in relation to the motion for the approval of the draft estimates, that, I quote: *"debate shall be confined to the general principles of the Executive Council policy and administration as indicated in the motion."*

I trust that every Member present in this House is aware of the importance of the budget consideration process and that one and all will give their best for the smooth running of this exercise.

I thank you for your attention.

RESUMPTION AND CONCLUSION OF DEBATE

The Minority Leader: 'Respecter le Rodriguais c'est d'abord lui dire la vérité', c'est sur ces paroles de sagesse que prononce encore mon Leader honorifique Louis Serge Clair, que le Chef commissaire a choisi pour aller vers la conclusion de sa très longue allocution de plus de deux heures le vendredi 24 mars 2023.

/UNREVISED/

‘Respecter le Rodriguais, c’est d’abord lui dire la vérité’, c’est pour cela que j’ai fait le choix de faire la voix de la population ce matin en mentionnant le contexte local dans lequel ce budget a été présenté. Ce budget a été présenté dans un contexte où dans notre pays presque tout va mal, où le peuple cri en silence et où ceux même qui était audible ont perdu leurs voix. Beaucoup de ceux qui avaient un emploi, la malheureusement perdu et d’autre ont dû *sot lot coté dilo pou fer carail crié*. Beaucoup attendent une maison décente pour abriter leurs familles alors que celles et ceux qui ont plus de chance d’avoir une maison confortable prie pour avoir la pluie. Ceux qui attendent leurs maisons craignent, M. le président, l’arrivée de la pluie même si eux aussi ils ont leurs robinets qui ne coulent pas. Les parents crient en silence le manque d’éducateur après plus d’un trimestre, M. le président, c’est une grande préoccupation. Les ménages souffrent quand ils voient le prix de son panier doubler, tripler et même quadrupler. Le Rodriguais ne peut plus consommer le produit de sa terre ou de sa mer à cause du prix de ces produits qui sont de plus en plus exorbitant. L’*ourite* à Rs 125, le haricot rouge à Rs 150, le maïs moulu à Rs 100 la livre et la liste est inépuisable, M. le président.

Le fonctionnaire travaille dans une terreur. Souvent incapable de placer un mot même s’ils ont des choses à dire. Une fonction publique en décadence, les dossiers qui traînent sur les réseaux. Les gens parlent de l’ingérence à outrance dans des institutions. Certains parlent même - *ine gagne lord depi laho pou empes fer ceci, pou empes fer cela*. Même si une poignée de personne sont dans l’allégresse, certains protéger, ce que moi j’appellerais même ‘les amis de Poutine, vous savez il y a en Russie, les gens avec leurs pavillons qui roulent sur leurs motards faisant savoir que tout va bien même si tout va mal et que personne ne peut rien dire’.

L’Ancien Membre Perrine aurait dit, pleure mon île. Oui, M. le président, ce budget est présenté dans un contexte où notre île pleure des larmes de sang. *Mo ti zil ploré persone pa souille so lizié* – aurait dit feu Kaya. *Kisanla ki responsab ?* C’est la chanson qu’on écoutait souvent – *kisanla ki responsab ?* On me dit même que le commentaire ‘*great job*’ sur les réseaux sociaux *has been vanished*. Avant tout ce qui se faisait c’est ‘*great job, great job*’. Il n’y a plus maintenant de ‘*great job*’.

M. le président, avant d’aller plus loin, je me permets de passer en revue le premier discours budget présentait par le Chef commissaire l’année dernière où la population se rappellera du titre, ‘Passer de la Parole aux Actes : Ensemble faisons progresser l’île Rodrigues’. Budget prononçait le 29 avril 2022 dans cette Chambre.

Paragraphe 97 page 24 du discours, le Chef commissaire dit ceci, je cite :

/UNREVISED/

« *L'heure n'est plus au business as usual. Le défi qui incombe à ce gouvernement régional est de diversifier les activités économiques de l'île, tout en renforçant les secteurs existants tels que le tourisme, l'agro-industrie, la pêche, l'entrepreneuriat mais aussi en exploitant les nouvelles perspectives qui se présentent à nous, comme le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le marché de l'immobilier, l'aquaculture entre autres.* », fin de citation, M. le président.

Et pourtant, si on prend le temps de faire une relecture de ce budget lu le 29 avril, que constate-t-on ? Alors, qu'on parle de *business*, l'heure n'est plus au *business as usual*.

Au niveau du tourisme. Le chapitre tourisme île durable. Sur les 11 mesures annoncées, trois quart n'ont pas été réalisés.

Au niveau de la pêche, sur les 11 mesures annoncées, deux mesures entamer. Parmi, la Maison des Pêcheurs, qui devrait être opérationnelle en avril 2022, suite à une visite avec la presse le 10 mars 2022 où le Commissaire a annoncé – dans un mois la Maison des Pêcheurs, va s'ouvrir.

Au niveau de l'environnement, six mesures annoncées, quatre mesures pas mises en œuvres à ce jour. Entre autre, le recrutement de 100 personnes pour prendre de l'emploi dans la compagnie Rodclean. On se souviendra des 3,000 personnes qui ont été appelés pour des entretiens et aujourd'hui on vient annoncer 150 personnes. Est-ce que, ce sera 250 maintenant. Donc, des mesures rester inachevé et même pas commencer.

Au niveau de l'entrepreneuriat, 10 mesures annoncées. Rien vu de concret.

Au niveau de l'informatique, trois mesures déjà mises en œuvres par le gouvernement sortant. L'unique mesure nouvelle annoncée, pas entamer.

Au niveau de l'agriculture, quatre mesures sur six, pas entamer.

Au niveau de l'apiculture, trois mesures sur trois. Pas vu.

Au niveau des énergies renouvelables, à la page 19. Une mesure sur cinq commençait.

Au sujet de la terre à la page 17 - la terre et la gestion du territoire. Huit mesures, rien de concret. Parmi il y a la mesure pour le LAMS (Land Administration and Management System) qui est revenu et on espère le voir cette année.

Au niveau des infrastructures publiques, les routes annoncées reviennent encore cette année. Rivière Coco – Songes, Vangar – Terre Rouge, Maréchal – Citron – La Ferme. Bien

/UNREVISED/

entendu, la série d'asphaltage en cours pour *fini budget capital avan la fin juin*. Construire un passage pour piéton et cycliste allant de Baie Lascars à Anse aux Anglais, à la page 22 du discours de l'année dernière, 2022-2023, à la page 21 paragraphe 113 encore une fois cette année.

Au niveau des logements sociaux, pas une seule maison construite à ce jour. Et pourtant, pas une bénéficiaire du *new housing scheme* parmi les centaines. Presque 700 données à des arrérages avec la banque. Certains mêmes ont déjà complétés leurs remboursements de leurs emprunts après avoir nourri et vendu leurs animaux. C'est cela ne pas encourager l'assistanat, M. le président, mais développer une culture de responsabilité.

Au sujet de l'éducation. A la page 43, 44, la moitié des mesures annoncées, soit sept sur 14 n'ont pas été matérialisés. Parmi, plusieurs reviennent cette année dans le discours du 24 mars 2023.

Au sujet de la culture, six mesures sur les neuf annoncées n'ont pas vu le jour. Par rapport au jeune, l'unique mesure sur le plan d'aide à la mobilité, pas encore concrétiser à ce jour, sachant que c'est impossible de dépenser Rs 8 millions à quelques mois-là, à deux mois de la fin de cette année budgétaire.

Nul besoin, M. le président, de mentionner ici, les infrastructures majeures, les projets *ine bouz fix, basin kado pan truvé* et a fait couler beaucoup d'encre. J'aurais bien pu continuer comme ça, M. le président, mais je vais laisser la place après pour que mes collègues puissent avoir du temps pour leurs *speeches*.

In a nutshell, l'année budgétaire en cours a été un fiasco en terme de réalisation et en terme de bilan du gouvernement l'Alliance. Les commissaires ont tous passés à côté de la plaques en ne réalisant pas les mesures annoncées dans le budget. Et, le thème, M. le président, 'Passer de la Parole aux Actes'.

Qu'en-est-il, M. le président, de ce présent budget présenté le vendredi 24 ? Je pense que c'est bon d'abord de faire un tour d'horizon sur la préparation autour de ce budget. Personnellement, pour avoir été dix ans au côté de mes collègues au Conseil Exécutif, j'ai été choqué de constater que l'exercice de la consultation avec les acteurs sociaux et économiques a été fait à moins de huit jour de la présentation du budget. A moins de huit jour, sachant qu'à cette époque-là, tous le processus de discussion avec les officiers, les cadres du ministère des Finances et de l'Assemblée Régionale, tout ce processus a déjà été complété. Donc, le budget bouclait, et puis, on vient consulter et on parle de consultation, l'approche participative, M. le

président. Probablement, si le Ministre des Finances ne venez, il n'y aurait pas eu consultation. Pourquoi ? Pourquoi, M. le président, le gouvernement de l'Alliance ne peut pas s'asseoir avec les ONG, les acteurs sociaux et économiques, les syndicats, bien avant de la présentation du budget et de ne pas venir avec quelque chose de déjà fait et puis faire semblant – *ene consultation makiyaz*.

En sus de ça, M. le président, la salle était vide. Même pas un tiers. Une salle qui normalement prend à peu près 200 personnes. Ben, c'était vide. Pourquoi, est-ce que ces personnes-là, s'ils sont conviés, pourquoi ils ne viennent pas ? S'ils n'ont pas été conviés, pourquoi ? Donc, la question se pose, est-ce qu'aujourd'hui, il y a un désamour déjà entre le gouvernement et son peuple, après un an de pouvoir ? Et, au cours de cette activité de consultation, la salle vide, comme je l'ai dit, à moins de huit jours de la présentation du budget, où tous sont bouclées, on entend un Chef commissaire dans le cadre de cette préparation, comme qui dirait, en confrontation public, en confrontation public avec le gouvernement central venant dire que le gouvernement régional, Rodrigues n'est pas un département du PMO. Tout le monde le sait. Mais quand à ce niveau-là, une confrontation publique, et surtout, fallait voir, le *head table*, l'expression facial de ces collègues. Et moi, la question que je me pose – si dans une réunion publique, il y a une telle sortie, une telle confrontation...

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I have a point of order and I would pray that you listen to my point of order. You rightly said during your announcement that debate should be confined to the subject matter of the motion, which is, budget estimates and budget policy of the Regional Government. The Minority Leader is going outside of the purview of the motion, commenting on the behaviour of the Chief Commissioner, of a minister or the facial expression of people. This is not relevant to this debate, first. And second thing, she is giving wrong and false information about attendance at the budgetary consultation. She is saying that the hall was empty. Which is false, she is lying to the House. She should be called to order.

Mr Chairperson: At the summing up time, you will have ample time to reply to the points. But Minority Leader, as I have stated earlier, try to stick to the budget. Okay?

The Minority Leader: Okay, Mr Chairperson, Sir. M. le président, je parle de la préparation du budget. Et, je pense que c'est important.

Je me disais, M. le président, cette rencontre privée, comment avec le Conseil Exécutif, quel a été le plat servi à table, M. le président, en terme de discussion du budget ? Je pose une

/UNREVISED/

question. Y-a-t-il eu, est-ce que l'histoire se répète-t-elle ? On se souvient de 2010, avec le ministre Sithanen, est-ce que l'histoire s'est répété dans le cadre de cette présentation et est-ce que le plat du chantage a été utilisé ? Je pose une question, M. le président.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Sorry. I have given my ruling. So, go on, on the budget. You are outside, please. Okay?

Order, Chief Commissioner!

The Minority Leader: M. le président, je pense que c'est important de discuter par rapport au budget. Moi, je crois fermement que la diplomatie et la négociation doit être le maître mot dans le cadre de la direction de notre pays pour son image, pour l'image qu'on veut refléter, M. le président.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order please!

The Minority Leader: M. le président, après tous ces grands spectacles, la montagne n'a-t-elle pas accouchée d'une souris, en matière du budget ? Qu'est-ce qu'on a vu vendredi, M. le président ? Je vais *substantiate* après ce que je dis. Un budget fantôme, un budget rempli d'incohérence, garnis de bluff, beaucoup de mesures répétitives. Et, M. le président, quand je regarde les dotations budgétaires des différentes commissions, j'ai comme l'impression d'entendre nos grandes personnes qui disent – *bef passe devan boir delo prop seki passe devan boir delo sal*. Certains ont eus beaucoup, beaucoup, beaucoup, les premiers, et puis après, M. le président, même si on a tapé fort, les dotations n'ont pas suivi. Les dotations n'ont pas suivi. *Tap la tab, oui*, mais c'est le budget qu'il faut pour travailler.

Le budget pour moi, ne comprend pas de nouvelle mesure. *Business as usual*. Un budget qui ne pipe mot sur la création d'emploi, pas un mot. Alors, qu'on a promis mot et merveille à la jeunesse. Pas un mot sur le nombre d'emploi qu'on va créer. Pas un mot sur le coût de la vie, alors qu'on comparait le prix du fromage, ainsi de suite.

Les sujets sérieux et de grandes préoccupation, tel la pauvreté, pas mentionner. La drogue, je me souviens de la sortie du Commissaire de la Jeunesse. C'est un sujet sérieux. Pas de mesure concrète. L'hôpital moderne, absent du budget. Le 'Airport Town', une littérature pour répéter ce qu'on avait dit l'année dernière alors qu'il y avait eu des visites bien rapide. J'ai entendu beaucoup de promesse pendant l'année des commissaires. Il y a le Chef

/UNREVISED/

commissaire qui a parlé, qui a invité lui-même – ici, il a dit : ‘l’Université Rural de l’Océan Indien à Rodrigues’, après qu’il a été subjugué à La Réunion parce ce qui se fait là-bas au niveau de la ruralité.

M. le président, la population attendait un budget de relance post-COVID. Après une année, on a commencé à vivre plus ou moins normal, la population voulait un budget qui soulage et qui reconforte. Et, surtout cette année, c’est un budget qui est 100% par eux-mêmes. Alors, qu’avant ils disaient qu’on avait *committed, on avait ceci, cela*. Mais quelle différence ? On n’a pas vu. D’ailleurs, avec le peu que vous aviez l’année dernière, vous n’avez pas pu travailler. Donc, cette année, malheureusement, les dotations ne sont pas là. Un budget fantôme, un budget qui ne correspond pas à ces montants à nous aussi.

M. le président, ‘L’Intégration digitale, efficacité, renouveau écologique’, c’est ce thème qui va nous guider cette année. Le Chef commissaire a parlé de continuité de ‘Passer de la Parole aux Actes’.

Au sujet de l’intégration digitale. C’est vrai aujourd’hui, on a eu le câble optique en 2019, il faut accélérer notre intégration digitale. Mais que voit-on par rapport à ce thème et par rapport au contenu des mesures budgétaires ? Quatre petites mesures parlant d’intégration digitale. Projet au niveau du Consumer Unit, pour informatiser ce département, par rapport au *price fixing* ; un *administrative and management software* pour les collègues ; de l’outils informatiques pour informatiser la pêche, même pas la pêche, je suppose le bureau ; une plateforme en ligne pour vendre les produits, un contrat qu’on avait déjà donné depuis 2020, je crois, et des WIFI spots, passant de 23 villages à 46 – une mesure qu’on a déjà complétée. Et qu’ici, le 6 septembre dans l’Assemblée, il y avait une question parlementaire, le commissaire avait déposé des *Written Answers*, lui-même avait dit que les 46 Learning Corners/WIFI spots déjà complétait - donc, des mesures déjà complétaient, on vient annoncer comme des mesures nouvelles pour faire croire à la population, M. le président. Dans ce budget on parle d’intégration digitale, donc déjà *failure*. Quatre petites mesures pauvres, misérables, qui ne parle rien d’intégration digitale. Un joli terme. Dans le concret zéro.

L’efficacité au travail, M. le président. Oui, c’est important, c’est important d’être efficace dans son travail. Dans sa vie en générale c’est important d’être efficace. L’efficacité au travail, cela veut dire, d’après le dictionnaire – atteindre un objectif en utilisant les ressources à disposition de la meilleure façon possible. Faut-il qu’il y ait des moyens. Faut-il qu’il y ait des moyens pour que le fonctionnaire, le Rodriguais, le travailleur, il peut faire

/UNREVISED/

preuve d'efficacité. Et dans ce budget, tour à tour, nous allons vous démontrez que ces moyens ne sont pas là. *Business as usual*, budget fantôme, les moyens ne sont pas là. On ne peut pas d'efficacité. Comme si dirait *pou ale fer dimune tir dilo dan ros*. Impossible, M. le président !

Le renouveau écologique. M. le président, je vois là, encore une fois comment on ne reconnaît pas le travail abattu, comme si dirait on est là, on arrive, tous ce qui étaient là, c'est nous qui avons fait. Même si au niveau de Rodrigues, vous ne voulez pas reconnaître, toutes ces mesures, toutes cette grande volonté pour travailler pour l'écologie, pour travailler pour le développement durable, le monde le reconnaît. Rodrigues a été pris en exemple plusieurs fois par rapport au mesure que nous avons prise au niveau de l'Assemblée Régionale.

Le vote des règlements pour le bannissement des sacs en plastique. Qui était contre ? On l'a fait. Le vote pour bannir l'utilisation des *take-away packs* et autres ustensiles plastiques. On le voit. Le vote des règlements pour réguler la pêche à l'ourite – on est pris en exemple. *Boku ti al monte la tet pecer, zordi*, M. le président, on est pris en exemple. Parce qu'on a eu le courage de le faire, même s'il y avait beaucoup de personne qui était contre et qui voulait que ce projet ne réussit pas.

N'a-t-on pas travaillé auprès des enfants, auprès des collègues, des jeunes pour la promotion de cette esprit d'éco-citoyenneté et d'éco responsabilité ? Et, ces écoles qui ont eus les Green Awards, c'est arrivé comme ça ? Et, ces écoles, je me souviens, Baie aux Huitres, Araucaria, les Green Flags, comment c'est arrivé ? Insuffler cette esprit d'éco-citoyenneté, d'éco responsabilité, on l'a fait. Vous l'héritez aujourd'hui, il faut continuer dessus.

Tous ce travail avec la communauté pour l'afforestation. Donc, aujourd'hui quand on parle de renouveau écologique, c'est un manque de sagesse. Non, ce n'est pas le renouveau, c'est la continuité écologique où chacun à sa responsabilité. Nous avons fait notre part, Rodrigues est reconnu. Il y a beaucoup de bailleurs de fond qui viennent aujourd'hui à Rodrigues parce qu'ils reconnaissent cette ambition écologique de Rodrigues, que nous avons su insuffler sous la direction de Serge Clair comme Chef commissaire, M. le président.

On parle aujourd'hui de la connectivité aérienne, on parle digitale, on a parlé du bateau. Oui, M. le président, ce sont des projets essentiels pour un développement intégrer et qui répond aujourd'hui au besoin, pas seulement, de Rodrigues, mais du monde. C'est pour cela nous avons su aussi, tout comme on à insuffler ce dynamisme, cette esprit d'éco-citoyenneté, nous avons su travailler, négocier et implémenter des projets concrets en matière de connectivité. Que ce soit au niveau aérienne, que ce soit au niveau digitale. On aura l'occasion de parler.

/UNREVISED/

D'ailleurs le thème 'Intégration Digitale', nous force à répéter ce terme plusieurs fois. La connectivité aussi interne entre les villages, ce désenclavement que nous avons su faire pendant des années à Rodrigues. Donc, la connectivité interne et externe à toujours été *very high on the agenda of the OPR party when we were in government*.

Le projet de l'aéroport. Beaucoup dissent que ça a mis trop de temps, ainsi de suite. On l'a porté, on a discuté, on a négocié. Je vois aujourd'hui, le Chef commissaire s'approprie ce projet. Il en parle de long en large. Il veut faire croire qu'il à la paternité de ce projet. M. le président, tout ce travail préliminaire complétait. Il ne reste au niveau de l'aéroport, on a même fait le *tender* pour l'appel d'offre. Je me souviens, Gibbs avait eu le contrat pour travailler l'appel d'offre pour l'aéroport. Tout ce travail méticuleux que nous avons fait pour accompagner le relogement des habitants de Ste. Marie. Les derniers petits choses qu'il reste. M. le président, une année, une année, qu'est-ce qui a été fait ? Et, si je n'étais pas venu ici avec une question, pendant un an, il n'aurait pas été voir ces personnes-là. Le gros est fait. Voilà, je vous le dis, vous faites gaffe sur ce dossier de relogement de Ste. Marie, les bailleurs de fond vont partir tranquillement. C'est une condition sine qua non, pour le financement de l'aéroport, c'est comment bien porter ce projet de relogement. Et malheureusement, aujourd'hui la roue tourne, la roue tourne. J'ai été là-bas, on me disait – '*Be ban dimune ti dir nou bizin rod compensation moral, zordi nou pa truve zot.*' La roue tourne, M. le président. Quand on était de l'autre côté, on parlait de compensation morale. Aujourd'hui, on est parti, la compensation morale, on ne parle pas. Et même si vous ne faites pas attention, ces personnes-là vont dire du mal de vous, de Rodrigues, les bailleurs vont s'éclipser. On a travaillé avec eux pendant des années, on connaît leur fonctionnement. Aujourd'hui, M. le président, au niveau de ce projet de l'aéroport, c'est vrai l'infrastructure est importante, la longueur mais autour de ce projet, il y a toute une question d'impact socio-économique et il ne suffit pas de *tir lizié longueur la piste kan pou ranzé*. C'est tout ce qui fait l'aéroport. Et les financeurs regardent tout ça. Mon collègue va surement parler de l'eau.

Je me souviens quand on avait les discussions, les nombreuses rencontres avec les bailleurs de fond, le sujet de l'eau est une priorité pour la mise en place de l'aéroport. C'est pour cela qu'on avait pris la décision pour le dessalement. Ils arrivent, ils tergiversent et aujourd'hui on a perdu une année. Avec le MIC on aurait pu aller plus loin et on aurait commencé à avoir plus d'eau, qui est une condition sine qua non, pour l'aéroport. Parce que l'aéroport a grandi, deux gros porteurs et beaucoup plus de visiteur. Vous allez sacrifié l'habitant pour que vous donnez aux touristes ou bien vous n'allez pas donné aux touristes il

/UNREVISED/

fallait donner à l'habitants ? Donc, ils l'ont fait malheureusement, M. le président. Mais tout ça se sont des fausses notes dans l'harmonie de ce grand projet qu'il a ... - l'aéroport. Qu'en est-il, je parle de tous l'impacts sociaux économiques de la production. Vous allez faire venir chez nous des gros porteurs.

Une année - il n'y a pas eu une formation pour des jeunes, pour la relève dans l'agriculture. C'est aussi le renouveau écologique et c'est le développement durable. Donc, aujourd'hui on a besoin d'une nouvelle classe agriculteur. D'où le Lycée St. Gabriel qu'on avait fait agricole. Pas un seul jeune former pendant une année. Et, dans le budget je ne vois rien, je ne vois rien. Quand on va à La Réunion, on voit le Lycée de St. Joseph. On est content. Mais le Lycée de St. Gabriel est là. Il n'y a pas un sous pour les projets, pour la formation des jeunes, pour la relève dans l'agriculture, pour la production, pour la population et pour le touriste.

Autour du projet de l'aéroport, la formation qualifiante du personnel de l'hôtellerie. Beaucoup d'entre vous sont des acteurs dans ce secteur. Moi, j'ai été responsable à l'époque de l'école hôtelière de la branche à Rodrigues. Je connais les besoins en terme de capacité, en terme de professionnelle dans le service de l'hôtellerie. Ce n'est pas cette formation de *foundation*, c'est important mais un professionnel qualifier avec les connaissances et les compétences des aptitudes qu'il faut. Il faut une école du tourisme. Vous allez inventer toute sorte d'histoire pour Vatel. Il n'y aura rien. Parce qu'on a fait notre travail comme il se doit. Mais aujourd'hui qu'est-ce qui assure la formation de nos professionnelles pour répondre demain à ce besoin du secteur du tourisme au niveau de l'arriver quand on aurait eu un aéroport agrandi. Pareil pour le projet de l'école de l'entrepreneuriat. Aussi, qui ne sait pas que les gens viennent chez nous et qu'ils aiment notre artisanat ? Qui ne sait pas qu'aujourd'hui que nos jeunes ne s'intéressent pas trop. Parce qu'il y a une réforme à faire. Parce qu'il y a des formations qualifiantes à faire. Et aujourd'hui, les opportunités sont là.

En 2019 je me souviens on avait commencé, on avait fait venir les Malgaches. Malheureusement, on a eu COVID, on n'a pas pu continuer. Mais ce sont des projets autour de l'aéroport qui auront un impact sociaux économiques important qu'il faut préparer aujourd'hui et pas attendre quand l'aéroport sera là. Donc, moi aussi je veux afficher l'optimisme que ce projet démarre enfin cette année. Mais, M. le président, je suis consciente un peu de la réalité pour avoir été au gouvernement pendant 10 ans. Je le souhaite, mais on attendra pour voir si ça commence cette année.

/UNREVISED/

(Interruptions)

Non, on n'est pas chagrin, au contraire, on a fait tout ce travail. Vous êtes les héritiers. Portez bien cette héritage et fait le bien.

M. le président, au sujet du bateau, on a fait. J'ai entendu le Chef commissaire étaler sur le bateau de 400 tonnes. Il n'était même pas là, il était en Australie. On a fait tout le travail et le bateau va arriver. On a fait tout le travail, c'est un héritage que vous avez. Au moins dites que c'était un travail laisser par votre prédécesseur. S'aurait été faire preuve de sagesse et de reconnaissance, pas pour nous, mais au moins montrer aussi sa grandeur d'âme.

M. le président, je parlais de connectivité au niveau du câble optique. On a tout mis en œuvre. Il avait annoncé, il n'avait pas pu. C'était un bon projet pour Rodrigues. On est allé de l'avant. Un moment il parlait de *hedging*, aujourd'hui personne ne parle de *hedging*. Tout le monde est content. L'intégration digitale - on passe son temps sur Facebook. Tout le monde est content. Donc, c'est un projet pour Rodrigues. Comme le bateau, comme l'aéroport. Et, aujourd'hui qu'est-ce qui se passe, M. le président ? Avec ce projet de câble optique, il y a toute une vision numérique à mettre en œuvre. Et moi, j'entends le Commissaire du Tourisme qui s'occupe aussi de l'informatique parlait que de tourisme, jamais de l'informatique à part de la Technoparc. Jamais j'ai entendu le Commissaire du Tourisme dire quel est sa vision pour le développement numérique dans ce pays, pour l'emploi des jeunes, pour la productivité, jamais. Et, l'histoire retiendra que nous l'avons fait, l'histoire retiendra que nous avons aussi travailler et discuter pour l'avoir. D'ailleurs, j'ai parlé de ça l'année dernière. Je ne sais pas si le commissaire a réalisé qu'on perd une année encore une fois.

On avait eu, on avait travaillé tous les *terms of reference* pour recruter un consultant pour développer une roadmap pour le développement de l'informatique à Rodrigues. Et, c'est la EDB (Economic Development Board) qui allait financer. Tout le travail a été fait. Jusqu'ici rien et ne cesse de répéter, formation de 1,000 jeunes - même pas 200 former jusqu'à maintenant. Et, on avait même aussi, pour faire un gros travail, pour favoriser et pour investir dans tout ce qui est le développement de l'informatique pour l'emploi mais aussi, l'informatique pour la productivité et pour l'efficacité comme vous le dites.

M. le président, si je dois parler au sujet de l'eau. Donc, j'ai mon collègue qui aura l'occasion de parler de toute la technicité, de tous les projets que le gouvernement OPR a mis en place, que lui aussi il a piloté. Au sujet de l'eau, M. le président, on doit se rappeler du drame que les familles Rodriguaise ont vécu en 2022. Du jamais vu. Beaucoup de famille a vu

/UNREVISED/

leur robinet rester fermer pendant plusieurs mois, certain même pendant cinq mois. On a vu ces femmes portant des grosses cuvettes de linge, *lor la tet*, marchant des kilomètres pour aller chercher des endroits pour laver. Depuis très longtemps on n'a pas vu ça.

(Interruptions)

A moins ceux qui n'était pas à Rodrigues, moi j'étais à Rodrigues, j'ai pas vu ça. Et, les queues interminables auprès des fontaines jusqu'au petit heure du matin. Et, il est bon de noter, M. le président, et là, je fais appelle à mon successeur, Madame la Commissaire de la Femme, quand il y a un problème d'eau – si, tout le monde souffre, mais c'est avant tout c'est la femme qui souffre le plus, c'est elle qui gère la maison. Donc, M. le président, important que ce sujet de l'eau soit traiter. Surtout, on a vu beaucoup de tergiversation, j'ai mentionné juste après.

Entre le rapport Khroda qui est tantôt la bible du secteur de l'eau, le rapport de SIDPR qui guidera sous la direction à prendre, les actions ou encore les assises qui accoucheront d'un livre blanc, d'après le Chef commissaire, le Rodriguais aujourd'hui est désemparé. Et, comme on dit en français, chat échauder craint l'eau froide. *Mem l'eau froide la penan*. Mais les gens ont peur aujourd'hui, M. le président, de revivre ce qu'on a vécu l'année dernière. Et, c'est surtout ce langage multiple qui désorientait un peu les gens. Tantôt le dessalement est bon, tantôt ce n'est pas bon. Et quand j'ai vu au niveau du financement pour l'eau, quand j'ai vu l'annonce du Chef commissaire au niveau du fonctionnement de ce budget de MIC qu'il annonce Rs 540 millions. Je me dis, ben la manière dont il a expliqué, il a élaboré, il a enfin compris ce qu'on voulait faire et surtout, que ce n'est pas la population qui va rembourser cet emprunt mais c'est le Ministère des Finances, comme pour l'informatique qui donne cette dotation pour rembourser ce montant. Mais je vois dans l'annonce qu'il a fait dans son budget, il annonce Rs 540 millions mais quand je regarde à la page 173 du Draft Estimates, 23 – 24, le montant consenti sous 'F (ii) MIC Investment in water sector' est de Rs 400 millions, alors qu'il annonce devant Rs 540 million. MIC – Rs 400 millions, donc des annonces pas en lien, pas cohérent avec le montant consentit. Et, en plus à cette page là, au lieu de parler de 2023 à 2024, à la page 173, il parle de juillet 2022 à juin 2023 pour les Rs 400 millions. Donc, si incohérence devait porter un nom, à qui, quel nom porterait l'incohérence ?

Au sujet de l'agriculture, un domaine en grande souffrance. Aujourd'hui, les planteurs vont à Citronelle *pou moule maïs* depuis un an. Pas de service *moule maïs*. Et les gens traversent l'île pour aller chez quelqu'un, à Mangues, je crois, payer les courses, taxi, ainsi de suite. Mais c'est pour ça qu'aujourd'hui vous voyez au marché, Rs 100 la livre le maïs moulait. Rs 100 la

livre ! Et aujourd'hui, pourquoi est-ce que quand vous achetez – on me dit qu'un gâteau piment coute aujourd'hui Rs 5. Parce qu'avant à Citronelle, celui qui fait des gâteaux piments faisait moude le 'dholl' à 50 sous la livre. Aujourd'hui, c'est Rs 2 la livre à Mangués. Donc, *ene gato pimen Rs 5.*

Pour une question d'*allowance* d'un officier, la population est en panne, service moule mais *pane ofer pendant un an.* (Mais poison, peut-être.) Service de mécanisation sur le terrain zéro. Il y a quelqu'un qui va en parler. Subside sur les semences impayées aux planteurs depuis 2022, alors qu'annoncé, parlé et discuté ici à l'Assemblée, impayé jusqu'à maintenant. Les planteurs en souffrance. Cette année, tenez-vous bien, le prix de semence des haricots rouge est à Rs 550 le kilo. A l'heure où je vous parle, le prix des haricots rouge à RTMC est à Rs 550 le kilo. Je me demande combien le prix des haricots vont être vendu sur le marché si c'est Rs 550 le kilo pour la semence ?

Et, M. le président, au niveau de l'agriculture, un domaine aujourd'hui qu'on devrait justement attirer les jeunes, j'avais dit ça au départ. Pas une mesure innovante pour inciter les jeunes à s'intéresser à l'agriculture. Et, quand je regarde aujourd'hui au niveau de l'agriculture comment on pourrait, dans le cadre de cette intégration digitale, venir avec des mesures pour inciter les jeunes à utiliser l'agriculture à travers les applications mobiles, à travers de l'informatique pour développer des applications mobiles pour l'agriculture et ainsi moderniser et inciter les jeunes à venir dans ce secteur. Donc, l'agriculture, d'ailleurs il y a quelqu'un aussi, un collègue qui va parler longuement dessus. Pas de mesure innovante, rien en lien avec l'intégration digitale, encore moins de l'efficacité puisque j'ai pris des exemples concrets que la population vit aujourd'hui.

Au niveau du tourisme, 2022-2023, beaucoup de voyage dans grand groupe, beaucoup d'annonce aussi pas concrétiser, le Green Destinations, très intéressant. Y-a-t-il un cahier des charges ? Est-ce que c'est gratuit ? Je vois que le budget ne prévoit pas grand-chose. Il y a des inscriptions, j'ai vu sur internet, j'ai vu tous les conditions. Je sais que c'était un label international. Le mécanisme à mettre en place, qui va assurer cette implémentation, ainsi de suite ? Ce n'est pas seulement le projet 'One Visitor One Tree', ça aussi il n'y a pas grand-chose, point de vue budget.

Quand j'écoute la radio j'entends le Commissaire du Tourisme annoncer beaucoup de chose, grand festival de kitesurf. Je n'ai pas vu un sou. Est-ce qu'on parle et puis on oublie, on ne prépare pas le projet. D'ailleurs, le festival de kitesurf on la fait au niveau international. Je

/UNREVISED/

me souviens, feu Sir Anerood Jugnauth était venu avec nous, à l'époque, donc en 2016, je crois. Donc, ce n'est pas nouveau. C'était annoncé, mais il n'y a pas un sou pour le festival de kitesurf. Je me souviens le Commissaire a parlé, je pense que c'est ici aussi, au niveau du Festival Créole pour le touriste. Je n'ai pas vu, je ne sais pas si c'est le budget des Arts et de la Culture, comment ça va se faire.

Le budget de la promotion, on n'en parle pas. On n'a pas mentionné le 'Special Holiday Package'. Je ne sais pas, c'est étendu jusqu'à quand. A aucun moment on ne parle du besoin de ce secteur en terme d'emploi pour une planification en terme de formation, de *capacity building*. Donc, j'ai parlé avant pour l'informatique.

M. le président, le comble dans cette intégration digitale, en 2019 quand on a eu la connectivité, on a eu une connectivité de 100 giga bytes par seconde sur le National Leased Circuit et 13.5 giga bytes par seconde a été activée sur les 100. Jusqu'ici rien de plus. L'année devait être une année charnière parce que d'ailleurs, le Commissaire dans le discours budget, dans le *Key Performance Indicator*, s'il prend son *estimates* du dernier budget à la page 142, il verra que dans le *Key Performance Indicator, under Provision of Professional Training to the Young Rodriguan, target 2022-2023*, il avait parlé de la formation, de toucher 570 jeunes. Et, je me souviens, on avait déjà discuté, le projet sous le NTRS. Quand je rencontre des jeunes qui sont dedans, on me dit que c'est un fiasco. Les jeunes ne sont pas payés à temps. Dans l'objectif fixer des 500 jeunes, je ne suis pas sûre que la moitié ont été formé. Donc, sûrement le Commissaire va nous éclairer dessus.

Au niveau toujours de l'informatique, à la page 141, dans le *Estimates – Number of Employees in the ICT/BPO/Call Centres 2022-2023, the target is 500. The number of ICT/BPO/Call Centre set up 2022-2023, the target is six*. Je ne sais pas mais je n'ai pas vu *six call centres ou BPO in Rodrigues*. On était parti avec quatre, c'est resté avec quatre. Et pourtant, dans le budget, on en avait parlé. Rien n'a été fait, que le tourisme tout le jour et, par contre, ils disent souvent, ça j'entends, l'informatique est à plaisir à venir un pilier pour l'économie. Un pilier pour l'économie, il faut travailler, il faut y mettre son temps et son énergie et jusqu'ici on n'a pas vu. Même l'intégration digitale ne mentionne pas les projets qu'on va faire dans ce cadre-là. Donc, pas de BPO/Call Centres comme annoncé, comme prévu dans le *Estimates*. Il y avait un budget de Rs 1 million pour la promotion de *ICT Development*. *Nothing!* Je n'ai pas entendu. J'écoute la radio pour suivre un peu ce qui se passe. Rien ! Cette année, il y a un budget de Rs 5.5 millions pour l'intégration digitale. J'ai parlé des petites mesures, je ne sais pas si c'est '*panadole*' ou comment on peut appeler ça. Et, j'ai parlé aussi

/UNREVISED/

bien sûre de ce Consultancy que la EDB avait travaillé en collaboration avec nous et aussi tous ces *schemes* qu'on avait travaillé avec la EDB. Sur le *website*, il y avait un financement l'année dernière agréer, l'année 2021, pour inciter les entreprises à venir à Rodrigues avec des taux préférentiels, avec des conditions bien spécifiques – les documents sont à la commission, je ne sais pas si le Commissaire prend le temps de regarder tout ça. Entre temps, on retourne à la case départ depuis 2019 – 13.5% giga byte sur les 100 giga bytes disponible vendu et utiliser sur le câble optique. J'ai parlé des Wifi spots, les 23 passant à 46, déjà complétait, une annonce du budget comme un projet nouveau. Et, c'est bon que je mentionne que ce projet de 46 *learning corners* avait été financé par l'ICTA à Maurice et donc, je suis sûre que s'il y avait eu une discussion avec eux, je suis sûre qu'il serait partant pour étendre ce projet mais malheureusement, on ne voit pas grand-chose.

Le Commissaire a beaucoup parlé de la Technoparc, qui devrait déjà être une réalité. Comme l'aéroport, la Technoparc un bâtiment seul, il n'y a pas grand-chose qui peut se faire. Il y a tout un travail autour pour inciter les investisseurs à venir. On ne l'a pas vu. Avec un budget de Rs 3 millions pour le Rodrigues *ICT Development and Promotion Company Ltd*, ça ne va pas pouvoir se faire parce qu'ils vont devoir recruter du personnel, payer les *board members*. Donc, Technoparc devrait être prêt, renvoyer cette année pour avril, je ne pense pas que décembre se sera prêt mais dans cette année budgétaire j'espère que se sera prêt et je ne sais pas comment faire mais j'exhorte le Commissaire du Tourisme de voir avec son Chef commissaire et Commissaire des Finances comment faire. Parce que quand le bâtiment que vous avait hérité serait là, il faudrait l'opérationnaliser parce que c'est un projet, un outil essentiel pour le développement de l'informatique à Rodrigues.

Au niveau de l'entreprenariat et de la coopérative, pas de nouvelle mesure, M. le président. Je ne sais pas comment, les choses vont se faire alors, qu'on parle de développement économique, je vois que depuis l'année dernière on parle d'une réorganisation de Invest mais jusqu'ici je n'ai pas entendu. A moins si ça a été fait sans la presse. Mais je n'ai pas entendu.

Au niveau du primaire, beaucoup de DHM en classe, le recrutement des *supply teachers* ont été fait trop tardivement. Pas de formation. Je crois que tout le monde a vu circuler sur les réseaux sociaux une patente par rapport à l'éducation, tous les manquements. Et les profs eux-mêmes disent que c'est du jamais vu. Donc, des choses immédiates à faire. Au niveau du collège de Maréchal, on a perdu une année. En 2021, on avait un contrat pour faire un nouveau bloc et on avait pris une mesure temporaire, faire partir les enfants à la piscine pour utiliser les espaces pour des classes. Une mesure temporaire qui dure. On est aujourd'hui en mars. On est

/UNREVISED/

près de l'année budgétaire, la première année budgétaire qui se termine. Rien ne se fait. Les enfants continuent à aller là-bas. La question de sécurité et de laboratoire et c'est maintenant qu'on vient annoncer dans le budget s'il y aura. Il y avait un contrat qui avait été donné à l'époque, je me souviens, on avait fait des *sites visites* avec le consultant, le contracteur, les officiers et ainsi de suite.

Donc, les élèves souffrent. C'est une priorité dans le domaine de l'éducation. Et au niveau de l'éducation toujours, si je dois dire que j'ai constaté une très bonne intention du Chef commissaire pour accompagner les jeunes au niveau de l'éducation, au niveau ceux qui partent pour l'université, les écoles pré-primaires, donc, au niveau du primaire. Mais quand j'ai parcouru les *estimates*, malheureusement, j'ai vu que très probablement, parce que c'est un dossier que je maîtrise, je pense que ceux qui ont travaillé avec moi savent comment j'ai été à cheval sur ces dossiers de l'éducation et formation. Et les chiffres, je connais bien. Donc, un gros montant annoncé – Rs684 millions annoncés pour l'éducation. Oui, c'est le salaire de tous les profs ainsi de suite ; ce ne sont pas les budgets pour les projets. Les salaires, on ne pouvait pas couper. Et moi, quand j'ai ajouté le montant à la page 26, le *estimates*, je n'ai pas Rs684 millions ; j'ai Rs585,184,000 toujours incluant des salaires. J'espère qu'on aura de l'éclairage d'où vient ces Rs684 millions parce que je ne l'ai pas vu dans les *estimates*.

Je suis contente qu'au niveau du pré-primaire, le travail continue pour consolider ce secteur. En 2014, on avait pris une mesure historique. L'ancien Chef commissaire, Serge Clair, était Commissaire de l'éducation. En 2014, on avait marqué l'histoire dans la République en dotant l'Association des écoles maternelles une dotation budgétaire pour que l'école maternelle soit gratuite. C'est-à-dire ce budget, ce *grant* qu'on avait donné, c'était utilisé pour payer les salaires des *miss* des écoles maternelles. Aujourd'hui, j'ai vu que dans le cadre de la Fête de l'Indépendance, le Premier ministre annonce pour l'année prochaine l'éducation gratuite au pré-primaire. Donc, on a pris 10 ans d'avance, 2014-2024, M. le président. On en est fier.

(*Applause*)

Parce que cela en 2014, quand on l'avait fait, on avait l'objectif justement de donner la chance, les mêmes chances à tous les enfants *irrespective of family revenue*. C'était aussi pour alléger le fardeau des parents et c'était aussi assurer un salaire décent et constant et garanti à nos *miss* de l'école maternelle avec cette dotation budgétaire. Depuis 2014, les membres de cette association, les professeurs, les *miss* avaient pu commencer à cotiser. A l'époque, c'était le *National Pension*. Aujourd'hui, c'est la contribution sociale généralisée. Donc, leur temps

/UNREVISED/

de service a commencé. Et moi, ce que j'attendais parce qu'elles ont un salaire décent, chaque année, on les augmentait. D'ailleurs, on l'avait fait en 2021, je me souviens, quand le Chef commissaire d'alors m'avait confié la responsabilité de l'éducation, on avait fait un travail acharné. On se rencontrait avec les officiers, avec les membres de l'association très régulièrement et on avait travaillé pour faire justement, donner une structure comme REDCO et aujourd'hui, tout le travail a été fait. Donc, c'est bien que ce travail continue dans l'intérêt des *miss*, dans l'intérêt des enfants, dans l'intérêt de l'éducation à Rodrigues.

Bien sûr, on avait beaucoup investi dans leur formation. Ce que moi, j'attendais par contre, il y avait donc, ces *miss* faisaient l'année dernière, je me souviens, 2021, elles avaient fait la demande pour que leur temps de service soit considéré depuis 81. Donc, je pensais que c'était cette mesure que le Chef commissaire amenait. Donc, je dis, je pensais, vous aurez le temps d'expliquer. Donc, vous allez dire après ce que vous allez faire dans le cadre de ça. Si c'est ça, tant mieux pour les *miss*. On a commencé, vous continuez, c'est bien. Donc, au niveau du repas chaud, M. le président, on est content aussi que le projet continue parce que nous aussi, nous le croyons. En 2019, on avait commencé un projet pilote dans cinq écoles primaires : Port Sud-Est Government School, Anse Quittor, Fock Seng Ho Tu Nam, Montagne Goyaves, Father Ronald Gandhi RCS School. On avait commencé sur une base pilote.

On avait mis en place les infrastructures qu'il faut et après, il y a eu COVID puisqu'on devrait *restrict movement of people*, parents dans la cours de l'école, on n'a pas pu continuer. Donc, on n'a rien contre le projet *School Feeding* sauf que quand j'avais écouté le ton du Chef commissaire annonçant la mesure passant de un jour à deux jours, je m'attendais à trois/quatre jours. Donc, le ton, c'était comme si dirait mais le chiffre n'a pas suivi. Et, M. le président, j'ai vu aussi que le 08 mars, Madame a été sacrifiée la Journée internationale des femmes, le Chef commissaire et l'adjoint étaient à Maurice. Ils n'ont pas pu participer à l'activité. Et ils ont été voir la ministre, la Vice-premier ministre de l'éducation et ils avaient dit : « J'ai vu aussi qu'ils parlaient de repas chaud. Mais, M. le président, dans le cadre de l'autonomie, quand on discutait des projets d'éducation, même si on n'avait pas la politique de l'éducation, on n'a pas eu jusqu'à maintenant, pour donner le *grant* pour que l'école maternelle soit gratuite, on discute avec le Premier ministre qui est l'interlocuteur de l'Assemblée régionale du Chef commissaire et après, si lui, il a besoin de travailler avec ces ministres.

On n'a pas besoin d'aller voir le ministre de l'éducation. Elle va vous dire : « Mais Maurice, je ne mets pas... je ne crois pas... je ne suis pas sûre... » Donc, il faut discuter avec le Ministre des finances, le Premier ministre. Si chaque fois, on va aller voir un ministre, faire

/UNREVISED/

le *door-to-door*, on ne va pas finir. On ne va pas finir, M. le président. Moi, je connais. On ne va pas finir. Et même pas un officier était là-bas. Donc, il faut prendre les décisions. L'autonomie, c'est ça. Et l'interlocuteur du Chef commissaire, c'est le Premier ministre pour discuter de ces projets. Et j'attendais aussi que, parce que le Chef commissaire avait parlé ici qu'il a été visiter l'école de St Joseph qui à Maurice, fait des repas dans une cuisine centrale et transportés dans des récipients hygiéniques qui conservent la nourriture et la chaleur vers les écoles. Donc, intéressant, mais le budget aurait pu, aurait dû prendre ça en compte parce que l'hygiène, la santé, les normes dans lesquelles la nourriture est transportée pour les petits enfants, c'est très, très important, M. le président. Cette mesure aurait pu être une mesure importante dans le cadre de passer d'un jour à deux jours, M. le président.

Et au niveau toujours de l'éducation, je constate, moi, un recule impardonnable. Si on regarde à la page 172 d'*estimates* du budget, je crois, donc, dans le *estimates du budget* par rapport à la dotation pour REDCO sous l'item Grant to *Private Secondary Schools REDCO and 'REDCO'*. Jusqu'à l'année dernière, cela figurait dans les items de la Commission de l'éducation à Rodrigues. Et c'était récent ça, au moins deux ans, on a fait ça. On avait discuté pour que ce budget vienne à Rodrigues et ça nous permettait d'avoir une flexibilité. On avait des profs qui ne pouvaient être payés par la PSEA. On pouvait le faire. C'est un recul impardonnable qu'aujourd'hui, ce budget soit recentré au ministère de l'éducation quand je vois dans le livre *estimates* page 172 sous B (iv) sous l'item *Other Ministries and Organisations*, dotation de Rs375 millions. Donc, au lieu d'avancer, on recule. Et ce n'est pas normal, M. le président. C'est cela le changement. Je vois que le budget capital du secondaire baisse de 50% mais pourtant, il y a beaucoup de projets annoncés.

Donc, passant de Rs53 millions à Rs21 millions. Je sais qu'il y a à La Ferme, gymnase. Je sais qu'il y a à Terre Rouge, gymnase. On a parlé du bloc de Maréchal. Donc, les budgets ne suivent pas. Donc, on va voir parce que pour Maréchal, c'est tout un bloc qui probablement allait coûter beaucoup plus que Rs20 millions. Et pourtant, M. le président, ce que je ne comprends pas, donc, avant d'aller dessus, je vais parler sur cette mesure qui mentionne l'intégration digitale en quelque sorte un petit peu dans le discours budget. Donc, on voit qu'il y aura un *web-based school management software* qui n'est pas mauvais mais aujourd'hui, si on veut l'efficacité, les résultats, c'est surtout il faut centrer sur les enfants, à quand est-ce qu'on va commencer à utiliser l'informatique, l'outil informatique dans les salles de classes pour permettre à nos jeunes d'être plus intéressés et bien sûr innover dans la manière

/UNREVISED/

d'enseigner nos jeunes. C'est un bon outil administratif mais ce n'est pas ça informatiser l'éducation, ce n'est pas ça l'intégration digitale dans ce secteur.

Et sur l'éducation, je ne vais pas être... Je vais tout simplement maintenant dire quelques mots au sujet de *post-secondary studies*. Donc, je vois qu'il y a eu beaucoup d'annonces aussi, *post-secondary studies*. Je ne sais pas comment les choses vont se faire, soit les *schemes* vont s'arrêter au milieu du chemin ou bien les miettes que vous avez eu, on va *reallocate* mais il y a matière à poser des questions. Comment sera financé toutes ces mesures annoncées ? Donc, j'ai vu que par exemple, je trouve très bien qu'il y a des mesures nouvelles par exemples pour les jeunes qui vont partir à l'université, le barème, pour le seuil pour les aides a augmenté, sortant de Rs15000 à Rs50000 pour les *stipends*. On était venu, vous aviez commencé avec Rs3000, on est venu, on a ajouté Rs4000. C'est vrai, il y avait un besoin pour augmenter avec le coût de la vie ainsi de suite.

Avec ce qu'on a vécu l'année dernière en termes de coût de la vie, c'est justifié, une augmentation. Mais quand je regarde, moi, les critères qu'on a donnés, si les chiffres que vous dites dans le *estimates*, environ 300 jeunes vont à l'université pour une année donnée, on a 300 jeunes pour les études post-secondaires. Pour moi, d'après le critère, au moins 275 jeunes seront éligibles pour ces aides. Et 275 jeunes par an environ, je me suis penchée un peu sur ce qu'on faisait avant. 275 jeunes – Rs 6,000 par mois, 12 mois, ça va faire Rs 20 millions que pour le *stipend*. Maintenant, si j'ai bien compris, avant, la mesure pour le *lodging allowance*, c'était pour ceux qui ne tombaient pas dans le critère de *stipend*. Aujourd'hui, celui a *stipend* a aussi *lodging allowance* d'après la mesure annoncée du Chef commissaire. Ce qui veut dire que l'enfant dont ses parents ont moins que Rs 50,000, il a Rs 6,000 et l'enfant dont ses parents ont moins que Rs 25,000 a, je crois, Rs 2,000. Donc, ça veut dire ce sera Rs8000 pour un enfant dont ses parents touchent moins de Rs 25,000. Tout ça, c'est bien mais je ne vois pas que le budget suive, M. le président.

Donc, moi, j'ai l'impression, je vois qu'il y aura un gros, gros *shortfall* que de Rs30 millions parce qu'il y a d'autres *schemes* qui sont mis en œuvres, *laptop, fees, internet pack*. Donc, il y aura un *shortfall* très important. Je ne sais pas. Donc, sûrement la négociation du budget a fait que probablement, il y aura des budgets qui vont arriver avant ou bien, je ne sais pas, l'année prochaine, on change de tête, de Chef commissaire. Donc, on ne sait pas comment les choses vont se faire. Et, M. le président, c'est pour ça que je parlais au départ, des mesures fantômes, des mesures annoncées. Les budgets ne suivent pas avec un *shortfall* de plus de Rs 30 millions d'après mes petits calculs, un peu difficile à combler à moins si la manne tombe du

/UNREVISED/

ciel, ce que je ne crois pas trop. Au sujet de *student house*, je suis choquée de voir qu'en quatre mois, il y a eu deux décisions prises pour la gestion de ce projet que nous avons mis en place, je crois, en 2017. Oui, on avait inauguré le 12 août 2017 dans le cadre de la Journée de la Jeunesse. Je me souviens.

Et qu'est-ce que j'ai vu ? Donc, je sais qu'il y avait pour le projet. Donc, bien sûr, c'était pour nous, une grande réalisation que de construire un *student house* à Vacoas pour 48 étudiants. Parce qu'on sait combien le problème de logement reste un problème majeur. Et ceux qui logent au *student house* n'avaient qu'à payer que Rs 2,000. Dedans, ils ont gaz, ils ont électricité, ils ont eau chaude. Donc, Rs2000, c'était cadeau. Et c'est vrai il y avait des petits soucis avec des jeunes qui ont toujours souvent des petits soucis qu'il faut régler et c'est, on va dire, normal. Et là, je vois, que pour gérer ce bâtiment le vendredi 04 novembre 2022, dans le *press release* du Conseil exécutif, on peut lire ceci, je cite :

«That for the smooth operation of the student house at Vacoas, its management will be vested into the Rodrigues Property Development Company Ltd, a company owned by the Rodrigues Regional Assembly with the mandate amongst others to manage RRA's property.»

Une décision du Conseil exécutif du vendredi 04 novembre et le vendredi 24 mars, le Chef commissaire vient annoncer que désormais, la gestion de ce bâtiment passera sous la REDCO. Donc, en quatre mois, un bâtiment. Et, M. le président, j'ai parlé de tout. Enfin, j'ai parlé de REDCO, manque de prof, ainsi de suite. Mais il y a tellement de choses. Ce n'est même pas dans le *mandate* de REDCO pour aller gérer un bâtiment à Maurice. Or, la seule chose qui manque, c'est de recruter un *Resident Caretaker* comme ça se passe à Floréal. On a essayé de le faire. C'était difficile. Mais RoDPRO aurait pu recruter un *Resident Caretaker* et mettre là-bas. Et REDCO aujourd'hui, la question se pose, M. le président. Déjà aussi, pour une petite décision comme ça, une tergiversation. Tantôt ceci, tantôt cela. S'il fallait construire, vous auriez pris 100 ans. M. le président, donc, j'ai vu aussi qu'au niveau de PML, *Polytechnics Mauritius*, malheureusement, il y avait une dotation budgétaire de Rs10 millions.

Je sais qu'il y avait à l'époque quand j'avais quitté le bureau, le tender document presque finalisé, aujourd'hui, on ne voit pas un sou sous l'item budgétaire pour *Upgrading of Citron Donis*. Et ce que je ne comprends pas aussi, c'est que de l'autre côté, on a une grande demande parmi nos jeunes par rapport aux résultats de la SC qu'on a eus. Le Chef commissaire lui-même a répondu ici. Le demande je suppose pour polytechnique et d'autres institutions de formation va exploser. Je ne suis pas sûre que PML à Baie Malgache *can house so many*

/UNREVISED/

students ou bien *so many programmes*. Donc, incohérence, de l'autre côté, on dit qu'on va aider les jeunes pour leurs formations et il n'y a pas le budget pour ça. Et je me souviens à l'époque, on avait discuté et le Ministre des finances avait été d'accord pour Rs55 millions pour *upgrade* Citron Donis. Donc, aujourd'hui, pas un sou dans ce budget.

J'ai parlé du lycée agricole qui est aujourd'hui mort. Et, M. le président, donc, au niveau de l'éducation, malheureusement, Education de la formation, je vous ai dit, le budget ne correspond pas aux annonces et de l'autre côté. Donc, c'est pour ça que moi, je le qualifie comme un budget « fantôme ». Au niveau de la santé, on a parlé du MRI. Moi, je n'ai pas vu le budget. Peut-être il y aura mes collègues qui vont parler de la santé aussi. Au niveau, on parle de l'intégration digitale au niveau du budget, au niveau de la santé, le *E-Health*, il n'y a pas un sou. On avait commencé le *E-Health*. Il faut continuer à consolider. Mais si dans l'intégration digitale, le *E-Health*, il n'y a pas un sou, mais c'est quelle intégration digitale ? Donc, c'est le contraire des mesures annoncées. Et au niveau de la santé, je dois dire aussi qu'il y avait une mesure qu'on avait discuté.

Toujours dans le cadre de l'autonomie, je pense que c'est important de voir comment on peut faire le maximum avec ce qu'on a. Je me souviens on avait une dotation budgétaire pour la formation des Rodriguais qui veulent se faire spécialistes. Et on sait aussi que le Ministère de la santé va nous dire que si on veut former trois/quatre Rodriguais en même temps, si on attend le Ministère de la sante, ils peuvent nous dire qu'eux, ils ne sont pas prêts. D'ailleurs, je sais qu'il y a le.... C'est très sélectif, le nombre de médecins qui attendent une place pour cette formation. On avait cette liberté *under training* pour avoir un budget pour la formation des spécialistes. Et moi, je me réjouis aujourd'hui qu'à travers les bourses que le Conseil exécutif avait alloué à l'époque. On a aujourd'hui, deux spécialistes, seulement les deux sont en permanence à Rodrigues. Un *physician* en la personne de Dr Legoff et un psychiatre en la personne du Dr Spéville. Il fallait continuer. C'était le budget *sous training*. On avait envoyé ces deux jeunes-là en Chine. Donc, et il y a d'autres possibilités. On avait signé un MOU. Je pense qu'il ne faudrait pas compter seulement sur le Ministère de la santé si on veut former nos spécialistes pour devenir complètement autonomes au niveau de la santé.

La fonction publique, M. le président. Je vois qu'il y a une culture... Je me demande est-ce qu'il y a une culture d'anti-fonction publique avec autant de démantèlement, autant de compagnies, Rodrigues Nature qui pour moi, a le même mandat que le Service des bois et forêts. Est-ce que le Commissaire Perrine n'arrive pas à faire travailler, n'arrive pas à assurer l'efficacité de ses officiers ? On a parlé de.... Mon collègue va en parler, donc, le

/UNREVISED/

démantèlement de la *Water Unit*. On a parlé de la gestion du dépotoir par le privé. On a parlé de la compagnie café. Donc, autant de question. L'avenir de la fonction publique à Rodrigues, qu'en est-il ? Et de l'autre côté, on parle de... on dit. Il y a un langage mais il y a des actions qui ne suivent pas. Au niveau de la pêche, M. le président, j'avais dit tout à l'heure-là, le Commissaire aussi annonce un peu beaucoup.

Donc, le 10 mars 2022, annonce pour faire Maison des pêcheurs dans un mois devant la presse. Je ne pense pas que s'est ouvert. Dans la mesure de l'année dernière du budget en cours, rénovation de Diego Rodriguez. Je me demande aujourd'hui dans l'air de l'intégration digitale, est-ce que ce bateau vieux de 35 ans peut être rénové et répondre à cet air d'intégration digitale alors qu'on a vu qu'à Maurice, ils viennent de faire acquisition récemment, l'année dernière je crois, d'un bateau avec une technologie de pointe pour la recherche au niveau du fond marin. Donc, M. le président, est-ce que tout ça va continuer ? Et là, je voulais dire une petite note aussi par rapport à la pêche à l'ourite. Donc, je vois que la réouverture se fasse en silence, probablement parce qu'on n'est pas trop sûr aussi, donc, ça. Mais *for somebody, it is against sustainable development; for others...*

Donc, pour moi, ce que je veux dire sur la pêche à l'ourite, il y avait autour de cela, des activités, pas juste pour faire des activités mais les activités instructives. Je me souviens il y avait le concours de plus gros ourite qui paraît une petite activité mais qui donne beaucoup d'information : de quel endroit on peut avoir ces gros ourites. Donc, il y avait autour de ça, tout un travail qui allait donner des informations concrètes sur cette question de pêche à l'ourite qui allait être utile pour au lieu de faire venir des consultants d'ailleurs pour deux jours pour travailler dessus, les officiers auraient pu voir eux-mêmes. Et il y avait aussi l'implication des enfants, les enfants qui venaient au niveau du concours qui parlaient du fond marin, des ourites, des *slams*. C'était l'occasion de faire du renouveau écologique en discutant, en faisant réfléchir les enfants. M. le président, au niveau de la gestion des terres, est-ce que... Il paraît, M. le président, qu'il y a eu une compagnie qui a mis une mise en demeure à l'encontre de l'Assemblée régionale au sujet de leur contrat.

Est-ce que c'est vrai ? Donc, le Chef commissaire nous le dira pour un montant impayé, un contrat pour le *surveying* des terrains. On a vu ici aussi des incohérences flagrantes. Mes collègues vont donner des détails au sujet des incohérences au niveau du dossier des baux. Moi, je sais que nous avons donné plus de 6500 baux pendant les 10 ans qu'on était au pouvoir. On a vu au niveau de la Commission de la jeunesse, la culture et des sports. Avant, on parlait de l'enfant pauvre. Là, je ne sais plus comment qualifier. Le mot 'pauvre' ne suffit pas mais

/UNREVISED/

heureusement que le Commissaire de la jeunesse a été accompagné d'autres collègues. Donc, il y a eu des enfants pauvres. Et, M. le président, on a promis monts et merveilles à nos jeunes et moi, je me disais qu'on allait attendre un budget fort de relance pour nos jeunes. Par exemple, je me souviens de l'engouement autour du projet des inter collèges des arts.

Aujourd'hui, on ne peut pas avoir le sport, inter collège de sport, je crois qu'il y a une question d'infrastructure. Mais au moins favoriser la rencontre des jeunes, leurs permettre d'exceller dans ce domaine qu'ils aiment. On n'a rien vu. L'année dernière, on a raté le coche au niveau de la CJSOI et là, je crains qu'on va rater le coche aussi pour les Jeux des Iles parce que le budget n'est pas là. Je vais profiter de l'occasion pour souhaiter bon courage à nos jeunes malgré tout, la jeunesse, le sport, la culture, les enfants pauvres avec les autres, l'informatique et autres. Et je vois aussi qu'il y a l'olympique de Montagne Goyaves qui se prépare et qui veut vivre l'expérience de la Coupe D'Afrique, je crois. Donc, je profite pour les féliciter pour leur très belle performance à Maurice et je souhaite que l'Assemblée régionale peuvent les aider. J'ai vu qu'ils lancent des appels pour avoir des sous ainsi de suite. Donc, vous devez mettre en place un *dome-like structure* parce qu'ils montrent aujourd'hui. Vous êtes là, vous allez le faire mais il n'y a pas de budget.

M. le président, je leur souhaite de continuer à faire reconnaître notre île Rodrigues à travers le monde comme le dit la chanson et malheureusement, le budget est pauvre pour la jeunesse. Mais j'espère que quand même, le Commissaire saura être innovant dans son approche en trouvant des actions, des activités qui pourront encourager nos jeunes et leur donner l'encadrement qu'il faut. Au niveau du social, M. le président, très souvent, je vois que les métiers de l'humain sont un peu sous-estimés. Les métiers de l'humain, je crois que c'est important, aussi important que le développement de l'économie, le développement de la technologie, la préservation de l'environnement, les métiers de l'humain sont tout aussi importants. Et là, je m'adresse à Mme la Commissaire qui s'occupe des enfants, des familles et des femmes.

Je pense que c'est important de comprendre qu'une condition importante pour un avenir durable, c'est d'avoir des enfants bien encadrés, protégés, d'avoir des familles épanouies et d'avoir des femmes qui ont la chance d'être *empowered*. Et je souhaite moi comme Mme la Commissaire cette année, se montrant plus convaincue et plus convaincante sur le travail à faire en faveur de nos enfants, des familles et des femmes. Les mesures annoncées l'année dernière sont restés lettre morte. Je vois que cette année, il y a un bâtiment qui va se faire, c'est bien. Mais le développement de l'humain, de l'enfant, de la femme, de la famille, cela ne se résume

/UNREVISED/

pas à un bâtiment. C'est tout le travail qui se fait. Même sous un arbre avec la personne qu'il faut mais le plus important, c'est créer toutes ces facilités, mettre en œuvre, pour que nos familles, nos enfants, les femmes de notre pays, soient encadrées et puissent être épanouis.

Je vois qu'à la page 119 du *estimates* du budget, les chiffres rapportés au sujet de la violence domestique et du *family dispute* ont une tendance ascendante mais je n'ai pas vu de mesures concrètes qui démontrent cette volonté de Mme la Commissaire, de la Commission de venir de l'avant pour faire baisser cette courbe au niveau de la violence domestique et de *family dispute*. Je vois que le tableau, donc, à la même page, page 119, par de 81 cas de violence rapportés en 2022. Je l'invite à regarder cela. Par contre, le graphique qui l'accompagne démontre que la barre est plus haute que 160. Donc, est-ce qu'il y a eu plus de 160 cas rapportés de violence domestique ou bien il y a eu 81 ? Donc, elle est prof de maths comme moi, elle comprend, elle lira très vite cette *chart*.

Donc, les chiffres ne suivent pas. Le tableau par rapport au dessin. Donc, M. le président, je veux savoir moi de la Commissaire quelles actions est-ce qu'elle mène ou est-ce qu'elle va mener auprès des professionnels de la santé qui sont des maillons forts dans la prise en charge des personnes victimes de violence. Quelles actions menées auprès de la police qui est un acteur important dans le cadre de la prise en charge des personnes victimes de violence ? Je vois qu'il est mentionné dans le *Key Performance Indicator*, en tout cas dans le *estimates* qu'il y a eu plus de 400 cas rapportés l'année dernière à la CDU concernant les enfants. 400 cas rapportés à la CDU. Tout le monde sait quand on parle de CDU, c'est des enfants qui ont des problèmes divers, des problèmes. *Children beyond control. Yes, children with behavioural problems. Children needing mentoring*. Donc, 400. *Probation home* avec 30 places. Oui, tout ça, c'est un ensemble sur le *Child Act 2020* implémenté en 2022 *totally*.

Donc, les 400 cas rapportés à la CDU et nous savons tous que derrière autant de cas rapportés, il y a autant de cas pas rapportés aussi. Je n'entends pas la Commissaire prendre position et mes collègues qui sont dans les écoles, dans les collèges, je pense qu'ils savent la situation au niveau des écoles concernant les enfants en difficulté. Donc, on avait commencé tout un travail. Les *Social Workers* recrutés. On avait mis ensemble le *Network for Professional*. On a consolidé le service chez vous avec des professionnels tels que psychologues, *counsellor* mais la Commissaire doit prendre position. 400 cas rapportés d'enfants à problèmes sur une année, plus d'un cas par jour. C'est alarmant pour une petite île Rodrigues et il faut prendre position.

/UNREVISED/

Je vois qu'à la page 122, toujours pour le CDU, le *Key Performance Indicator*: number of application for *Emergency Protection Order* pour les enfants. On dit qu'on a eu deux en 2022/2023. Cinq, on attend, toucher cinq en 23/24. Je vois que leur tableau montre que de plus en plus, on va émettre plus de *Emergency Protection Order* pour les enfants. Mais c'est une défaite, M. le président. On ne peut pas prévoir et anticiper qu'on aura plus d'enfants à problème et on ne fait rien. Ce n'est pas un honneur que d'avoir un chiffre grandissant dans ce domaine. A la page 122. Donc, il y a des questions à se poser. Il ne faudrait pas que dans une table, on ne fait qu'augmenter les chiffres pour voir de quoi ça parle. Donc, c'est un mauvais signe si ce nombre augmente. C'est-à-dire, c'est le nombre d'enfants qu'on enlève dans leur famille pour être placés. Vous étiez là, M. le président, quand on avait parlé avec Mme l'*Ombudsperson*. Elle avait présenté son rapport sur le RCIs, le *Residential Care Institution*.

Donc, autant de préoccupation où le peuple a besoin de voir la détermination et l'engagement de la Commissaire et du gouvernement. Donc, M. le président, je ne vais pas être trop long. Je vais terminer dans quelques minutes. M. le président, on ne peut pas prendre l'opportunité de continuer à parler de l'importance de consolider cette autonomie. On a célébré les 20 ans. On m'a dit 20 ans, 20 jours. Et je vois il y a des gens sur la route qui me dis, «*Payé penkor gagne payé, ine fer 20 zours fet*». Donc, M. le président, l'autonomie a besoin d'être consolidé. L'autonomie, ce n'est pas la mendicité. C'est vraiment consolider ce peuple pour que chacun prend en charge sa destinée, destinée de notre pays Rodrigues. Et très souvent, quand on est de l'autre côté, on a tendance à vouloir critiquer l'autre, «*Pe bafouer l'autonomie, pa pe respecté l'autonomie.*» Après, on fait pire.

Je me souviens, j'ai pris le temps de relire la question sur l'installation de EDB à Rodrigues. J'ai vu les questions supplémentaires. Il y avait le *Minority Leader* d'alors, M. Grandcourt qui avait mis la question. J'ai vu les *supplementary* du Commissaire Volbert qui était membre, l'ancien membre Rosaire Perrine. Et tout le monde craignait pour l'autonomie. Parce qu'on vient emmener une institution à Rodrigues. Et il avait même dit, «*Kan nou vini, nou pou tir sa dan Rodrigues*». Aujourd'hui, c'est le contraire et aujourd'hui, alors qu'on vient accuser la NDU d'empiéter sur l'autonomie, qu'est-ce qu'on voit ? Toutes sortes d'ONGs venir s'installer à Rodrigues. Et les ONGs de Rodrigues sont mis au placard. RCSS mort pour toute cette histoire qu'il a fait ? Ils demandent, ils écrivent des milliers de fois, même pas une rencontre. Ils écrivent, ils mentent une rencontre. Pas de rencontre.

Et aujourd'hui, on voit toutes sortes d'ONGs. Nous n'avons rien contre les NGOs mais c'est l'esprit de l'autonomie. Très souvent aussi, parfois, c'est des ONGs qu'à Maurice

/UNREVISED/

n'arrivent pas à travailler. Ils viennent ici pour prendre de la hauteur, de l'espace, de la grandeur et très souvent aussi pour faire des choses que nous savons faire. Je vais prendre l'exemple d'un NGO qui aide beaucoup les Rodriguais qui n'avaient pas un pied-à-terre qui vient d'être lancé par Global Rainbow. Il vient, on leur donne un local pour après prendre nos *Nursing Officers* de l'hôpital pour aller donner le service là-bas. Mais le service doit être donné à l'hôpital. Donner le service à l'hôpital, ne pas prendre nos officiers pour emmener là-bas pour aller payer après en plus. Parce que le service, vous le faites là. Ces personnes ont été formées. Ils ont été formés. On connaît leurs compétences. On sait.

Vous ne connaissez pas le projet. On connaît le projet. Et, M. le président, tout comme un... de bluff qu'on a entendu, c'est mon tour aujourd'hui. Et on a vu aussi même je suis sûre que vous connaissez le *Epilepsy Group*. Je suis sûre que vous avez rencontré les éducateurs. Rien contre la personne mais il y a des choses à voir. Il faut rencontrer ces personnes qui travaillent là-bas. C'est une faiblesse. C'est un partenaire qu'il faut rencontrer. Moi, je l'ai rencontré quand j'étais Commissaire. Je connais le dossier. C'est pour ça que je... Il faut faire attention, M. le président, qu'on soit nous-mêmes ce qui piétine sur cette autonomie et puis, on passe son temps à accuser l'autre, à accuser les autres et surtout, on change de langage dépendent de quelle position nous sommes.

M. le président, donc, on a perdu... J'ai mentionné un peu le contexte dans lequel ce budget a été préparé cette année. Donc, on a vu beaucoup de choses pas jolies qui se sont passées aussi. Je disais tout à l'heure-là beaucoup de déplacements de Commissaires chaque semaine à Rodrigues, à Maurice, de Venise à Paris dans toute l'Italie comme dit la chanson. Et les dossiers importants ne sont pas traités. Il faut être plus sérieux. Il faut travailler pour ce peuple. Vous aviez promis le changement. Jusqu'ici, il n'y a pas de changement. On a vu toutes ces guéguerres, des institutions qui ne font pas honneur à notre pays. On a vu toutes sortes de postes d'intégration sur les réseaux sociaux qui ne font pas honneur à la fonction publique. On a vu beaucoup. Il y a eu des dossiers où on parle même de vengeance, des gens qui sont punis, *'instructions sorti lao'*. Le traitement des mamans.

Donc, M. le président, il y a un renouveau pour utiliser le mot.... Le peuple demande un renouveau pour cette année en mettant en œuvre des mesures qu'il faut, travailler pour ce peuple et montrer qu'il y a cette détermination. Donc, je remercie tous mes collègues du parti avec qui on a travaillé pour ce budget. Donc, je sais que ça fait mal quand... Ça dépend de quelle position on est. Donc, je remercie mes collègues. Je leur souhaite bon courage dans le travail qu'ils vont... dans le débat pour tout à l'heure. Je remercie mon parti l'OPR, une école

/UNREVISED/

de la vie. Je remercie mon nouveau leader ensemble vers qui on ira vers ce nouvel horizon, va réunifier ce peuple.

Il y en a qui voulait venir, ils ont vu qu'ils ne vont pas pouvoir, M. le président. Ils voulaient être adoptés et prendre la place de l'enfant légitime. Non. Non, M. le président. Chez nous, '*pas pou enan sa la*'. Merci à mon leader honorifique qui ce matin n'a pas manqué de m'appeler encore une fois pour me souhaiter bon courage pour les débats et merci à tous ceux qui continuent de croire dans le travail que nous avons fait aujourd'hui. Il y a quelqu'un, on me dit '*mem zino dir mil fwa OPR ti la*'. Donc, merci, M. le président.

(Applause)

Mr Chairperson: Let us break for lunch.

At 12.12 p.m., the sitting was suspended for one hour.

On resuming at 1.16 p.m. with the Chairperson in the Chair.

The Commissioner For Women's Affairs and Others (Mrs Agathe): M le président, je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à la Chambre à l'occasion de ce débat budgétaire. Tout d'abord, je souhaiterais remercier et féliciter le Chef Commissaire, Monsieur Johnson Roussety, GOSK, pour ce budget que je qualifierai d'ambitieux et de réaliste. Nous entamons notre politique de remise en ordre. Nous avons rétabli des bases solides constituant le socle de notre prospérité. Les réalisations faites jusqu'à l'or sont remarquables et chaque intervenant de ce côté de la chambre aura l'occasion de parler des réalisations accomplies au sein de notre gouvernement.

M. le président, je vois que les membres de la minorité voient que les reformes que nous avons enclenchées pour le secteur de l'eau et pour le développement de la piste d'atterrissage à Plaine Corail bougent sur la bonne direction. Ils ont peur, M. le président, peur que nous de ce côté de la Chambre, nous amenons ces projets à bon port. M. le président, je voudrais rassurer la population que bientôt, ils vont voir les résultats de nos efforts. Aussi, M. le président, j'aimerais assurer la population que la banque mondiale fait tous les études socio-économique nécessaire pour minimiser l'impact de l'agrandissement de l'aéroport. M. le président, je suis contente que la *Minority Leader* s'attarde sur les fractions pourcentage des projets que soi-disant nous, au sein de ce gouvernement, nous n'avons encore pas implémentées. M. le président, je la conseille de faire son travail de l'opposition et de nous laisser ici de ce côté de la Chambre travailler tranquillement.

/UNREVISED/

M. le président, je tiens à souligner que l'année financière 2022/2023 n'est pas encore terminé. M. le président, pour rebondir sur ce que la *Minority Leader* a dit, elle aime le titre intégration digitale. Elle parle aussi que dans notre budget 2023/2024, on a pris des mesures pauvres, je cite, «misérable» alors que dans le rapport de l'audit depuis aout 2020, vous avez eu des correspondances pour implémenter le *E-Procurement System* avant décembre 2020. *Failure*, M. le président. M. le président, les membres de la minorité aiment beaucoup la digitalisation mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi le *price fixing unit* est resté avec le system manuel jusqu'à maintenant alors qu'à Maurice depuis 2017, le FPU du ministère ont passé à l'heure numérique. M. le président, je peux noter que le Gouvernement sortant a bien travaillé jusqu'à un tel point que le Commissaire qui était responsable du *Consumer Affairs Unit* travaillait seulement sur un règlement pour pouvoir enlever les pouvoirs du ministère en ce qu'il s'agit des prix des commodités.

M. le président, le règlement sur Consumer Protection ont été communiqué depuis 2020 et le Commissaire sortant avait gardé tout cela dans un tiroir et il avait omis de répondre au ministère concerné. Est-ce cela la volonté tant réclamée par OPR par rapport à la numérique ? M. le président, la *Minority Leader* parle des élèves du collège de Maréchal qui sont transférés à la piscine. Elle parle d'une question de sécurité. M. le président, j'aimerais souligner que même si lorsque la *Minority Leader* était de ce côté de la Chambre, elle avait pris la décision de transférer temporairement ces élèves à la piscine de Maréchal. Elle aurait dû penser à cette question de sécurité depuis le départ. M. le président, je vois que la *Minority Leader* a vraiment à cœur, l'éducation. Je ne comprends pas pourquoi lorsqu'ils étaient là, ils ont construit des collèges n'importe où au lieu de capitaliser sur des classes additionnelles à l'instar du collège de Maréchal.

Là, maintenant, ils veulent que nous faisons l'impossible parce que, M. le président, n'ont pas pris les bonnes décisions. M. le président, parlons de l'administrative bloc de La Ferme. Le *upgrading* de ce bloc date depuis 2017, as at April 2022. Une somme de Rs6,296,640 ont été alloués pour la réparation de ce bloc. M. le président, le 08 mars 2021, la *Minority Leader* a fait l'inauguration de ce centre à l'occasion de la Journée de la femme et seulement le bâtiment a été fermée seulement après trois mois d'opération. Un réel fiasco, M. le président. M. le président, j'aimerais éclaircir que le prix de la semence d'haricot rouge à la RTMC n'est pas Rs550 le kilo comme l'a si bien dit la *Minority Leader*. Je viens de vérifier l'information. La semence est vendue à Rs300 le kilo.

/UNREVISED/

M. le président, je trouve cela aberrant qu'elle vient enduire la population en erreur. Avec ce budget, nous nous redonnons les moyens d'accompagner l'ensemble des Rodriguais et Rodriguaises dans une société et une économie de transformation, afin de bâtir une Rodrigues moderne et prospère. Je suis fier de confirmer aujourd'hui que pour l'année financière 2023-2024, Rodrigues a recouvré l'équilibre budgétaire pour ce deuxième exercice financier. Ces résultats ont été obtenus grâce à un effort collectif. Je tiens à souligner le rôle joué par tous les Rodriguais dans cette reprise en main. Avec ce nouveau budget, présenté vendredi par notre Chef Commissaire, nous allons faire un bond énorme dans ce processus de changement que nous avons commencé depuis mars de l'année dernière et les rodriguais verront beaucoup de leurs rêves devenir une réalité.

En tant que responsable du portefeuille du bien-être de la famille, je ne peux que me réjouir de l'importance accordée au promotion de la famille rodriguaise dans le budget 2023/24. A part le budget qui a été alloué à ma Commission pour le bien-être de la famille, des provisions et des mesures budgétaires ont été prévues dans le budget de chaque Commission qui va profiter directement les familles rodriguaises.

La décision courageuse du Chef commissaire pour reformer le secteur d'eau à Rodrigues démontre son engagement vis-à-vis le Rodriguais qui a tant souffert par rapport à nos limitations en ce qu'il s'agit d'approvisionner chaque famille de l'île avec de l'eau potable pour les besoins journaliers. On ne peut pas parler de l'eau sans pensées à l'agriculture et l'élevage. La reforme d'eau n'est pas une action isolée mais plutôt une approche intégrée pour apporter un réel changement et ainsi contribuer au bien-être des familles de l'île Rodrigues.

M le président pour parler un peu de l'amélioration de la connectivité notamment dans le cadre du projet de développement de la piste d'atterrissage à Plaine Corail, c'est un projet que les familles de Rodrigues doivent adopter et prendre à leurs avantages. J'encourage les familles à penser dès maintenant à faire des activités génératrices de revenus toute en accentuant sur le tourisme gastronomique à l'instar. Rodrigues a un énorme potentiel que ce soit pour nos produits de l'agriculture, l'élevage, la pêche, artisanat, agro-alimentaire en outre qui n'est secret pour personnes. Pour l'autonomisation des familles et ainsi faire face à la cherté de la vie, il est primordial que les familles investissent et apportent des idées innovatrices pour satisfaire à la demande locale, régionale et bientôt internationale qui sera possible avec le label «Made in Rodrigues».

/UNREVISED/

M le président, au sein de notre Gouvernement régional nous accordons une attention spéciale à l'éducation et la formation. I quote Kofi Annan, «Knowledge is power. Information is liberating. Education is the premise of progress, in every society, in every family.»

I quote Nelson Mandela, «Education is the most powerful weapon which you can use to change the world.», unquote.

M le président, j'aimerais profiter de mon intervention dans cette auguste assemblée pour féliciter l'équipe dirigeante de 2006 à 2011 composée du Chef commissaire actuel, Johnson Roussety GOSK, adjoint au Chef commissaire, Franceau Aubret Grancourt et le Commissaire de l'agriculture, Louis Ange Perrine d'avoir introduit la gratuité des livres au secondaire dont moi-même j'ai pu en bénéficier et je suis fière de pouvoir certifier que sans tous ces aides que cette équipe dirigeante avait pris je ne serai pas là ou j'en suis pour prendre des décisions qui peuvent apporter un changement significative dans la vie des Rodriguais et Rodriguaises.

M le président, dans ce même élan, notre équipe de l'Alliance libération a initié sur une base pilote le *School Feeding Programme*, «proze repas chaud», au niveau du pré-primaire et primaire d'une fois par semaine. A partir de juillet 2023, le programme passe d'un jour par semaine à deux jours par semaine.

Globally, school feeding programs are one of the most significant and widespread social safety nets, benefitting 388 million children. Rodrigues have also embarked on this journey and our efforts can substantially impact on children's welfare and increase children's motivation to come to school, this can promote higher school attendance.

M le président, de par cette mesure, notre gouvernement veut démontrer notre soutien vis-à-vis des familles face à la hausse des prix et à la dureté de la vie dont tout le monde fait face. Ce programme n'est non seulement bénéfique pour nos petits en ce qu'il s'agisse d'une alimentation saine et équilibrée mais aussi constitue un grand soulagement pour les parents.

M. le président, allow me now to inform the House about the achievement of my Commission from March 2022 to date as well as to elaborate on the different measures that will be implemented by my Commission in the Financial year 2022/23 and for which provisions have been made in the budget 2023/2024.

M. le président,

DEVELOPPEMENT DE LA FEMME ET PROMOTION DE L'EGALITE DES GENRES

Cours de formation pour les femmes

Permettez-moi d'élaborer premièrement sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes filles à Rodrigues.

M le président, dans le processus de développement de la femme et de l'égalité des genres, la Commission cherche toujours à équiper et à permettre aux femmes et aux jeunes filles d'être plus autonomes grâce au renforcement des capacités. Pour atteindre cet objectif, l'un des éléments stratégiques essentiels est la formation. Ce dernier comprend un large éventail de sujets visant à permettre aux femmes de renforcer leur estime de soi et d'être plus indépendantes économiquement. Comme le dit si bien l'intellectuel Ghanéen James Emman Aggrey: «éduquer une femme, c'est éduquer toute une nation».

M le président,

(a) Au niveau de la Formation dans les Centres des Femmes

L'effet dramatique de la crise sanitaire de la pandémie COVID-19 et le conflit Ukraine/Russie se fait toujours ressentir sur le revenu des ménages et il est primordial de donner l'opportunité à la femme rodriguaise, qui en ressent le besoin, de contribuer encore plus au revenu familial. Les cours de formation au niveau des Centres des Femmes, permettent aux bénéficiaires de se lancer dans une activité génératrice de revenu ou monter une petite entreprise. La formation comprend des sujets telles que la couture, la broderie, la cuisine, dont les contenus ont été revus en mettant l'accent sur la spécialisation. Des cours d'aérobic sont aussi dispensés pour permettre aux femmes de rester en bonne santé.

M le président, des démarches sont en cours pour introduire d'autres formations qui favorisent l'autonomisation économique des femmes et promouvoir l'estime de soi, tels que des cours en self-défense, crochet, beauty care, tricotage et tissage.

M le président,

(b) Cours de courte durée en collaboration avec le Mauritius Institute of Training and Development (MITD)

Il est important de suivre les progrès actuels en matière de rôles par rapport au genre. L'un de ces progrès se reflète dans le nombre croissant de femmes chauffeur autour de l'île. Cependant, il a été noté à travers des conversations avec plusieurs d'entre elles, qu'elles ne

possèdent pas les connaissances adéquates dans l'entretien de base d'un véhicule, d'où l'importance de fournir une formation appropriée. C'est pour cela que la Commission a lancé des cours de base en mécanique pour les femmes en collaboration avec le MITD. En outre, pour la prochaine année financière, des cours de base en plomberie et en électricité vont être introduits. Ces formations se feront également avec la collaboration du MITD.

M le président, concernant l'autonomisation des femmes et promotion de l'égalité du genre, tout le monde sera d'accord avec moi que la participation de la femme rodriguaise dans les différentes sphères de la société et leur accès à la prise de décision dans le cadre de la parité hommes-femmes est un élément incontournable dans le processus du développement social, économique, culturel et politique de Rodrigues. Ceci est crucial pour assurer un développement durable pour la génération future. L'investissement dans l'autonomisation économique des femmes et la voie la plus sûre vers l'égalité des sexes, l'éradication de la pauvreté et une croissance économique inclusive.

M. le président, permettez-moi de mentionner les autres actions/programmes mis sur pied pour l'autonomisation économique des femmes et la promotion de l'égalité du genre :

- Premièrement la formation en leadership. Une quarantaine de femme intéressée de joindre l'arène politique ont reçu une formation délivrée par *Gender Links, Mauritius* en novembre 2022. La Formation a été suivie d'un symposium sur la question du genre en politique auquel ont participé les représentants des différents partis politiques à Rodrigues.
- Dans le contexte de la Journée Internationale des Femmes qui était axée sur le monde numérique et à l'innovation, pour briser les stéréotypes de genre et également éliminer les inégalités en ligne, la Commission a organisé une Table Ronde le 08 mars 2023, sur le thème «Protection des droits des femmes et des filles dans les espaces numériques».

La Table Ronde était suivie par deux sessions de sensibilisation sur la Technologie visant à sensibiliser les femmes, incluant les femmes entrepreneurs sur le danger de la mauvaise utilisation des outils technologiques et comment protéger leurs données personnelles en ligne, le 08 mars 2023.

M. le président, une première à Rodrigues, la Journée Internationale des Hommes a été célébrée pour la première fois le 19 novembre 2022 afin d'inclure plus les hommes dans les activités visant à lutter contre la violence contre les femmes et les filles et aussi pour

/UNREVISED/

promouvoir la contribution des Hommes comme partenaire avec les femmes pour le développement économique et social du pays. Je trouve cela aberrant que certains membres de la minorité ont qualifié cette activité comme un fiasco. Tout cela pour vous dire, Monsieur le Président, que la plupart des temps, on met trop d'emphasis sur la quantité alors que nous devons œuvrer pour atteindre la qualité.

On this occasion, an event was held at Grand Recreational Compound and Public Beach. My Commission is thankful to the organisation committee comprising of stakeholders like 'Group Zom', male staff of the Commission for Family Welfare and Others, The Rodrigues Council of Social Services, the Commission for Youth and Sports, the Rodrigues Regional Youth Council, and the Rod Riders Club.

The activities proposed to the men were as follow Mr Chairperson, Sir,

- A Motor Vehicle Rally (Auto/Moto) from Mt Lubin to Grand Baie
- A Peaceful March from Baladirou to Grand Baie
- A photo exhibition in tribute to men's contribution to the advancement of the Rodriguan Society
- Sensitisation through arts
- Recreational activities and sports competitions
- Talent Shows

The local theme chosen to celebrate the International Men's Day in Rodrigues was '*Ansanm Nou Avanse*'. The theme is in line with the concept 'Men as partners' adopted by the Commission for Women's Affairs, Child Development and Family Welfare which consists of involving men in the holistic development of the family as well as fighting against gender-based violence in our beloved island.

M. le président,

L'accompagnement des femmes entrepreneurs

L'entrepreneuriat au féminin est une source d'émancipation pour les femmes et une force créatrice de changement. La croissance économique dépend aussi des femmes, cela est particulièrement vrai pour notre île où ce secteur ne cesse de croître d'année en année avec de plus en plus de femmes se lançant dans la création d'une petite entreprise pour devenir autonome financièrement ou pour contribuer au revenu familial dans un contexte économique

/UNREVISED/

de plus en plus difficile. Le statut de femme au foyer se trouve petit à petit remplacé par le statut de femme entrepreneurs qui est une bonne chose pour la parité Hommes-Femmes.

Mon gouvernement a donc pris l'engagement de soutenir et encadrer les femmes entrepreneurs de Rodrigues, ainsi que d'encourager un maximum de femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat.

- C'est ainsi que ma Commission avec la collaboration de JA Mascareignes a permis à plus d'une cinquantaine de femmes entrepreneurs/jeune filles désireuses de créer une petite entreprise de bénéficier d'une formation en entrepreneuriat sous le projet JA Mascareignes ITS TYME (Immersion Training Strategy Targeting Young Marginalised Entrepreneurs). Les participants ont reçu leur certificat de fin de formation en novembre 2022.

M. le président,

- Ma Commission avec l'assistance financière de UNFPA a facilité la participation de deux membres de EFOI-Espaces Rodrigues dans la Seconde Edition du Festival des Fibres Naturelles et Innovations à Madagascar en août 2022.
- Dans le contexte de la Journée Internationale des Femmes, une foire pour les femmes entrepreneurs est organisée à partir d'aujourd'hui le 28 mars au 1^{er} avril 2023 sous le chapiteau à l'espace parking à côté de l'Administration Centrale où les femmes entrepreneurs ont l'occasion de vendre et de faire découvrir leurs produits.

M. le président,

- Pour répondre à une forte demande des femmes entrepreneurs de Rodrigues, des formations en informatique vont être organisées pour les femmes entrepreneurs à compter du mois d'avril. Des contacts ont également été établis avec la NPCC (National Productivity and Competitiveness Council) pour la formation ELIT (English Literature using IT) ainsi que d'autres formations pour les femmes entrepreneurs. L'emphase sera mise sur l'innovation, la productivité et la qualité des produits.

/UNREVISED/

M. le président, avec le projet d'agrandissement de la piste de l'aéroport et le développement touristique qui s'en suivra, nous avons besoin de créer plus d'espaces pour que les femmes entrepreneurs puissent exposer et vendre leurs produits. C'est pourquoi ce budget fait provision pour:

La conversion de l'ancien restaurant de Mon Limon en vue de mettre à la disposition des femmes entrepreneurs un espace situé au Centre de l'île et à côté du site touristique de Mon Limon pour la Commercialisation de leurs produits.

Les démarrages des travaux de construction pour un *market fair* pour les femmes entrepreneurs dans la Région de Petite Butte.

M. le président, comme vous pouvez le constater, le budget '*Recurrent*' pour la promotion de la femme et le bien-être de la famille est passé de Rs2 millions à Rs4 millions pour la prochaine année financière pour offrir plus de perspectives et d'opportunités pour les femmes et la famille en générale car le gouvernement de l'Alliance Libération croit fermement à la capacité de la femme rodriguaise et se soucie du bien-être de la famille. 13.44.08

M. le président, en ce qu'il s'agit de la:

Protection et Développement de l'enfant

Notre politique consiste à donner aux enfants le meilleur encadrement possible et veiller à ce que leurs droits soient respectés. En investissant dans les enfants aujourd'hui, nous investissons pour un avenir meilleur parce que les enfants d'aujourd'hui seront les adultes de demain.

M. le président, durant la première année de notre mandat, l'emphase a été mise sur la protection de nos enfants et l'accompagnement des parents et des personnes travaillant avec les enfants pour qu'elles puissent mieux encadrer les enfants.

On m'a informé, que d'après les données statistiques, 420 cas ont été rapportés au *Child Development Unit* pendant l'année 2022 et plus d'une soixantaine de cas ont pu bénéficier des services d'accompagnement psychologique pour la période juillet 2022 à ce jour.

Une attention particulière a été accordée aux enfants qui sont placés au Foyer Marie Madeleine de la Croix à Baladirou pour s'assurer qu'ils puissent jouir du même droits et facilités que les enfants qui ont la chance de vivre au sein d'une cellule familiale.

/UNREVISED/

M. le président, les travaux de rénovation entrepris pour permettre au foyer d'obtenir son *Residential Care Home Licence* auprès du *Residential Care Home Board* ont été complétés et très bientôt le foyer obtiendra son enregistrement.

Un *grant* additionnel a été alloué à la Congrégation des filles de Marie pour remplacer les matelas au foyer et le *grant* trimestriel accordé au foyer a été augmenté pour que le foyer puisse se procurer de l'eau auprès des distributeurs privés pendant les périodes de sécheresse pour éviter les ruptures en alimentation en eau pour les enfants au foyer.

Des activités de Loisirs ont aussi été organisées pour les enfants du foyer, comprenant notamment une sortie d'une journée à la réserve François Leguat où les enfants et leurs accompagnants ont pu prendre un repas ensemble au restaurant de la réserve. Je remercie en passant, la Réserve François Leguat, pour l'accueil accordé aux enfants du foyer et pour avoir revu leurs tarifs à la baisse pour ces enfants. Un atelier de pâtisserie a aussi été organisé pour les enfants pendant les vacances de décembre.

M. le président, dans le contexte de la désinstitutionnalisation des soins alternatifs, la Commission travaille actuellement avec la Congrégation des Filles de Marie pour une structure séparée (*Home-based*) pour les garçons placés au Foyer.

J'ai eu l'occasion de visiter une structure semblable gérée par la fondation pour l'Enfance Terre de Paix à Maurice. Ces petites structures accueillent pas plus de cinq résidents/résidentes. Le Directeur de la Fondation Terre de Paix, que je profite pour saluer au passage, a donné son accord pour accompagner ma Commission pour la mise sur pied de cette structure.

M. le président, nous venons de l'avant très prochainement avec deux règlements un sur le *Child Mentoring* et l'autre sur le *Placement Home* parce que les règlements existants ne sont plus en phase avec le *Children's Act 2020*.

Je souhaiterais ici apporter une petite précision concernant le '*Child Mentoring Scheme*'. D'après le *Children's Act 2020*, les enfants qui sont placés sous le *Child Mentoring Scheme* sont des enfants âgés entre 08 et 16 ans que je cite :

- sont négligés
- ont un problème d'adaptation social
- ont un problème de comportement

/UNREVISED/

- ou qui sont en détresse

Ne sont pas pris en charge sous ce *scheme*, ce qu'on appelle le '*Child beyond Control*', c'est à dire «*Child with serious behavioral concerns*» qui est pris en charge par le '*Probation and after care services*'. Je profite pour féliciter notre Chef Commissaire qui a prévu dans le prochain budget, la mise sur pied d'un probation home à Anse Goéland comme c'est prévu dans le *Children's Act 2020* sous la Section 41.

M. le président, je remercie de passage l'*Ombudsperson for Children*, Mme Rita Vencatasawmy, GOSK et le Bureau de l'*Ombudsperson for Children* qui a fait le déplacement à quatre reprise à Rodrigues depuis le début de notre mandat pour la présentation du rapport annuel du bureau de l'*Ombudsperson* d'une part mais également pour la formation du personnel des organisations et des services travaillant directement avec les enfants, formation qui était axée sur la protection des droits des enfants et le nouveau *Children's Act 2020*.

Je remercie également l'*Ombudsperson for Children* de m'avoir invité ainsi que d'autres staffs de ma Commission pour un workshop de deux jours à Maurice en mai 2022, workshop qui était organisé grâce au soutien financier de la Délégation de la Commission de l'Union Européenne à Maurice, et qui a permis de réunir les membres de la société civile concernées par le bien-être des enfants afin de réfléchir à la manière dont les lois et les réglementations relatives à la protection alternative des enfants pourraient être plus efficace et efficiente dans la pratique, conformément à la stratégie de désinstitutionalisation.

M. le président, la prévention de l'abus sexuel sur les enfants et la lutte contre la pédopornographie restent également une priorité pour ma Commission. C'est dans cet optique que ma Commission s'est associée avec l'ONGs PEDOSTOP, Maurice pour la formation des professionnels travaillant avec les enfants tels que les *social workers*, psychologues, les officiers de la CDU, les responsables des écoles spécialisées et même la police entre autres. 33 personnes ont déjà bénéficié de la formation pendant le mois de février et du 17 au 22 avril, 99 personnes additionnelles vont être formées.

M. le président, je suis fière également d'annoncer que le programme d'Education Sexuelle Complete va être étendu dans toutes les écoles maternelles de l'île à la rentrée scolaire du deuxième trimestre. La formation des enseignants a déjà été complétée et je remercie le UNFPA pour son apport financier à ce projet et aussi pour son apport financier pour le projet d'éducation parentale implémenté en collaboration avec le RCSS. Plusieurs rencontres ont été

/UNREVISED/

organisées durant l'année, que ce soit avec le RCSS, les animateurs et les parents bénéficiaires pour redynamiser le programme qui va être étendu sur la prochaine année financière avec l'introduction des modules de formation supplémentaires.

Le programme, conditionnement sexuelle des enfants '*prevention of child grooming*' va être organisé pour environ 400 élèves de grade 5 et grade 6 du primaire et 700 élèves de grade 7 et 8 des écoles secondaires à compter du mois de mai en 2023.

M. le président, la commission a également revu sa campagne d'information et de sensibilisation pour plus d'efficacité. C'est ainsi que la Commission travaille avec le S'kool of Arts pour la sensibilisation à travers l'art comme les pièces de théâtre, le *slam* et les *short videos* qui seront diffusés notamment via les réseaux sociaux tel que Facebook.

M le président, concernant le développement de l'enfant, l'emphase sera également mise sur la petite enfance la prochaine année financière car en misant sur la petite enfance, nous produirons des adultes sains, éduqués, sûrs d'eux-mêmes et productifs dont la société en bénéficiera plus tard.

Nous allons commencer à accompagner les jeunes parents avant et pendant la période de conception et cela avec la collaboration de la Commission de la santé en mettant l'emphase sur la participation active des papas concernant le *child upbringing* et aussi dans l'éducation des enfants dès le plus jeune âge.

Le Chef Commissaire a annoncé dans son discours budget la réforme des écoles maternelles pour appuyer notre politique de développement de la petite enfance.

M. le président, j'ai été très impressionnée en visitant le Centre d'Eveil à Albion géré par la Fondation pour l'Enfance Terre de Paix et la méthode d'enseignement Montessori. Ce modèle de centre d'éveil m'a inspiré pour nos crèches, voire les écoles maternelles à Rodrigues. Nous avons sollicité l'assistance du Directeur de la Fondation pour l'Enfance Terre de Paix pour la formation de nos *Day Care Givers* et le personnel du Foyer à Baladirou.

Bien-être de la famille et protection contre la violence domestique et violence basée sur le genre.

M. le président, la famille est le pilier de la société d'où l'importance d'assurer un équilibre entre le développement économique et le progrès social. Pour l'épanouissement de la famille, il faut un environnement propice et c'est pour cela que le gouvernement de l'Alliance Libération dans ce budget s'est occupé de tous les secteurs autour de la famille. Je fais référence

/UNREVISED/

au secteur de l'Éducation, de la Santé, de la Jeunesse, de l'Environnement, de la Sécurité Sociale, du Sport, les Infrastructures Publiques, Logement Social et les secteurs économiques tels que la Pêche, l'Agriculture et l'Entrepreneuriat où des provisions budgétaires conséquentes ont été allouées et des mesures innovantes ont été introduites et qui vont bénéficier directement ou indirectement les familles rodriguaises.

M. le président, si nous prenons par exemple le secteur éducatif, nous savons tous à quel point ça pèse sur le budget d'un ménage pour envoyer un enfant poursuivre des études post-secondaires et tertiaires. La révision des plafonds et du montant des plans d'aides pour les étudiants ainsi que l'introduction des nouveaux "schemes" va définitivement aider à soulager un maximum de familles rodriguaises qui se trouvent déjà très affectées par la montée des prix et la perte du pouvoir d'achat.

M. le président, j'en ai cité que quelques-unes des mesures qui vont soulager financièrement les familles. A cela s'ajoute les mesures qui visent à protéger les familles contre les fléaux sociaux tels que l'alcool et les substances illicites et aussi les mesures qui visent à s'assurer que les familles auront un accès équitable aux services de soins de qualité.

Permettez-moi, M. le président, de citer quelques mesures que ma Commission a mis en œuvre concernant le bien-être de la famille pour l'année financière 2022/2023 et aussi les grandes mesures pour lesquelles des provisions budgétaires ont été allouées dans le prochain budget concernant le bien-être de la Famille.

M le président, comme l'a annoncé le Chef Commissaire dans son discours vendredi dernier, nous allons entamer la construction d'un *Gender Resource and Wellness Centre* lors de la prochaine année financière, qui est un centre qui agira comme un catalyseur de développement pour les hommes, les femmes, les enfants et la famille en mettant à leur disposition des moyens de loisirs, des cellules d'accompagnement et d'écoute ainsi qu'un Centre de ressources pour la promotion de l'égalité des genres.

M. le président, pour que nos familles s'épanouissent et jouissent d'une bonne santé mentale et vivent une vie sans stress, cela passe par des activités de loisirs et de détente. Ces ainsi que nous avons prévu dans le prochain budget, le démarrage d'un vaste programme d'amélioration des infrastructures au niveau des aires de jeux.

M. le président, nous n'avons pas oublié les familles venant des couches défavorisées de la société, c'est ainsi que nous avons introduit un nouvel item budgétaire dans le budget 2023/24 concernant un programme d'autonomisation des familles qui vient remplacer l'ancien

Family Farm Project pour donner plus d'opportunités aux familles nécessiteuses et les aider à monter une petite entreprise, ou de bénéficier d'une formation ou d'un stage en entreprise en vue de leur insertion par l'activité économique.

Protection from Domestic Violence and Gender Based Violence

M le président, malgré les efforts entrepris ces dernières années pour lutter contre la violence domestique et la violence basée sur le genre, le chantier à abattre pour en venir à bout de ce "fléau" de violences causées aux femmes et aux jeunes filles ainsi que les pratiques préjudiciables reste vaste. Ces actes de violences et pratiques constituent des violations des droits fondamentaux qui privent les femmes de leur avenir et nuisent à leur santé et à leur bien-être.

C'est pourquoi, M. le président, un de nos axes d'intervention pour travailler afin de mettre fin à la violence domestique et violences basées sur le genre reste l'information et la sensibilisation de la population et également en impliquant plus les hommes dans nos actions et stratégies visant à lutter contre les violences faites aux femmes d'où nos projets «Men as partners».

Mr. Chairperson, Sir,

- From August to September 2022, 10 women victims of domestic violence were involved in a group counselling session/"Groupe de Parole" for a duration of eight weeks. The outcomes of the group counselling session have revealed positive impact on the participants of which; enhanced self-esteem, increased self-determination and awareness of the victims' rights.
- In the context of the International Day for the Elimination of Violence against Women and Girls held on 25 November 2022, some 50 youths from Upper Six classes of different Secondary Schools and Youth Parliament participated in a debate on Gender Inequality and Domestic Violence, preceded by a peaceful march by the youth on the theme "*Youth as Agent of Change*" to fight against Gender-Based Violence" (GBV).
- Actually, five survivors of domestic violence are undergoing on-the-job training for a period of six months in local enterprises in Rodrigues with the full financial support of the Commission. The aim of the placement programme is to enable

/UNREVISED/

these vulnerable women to build self-confidence and acquire entrepreneurial competencies and working skills.

- From July to March 2023, some 50 inhabitants of Baladirou, Port Sud Est, Anse Nicolas and La Ferme participated in training on “*Le Sens de L’Engagement dans le Couple*” in view of better coaching couples in relation to their responsibilities through their sense of commitment

One big progress in the fight against Gender Based Violence, Mr. Chairperson, Sir, is the implementation of DOVIS, which is a National Domestic Violence Information System, implemented at National Level.

Mr Chairperson, Sir, I am pleased to inform the House that the DOVIS project has been launched in Rodrigues on the 20th of this month in the context of the launching of the Consultative Workshop on the Elaboration of the National Policy Paper on Family. Training of users has already started and is ongoing.

Mr Chairperson, Sir, I am also pleased to announce that a delegation from the Prime Minister’s Office, was in Rodrigues on 16 and 17 March to carry out Consultative meetings in the context of the “Study on the Prevalence of Gender-Based Violence (GBV)” in Rodrigues in the context of the implementation of the National Strategy and Action Plan for the elimination of Gender Based Violence (GBV) launched in 2020 in Mauritius. This study is an important milestone to enable the preparation of an action plan to fight Gender Based Violence in Rodrigues.

M. le président, pour la prochaine année budgétaire, nous allons innover dans notre approche pour combattre la violence domestique et la violence basée sur le genre.

Pour lutter contre le fléau de la violence domestique, il est important qu’un soutien thérapeutique soit apporté non seulement aux survivants de violences mais aussi à ceux qui commettent des actes de violence répétés, qu’ils soient physiques, psychologiques, verbaux, sexuels ou économiques. Cela aidera à aborder le problème de la violence domestique de manière holistique. C’est ainsi qu’un «Groupe de Parole pour les Auteurs de Violence Domestique», «les *perpetrators*», composé de dix séances thérapeutiques sera proposé qui comprendra des modules sur la victimisation, l’impact de la Violence Domestique, l’empathie, les compétences de communication et la gestion de la colère.

/UNREVISED/

Finally, but not the least, Mr. Chairperson, Sir, to promote a better equality and equity among men and women and reduce violence perpetrated by males, it is necessary to have an understanding of how men perceive their masculinity and male identity and how this has been shaped over time. A research on Men's perception of masculinity and male identity will be conducted to have an insight into the origins of gender inequality and the perpetration of violence in the society so as to set up appropriate future actions for a more peaceful community.

The study will target some 100 adult males around the island and will use a triangulation design including a focus group and a survey. It will be held from September 2023 to June 2024. A validation workshop will be held and the final report will be produced and disseminated to different institutions at the end of the study.

M le président,

Concernant la fixation des prix des produits contrôlés par le Price Fixing Unit à Rodrigues.

À Rodrigues, le procédé pour la fixation des prix des articles contrôlés se fait encore manuellement alors qu'à Maurice, le ministère du Commerce et la Protection des Consommateurs dispose déjà d'un système informatisé, le 'Price Fixing Information System' depuis 2017.

M. le président, à l'heure du numérique, nous ne pouvons plus tolérer un système de fixation de prix archaïque qui est en train de pénaliser nos consommateurs à Rodrigues. C'est ainsi que nous avons prévu un montant de Rs11,5 millions dans ce budget 2023/24 pour la mise en place d'un *Price Fixing Information System (PFIS)*, qui accélérera l'ensemble du processus de fixation des prix en allégeant le fastidieux traitement manuel des documents soumis par les importateurs et ainsi permettre d'informer efficacement le public et les importateurs sur les changements des prix dans le meilleur délai.

De plus, les différentes parties prenantes, comme les importateurs ont été consultés et leurs avis recueillis et ils sont tous été d'accord par ce nouveau système qui va permettre une prestation de services rapide et de qualité.

M. le président, ce système informatisé est signe d'une grande avancée dans le contrôle des prix à Rodrigues et améliorera les transactions pour tous les partenaires concernés et les consommateurs ne pourront qu'en bénéficier.

/UNREVISED/

De plus, M. le président, toujours dans l'optique de restructurer le *Price Fixing Unit* pour offrir un meilleur service, ce budget fait provision pour le recrutement d'un *Analyst* qui sera posté au *Price Fixing Unit*.

M le président, je tiens donc à remercier notre Chef Commissaire, M. Johnson Roussety et mes collègues Commissaires de placer en moi encore une fois leur confiance pour mener à bon port les portefeuilles qui m'ont été confiés.

Comme vous pouvez le constater, M. le président, ma Commission n'a pas chômé depuis que le parti l'Alliance Libération est venu au pouvoir, même si certaines personnes disent le contraire.

Je tiens donc, avant de terminer, à remercier toutes ces personnes qui ont contribué pour les différentes réalisations de ma Commission et également pour leur contribution à la préparation de ce budget.

Je tiens à remercier, ma Cheffe de Département, Mme Marie Arielle François, le staff de ma commission et les différents partenaires, les ONGs qui ont œuvré à nos côtés, notamment *Gender Links, Mauritius*, *JA Mascareignes*, UNFPA, la Commission de l'Union Européenne à Maurice, Pedostop – Mauritius, le Ministère de l'Egalité des genres, le Ministère du Commerce et de Protection des Consommateurs, la Fondation pour l'Enfance Terre de Paix, la Brigade pour la Protection de la famille, la NEF, la MFPWA et les différents partenaires et collaborateurs de la Commission à Rodrigues. Je ne pourrais malheureusement pas tous les mentionner mais leur contribution est précieuse et je tiens à les remercier et leur demander de continuer à soutenir ma Commission et de continuer de collaborer avec ma Commission pour la réalisation des mesures énoncées pour la prochaine année budgétaire.

Merci, M. le président. Merci de m'avoir permis de m'adresser à la Chambre cet après-midi. Merci pour votre écoute.

SUSPENSION OF S.O. 9 (3)

The Chief Commissioner: With your permission, Mr Chairperson, Sir, I beg to move a motion without notice under Standing Order 9 (5). I move that the remaining business on today's Order Paper be exempted from the provision of Standing Order 9 (3) of the Standing Orders. Thank you.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

/UNREVISED/

The Fourth Local Region Member for Maéchal (Mr J. P. SPEVILLE): Merci M. le président, merci de me permettre de prendre part aux débats sur le budget 2023-2024.

D'abord, je voudrais remercier le Minority Leader pour son discours et aussi la Commissaire de la Famille pour son discours très argumentatif.

M. le président, ce budget est présenté dans un contexte particulier parce que les attentes en ce qui concerne ce budget, non seulement, en ce qui concerne l'opposition mais aussi ce qui concerne la population à Rodrigues. On s'attendait à ce que ce budget réponde vraiment d'abord aux questions, aux appréhensions de nos frères et sœurs de Rodrigues, en général dans un contexte particulier où le Chef commissaire a fait mention vendredi dernier, et je cite :

« L'économie mondiale devrait connaître un ralentissement en 2023. », fin de citation.

On s'attendait que le Chef commissaire dans son intervention du discours du budget éclair la population concernant des mesures concrets et réalisables dans l'intérêt de la majorité de la population afin d'y remédier à cette situation où il affirme encore et je cite :

« Il y a une chance sur quatre que la croissance mondiale tournera autour de 2.9%, toujours en 2023. », fin de citation.

M. le président, c'est un budget qui démontre la réalité de la face d'un gouvernement qui, à même commencer, est au bout du souffle. Nos oreilles aiment la bonne musique, M. le président. Mais après avoir écouté pendant deux heures le Chef commissaire, je suis resté sur ma faim quand je compare les mots et les moyens disponibles pour la réalisation de ce budget. *Kozé boku mai resulta mince.* J'ai fait le tour pour cerner le pouls de la population concernant ce budget. Malheureusement, la population à constater que c'est seulement une continuité étriquée du budget 2021-2022 car leur bilan de l'année financière de l'année précédent n'était pas aussi fameux.

M. le président, *« Passer de la Parole aux Actes : Ensemble faisons progresser l'île Rodrigues »*, comme le Minority Leader a déjà mentionné, très belle slogan de ce gouvernement. Mais concrètement que voit-on ? Le Chef commissaire s'est attardé sur ces mots plusieurs fois dans le budget 2022-2023, mais de quel progrès parle-t-il ? Depuis l'année dernière on a eu droit à des belles orales littéraires alors que le bilan de ce gouvernement est presque négatif. Et, dans ce budget 2023-2024, le Chef commissaire vient nous rappeler dans son discours budget, paragraphe 244, et je cite : *« Respectez le Rodriguais c'est lui dire la vérité. », fin de citation.*

/UNREVISED/

M. le président, si je me permets de demander combien de fois ce gouvernement nous a dit la vérité ? Respecte-t-il vraiment cette auguste Assemblée et la population toute entière ? Non, M. le président.

M. le président, je voudrais dire au gouvernement régional et le Chef commissaire que les attentes de la population étaient grande piéger dans le spiral du changement du gouvernement – *et zordi pe mord zot prop ledoi avek regret*. Oui, M. le président, c'est ça le sentiment et état d'âme de la population aujourd'hui face à ce gouvernement même avec ce budget et empêtre de vitesse populaire et à vitesse grand V. N'est-ce pas, M. Tobize ?

Les enfants, la jeunesse qui ont donnés corps et âme pour les changements et qui vous écoute attentivement. Les ménagères, les chômeurs, ceux qui souffrent, ce qui en fin de mois arrivent difficilement à joindre les deux bouts. Les pères de famille, les retraites qui dans les supermarchés passent des moments extrêmement difficiles avec leurs enfants pour les fins des mois. Et aujourd'hui, après ce budget, la déception est encore plus palpable et présente dans les familles Rodriguaise. Je n'ose même pas répéter les qualitatifs de la rue ici, ils les savent très bien.

M. le président, avant d'entrer dans le vif du sujet je me dois d'aborder la question qui préoccupe le plus la population de Rodrigues en ce moment. Je fais bien évidemment référence au secteur de l'eau. Nous savons tous à quel point la population est inquiète surtout pendant cette période sèche.

M. le président, pendant le budget 2022-2023, le gouvernement avait promis d'une dotation de plus de Rs 20 millions qui sera allouer pour faciliter l'accès des familles a un bassin pour améliorer leur capacité de stockage d'eau. *Promesse c'est ene dette, M. le président !* Malheureusement, l'année budgétaire 2022-2023 tire a sa fin. Aucune famille n'a pu bénéficier d'un bassin de Rs 30,000 comme martelait par les Membres de l'autre côté de la Chambre pendant la campagne électorale 2022.

M. le président, ce présent gouvernement avait accusé à tort le gouvernement d'OPR d'alors de mauvais gestion et ce bien commun qu'on appelle l'eau et de mettre en danger la santé de la population avec la production et distribution de l'eau de dessalement qu'ils qualifiaient comme un échec et d'émagique. Pour reprendre leurs diatribe, *sévé pou tombé lor la tet, tou pe rouillé dan la cuisine. Laisse delo dou ale dan la mer et fer nou boire delo salé*. Et j'en passe ! Il faut leurs rappeler de leurs propres paroles, M. le président, que pour gagner les élections. Paradoxalement, M. le président, aujourd'hui ces mêmes personnes sont

/UNREVISED/

prêtes à investir plus de Rs 500 millions provenant de MIC en 2023-2024 dans les unités de dessalements afin d’approvisionner la population en eau. Ce qui est le vrai démagogue, M. le président.

Au niveau de l’économie à Rodrigues, M. le président, nos frères et sœurs de Rodrigues cherchent des signes d’espoirs à travers les mesures et les décisions annonçant dans ce budget. Est-ce que ce deuxième budget de ce gouvernement régional vient apporter des réponses aux problèmes économiques et sociaux dans lesquels se trouvent le peuple de Rodrigues aujourd’hui afin d’assurer la prospérité, la stabilité, la sécurité auxquelles la population Rodriguaise s’attend ? Ce budget que le Chef commissaire nous présente protégera-t-il notre île Rodrigues et la population pour assurer ce que lui-même a proposé dans son discours budget vendredi dernier, à savoir, l’accompagnement, la protection et le développement soutenu de Rodrigues ? Non, M. le président ! Le bilan du budget 2022-2023 fut catastrophique. Heureusement, le gouvernement sortant avait laissé quelques projets en héritage sinon *l’Annual Report* pour 2022 du gouvernement régional serait presque nul en analysant leurs réalisations pour 2022. Cependant, le budget 2023-2024 est qu’insignifiant en terme d’espoir avec un manque total d’ambition surtout pour la classe moyenne.

M. le président, avec ce présent budget - *ris pou vine pli ris, pov pou vine pli pov* – voilà ce qu’un jeune homme mécanicien de 20 ans m’a dit pendant le week-end et pense fortement que les jeunes comme lui sont mis à côté dans ce budget. C’est malheureux et révoltant d’entendre ces paroles, M. le président.

M. le président, les réactions qui ont suivis la présentation du budget et qui continue encore aujourd’hui, parle d’elle-même. L’insatisfaction est à son apogée puisque les Rodriguais se sont vite rendu compte que rien n’a été entrepris pour contenir la spirale inflationniste du marché avec la flamber des prix dans les supermarchés et les trous dans les poches des Rodriguais qui se trouve au bas de l’échelle sociale.

M. le président, la population Rodriguaise espère une réaction et une approche qui répond réellement au besoin du peuple à travers les décisions du gouvernement. A la place, nos frères et sœurs de Rodrigues ont eu droit à un ensemble de proposition hétéroclite dont certains d’énouer de tous sens, un peu comme certaines décisions incohérentes prises par le Conseil Exécutif et on ose parler d’efficacité, M. le président ?

Au niveau de la santé, M. le président. Dans le secteur de la santé, le budget 2023-2024 comporte, je dois dire, qu’il y a quelques mesures intéressantes. Comme, par exemple,

/UNREVISED/

l'acquisition de six nouvelles ambulances avant la fin d'avril 2023 et l'augmentation des allocations des Agents de Santé passant de Rs 3,000 à Rs 4,000. Toutefois, la population se pose des questions sur l'hôpital moderne que le Commissaire de la Santé a fièrement annoncé dans cette Chambre en 2022. Cette question est importante et légitime, M. le président, car tous les indicateurs démontrent que notre système de santé à Rodrigues a toujours des faiblesses. Par exemple, un manque de médicaments perdure depuis longtemps, le manque de personnel soignants et non-soignants qui les obligent de travailler pendant des longues heures d'affilés, le manque d'équipements et finalement, le manque de médecins spécialistes. M. le président, cela devient de plus en plus problématique et il contribue largement au sentiment d'abandon de la population qui nourrit la couleur sociale que nous vivons.

Au niveau du sport et la jeunesse, c'est alarmant, M. le président. M. le président, venons-en aux mesures qui ont été annoncé et la jeunesse à Rodrigues. Ce présent budget était une occasion rêvée pour donner une nouvelle orientation et dynamisme au sport d'élite à Rodrigues avec des mesures qui répondent à la demande des sportifs Rodriguais après ce temps d'arrêt dû au COVID-19. Les sportifs souhaitent avoir un nouveau souffle dans le sport à Rodrigues. A savoir que nos sportifs sont en manque de compétition national et international.

M. le président, en ce qu'il s'agit du dossier du sport, nous avons eu droit une nouvelle fois à des effets d'annonces. Pourtant, M. le président, tous les Rodriguais avait cru que toutes les disciplines sportives allaient continuer après ce budget mais on peut constater avec amertume que ce n'est pas le cas, surtout, pour les régates. C'est très triste pour tous ces pêcheurs qui prennent du plaisir en faisant de la régate et qui rêvent même d'être sur la scène nationale ou internationale pour représenter Rodrigues. Comme dit très bien ce fameux monsieur R. H. en commentaire sur Facebook et, je cite : « *la famille pecheur, ban fan regate et ban regatier pe get zot bien la.* ».

M. le président, 'l'Open de Rodrigues', fut créé par OPR en 2021 et les jeunes ont bien aimés cette évènement. Pour cette première édition 'Open de Rodrigues' certaines disciplines sportives, comme le moto-cross, le cycliste, la natation et le tennis furent relancer officiellement. Ces projets a pris beaucoup de temps pour mettre sur pied par différents acteurs et la Commission des Sports. Aujourd'hui, tous ces projets sont tombés à l'eau, M. le président. C'est un manque de respect envers tous ces acteurs qui ont contribués pour l'aboutissement de ce projet et l'avancement du sport à Rodrigues. A notre grand étonnement, M. le président, on constate que le tennis et le cycliste ont de nouveau disparus en regardant le budget. Y-a-t-il un problème de leadership au niveau du gouvernement régional ? Le cycliste est devenu populaire

/UNREVISED/

avec le lancement de la compétition ‘Tour de Rodrigues’ où certains jeunes athlètes, comme Noah Ong Tone a brillé et a pu représenter Rodrigues sur la scène nationale et internationale en Afrique. Ces disciplines sportives risquent de disparaître si le gouvernement ne fait pas l’effort de préparer ces athlètes et d’investir dans leurs préparations.

M. le président, le sport tourne au ralenti et le sport souffre d’un leadership solide. L’OPR a toujours cru dans la capacité de nos athlètes de Rodrigues et dans leurs préparations pour exceller dans toutes les compétitions. Donc, l’OPR a pris l’initiative de créer le projet ‘*High Level Sport Scheme*’ pour aider les athlètes. Est-ce que ce projet existe-t-il encore pour ce gouvernement, M. le président ?

M. le président, le Rodrigues Sports Company Ltd a été créé par l’OPR en 2021 pour venir en aide aux anciens athlètes de haut niveau. Cependant, certains sportifs de haut niveau et qui ont fait honneur à la république ont été laissé de côté sur une base politique, ce qui est contraire à l’esprit de la création du Rodrigues Sports Company Ltd et la mission de la compagnie qui n’a pas été respecté. Quel mépris envers ces sportifs après leurs carrières, M. le président.

M. le président, on constate que le sport de compétition n’est pas assez valorisé et les sportifs perdent des repères. C’est très bien de mettre de l’emphase sur le sport de masse, tel que, l’aérobic, la zumba, la marche, entre autres, et le ‘Family Fitness Programme’ dans les villages, c’est bien. Mais quel plan d’aide avez-vous mis en place pour aider les sportifs qui sont au bas de l’échelle ? Rien, M. le président ! Et c’est aberrant de constater cela à l’approche des Jeux des Iles – 2023, Jeux de Rodrigues – 2024 et, des compétitions internationales, tel que, Paris 2024. Il n’y a rien de concret dans ce budget pour la préparation de ce budget pour la préparation de ces compétitions, M. le président. Cependant, M. le président, le Chef commissaire a annoncé que des sommes conséquentes seront consacrer pour compléter la construction du stade de Roche Bon Dieu, rénovation et aménagement du terrain de football de Maréchal. Malheureusement, le gouvernement a oublié le terrain de Grande Montagne dans la Région 6, qui mérite d’être rénové et aménager aussi dont le plan a été déjà conceptualiser par le gouvernement OPR. Ce que j’appelle en fait, M. le président, de l’incohérence dans la prise des décisions. Le gouvernement prévoit de rénover certaines infrastructures sportives existantes et non de construire des nouvelles.

M. le président, j’espère qu’ils passent de la parole à l’action concernant le plan d’aide préconiser pour permettre aux sportifs Rodriguais de se préparer pour les différentes

/UNREVISED/

compétitions contrairement, au galère de nos sportifs pour pouvoir se déplacer vers Maurice pour les compétitions nationales.

M. le président, on attend toujours le recrutement des trois *Adviser Coach* dans les disciplines respectives, comme le football, la natation et du basketball, comme préconisait dans le budget 2022-2023 à la page 36 et Item 141.

M. le président, de manière générale, je suis inquiet pour nos sportifs et nos jeunes quand je constate un manque de direction et d'intérêt pour les sports par ce gouvernement. Ce n'est pas moi qui le dit mais les sportifs eux-mêmes. On se demande qui dirige la Commission du Sport avec tant de faiblesse et des cris des sportifs. Et, je note aussi, M. le président, avec stupéfaction que le budget du 'Indian Ocean Games' affiche seulement une légère hausse passant de Rs 1 million à Rs 1.5 millions quand on regarde les prix des équipements sportifs que les athlètes doivent acheter. Rs 500,000 de plus, s'est maigre comme support à nos sportifs. Tous laissent à croire, M. le président, que donner plus de soutien et des moyens à nos sportifs pour qu'ils visent l'excellence dans le sport n'est pas l'agenda de ce gouvernement. Nous prenons bonne note.

M. le président, je suis aussi inquiet pour les clubs de football car toutes les décisions sont prises par la MFA à Maurice même si le MFA est indépendante. Par exemple, l'année dernière Rodrigues a été exclu de la MFA Cup. Je crois sincèrement que les footballeurs Rodriguais, M. le président, méritent mieux.

Je souhaite que le Commissaire de Sport soit plus proactif et puisse arriver à des fins de négociation dans l'intérêt des footballeurs Rodriguais. Cependant, M. le président, suite à une question parlementaire, lui adressant le 13 décembre 2022, le Commissaire du Sport et de la Jeunesse a affirmé que deux équipes de Rodrigues participeront dans une compétition d'inter-régional à Maurice pour la saison 2022-2023. Malheureusement, il n'y aucun budget allouer pour cette compétition nationale à Maurice, M. le président.

Au niveau du football, il y a une baisse de régime, M. le président, car rien n'a été préconisé dans le budget 2023-2024 pour relancer le football. Mise à part des tournois régionaux et les matchs des coupes, il n'y a pas grand-chose pour professionnaliser cette discipline malgré que l'OPR a apporté certaines reformes dans le football, comme la création de la sélection U20.

Au niveau de la jeunesse. M. le président, la jeunesse Rodriguaise est une ressource précieuse pour notre pays. La lutte contre le fléau de la drogue doit continuer. M. le président,

les jeunes sont inquiets pour leurs avenir car ils se sentent vulnérables. M. le président, les jeunes attendent que celui qui a publiquement fait une déclaration sur ce sujet soit courageux pour dénoncer. Dans ce budget aucune somme a été alloué pour accompagner les jeunes qui sont directement touchés par ce fléau. M. le président, il n'y a pas de budget pour les renforcements des centres spécialisés comme le 'CRAC' afin d'améliorer l'infrastructure, acheter des équipements et pour les recrutements des psychologues, spécialistes, comme avait annoncé le Commissaire des Sports dans le budget 2022-2023. M. le président, la jeunesse à Rodrigues va mieux, pas mieux que l'année dernière ni mieux que l'année prochaine. Voilà, mon inquiétude, M. le président, pour l'avenir de nos jeunes.

Au niveau de ma région, la Région 2, je ne pourrais conclure mon intervention, M. le président, sur ce présent budget 2023-2024 sans parler de la Région 2. Une région que je représente dans cette auguste Assemblée depuis 2022. Je profite pour saluer tous les mandants de la région. M. le président, la Région 2 consiste de 28 villages qui nécessite la construction des routes d'accès pour assurer la mobilité des tous les usagers. L'ancien gouvernement OPR avait complété des travaux routiers y compris les *track roads* a à peu près 70% et il ne restait que 30% à être complété. Cependant, M. le président, on note que l'item 31 – Roads, à la page 68 du Estimates. La somme allouer à augmenter que de Rs 35 millions. C'est tout à fait normal vu que le coût des matériaux de construction qui monte en flèche. Donc, je compte sur la Commission de l'Infrastructure et souhaite que le Chef commissaire adjoint assure que tous les travaux, surtout dans des places à risques d'inondations, se face correctement et ne connaisse pas de retard.

En passant, je salue la démarche de mon Leader, le PPS Francisco François, qui a annoncé deux projets de la NDU dans la Région 2. Notamment, la construction du pont à l'entrée de Rivière Coco en sortant de Grand La Fouche Corail et un projet de drain et pont à Quatre Vents, précisément à **Dandaris** pour soulager des habitants dans ces villages. Je note aussi la construction bientôt d'un Open Gym à Papayes, toujours dans l'intérêt de la population de Rodrigues, principalement les jeunes. *Nou contan ki developement pe vine devan nou la porte et soutenir li pleinement.*

Je souhaite aussi, M. le président, que le terrain de football de Rivière Coco, Anse Raffin et Ile Michel soient rénover et aménager comme avait annoncé le Commissaire des Sports en 2022 dans son discours. Toutefois, je suis très déçu, M. le président, car les jeunes d'Ile Michel attend toujours leur centre de jeunesse pour qu'ils puissent s'épanouir et organiser des activités.

/UNREVISED/

M. le président, le Commissaire des Sports a clairement fait mention dans son discours budget 2022-2023, et je cite : « *M. le président, ma commission va aussi commencer la construction d'un nouveau centre de jeunesse à Ile Michel pour pouvoir donner à nos jeunes de la Région 2, un lieu par excellence pour l'organisation des activités saines.* », fin de citation.

Zot ine fail ! Mais ban zeness la pe prend note !

Pour conclure, M. le président, je voudrais dire que Rodrigues a connu un impact considérable de la crise économique mondiale. Malheureusement, le budget 2023-2024 ne reflète pas la réalité et ne démontre pas comment la digitalisation peut aider les gens, comme les personnes âgées, les handicapées, et surtout, ceux qui sont au bas de l'échelle et qui ne sont pas familiarisés avec la nouvelle technologie.

M. le président, le Chef commissaire a mentionné plus d'une fois de transformer Rodrigues en île verte et durable. À l'heure que nous débattons, le sac en plastique qui est de retour à Rodrigues et les bouteilles continuent de polluer notre environnement. Après l'annulation de la loi sur l'importation des véhicules âgés, le nombre de véhicules va grandement augmenter. Et, je ne vais pas entrer dans un débat sur l'impact environnemental en ce moment, j'aurais l'occasion de revenir plus tard, M. le président.

Comment disposer de ces déchets lourds, comme les métaux, M. le président ? Quel mécanisme a été mis en place dans le budget 2023-2024 pour ramasser tous ces vieux véhicules au bord de la route qui est une nuisance pour l'écologie et aussi un *eyesore*. Et, on parle de renouveau, quel renouveau écologique ?

M. le président, ce qui est certain, c'est que la population s'est déjà faite une opinion de ce budget et ils vont l'exprimer certainement à travers leurs votes très prochainement et vous allez me dire les résultats. Je vous remercie, M. le président.

(Applause)

Mrs Allas: M. le président, je voudrais vous remercier pour m'avoir donné l'autorisation de m'adresser à cette Assemblée. Moi je dirais qu'il n'y a rien à redire. Même nos adversaires le pensent même s'ils ne le diront pas, c'est un budget d'action et de responsabilité comme l'a dit le Chef commissaire. Avec l'approche 'Drive, Protect, Support' de ce gouvernement régional, on y trouve '*zis tou*'. En bref, il y a la réalisation du développement durable, des réformes dans le secteur de l'eau, le développement de la piste d'atterrissage à Plaine Corail, l'Airport Town, la connectivité maritime, aérienne, routière et informatique, les développements agricoles, la croissance de nos petites et moyennes

/UNREVISED/

entreprises, la création d'emploi, les ressources humaines, plus efficace et qualifier, l'innovation dans l'éducation tertiaire, secondaire, primaire et pré-primaire, techniques et vocationnel, les allocations mensuelles pour les non-boursiers nécessiteux, les cours de rattrapage et de remise à niveau, le 'School Feeding Programme', 'Projet Repas Chaud', initier au niveau des écoles du pré-primaires et primaires, les besoins spéciaux de certains enfants – 'Special Education Needs Authority' (SENA), et la formation. Il y a aussi le logement social, l'aide au secteur entrepreneurial, entre autres. Pour ma part, je profiterais de l'opportunité qui m'est offerte pour m'attarder sur le volet entrepreneurial de ce budget. Mais avant d'aller plus loin, je voudrais remercier le Chef commissaire et tous les membres du gouvernement, au nom des femmes entrepreneurs qui voient une lueur au bout du tunnel.

Personne ici dans cette Assemblée ne peut nier le fait que la population s'appauvri de jour en jour. Beaucoup de nos familles vivent de l'aide sociale, de la NEF et des pensions gouvernemental, pêcheurs, piqueurs ourite, entre autres. Les opportunités d'emplois sont minimales ou quasi inexistant dans certain secteur. La plantation et l'élevage devienne de plus en plus difficile avec le manque de pluie et les difficultés liées à la topologie de l'île. Et, avec les travailleurs étrangers qui arrivent dans le pays doucement mais sûrement, la situation ne fera qu'empirer avec le temps.

Avec le développement du secteur informel nous avons une chance de nous en sortir. Je considère qu'il est important de rappeler que le Rodriguais a jadis été le grenier de Maurice. Je crois aussi que les Rodriguais sont des entrepreneurs nés. Très peu de Rodriguais était salarié. Mais rappelons-nous du bateau Mauritius repartant pour Maurice charger de bœuf, cochon, de panier de poule, de poisson sale, ourite sec, saucisse sec, boudin, qui tous sceller dans des boîtes fer blanc. Piments, achards de toutes sortes, chapeaux *la paille*, tente, broderie fait main, nid d'abeille, etcetera. C'était une période de débrouillardise, de plénitude et de prospérité. Avec la technologie moderne, l'ouverture vers sur le monde et l'internet aujourd'hui, nous avons encore plus de potentiel pour innover, créer, consommer et exporter.

Les mesures comme annonçait dans le budget 2023-2024, quant à l'entrepreneuriat et la redynamisation des petites et moyennes entreprises arrivent au bon moment et ne fera que renforcer le potentiel déjà existant dans le pays. C'est comme une nouvelle bouffée d'air frais dans le paysage Rodriguais.

M. le président, tous ces Rodriguais, hommes et femmes entrepreneurs dans le sang ne manquer que ce bon coup de pouce de l'Assemblée Régionale pour lancer ce secteur. La

/UNREVISED/

formation technique et vocationnel, l'encadrement professionnel, l'école entrepreneurial ainsi, que l'encadrement financier avec les facilités ayant accès au crédit en seront les moteurs car à ce jour ce sont principalement ces raisons qui freinent leurs activités.

Je demanderais aussi que des mesures soient prises pour rayer les dettes, souvent insignifiantes, en souffrance auprès des institutions bancaires, tel que la DBM, comme c'est souvent le cas à Maurice, pour qu'une deuxième chance soit offerte à ces entrepreneurs qui n'ont plus accès au facilité bancaire.

M. le président, permettez-moi de citer quelques extraits du discours programme. La volonté de notre gouvernement régional est de travailler à une véritable renaissance de nos petites et moyennes entreprises et à l'émergence du nouveau rôle d'entrepreneur à favoriser une culture valorisante de l'entrepreneuriat et encore de susciter l'innovation, d'encourager nos entrepreneurs à créer, à lancer des start-up et à donner vie à des idées dans le but de favoriser la croissance économique contribuant ainsi à l'amélioration du bien-être social. Au risque de répéter ce qui a été déjà dit laissez-moi prendre des mesures fortes qui m'ont interpellés pour mieux encadrer et soutenir nos entreprises et entrepreneurs, la révision des procédures pour un système de *fast track*, pour les demandes des baux industriels et commerciaux. Une augmentation de 100%, soit de Rs 50,000 à Rs 100,000 du montant alloué sous le 'Technology Acquisition and Modernisation Scheme', la conception des produits cosmétiques et médicaux à base de plante, faciliter la formation et la réorganisation du bureau Invest Rodrigues, le Label de 'Made in Rodrigues', l'institution de l'école de l'entrepreneuriat à Rodrigues pour former les entrepreneurs pour les aider à acquérir des nouvelles compétences, se tenir au courant des avancées technologiques dans leurs domaines respectives et partager leurs savoir-faire.

M. le président, même si le secteur coopératif n'est plus ce qu'il était à l'époque où feu Viviant Roussety et notre ami et collègue Louis Ange Perrine arpentaient toute l'île. Je crois aussi qu'il y a de l'avenir dans le système coopératif. Nous nous y habituerons si toutefois il faut passer par là pour qu'on puisse se remettre debout ensemble pour l'avenir de notre pays. L'enveloppe financière de Rs 9 millions allouée pour ce plan d'aide à l'entrepreneuriat comme stipulé dans ce budget ne serait que trop bénéfique à ce secteur.

M. le président, les Rodriguais sont résiliants. Nous avons la capacité et la détermination à prendre en charge nos responsabilités et de mettre des jalons pour l'épanouissement des générations futures. Nous reculerons la pauvreté si tous les acteurs concernés y mettent un peu de bonne volonté, que ce soit au niveau des politiques, les institutions concernées, les

/UNREVISED/

partenaires sociaux et financiers ainsi que les fonctionnaires à tous les niveaux. Nos entrepreneurs doivent trouver en ces fonctionnaires, des facilitateurs empathiques, accueillants et encourageants, prêts à faciliter les démarches au lieu de les ralentir. Imaginez qu'en 2023, un entrepreneur doit encore attendre toute une année pour une patente pour démarrer son entreprise. C'est inconcevable. Il y a de quoi décourager toute initiative. Nous espérons aussi qu'avec la restructuration et la réorganisation de l'Invest Rodrigues, nous trouverons une sorte de *one-stop shop* pour alléger les lourdes démarches administratives et procédurales, que les petits entrepreneurs souvent fragiles et vulnérables doivent subir, ce qui les décourage. M. le président, qui dit entreprise dit aussi marché. L'on ne peut pas prétendre produire sans un bon marché porteur pour vendre nos produits. La transformation du restaurant de Mont Limon et le démarrage des travaux de constructions du marché pour les femmes entrepreneurs dans la région de Corail Petite Butte est prometteur. Et nous aspirons à ce que nos produits puissent aussi franchir nos frontières pour aller vers d'autres cieux tels l'Australie, La France et les autres pays où nos compatriotes ne seraient que trop heureux de retrouver et redécouvrir notre terroir. M. le président, mon rêve pour mon pays, c'est que chaque Rodriguais se sente épanoui, serein et où il y a de la joie de vivre. Si tout le monde y met du sien avec ce budget, nous ferons un grand pas dans cette direction. Nous accueillons ainsi le programme d'autonomisation en faveur des familles nécessiteuses qui veulent aussi se lancer dans la petite entreprise. Dorénavant, ce sera possible sans avoir à s'inquiéter pour trouver une garantie bancaire qu'ils n'ont pas. Pour terminer, je voudrais citer Jimmy Carter, ancien président et gouverneur des Etats Unis. 'La mesure d'une société se trouve dans la manière dont elle traite ses citoyens les plus faibles et les plus démunis.' Merci, M. le président.

(Applause)

M. le président, je salue mes collègues, Mme Agathe, Mme Allas pour leurs discours déjà présentés. Je suis honorée de me tenir devant cette Auguste Assemblée pour la deuxième fois pour débattre sur le budget présenté par le Chef commissaire de ce gouvernement, Alliance Libération. Je voudrais moi aussi, commenter sur le budget de ce présent gouvernement qui a voulu faire croire que Rodrigues va être libérée. Comme l'a tant entendu le peuple de Rodrigues a voulu un changement, certes, mais un changement à quel prix ? Mais aujourd'hui, M. le président, on voit le contraire qui se passe dans la réalité par les actions qu'ils prennent, nous sommes plus que jamais sceptiques quant à leur pouvoir de libérer Rodrigues. Que dire de ce

/UNREVISED/

budget, M. le président ? Pour moi, je trouve que ce budget est toujours du réchauffé de l'année dernière.

Je vais vous dire pourquoi, M. le président. Beaucoup de projets n'ont pas été réalisés l'année dernière et qui sont encore une fois cités dans le discours du Chef commissaire. Suite aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la guerre en Ukraine et les récents confinements ont influencé les prix à l'échelle mondiale, personne n'aurait imaginé qu'au 21^{ème} siècle, le monde appréhenderait des pénuries alimentaires. Certains pays ont été plongés au cours de la dernière décennie. Rodrigues aussi a subi des conséquences. La hausse des prix se fait de plus en plus ressentir. La hausse du prix des carburants, des aliments de base entre autres. Depuis de l'accession au pouvoir de cette soi-disant «*laliens*» qui allait libérer Rodrigues, nous voyons que cela n'a rien apporté pour soulager la population.

En réalité, nous constatons qu'il y a beaucoup de personnes, nos jeunes, nos pères de familles qui quittent leurs familles, qui partent à Maurice et ailleurs. Par exemple, il y en a beaucoup qui sont partis au Canada pour chercher du travail. Pour quelle raison, M. le président ? Parce que depuis cette alliance dirige le pays, il n'y a aucun chantier de développement dans le pays. Le gros projet déjà enclenché par le Gouvernement OPR qui permettait à ces personnes de gagner leurs vies sont maintenant annulé, bloqué. Je vais dire *cancelled*. Mais je vais y revenir tout à l'heure, M. le président. Comme notre leader honorifique, M. Louis Serge Clair, le dit souvent et que c'est la pure vérité, «*Pas compte lor manze ki sorti dehors, compte lor manze ki sorti dan ou later*».

Ceux de l'autre côté de la Chambre ont créé un autre de ce slogan pour dire la même chose en disant, «*Manze seki ou produire, produire seki ou manze*» pour ne pas servir le slogan de l'OPR qui était original. Mais ce slogan de l'ancien Chef commissaire et ancien leader de l'OPR restera gravé dans l'histoire de Rodrigues et dans la tête de tous les Rodriguais. Le secteur touristique a connu une hausse auprès la reprise des vols. Beaucoup de touristes continuent à venir à Rodrigues pour notre authenticité et pour la nature sauvage. Pendant l'année 2022, pas grand-chose n'a été faite au niveau local pour redynamiser le secteur touristique qui a quand même pris un coup dur suite au COVID-19. Malheureusement, on a vu que l'emphase était mise sûrement sur les voyages autour du monde et cela pour satisfaire certains petits copains. N'est-ce pas M. le Commissaire ?

/UNREVISED/

On espère que les 64000 touristes n'ont pas eu du fil à retordre pour parcourir l'île parce que les panneaux de signalisation et l'information touristique qui n'ont été proposés l'année dernière lors du discours budgétaire, n'ont jusqu'ici pas vu le jour. Equipe des sentiers randonnés. Est-ce qu'ils ont été ménagés comme annoncé l'année dernière ? Pour le bien de la sécurité de nos visiteurs avec la hausse de touristes dans l'île de l'année dernière, les sortis en mers auraient dû augmenter. Les skippers attendent toujours leur formation de 24000 nautiques que le Chef commissaire a promis dans son discours en mars dernier. M. le président, avons-nous vu la formation des skippers ? Je laisse le soin au Commissaire concerné de répondre à cette question. M. le président, toujours au sujet du tourisme dans le discours de l'année dernière, point 93... Pardon. Paragraphe 93.13, je cite, « Organiser des évènements sportifs et écologiques d'envergures afin de diversifier et d'augmenter le nombre de visiteurs sur l'île. » Fin de citation.

M. le président, qu'est-ce que la Commission du tourisme a organisé durant l'année financière 2022/2023 ? M. le président, de plus, est-ce que le *Tourism Authority Act* a-t-il été revu ? Quels sont les règlements qui ont été ajoutés afin d'adapter au contexte local et au secteur touristique ? Avec le Gouvernement OPR d'alors, Rodrigues avait pris de l'envol mais que voyons-nous pendant cette année que soi-disant l'Alliance de Libération est au pouvoir ? Le même scénario qu'en 2006. Leur but, c'était de faire partir OPR du gouvernement et prendre le pouvoir par tous les moyens. Leur développement de ces belles paroles se dissout dans l'air comme une chopine de Coca Cola que si on ne le contrôle pas, *it will be an overflow of a Coca Cola*. On est dans un pays et qui sommeille dans une léthargie.

Leurs développements se font avec plusieurs couches de peinture pour faire croire à un semblant de réalisation, qu'il y a des choses neuves. On voit que c'est plus un « gouvernement panadol » qu'un gouvernement d'action qui berne le peuple en vendant des slogans creux sans aucun projet phare et concret pour apporter le changement qu'il avait promis au peuple. M. le président, concernant le projet *One Visitor, One Tree* à Anse Quittor, Corail, pour que Rodrigues soit le *green destination*, est-ce que l'autorité concernée a préalable, pris des considérations de l'avis des éleveurs et planteurs de la région qui beaucoup dépendent de ces activités avant d'initier ce projet ? Je ne le pense pas, M. le président, car les éleveurs et des planteurs sont encore dans le flou pour la simple raison qu'ils n'ont jamais été consultés pour ce projet. Leur terrain a été mis entre les mains d'une compagnie privée.

/UNREVISED/

On comprend maintenant pourquoi lors d'une visite des lieux, certains hauts cadres de la fonction publique et politiciens ont été chassés par les éleveurs et ont dû prendre leurs jambes à leur cou pour ne pas avoir plus de problèmes parce que les éleveurs ne sont pas d'accord qu'ils viennent prendre leur terrain. Et lors d'une question parlementaire, le respecté Commissaire n'a pas pu répondre à la question en ce qui concerne le nombre de plantes prévu pour le projet. C'est pour dire que c'est tout simplement un projet à l'effet d'annonce. Et pourquoi ? Pour satisfaire quelques personnes uniquement et non pas au bénéfice du pays. M. le président, le Chef commissaire a annoncé un budget d'un montant de Rs1.4 millions et prévu pour cette année financière pour l'amélioration des sites touristiques. Ce n'est pas suffisant surtout avec la hausse des prix dans tous les secteurs.

Cela consistera en quoi, ces améliorations, M. le président ? Le Chef commissaire ne donne aucune indication claire et complète sur les projets que le gouvernement envisage pour améliorer ces sites touristiques. Par ailleurs, M. le président, le *Tourism Authority Regulation*, le plan directeur est toujours en attente. Un an déjà écoulé. Que fait la Commission du tourisme, M. le président ? En ce qui concerne la promotion de Rodrigues, nous voyons que le budget était de Rs18 millions pour 2022/2023 mais à notre grand étonnement, que Rs2 millions de plus sont prévus pour cette année qui est estimé à Rs20 millions. Vu le nombre de touristes qui augmente, la somme de Rs2 millions sera-t-il suffisant, M. le président ? Aussi en termes de promotion, la Commission du tourisme doit tenir compte aussi qu'il est important que des activités promotionnelles soient organisées à Rodrigues aussi pour valoriser les atouts de notre île.

Si par exemple, la Fête du poisson qui est un évènement annuel phare, dans les annales touristiques et bien sûr très prisée par les visiteurs, a été annulée cette année apparemment à la grande surprise des membres du gouvernement et du Chef commissaire lui-même. Comment est-ce que le Commissaire du tourisme espère-t-il promouvoir la destination rodriguaise ? Il faut bien se mettre en tête que la promotion ne se fait qu'à travers les voyages à l'étranger. La promotion de notre culture, de notre identité entre autres doit se faire à travers des activités locales pour attirer plus de visiteurs.

On a tous entendu que l'agrandissement de l'aéroport est en bonne voie, que signifie qu'il y aura définitivement une hausse des arrivées touristiques dans les prochaines années. M. le président, comment le Gouvernement régional prépare-t-il les jeunes à émerger dans le secteur touristique ? On ne voit rien de concret dans le discours budget. Dans ce sens, on ne

/UNREVISED/

voit aucune nouveauté prévue également. Ce que l'on peut constater dans le présent budget, c'est une répétition des mesures annoncées en 2022/2023 qui n'ont pas été complétées pour clore ce volet touristique, on se demande bien si le Commissaire du tourisme a un réel bilan à déposer sur les développements de ce secteur.

M. le président, sur le chapitre de l'environnement, malgré leur moto de *green destination*, l'environnement laisse à désirer dans plusieurs régions de l'île. Pour affirmer mon point de vue, je dépose sur table de cette auguste Assemblée, les photos. Sur ces photos, on peut voir que sur l'une des régions côtières, notamment sur le comblage de Baie aux Huitres...

Mr Chairperson: Respected Member, one minute. It is a debate on the budget. You are not in question time. Why are you...

(Interruptions)

Mr Chairperson: Okay, continue but refrain from doing this. Sorry, allow the Member to continue but this is not in order.

Ms Roussety: Il y a des déchets partout. De plus, M. le président, on peut constater que l'arrivée des sacs en plastique biodégradables, des pailles en plastique nuit à la propreté de l'île. Le gouvernement a le devoir de veiller à ce que l'utilisation des sacs en plastique soit strictement interdite comme stipulé dans le règlement *RRA Act Section 75 (b), (1) Section 92 concernant Environment Protection Act*. Même les bouteilles d'eau qui ont été distribuées aux personnes âgées vont à l'encontre de l'aspect de l'île écologique comparé aux bonbonnes d'eau réutilisables comme promis par le Gouvernement régional. Et maintenant, le Chef commissaire vient nous parler de renouveau écologique ? Encore une fois, y-a-t-il un problème à utiliser le slogan « Faire de Rodrigues, une île écologique » lancé par le Gouvernement OPR, appelez cela comme on le veut, il faut admettre que c'est sur ce bel héritage île écologique laissé par OPR à travers le bon travail colossal du Commissaire d'alors, Richard Payendee, qu'on va prétendre faire du renouveau.

M. le président, concernant les infrastructures, dans les villages au cours de l'année 2021, un contrat de Rs17 millions avait été alloué par l'ancien gouvernement pour la construction d'une route, une durée de sept mois afin de désenclaver le village de Pavé La Bonté pour plus qu'une centaine de familles y vivent. Les habitants de ce village rencontrent beaucoup de difficultés pour se déplacer. Les écoliers, les travailleurs, les personnes âgées, le

/UNREVISED/

projet a été abandonné pour quelle raison, M. le Commissaire ? Est-ce qu'on le fait pour le but de pénaliser les habitants de Pavé La Bonté ? En temps de pluie, les écoliers rencontrent beaucoup de difficultés pour se déplacer pour aller à l'école et parfois même, ils ne peuvent pas se rendre à l'école. Les malades doivent solliciter l'aide des pompiers pour aller à l'hôpital. De l'eau boueuse pénètre dans leur maison et il y a des risques de glissement de terrain et avec l'arrivée de l'hiver, les habitants rencontreront encore plus de difficulté quotidiennement. Est-ce que le Chef commissaire et son gouvernement voit-t-il la souffrance de cette partie de la population ? Travailler pour le Rodriguais comme l'avait dit le Chef commissaire. Comment le gouvernement du Chef commissaire peut-il rester impassible à ce genre de situation, voir un village tout entier souffrir ? On espère qu'avec ce budget, le gouvernement va remédier avec cette situation et que le village de Pavé La Bonté va pouvoir sourire. Je peux déposer les photos ?

(Interruptions)

Ms Roussety: En tant que politicienne engagée dans la région, j'ai à plusieurs reprises, rencontré les personnes de tout bord politique. J'ai été touchée par leur cri de douleur. Je cite, «*What counts in life is not the mere fact that we have lived. It is what difference we have made to the lives of others that will determine the significance of the life we lead.*» Fin de citation. De Nelson Mandela. M. le président, dans le secteur de la santé, c'est un massacre et un non-respect des citoyens qu'on a fait à Mont Lubin. Quand les patients y vont pour leur consultation, ils n'ont pas d'intimité. L'espace de consultation n'est ni approprié, ni adéquat. Pourquoi on n'admet plus les patients au centre de santé de Mont Lubin et de La Ferme ? Alors que l'hôpital de Crève-Cœur est souvent *overcrowded*. Or, ces deux centres de santé ont toutes les facilités pour les admissions. C'est du gaspillage de ressources humaines et de transport. Les médecins et les infirmiers crient vu que le stress qu'ils doivent endurer avec le surnombre de patients et d'autres problèmes encore.

On a vu un article dans le journal, Le Mauricien, daté le 13 mars 2023. Il y a des médecins et des infirmiers qui travaillent plus de 24 heures d'affilées. Autre point faible à l'hôpital, M. le président, et autres centres de santé communautaires et le manque de médicaments qui perdure plus d'une année. Les patients doivent se procurer de certains de ces médicaments qui manquent au pharmacie privée. Beaucoup de personnes n'ont pas le moyen pour en acheter de ces médicaments. M. le président, les problèmes sont très nombreux et la liste est encore plus longue. Je préfère m'arrêter là en affirmant qu'il y a un manque de direction

/UNREVISED/

à la Commission de la santé pour régler ces problèmes. On constate plus d'effets d'annonce...

Line retraité les li trankil laba. Et de flatteries...

(Interruptions)

Ms Roussety: Que des réalisations concrètes et tangibles pour rapporter le bien-être de la population. M. le président, malheureusement la Commissaire de la femme a déjà fait son discours. Mais je vais quand même citer quelques points concernant de la femme. La Commission de la femme a perdu toute sa splendeur depuis un an. Les fonctionnaires ne donnent plus les meilleurs d'eux-mêmes dans leur travail. Le découragement règne. On note un manque de cohésion et de collaboration entre les policiers et la *Family Protection*, La Brigade des mineurs, le Service et la protection de la famille. Qui est responsable de cette situation, M. le président ? On ne peut ni juger ni condamner ces officiers de ces bureaux qui se sont toujours donnés corps et âmes et qui ont produit des résultats. Le statistique de ces 10 dernières années de 2012 à 2022 le prouve. Valeur du jour, chaque département fait son travail séparément. Pourquoi, M. le président ?

De jour en jour, les chiffres provenant des écoles relèvent que les enfants rencontrent beaucoup de problèmes familiaux. Est-ce que les *social workers* et la psychologue formée dans le domaine ont l'opportunité de donner full support sur la prévention de ces problèmes sociaux auxquels les enfants font face dans la société, M. le président ? Concernant la violence domestique, M. le président, le taux est assez conséquent pour notre petite île. En 2019, le gouvernement d'alors avait mis sur pieds une maison d'urgence pour les familles victimes de violence domestique. On a été informé que la gestion se fera par Gender Links de Maurice prochainement. Est-ce que la Commission de la femme peut confirmer si les personnes déjà postées dans ce centre conserverons toujours leur emploi respectif et quelles sont les nouveautés que *Gender Links* apporteront ?

M. le président, en ce qu'il s'agit de la prévention de la violence domestique, on n'a pas entendu grand-chose dans ce budget. Que 10 séances de la violence domestique, M. le président. Cela nous donne l'impression que ce dossier n'est pas une préoccupation pour ce gouvernement. Toujours concernant la femme, M. le président, la femme est un pilier important dans la société de nos jours. La femme a soif de formation pour acquérir davantage de connaissances dans tous les domaines pour toujours aller plus haut. La femme doit valoriser d'autres femmes pour le bien-être et l'avancement de l'île. On est chacune unique et le respect

/UNREVISED/

doit primer sans aucune appartenance politique pour que chaque femme ait la chance de s'exercer. La formation en mécanique automobile qui n'est pas chose nouvelle, M. le président, cette formation a touché plusieurs femmes dans les années précédentes. Des idées innovatrices sur d'autres formations seront la bienvenue dans le prochain budget pour les femmes, M. le président.

Le sport et le loisir sont les facteurs primordiaux dans l'épanouissement de la femme. Les femmes étaient toutes étonnées qu'il n'y a rien eu l'année dernière pour les Jeux des Femmes. C'était une activité annuelle qui était très, très bien appréciée. Chaque année, plusieurs régions étaient au rendez-vous pour une journée échange d'idée dédiée à la femme. M. le président, permettez-moi de citer le paragraphe 197, le premier point, « le lancement d'un programme d'automatisation des familles qui vise à pourvoir une assistance financière à hauteur de Rs950000 pour des familles nécessiteuses afin de les accompagner à démarrer une petite entreprise ». Quels sont les critères qui seront appliqués pour la sélection des familles bénéficiaires ? Combien de familles seront concernées pour le projet ? Autre question, M. le président, est-ce que le Commissaire de la famille est en mesure de nous dire combien d'officiers seront engagés dans l'accompagnement de ces familles afin de garantir le succès du projet ?

Je vais conclure par deux citations. M. le président, une par notre leader honorifique, M. Louis Serge Clair, je cite, « Respecter le Rodriguais, c'est lui dire la vérité ». Fin de citation. Et la deuxième citation est de Nelson Mandela. Je cite, « *There can be no greater gift than that of giving one's time and energy to help others without expecting anything in return* ». Fin de citation. Sur ces mots, M. le président, je dois dire que le présent discours budget ne nous apprend rien de nouveau. Le Gouvernement régional dirigé par le Chef commissaire a promis un changement pour améliorer la vie des Rodriguais en 100 jours. Les Rodriguais ont passé plus de 365 jours dans la souffrance et dans l'attente de la réalisation des fausses promesses électorales. La région 4 de l'île est l'enfant pauvre. Je dis bien, l'enfant pauvre.

Aucun développement mineur. Une année écroulée déjà et zéro projet, zéro développement. On avait dit par exemple, que chaque famille aura un bassin pour capter l'eau. Mais où sont les bassins, M. le président ? Où sont les bassins promis, M. le président ? On avait faire croire au peuple que '*nou nepli saryer delo*', '*delo pou ariv direk dan ou lakaz*'. Mais où est cette eau précieuse, M. le président ? Hormis la sécheresse des familles dont pas eu de l'eau courante chez eux pendant une durée allant jusqu'à quatre à cinq mois. Les camions

citernes 'get figuir pou done delo'. Et même l'eau distribuée et de l'eau salée alors que durant la première année de son mandat de ce gouvernement a fait preuve de manque d'efficacité dans tous les domaines et dans tous les secteurs de développement. Les commentaires sur les réseaux sociaux même peuvent en témoigner.

Or, on ne s'attend pas à ce qu'il y aurait du renouveau comme je l'avais dit au départ, c'est du réchauffé. Un budget cométique qui veut faire croire à un semblant de développement mais on va voir une nouvelle passera sans réalisation de taille qui apportera un réel changement dans la vie des Rodriguais avec notamment de l'emploi pour nos jeunes et nos pères de familles pour ne plus quitter Rodrigues pour aller chercher ailleurs comme en 2006. Une vie meilleure pour nos enfants, de l'eau courante dans les maisons entre autres. N'oubliez le peuple vous regarde et respectez ce peuple Rodriguais et lui dire la vérité. Avec ces mots, M. le président, je vous remercie de votre attention.

(Applause)

The Deputy Chairperson: Mr Chairperson, Sir, thank you for giving me the opportunity to participate in this debate. From the outset, Mr Chairperson, Sir, let us agree that the future development of the people of Rodrigues can only take place in conditions of political freedom which will ensure wide latitude for the formation and execution of our economic plans, our educational objectives and social reconstruction which will be genuinely beneficial to our people and which will be supported and approved by the people themselves. It is imperative for any truly civilized society. Mr Chairperson, sir, 20 years as a body corporate and some 20 budgets discussed in this Assembly, and we are still struggling and divided on issues which were supposed to have been set and settled for long time. Some 20 budgets, but we are still lagging behind in most sectors.

After these 20 years, a careful examination of this autonomy reveals mainly traces of deception, hypocrisy, and exploitation as if this power devolution was principally done to cover the eyes of our people from a subterfuge. There is this feeling that this form of regionalism is not the tool we once thought will ease our success as a nation. Mr Chairperson Sir, I note the best intentions of this Government to support progression in the education sector through measures which have traits with equality and equity such as the extension of the school feeding programme, the grant for a round trip air ticket per year for students taking tertiary courses in Mauritius, arrangements for children with special educational needs. Still, there are some

/UNREVISED/

fundamental questions that are left unanswered. Is the educational system itself really benefiting Rodrigues' requirements in terms of development? Is it providing a coherent framework to support progression through education to employment? Is it really taking everyone on board?

Mr Chairperson Sir, when we consider the interrelationship between education, economy, and society, I am of the view that the educational system is reinforcing if not intensifying the rigidities and inequalities that already exist in our society. It is highly competitive as practically everybody is doing the same subjects with the same end results; obsolete school and college credentials for a majority of our students. This model is acting as a screening device for differentiating elites from the masses. Education for a privileged few; the educationally successful and unsuccessful. Mr Chairperson Sir, the career/vocational pathway can be an antidote to the flaws of the current system. The introduction of career and technical programs in some colleges which may take the form of a distinct "school within a school," a sort of theme-based school that offers an interdisciplinary of career-oriented program in which academic coursework is aligned with the specific career paths, such as agriculture, architecture, culinary arts, fashion and design, forestry, sports, healthcare, or veterinary medicine.

This could fundamentally change the way we approach learning and development in Rodrigues for the better. Mr Chairperson, Sir, we may form part of the Republic of Mauritius, but we are some 650 km away from main island Mauritius with our own specificity, and undoubtedly, what is good for Mauritius is not necessarily good for us. As such, what is being proposed as education system in Mauritius is not really working for us, Rodriguans, and should be reformed in line with our specificity. The RRA may only be responsible for the administration of education in Rodrigues, but it has a crucial role to play in what is implemented in terms of education on our island. Under section 27(3) of the RRA Act, it is stipulated that:

"Where the Government or any public statutory authority delivers, in Rodrigues, services to the public, it shall, in so doing, give due consideration to the views of the Regional Assembly." In section 28; "Where services fall within the responsibility of the Regional Assembly pursuant to section 26 (1) or where the Regional Assembly acts as [an] agent of the Government or any statutory body pursuant to section 27 (2), the services shall be administered by the Regional Assembly." and in section 26(1),

/UNREVISED/

"Without prejudice to the provisions of Chapter VI of the Constitution and notwithstanding anything to the contrary in any other law, the Regional Assembly shall, in relation to Rodrigues, be responsible for the formulation and implementation of policy in respect [to] the matters set out in the Fourth Schedule."

Mr Chairperson Sir, through the provisions cited above I urge the government through its Commission for Education to at least work with the parent ministry towards the proposition of an adapted model of education based on the national curriculum which will contain a better consideration of the needs and realities of our society; a coherent programme of reform hinged to a new vision of society, concerned with promoting the integral development of the individual and that of contributing to the emergence of our nation. Mr Chairperson Sir, as an insular autonomous island, we have the opportunity to choose our own development path to give the island an internal base that will help to reduce its vulnerability. We do not want a development that will result in an increase in inequalities, the emergence of a multi-speed society and the fragility of an economy geared mainly towards export.

Neither do we want to become a colony of the MIC nor the World Bank knowing the impact of most of their structural reforms. This is why we choose to integrate our industrial development into the whole of the economy, in search of independent technologies avenues and internal funding. Mr Chairperson Sir, achieving food security and sustainability is a priority. If done well, agriculture can become a weapon of mass construction. In our case, the permanent lack of water means that irrigation is almost non-existent on the whole island and the planters, with good reason, do not venture into off-season cultivation even if the land is good. We must get rid of the historical constraints weighing on the agricultural sector. Sustainability must become a priority area for our farmers who have the concern of feeding a growing Rodriguan population with limited resources.

How can we produce more food with fewer inputs? How can we make it more economical and also nutritionally better? In the age of digitization, there is an urgent need to innovate our agriculture so that the farmers can turn to data science, to make informed decisions using precision technologies on everything from soil quality to water use. Mr Chairperson Sir, it is undeniable that we Rodriguans are responsible for ourselves and for non-performances but we must also admit that we are not the only to blame for as we are dependent on the share voted as grants to the RRA each year by the Mauritian government through its Ministry for Rodrigues. At some point, our progress depends on what is given to us. The Government of

/UNREVISED/

Mauritius understands the specificity of island Rodrigues, but are we important and significant enough? I would like to cite before this Assembly section 46 of the RRA Act (Criteria to be considered for allocation of financial resources to Rodrigues).

"In considering the draft estimates approved by the Regional Assembly, Cabinet shall give due consideration to the financial and development needs [for] Rodrigues in the context Mauritius and shall, for a fair allocation of financial resources to Rodrigues, take into account - *(a) the physical separation of Rodrigues from the Island of Mauritius; (b) Rodrigues' distinct history and identity; (c) Rodrigues' isolation from the principal national growth centres; (d) the absence of [the] tile multiplier effect from expenditures and investments (private and public) made in the Island of Mauritius; (e) the restricted opportunities for employment and career fulfilment in Rodrigues.*

Taking these factors into account and knowing the character of our economy and identity, I will seize this occasion to make a plea to the Government of Mauritius for a financial and development plan of the type of a Marshall plan. Why such a plan, Mr Chairperson, Sir? In considering the infrastructural development of Mauritius, it is quite obvious that in comparison to that of Rodrigues, there is a big difference. Where water distribution in Mauritius is done on a daily basis for us in Rodrigues, with luck, it is a maximum of three hours every 30 days. While those living in Mauritius have the light rail, we do not have a ship to transport our goods and to facilitate the movement of our citizens in the region Indian Ocean. At a time where Mauritius is talking about the blue economy, we do not even have an adequate fishing boat for deep-sea fishing.

While Mauritius is offering lots of job opportunities, we in Rodrigues, we find ourselves with a lot of unemployed, and our young people are forced into exile. This plan, Mr Chairperson, Sir, will give the opportunity to at least reduce the lateness accumulated since 1968. Let us reflect, Mr Chairperson, Sir, upon this particular example. In the last 10 years, Mauritius has witnessed incredible progress in the health sector. There has been new state of the art health facilities at New Souillac hospital, new ENT hospital, new Jeetoo hospital and so on. And Rodrigues in all that? One People, One Nation, One Republic, they said. Mr Chairperson, Sir, the financing of such a plan (outside the traditional budget) over a period of time will help us to catch up with the infrastructural development. It will help us to

- a) *Develop social infrastructures such as hospitals, schools, roads, etc.;*

/UNREVISED/

- b) *Solve water problems once and for all by emphasizing on rainwater harvesting through the construction of dams and maintenance of dams, reservoirs and so on, thus reducing our dependence on the desalination of seawater;*
- c) *Develop a real outside lagoon fishing industry;*
- d) *Modernise our medical sector in order to become less dependent on that of Mauritius*
- e) *Establish a modern university with international recognition for teaching subjects related to sea, agriculture, and various other topics such as artificial intelligence, robotics, and so on*
- f) *Modernise our agricultural sector by introducing new technologies and*
- g) *Invest in renewable energy as it solves the question of independence of supply, that of the safety of the installations, no waste, nor financial costs of production.*

M. le président, on a dit beaucoup, « Respecter le Rodriguais, c'est lui dire la vérité ».

Et la vérité veut qu'on lui informe des limites de notre autonomie et dans ce contexte, les limites de nos capacités an tant que dirigeants.

La vérité veut qu'on lui dise que sans un plan de financement de grande envergure, nous sommes condamnés à errer dans le brouillard et avancer à tâtons.

M. le président, ne rien changer, attendre et bidouiller, c'est joué avec l'avenir de nos jeunes.

Sur ces mots, M. le président, je vous remercie.

(Applause)

Dr Agathe: Merci, M. le président, de me donner l'occasion de participer à ce débat sur le budget 2023/24. Je voudrais remercier tous les membres qui ont intervenu avant moi et je voudrais exprimer mon appréciation pour la présentation assez équilibrée que vient de faire le membre Tolbize. Toutefois, je voudrais relever quelques points de ce qu'il a exprimé. Et de manière général aussi, je voudrais reprendre qu'a pu évoquer certains membres de l'autre côté

pour développer un petit peu et mon intervention à aller dans ce sens les fondements du budget qu'a présenté le Chef commissaire. Dans le plaidoyer que vient de faire le membre Tolbize, il a voulu nous pousser à essayer d'avoir une pensée originale pour le développement de Rodrigues. Le développement n'est pas quelque chose de si simple que cela. Nous avons quand même un certain nombre de contraintes qui limite notre capacité à avoir une trajectoire facile. Le développement, c'est quelque chose qui demande pour pouvoir arriver à un développement avec de bonnes performances économiques sociales, notamment, cela nécessite quand même un effort assez important, une capacité à pouvoir réfléchir, quel genre de développement il nous faut. Et c'est cela que j'aurais aimé voir dans ce budget.

Je crois qu'il y a vraiment un problème sur notre capacité à penser une vraie approche de développement qui soit adaptée à nos contraintes particulières, à nos spécificités en tant qu'île. De ce point de vue-là, il y a un certain nombre de termes qui ont été utilisés qui ne sont pas appropriés. Le membre Tolbize lui-même vient d'utiliser le terme *structural adjustment*. C'est un terme qui s'applique à des économies nationales. Donc, développé par le FME à un moment donné où on imposait la réduction des dépenses pour redresser le cadre macroéconomique. Tout comme la Commissaire Agathe qui a utilisé dans son discours, le terme « équilibre budgétaire ». De quel équilibre parle-t-on ? On parle d'équilibre budgétaire. On considère le budget national.

Ce n'est pas approprié de parler d'équilibre budgétaire dans notre cadre où on est en train de considérer un budget régional avec une dotation assez importante du Gouvernement central dans un contexte où les taxes, beaucoup de taxes sont versés directement au niveau national et nous, on reçoit une dotation qui alimente notre budget. Le membre Tolbize a posé un cadre intéressant de débat d'interrogation, sur quel type de développement il nous faut. Il a utilisé un terme qui est intéressant et il a contredit lui-même l'utilisation de ce terme dans son débat. « Technologie indépendante », « Technologie appropriée ». Technologie indépendante, appropriée à notre cas ici à Rodrigues. En parlant par la suite après des technologies de précision dans des domaines aussi simples, basiques que l'agriculture où c'est vrai, on peut utiliser des technologies de production.

Mais pour quand même pouvoir poser le problème de l'agriculture aussi, dans le cadre qui est le nôtre d'une île tropicale avec une pédologie particulière et aussi des contraintes et une histoire particulière. Je pense que la question d'équité le traitement des citoyens au sein de la République est une question très intéressante qu'il a soulevée. Mais comment arriver à cette

/UNREVISED/

équité sans vouloir se comparer nécessairement et de dire qu'il faut rattraper le retard ? De quel retard parle-t-on ? Est-ce que le retard ne peut pas de certains points de vue, constituer quand même un avantage et nous fournir des, ce qu'on appelle, avantage comparatif qui permet justement de pouvoir, par exemple, lorsqu'il concerne le développement touristique, qu'est-ce qu'il fait que des touristes vont venir ici ?

C'est parce qu'il peut y avoir des différences qui fait qu'il y a des personnes qui peuvent être intéressées à venir chez nous. Donc, il faut quand même pouvoir avoir des avantages comparatifs. On fait le développement, on fait le commerce international sur la base des avantages comparatifs. Le commerce marche lorsqu'on peut apporter quelque chose qui est différent aux autres et qui veut intéresser aux autres. Donc, cela dit puisque la membre Agathe aussi, la Commissaire Agathe, à un moment donné, parlait de comme si l'opposition doit laisser au gouvernement de travailler tranquillement. Je voudrais dire que ce côté-là de la Chambre, nous l'opposition, on a une responsabilité.

Dans le cadre de ce débat sur le budget où le Chef commissaire a présenté les stratégies, les politiques, les projets du gouvernement pour la nouvelle année financière, qu'il est important pour nous de pouvoir bien comprendre ces stratégies, de pouvoir bien comprendre ces programmes, de pouvoir bien comprendre ces politiques et c'est notre rôle en tant qu'opposition parlementaire, d'apporter notre contribution participant à ce débat afin de bien faire comprendre, de bien comprendre pour commencer, nous-même et de faire comprendre à la population la pertinence des propositions et des résultats visés. Et aussi l'adéquation qu'il y a entre les propositions et les résultats visés. Je vais me consacrer dans un premier temps à questionner le thème du budget et à rectifier certaines conceptions qu'il véhicule.

M. le président, le thème d'un budget doit à mon avis, pouvoir indiquer clairement et sans ambiguïté ses orientations et ses axes principaux tout comme ce qu'il apporte spécifiquement de nouveau et non être simplement de la belle littérature souvent hors contexte et hors sujet. Tout d'abord, examinons l'intitulé « intégration digital ». Si l'on peut reconnaître que la mise en place d'un *Sustainable Strategic Development Centre* qui va héberger un système intégré de gestion des terres, c'est une mesure innovante qui devrait faciliter la gestion des terres, si l'on peut reconnaître aussi que la digitalisation de la gestion des collèges ou encore la création d'une base de donnée sur le commerce sont de bonnes mesures. Et aussi, on peut noter que dans ce budget, il y a l'adoption du *E-Procurement System* ainsi que l'IPSAS qui

/UNREVISED/

sont des aliments, d'ailleurs, sur des dispositifs déjà existées à Maurice et fortement recommandées par le Directeur de l'audit dans son rapport de 2022.

Force est toutefois de constater que l'on ne voit pas ailleurs dans le budget les efforts qui sont consentis afin de mieux intégrer le digital dans le fonctionnement de notre société de notre économie. Et cela alors que le Ministère des finances a invité dans sa circulaire du 28 février 2023, que toutes les institutions doivent considérer l'informatisation des services comme une mesure prioritaire pour améliorer la qualité et l'efficacité de service public. C'est dans le circulaire du Ministère de finance adressé à tous les ministres et autorités et organismes publics. Est-ce que le Gouvernement régional de Rodrigues abonde dans cette direction pour Rodrigues ? Il y a pourtant une directive du Ministère de finance mais à la lecture du budget, on n'a pas cet impression-là parce qu'il y a tellement après.

Et pourtant, les conditions sont maintenant réunies avec l'existence de d'un câble optique encore insuffisamment exploité. La grande diffusion de l'internet dans la population et le progrès très net de software et d'autres outils. Il y a des besoins qui sont très clairement exprimés, par exemple, dans le rapport du Directeur de l'audit. Par exemple, à relier des bases de données, celui des pêcheurs et de la Sécurité sociale. Ou encore, par exemple, il y a un besoin d'une initiative qui a déjà démarré ici. Il y a le besoin d'améliorer le fonctionnement de E-health qui est un projet extrêmement de bon sens qui permet de gérer les informations dans les hôpitaux pour améliorer la prise en charge des patients. Très peu de PME à Rodrigues ont un système informatique de gestion.

La construction du bâtiment du Technoparc de Baladirou sera complétée, certes, mais aucune esquisse de stratégie n'a été proposée à faire de la technologie de l'information et de la communication un levier, un pôle de développement. M. le président, voyons maintenant l'intitulé « efficacité ». Là aussi, on ne voit pas les stratégies. Je ne vois pas les programmes, les projets qui sont proposés pour faire un bond important en termes d'efficacité des fonctionnements des services publics. Il convient de noter que l'efficacité est une fonction de compétence technique et communicationnelle de culture de service et d'organisation des services et que c'est une qualité qui se développe sur le long-terme. Que voit-on ?

Alors que le bureau du Chef commissaire a pour responsabilité de permettre l'efficacité, l'efficience du fonctionnement de l'ensemble de Commission, on note à la page 6, lorsqu'il relevait comme les challenges qu'il y a un manque de personnel en gestion de projet, en finance,

/UNREVISED/

en matière de marché public, *procurement* et en *internal control*. D'ailleurs, est-ce que l'on prend vraiment en compte le rôle de l'*internal control* et ses recommandations ? Une révision financière n'a pas été faite pour la formation des fonctionnaires de l'Assemblée régionale est une indication que cette efficacité affichée n'est pas appuyée par une réelle volonté, une solide volonté d'améliorer la compétence de nos fonctionnaires pour qu'ils arrivent à mieux remplir leur mission de service public.

Zéro provision est faite à l'item formation dans le budget du bureau du Chef commissaire. On note, d'ailleurs, que les indicateurs de performance projetés des services du bureau du Chef commissaire sont relativement faibles, que ce soit pour l'EPMU, l'*Internal Control*, *Health and Safety*. Les indicateurs de performance indiqués à atteindre par la Commission sont faibles. Cela ne m'étonne pas car comme je l'ai mentionné précédemment, toute cette longue littérature ne reflète pas la réalité puisqu'il y a un déphasage, un décalage entre le mot « efficacité » et de ce qu'on annonce qu'on va faire dans le budget. On affiche l'efficacité mais on ne donne pas les moyens pour faire de l'efficacité. Examinons maintenant l'intitulé « renouveau écologique ». Qu'est-ce que cela bien vouloir dire, le mot « renouveau »? De quoi parle-t-on ?

Est-ce que ce mot signifie qu'il y a eu abandon récemment de toute approche écologique ? Ou encore, est-ce que les politiques menées jusque-là en matière écologique sont jugées faibles au goût du gouvernement actuel ? Je crois que par rapport à cet intitulé, il y a un besoin de qualifier bien les choses. Les mesures annoncées ne sont pas nouvelles, loin de là et même très loin de là. En matière de gestion intégrée de l'eau, ce qu'on appelle *Integrated Water Resources Management (IWRM)*, un peu la tarte à la crème de ce budget, puisque figurez-vous, à la page 7 et 8, on parle de la conceptualisation officielle du concept de IWRM. Conceptualisation officielle. A Rodrigues, le budget propose de réhabiliter la forêt à travers ce concept de réhabiliter la forêt en éliminant les espèces invasives, notamment les eucalyptus qui assèche les nappes d'eau.

Donc, je voudrais dire que ce n'est pas nouveau et cette conceptualisation n'est pas nouvelle. Vous vous souvenez du programme de la Commission des forêts de *Working for Water*, que l'opposition parlementaire d'alors avait fortement décrié, considéré comme un scandale de diminuer des grands arbres tels que les mahogany. Donc, est-ce que ce n'était pas déjà de la gestion intégrée de la ressource en eau ? Pour le gouvernement, est-ce les eucalyptus/ravenal qui seront principalement enlevés ou il y aura d'autres essences exotiques

/UNREVISED/

envahissantes qui sont aussi considéré comme nuisibles à la conservation de l'eau ? Je pose la question. Puisque à l'époque on avait condamné que l'abattage des mahogany était lèse-majesté.

(Interruptions)

Je suis en train maintenant de faire mon exposé, je suis en train de poser simplement la question, quelles sont les espèces qui sont concernés ? Qu'est-ce que c'est que l'Integrated Water Resources Management ? Je pose la question. Je suis en train de poser la question.

Le budget fait provision pour la gestion du sanctuaire des chauves-souris à Fond Accacia, il convient de noter qu'il y a plusieurs sanctuaires de chauves-souris à Rodrigues, dans plusieurs vallées. Et, l'existence des grandes colonies de chauves-souris, c'est bien l'exemple vivant de la réussite de la reforestation menée depuis plusieurs années. En quelque sorte, l'abandon des chauves-souris peut maintenant être un indicateur de la réussite de la reforestation à Rodrigues. Il est bon de rappeler que dans les années 70 il y avait une menace de survie des chauve-souris. Il n'en restait plus que 100 en 1974 et en 2014 il y en avait 18,000. Donc, c'est l'exemple vivant de la réussite de la reforestation.

(Applause)

Et on a un succès en cette matière-là qui est reconnu. J'ai parlé avec beaucoup d'expert qui reconnaissent le succès en fait des efforts de reforestation qui sont menait à Rodrigues depuis les années 70. Donc, parler de destruction des forêts dans ce budget-là et c'est le gouvernement actuel qui va les restaurer, c'est vouloir induire cette Chambre en erreur, cette Chambre et la population aussi. La destruction des forêts il y en a eu, oui mais c'était une affaire qui datait avant les années 1980 essentiellement.

M. le président, il convient de rétablir les faits, justement. Après une phase de déforestation importante dans l'île, l'approche de reforestation mise en œuvre dans les années 1970 et 80 a consisté à planter des espèces exotiques tels que l'eucalyptus, le bois noir, le tecoma, le filao, voire le '*pikan loulou*', en tant que essences visant à répondre à des besoins socio-économiques précis, bois de chauffe, construction. A partir de la fin des années 1990, l'approche mise en œuvre porte sur la reconstitution de la forêt avec des plantes indigènes et endémiques visant à restaurer les écosystèmes dans le but de mettre à contribution leurs divers bénéfices au développement durable de l'île. Les besoins socio-économiques ne s'exprimant

plus sous les mêmes formes désormais, que ce soit en matière de matériaux de construction, d'énergie ou de sources de revenus, le besoin de protéger et de valoriser les ressources naturelles s'impose comme une nécessité de développement. Et nous sommes bien dedans et c'est quelque chose dextrement important. Nous sommes dans la bonne direction.

D'ailleurs, les nombreuses actions récentes de réhabilitation de la forêt de la part de l'Etat, du privé, des partenariat privé/Etat ou encore de la communauté (à Mont Limon, Grande Montagne, Jantac, Anse Quitar, Eau Clair, Grenade, Baie Malgache, Mourouk, Grand Baie), avec des forêts de mangrove puisque la mangrove aussi ça permet d'avoir des forêts qui devienne des écosystèmes qui remplissent des rôles extrêmement utiles à notre pays. Tous cela donnent de nombreux résultats concrets et visibles, qu'on peut voir. Le gouvernement actuel devrait au contraire parler de continuité et continuer à construire une île écologique au lieu de renouveau qui insinuerait d'après ma lecture, que comme-ci on commence maintenant. Non, il n'y a rien de « renouveau » ! Non, il n'y a pas eu de déclin dans les efforts de refaire la forêt. Je suis d'ailleurs, d'avis que sur le fond, on est en train d'assister à une discontinuité majeure dans la vision d'une île Rodrigues écologique. Je vais le démontrer plus loin.

M. le président, pour conclure sur ce point concernant l'inadéquation entre le thème et les grandes orientations du budget, je dirais que ce budget pêche par manque de direction et de cohérence. Oui, une incohérence, comme l'a si bien dit la cheffe de la minorité qui a qualifié ce budget de « fantôme ». C'est peut-être parce que, ce gouvernement hérite de grands chantiers de modernisation du pays, laissés par le gouvernement sortant OPR, donc, l'aéroport, câble optique, le port, le bateau de liaison et il manque de vision de développement, de sens historique et d'éthique, et ne parvient pas à faire la part des choses entre ce qui relève de leur initiative et de ce qui ne se relève pas de leur initiative.

M. le président, arrêtons-nous un instant sur quelques extraits du discours budget. Sous la rubrique « Revue de la situation économique et perspectives pour 2023/2024 ». Le Chef commissaire brosse un tableau de la situation économique mondiale et note les effets persistants des impacts de la pandémie COVID-19 ainsi que de la guerre en Ukraine. Contrairement à ce qu'il avance, la circulaire du ministère des Finances annonce plutôt que la reprise de l'économie mauricienne plutôt robuste du fait de la reprise des exportations et de la bonne performance du secteur touristique en année 2022. De ce fait, le glissement de la roupie annonçait vis-à-vis des principales devises d'importation n'est pas ce qui anticipe le ministère

des Finances ? Et cela devrait entraîner justement un arrêt de ce glissement de la roue et devrait entraîner une amélioration de la situation macro-économique à Maurice. Le gouvernement de la Banque Centrale a pris des positions récemment sur ce sujet-là et nous espérons qu'avec l'arrivée des devises avec la reprise du tourisme qu'il y aura un freinage de la dépréciation de la roupie et que en tout cas cela ne sera plus une source de l'inflation. Quoi qu'il en soit, et je dirai qu'on devrait quand même une note d'optimisme que les choses pouvaient repartir puisque je pense que de transmettre de l'optimisme et quelque chose qui est de nature à encourager. Quoi qu'il en soit nous pensons au sein de l'OPR depuis toujours que travailler vers l'amélioration de la sécurité alimentaire à Rodrigues est une nécessité. La nouvelle situation géopolitique est post-pandémie ne fait que renforcer le besoin de travailler vers cet objectif. De manière générale l'augmentation de l'emploi budgétaire de l'Assemblée Régionale de Rodrigues et la reprise du secteur touristique sont une aubaine. Pour la relance économique de l'île de Rodrigues, il aurait été judicieux d'avoir un discours de reprise économique et d'encouragement.

M. le président, il très étonnant de voir comment le Chef commissaire clos cette rubrique d'ailleurs, consacrer à la situation économique dans le monde. Avec les paragraphes 25 et 26, je cite : « Dans une perspective où l'accès à l'eau potable est un droit comme les autres droit humain, beaucoup de nos concitoyens n'en bénéficie toujours pas. Nous avons la ferme intention, paragraphe 26, d'y remédier avec ce budget d'action et de responsabilité. Un cheveu sur la soupe. Deux paragraphes qui ne sont pas reliés avec le développement sur la situation économique mondiale. Cela reflète exactement ce que j'étais en train de dire à propos des incohérences dans ce budget, voire des erreurs.

M. le président, au paragraphe 29, le Chef commissaire parle de régénération soucieux économique de l'île en évoquant des moteurs de croissance que nous connaissons tous sans esquisser sa vision des choses. Pourtant il hérite de formidable outille, par exemple, la révision de SIDPR, la révision du plan du développement touristique qui devrait quand même de nous donner déjà quelques pistes concernant les directions où il veut aller. Eh ben, non, non ! Non, on n'a pas vu de vision, il n'y a pas eu dépiastions de vision vers où on veut aller. On reconnaît les moteurs de croissance, il n'y a pas de problème.

M. le président, a écouté le Chef commissaire, on croirait que c'est lui l'initiateur de ce projet de modernisation de l'aéroport, alors qu'il s'agit d'une initiative qui est à mettre beaucoup au crédit de la ferme volonté du gouvernement central. L'autonomie correspond à un

/UNREVISED/

processus à travers lequel le gouvernement régional est appelé à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement central et non à entrer en confrontation inutile dans le cadre de l'autonomie de Rodrigues. Je reviendrai là-dessus.

M. le président, le paragraphe 50, révèle une des grandes contradictions du budget avec la marche d'un danger pour la vision l'île écologique dont j'avais évoqué plus haut. D'un côté au paragraphe 87, le Chef commissaire parle, je cite : « Notre participation à l'UROI (Université rurale de l'océan Indien) comme une expérience fructueuse pour mieux cerner les enjeux de la ruralité dans le contexte de Rodrigues. Si nous voulons que Rodrigues préserve son âme, il y a des décisions courageuses à prendre et nous les prendrons », fin de citation. De l'autre côté, il veut créer une Airport Town à Plaine Corail pour vendre des produits importés hors taxes à des touristes et développer un environnement urbain avec des fast-foods et des commerces qui vont développer de nouveaux modes de consommation dans l'île. A-t-il seulement pensé aux impacts qu'un tel projet pourrait avoir sur la société rodriguaise et son âme, sur le secteur touristique rodriguais qui a pour avantage comparatif, l'authenticité de l'île ? Or, M. le président, et j'appuis sur le mot ...

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order! I said order, you continue.

Dr. Agathe: On ne peut pas parler comme ça, si on est constamment dérangé.

Mr Chairperson: Okay, sit down. Respected Members, allow Dr. Agathe to continue with his speech, please? Okay? I do not want cross-talking. Continue, Dr. Agathe.

Dr. Agathe: Merci, M. le président. Et donc, M. le président, j'insiste sur le mot, 'authenticité', ce n'est pas du négatif. L'authenticité, c'est ce qui fait la richesse de Rodrigues et qui confère à Rodrigues son avantage comparatif en matière du développement touristique. C'est un atout qu'il faut absolument protéger.

Je demande à cette Chambre et à la population, devons nous sacrifier notre âme et l'authenticité de notre île sur l'authenticité de l'avidité de la spéculation immobilière ? N'est-ce pas le moment pour nous de réfléchir aux dénonciations publiques tenues par le Député Arvind Boolell contre le Chef commissaire de Rodrigues concernant sa gestion du foncier, en parlant d'un 'festival de la terre en cours à Rodrigues' !

/UNREVISED/

Mr Lisette: Mr Chairperson, Sir, I think you have heard what the Chief Commissioner has said. He is addressing Members of this House in an insulting manner saying that *'il a des zacos dans la sale.'*

Mr Chairperson: So, was this a point order?

Mr Lisette: It is a point of order, Mr Chairperson, Sir.

Mr Chairperson: Chief Commissioner and everyone here allow this Member to finish with his speech and refrain from, you know... Order, please! Allow the Member to complete his speech, please. Dr. Agathe continue with your speech.

(Interruptions)

Order, please!

Dr. Agathe: M. le président, en ce qui concerne la gestion des terres de l'Etat, il faut d'abord noter une divergence. Le Chef commissaire annonce dans son discours l'octroi de plus de 1,000 baux, toutes catégories confondues, alors que *les Draft Estimates* il est indiqué le chiffre de 649 seulement. Et à la page 25, dans les *Key-Deliverables and Performance Indicators – Cadastral Office – Number of Leases Issued – actual 1,200*. M. le président, quel est le bon chiffre auquel devons-nous nous fier ? Il y a quand même un très grand écart.

On note aussi une orientation nouvelle de l'utilisation des terres où il y aura une restriction de l'allocation des terres sur les hauteurs de l'île. Je voudrais indiquer, comme le disait un père fondateur de l'anthropologie, Marcel Mauss que le foncier est un phénomène social total, ce qui veut dire qu'il est important de prendre en considération les multiples conséquences des décisions associées aux choix d'utilisation des terres.

Tout choix draconien doit être accompagné par des mesures alternatives raisonnables. Il faut reconnaître que la crête centrale de Rodrigues, allant de Grande Montagne à Petit Gabriel est déjà très densément peuplée. Il y a de forts enjeux environnementaux qu'il faut impérativement prendre en compte, de fait de ce fait, tels que la gestion des eaux pluviales et des drains, la gestion des eaux usées, ou encore le contrôle des travaux de terrassement pour éviter la catastrophe écologique. Ces facteurs-là sont à prendre sérieusement puisque de toute façon il y a déjà eu une organisation assez importante dans la hauteur de l'île. J'aimerais quand même faire une parenthèse importante. Qui ne se souvient pas du fameux encouragement politique à la population au vieux temps du MR ? « *OPR pe fer dominer ek ou – ale range ou*

lakaz kot ou anvi », alors que l'OPR voulait protéger les terres agricoles et sensibles et travaillait pour l'aménagement du territoire.

Le commissaire parle de révision des procédures pour mettre en place un système *fast-track* pour les demandes de baux industriels et commerciaux sans donner aucune indication sur le mode d'attribution et la façon de garantir une égalité des chances pour l'ensemble des entrepreneurs. Tout cela en tout cas pour l'instant manque de transparence !

M. le président, nous reconnaissons tous que l'agriculture et la pêche sont des secteurs vitaux tant du point de vue de génération d'emplois et de revenus pour la population, que du point de vue de la sécurité alimentaire.

Pour l'année budgétaire courante, la commission concernée a bénéficié de gros budgets pour réaliser de nombreux projets qui pour la plupart n'ont pas été mis en chantier ou réalisés, par exemple, la mise en place d'un bureau de relations publiques en vue de recevoir les doléances et propositions de la population, la mise en place d'une aide en vue d'aider les éleveurs à faire face aux prix élevés des aliments (pas mis en place). Même s'il y a une distribution des aliments mais c'est comme une mesure palliative suite au sécheresse. On se demande, il y a une évaluation peut être à faire de ça. Tous bon fonctionnement des politiques publique, il faut évaluer. Je pense qu'il serait bien d'évaluer comment ça a fonctionné, quel résultat cela à donner. Il y avait aussi, la provision pour la mise en place d'un plan de résilience afin de sécuriser les producteurs et la production agricole, on n'a rien vu. La réforme des pratiques de l'élevage. En tout cas, je n'ai pas l'impression qu'il y a des choses qui ont été fait dans ce sens. La mise en place des IGP (Indicateur Géographique Protéger), développer des jumelages avec des académies de pêche de la région, en ce qui concerne la pêche. Non, rien du tout. Réallouer les cinq bateaux de l'IFAD et les six autres – pas encore fait, doter les services de surveillance de pêche d'équipements spécialisés permettant de prendre des images (non, rien du tout), entreprendre une étude scientifique afin de connaître la santé du lagon, du tout. On se rappellera de la déclaration du Commissaire de la Pêche qui avait annoncé que le projet de réhabilitation de la Maison des Pêcheurs devait permettre d'exporter des poissons dès la fin de l'année 2022. La situation actuelle est qu'on souffre d'un manque de poisson même pour le marché local et la réhabilitation de La Maison des Pêcheurs est loin d'être complétée. J'en ai déjà parlé ici où il y a des belles couches de peinture mais s'est comme si on avait refait la carrosserie d'une voiture sans le moteur ce qui fait que la voiture n'avance pas.

/UNREVISED/

Concernant la pêche à l'ourite, l'on a vu que les deux premières fermetures organisées par le gouvernement actuel se sont soldées par des échecs sur plusieurs plans. Pourquoi ? Parce qu'il a remis en cause un modèle d'organisation fondé sur la participation et la collaboration entre plusieurs acteurs et partenaires locaux comme internationaux.

On note cette année une augmentation substantielle du budget du secteur de la pêche mais qui finance de l'assistance sociale, alors que la provision pour soutenir des pêcheurs hors lagon reste faible et inchangée. Rs 2 millions pour soutenir la pêche hors lagon et des millions et des millions et des millions qui sont mis dans l'assistance sociale. Je compense un peu moins les deux. Il n'est pas normal de ne pas soutenir davantage une orientation qui vise à aller vers plus de productivité, qui vise à aller vers la sécurité alimentaire, qui vise à aller vers développer les exportations. Ce n'est pas normal. C'est par là que je voudrais soutenir que ce budget ne soutient pas la productivité. Puisqu'on ne voit rien d'autre dans le budget pour la pêche. On ne voit pas grand-chose dans l'agriculture non plus. Le budget supplémentaire de l'agriculture va uniquement sur l'irrigation. Rien d'autre en fait. Donc, c'est un budget qui ne soutient pas la productivité. On ne parle pas de la production, on ne parle pas de diminuer le chômage. On ne parle pas d'exportation. On ne parle pas de génération de revenu. Non.

Il convient de souligner la décision contradictoire d'accorder un nouveau permis de pêche à la senne et c'est une décision apparemment qui a créé pas mal de remue et de mécontentement chez les pêcheurs. Je peux comprendre parce que si on décide d'une politique de réduire les permis donc certains ont rendus leurs sennes et puis d'autres vont bénéficier, ça peut créer des mécontentements. C'est deux poids deux mesures.

Au niveau de l'agriculture, on note une augmentation des provisions, comme je disais, qui va pour l'irrigation mais peu d'évolution par ailleurs. On note que des mesures pour le secteur agricole, on ne note pas de mesure, il n'y a pas de mesure pour le secteur pour le secteur apicole. Pourtant les apiculteurs ont beaucoup souffert de la dernière période de sécheresse.

Concernant le secteur de la forêt, on note même une baisse pour le budget de la restauration des forêts, qui passe de Rs 2 millions à Rs 1.5 millions. Je crois que c'est la *Rodrigues Nature Company* qui visiblement prend le relais dans le domaine de la restauration des forêts. Mais je voudrais quand même poser la question. Est-ce que la décision de créer des compagnies privées, je parle de manière générale, qui ont pour mission d'assurer des services publics importantes, concurrente à des services publics existants se font ces décision-là se prennent en consultation avec le Ministère des Finances.

/UNREVISED/

Donc, je voudrais conclure, en disant que ce budget est un budget qui manque de vision cohérente de développement de Rodrigues. Et, je dois dire on doit faire un effort collectif au niveau de ce pays, au niveau de Rodrigues si on veut réussir l'autonomie de parvenir par-delà des fractions politiques on doit pouvoir arriver à avoir des visions politiques de développement. C'est un problème si on n'a pas de vision politique de développement. Si on présente un budget où il n'y a pas de vision politique de développement, où il n'y a pas de cohérence dans la vision de développement. C'est un budget déséquilibré. Si on regarde, par exemple, les projets des routes. Les routes sont construites uniquement dans certaine région et pas dans d'autre. Comment ça ? On divise le pays ! Deux poids deux mesures. Il y en a qui sont plus méritant que d'autre. Ce n'est pas normal. Socrate avait dit, c'est le plus grand danger la démocratie, l'injustice. C'est le plus grand danger la démocratie. C'est un budget qui divise le pays, c'est un budget divisionniste.

(Interruptions)

Ce n'est pas possible, M. le président, excusez-moi. Ce n'est pas possible.

(Interruptions)

Est-ce que je suis dans mon temps de parole ou pas ?

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order! Order! Order! Order please. I am on my feet.

(Interruptions)

Order please! Are you concluding? Chief Commissioner, Deputy Chief Commissioner, allow the Member to complete. Allow the Member to complete his speech.

(Interruptions)

Order please! Complete your speech, Dr. Agathe.

Dr. Agathe: C'est un budget qui n'est pas sincère dans son thème, irréaliste et pas sérieux. C'est un budget qui ne favorise pas la productivité. J'ai donné l'exemple de la pêche.

Mr Chairperson: Address the Chair, look at me, address me.

Dr. Agathe: donc, malheureusement aussi, la préparation de ce budget a été entacher quelque part par une confrontation qui est stérile pour la bonne et simple raison comme je l'ai

/UNREVISED/

dis – quand on est autonome cela n’interdit pas et au contraire il faut travailler en étroite collaboration avec d’autres instances du gouvernement.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order!

Dr. Agathe: D’ailleurs, je voudrais adresser des remerciements au Ministre des Finance l’Honorable Docteur Renganaden Padayachy qui malgré sa condamnation publique des propos du Chef commissaire, a quand même donné l’assurance de son soutien vis-à-vis de Rodrigues selon les dispositions sur la loi de l’autonomie.

Le Budget 2023-24 a choisi le mot ‘efficacité’ comme un de ces thèmes alors que l’on constat que les réalisations ont été très faibles pour le Budget 2022.

On verra bien ce que donnera l’exercice budgétaire 2023-24. En tout cas je voudrais dire que de ce côté de l’Assemblée, nous allons continuer notre travail, on nous a élus pour faire ce travail, nous allons tache de rester une force politique crédible, qui fasse des propositions, qui essaye de proposer des choses cohérentes pour que le pays sait qu’ils peuvent compter sur leurs élus. Je vous remercie, M. le président.

(Applause)

Mr Chairperson: I think it is high time to break for tea for 30 minutes.

At 4.05 p.m., the sitting was suspended for 30 minutes.

On resuming at 4.44 p.m. with the Chairperson in the Chair.

The Commissioner for Youth and Others (Mr J. V. Ravina): M. le président, je voudrais féliciter le Chef commissaire, monsieur Johnson Roussety, GOSK, pour son deuxième budget de notre quinquennal. Dans cet conjuncture économique difficile le Chef commissaire a eu l’audace dans ce budget avec des mesures innovatrices touchant les grands axes du développement de Rodrigues tel que l’eau, l’éducation, la santé, les infrastructure public, la jeunesse et le sport et la culture entre autre. En effet, je dirais que c’est le mieux et en ligne avec la philosophie, du gouvernement de l’Alliance Libérale pour relancer l’économie et la confiance dans la population Rodriguaise.

J’ai eu la chance de consulter la population concernant ce budget, et c’est avec beaucoup de plaisir que j’ai pu constater un bon ‘*feel good factor*’ des Rodriguais pour le développement durable que le chef Commissaire a annoncé.

/UNREVISED/

M. le président, maintenant je vais aborder les grands axes de ma commission commençant par les services de la jeunesse. Mais d'abord je dois répondre au Membre Spéville. Je crois que vraiment il a exagéré un petit peu dans ces propos concernant la commission. Je crois que monsieur Spéville n'habite pas à Rodrigues s'il n'est pas au courant de tous ces projets qui a été réalisés par ma commission. Et depuis que je suis responsable de la Commission de la Jeunesse je n'ai jamais entendu qui que ce soit que ma commission va mal, ni le Chef commissaire ne m'a jamais reproché concernant ma responsabilité à la commission de la Jeunesse et des Sports.

M. le président, la jeunesse est un maillon clé dans le développement de tout pays. Donc on a accueilli favorablement tous les mesures et programmes énoncé dans le budget du Chef commissaire pour responsabiliser la jeunesse en vue d'atteindre les objectifs ciblés cette année. On le sait tout que les jeunes de Rodrigues, ont les compétences nécessaires pour concevoir des solutions innovantes, durable et pérenne, susceptible d'avoir un impact sur leur avenir. Ma commission va faire tout son possible pour encadrer les jeunes de notre île au maximum.

M. le président, le combat contre les fléaux tel que l'abus des drogues, l'alcool et la cigarette est un engagement de longue haleine qui demande beaucoup de courage, de conviction et de détermination. Ce combat requiert la collaboration de toutes les organisations/commissions de Rodrigues, de la société civile, des religieux, des institutions scolaires et aussi le soutien de toute la population.

Cependant, avec la venue des drogues dures dans l'île et les drogues synthétiques qui peuvent être produit localement, nos jeunes et toute la population sont beaucoup plus à risque. La consommation de ces produits peut causer la mort et on doit alors être beaucoup plus proactif dans nos démarches. Dans ce contexte, le mercredi 15 mars dernier, ma commission a lancé une grande campagne de prévention sur l'abus de la drogue et l'alcool parmi les jeunes à Rodrigues. Cette campagne de sensibilisation qui durera de mars à juin 2023 a débuté avec une session de sensibilisation avec les jeunes qui viennent de quitter le collège, qui seront appelés vers d'autres études tertiaires ou sur le marché du travail à Maurice ou ailleurs. Donc il est primordial qu'ils soient au courant des pièges qui peuvent gâcher leur avenir.

Nous avons ainsi lancé cette campagne de sensibilisation dans les collèges précisément à Le chou et Mont Lubin Collège. Le samedi 20 mars la campagne de sensibilisation dans les villages a été lancé à Nassola. Dans le même cadre, on est allé à Ile Michel où les parents et jeunes présents ont accueilli favorablement cette initiative de sensibilisation dans les villages.

/UNREVISED/

M. le président, pour cette nouvelle année financière, ma Commission continuera à accorder une attention particulière au combat contre l'abus des drogues illicites à Rodrigues sans pour autant négliger le combat contre l'alcool et la cigarette. Les actions suivantes seront entreprises : -

- (i) L'emphase sera mise sur la prévention notamment parmi les jeunes.
- (ii) Des approches plus modernes et efficaces seront désignées et utilisées pour former nos jeunes et la population sur les conséquences et dangers des drogues dures et des drogues synthétiques.
- (iii) Les campagnes de sensibilisations seront plus ciblées. Les jeunes et toute la population seront mieux préparés pour faire face à toute situations et aussi à prendre de bonnes décisions qui ne mettront pas leurs vies et leurs futurs en péril.
- (iv) Des campagnes de sensibilisation spécifiques seront dédiés aux jeunes-mère et aux jeunes filles et aux jeunes non-scolarisés.
- (v) Les formations et campagnes plus visible et médiatisés viendront supporter et aider à atteindre cette vision : « D'avoir une Ile Rodrigues saine et sans drogues et où il fait bon vivre. »
- (vi) Des formations seront tenues pour mieux équiper nos encadreurs, formateurs, professeurs et parents avec les compétences/aptitudes nécessaires pour détecter tout changement de comportement qui peut indiquer une éventuelle consommation de drogue ou autres produits illicites.
- (vii) Des sous-comités seront aussi mis en place pour des actions plus urgentes et plus ciblées.

M. le président, La santé sexuelle et reproductive chez les jeunes basés sur le thème « La Jeunesse, catalyseur du développement », j'ai le plaisir de vous informer que toutes les mesures et actions et autres programmes annoncées l'année dernière lors du discours-programme ont été réalisé :

- Le Youth Counselling Service a effectivement mené une vaste campagne de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive à travers des causeries visant les adolescents, les jeunes et les adultes dans toutes les six régions à travers l'île.
- La Caravane de la Jeunesse qui est un atout majeur dans la campagne de

/UNREVISED/

sensibilisation a sillonné l'île avec l'aide des jeunes dynamiques et très motivés (des pair-éducateurs) qui ont mis en exergue non seulement leur disponibilité, mais leur savoir-faire à travers leurs talents artistiques.

- Une cinquantaine de jeunes formés en tant que pairs-éducateurs dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive a permis la réalisation des activités du Youth Counselling centre.
- Grace au fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA), nous avons pu réaliser les projets en ligne avec le Matching Fund-RRA/UNFPA.

M. le président, je voudrais saisir l'occasion de remercier les dirigeants de cet organisme des Nations Unies pour leur indéfectible support pour la réalisation des projets d'encadrement pour nos jeunes. Il va sans dire que leur assistance est fort louable et mérite nos remerciements les plus dignes et sincères. Le nouveau coordinateur de l'UNFPA pour la région Océan Indien Monsieur Koffi est même venu nous rendre visite avec une délégation afin de faire un constat des lieux.

Environ 1,200 jeunes ont été sensibilisés durant toutes les activités de sensibilisation de la promotion de la santé de la reproduction. Ces jeunes sont maintenant plus informés et conscients des méfaits des comportements à risque.

Nous avons constaté la volonté de notre Chef commissaire de faire de nos jeunes des personnes dignes et responsables et qui peuvent réfléchir. Les actions préconisées en vue d'encadrer nos jeunes méritent toute notre admiration et les jeunes accueillent favorablement ces mesures, parmi, l'augmentation de l'allocation des jeunes pair-éducateurs, passant de Rs 315 à Rs 500 par session.

Les programme et projets futurs proposés concernant la promotion de la santé sexuelle et reproductive des jeunes sont comme suit :-

- (a) Le recrutement d'un consultant ;
- (b) Organisation de formations, séminaires et ateliers de travail ;
- (c) Promotion de la santé sexuelle et reproductive pour les jeunes, en milieu scolaire et ailleurs à travers la Caravane de la Jeunesse, et
- (d) Renforcer le réseau AfriYAN Rodrigues.

/UNREVISED/

M. le président, nous allons redynamiser le réseau AfriYAN Rodrigues afin de permettre nos jeunes d'avoir accès avec les différentes instances internationales au niveau de l'Afrique.

Suite à la demande de nos jeunes, et dans le souci d'offrir des services de qualité à la clientèle de Youth Counselling Centre, le centre sera ré aménagé durant l'année financière 2023-2024. Le centre sera doté de plusieurs facilités additionnelles telles que certaines aménités pour les jeunes mamans et leurs enfants, des salles plus accueillantes et mieux équipées pour le différent service offert.

M. le président, les services de proximité de la Caravane ont fait leur preuve depuis son inauguration et en 2022, la Caravane de la Jeunesse a sillonné les six régions de l'île en faisant des sensibilisations et dépistages des maladies non transmissibles et sexuellement transmissibles. Pour cette prochaine année financière, ma commission en collaboration avec la Commission de la Santé prévoit de renforcer et diversifier les services existant avec les consultations et avec les médecins de La Santé.

M. le président, l'entrepreneuriat jeunesse. L'entrepreneuriat à Rodrigues s'impose comme une tendance forte ou beaucoup de jeunes mise sur l'innovation tout en gardant l'authenticité. Grace aux diverses connections maintenant accessibles, les jeunes entrepreneurs sont en mesures de travailler en ligne et attirer une autre clientèle.

Ma Commission a organisé le 'Youth Talent Show' *and* expo vente dans le cadre du 20^{eme} Anniversaire de l'Autonomie de Rodrigues dédié aux jeunes aspirants entrepreneurs âgés de 18 à 35 ans le samedi 1er octobre 2022 à Malabar dans les divers secteurs. 53 jeunes entrepreneurs en herbe ont participé à l'activité.

Nous avons aussi organisé 'La foire des jeunes' dans le cadre de Spéciales Vacances du 16 au 17 décembre 2022 à Port Mathurin pour encourager nos jeunes entrepreneurs à commercialiser leurs produits et services auprès du public. 25 entrepreneurs ont participé à l'activité dans les secteurs suivants : horticulture, textile, produits artisanaux, restauration et pâtisserie.

M. le président, à travers de tels activités, nous offrons une plateforme au jeune entrepreneur pour présenter son offre, ses produits et rencontrer de nombreux prospects. De telles activités sont aussi des événements médiatisés ou le jeune peut en profiter pour se faire connaître auprès de la presse et cela a aidé à développer l'image de l'entreprise auprès du grand public.

/UNREVISED/

Lancement d'un nouveau batch pour la formation sous le projet Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (PPEJ) d'une cinquantaine de jeune aspirant entrepreneur qui vise à concevoir ou consolider leur entreprise. Nous sommes convaincus que nos jeunes ont soif de connaissances.

M. le président, nous voulons former les jeunes entrepreneurs sur divers thèmes tel que le service clientèle, le management et l'innovation, la formation administrative pour qu'ils opèrent dans toute l'égalités.

M. le président, nous sommes confiants qu'avec un service de proximité proposer aux jeunes aura un impact positif pour les entrepreneurs. C'est pourquoi, il est important que l'entrepreneuriat jeunesse opère avec un 'Entrepreneurship Hub' avec un système de *mentorship* pour ceux qui veulent soumettre un projet ou nécessite une information sur l'entrepreneuriat à Rodrigues.

M. le président, en vue d'aider ces jeunes à avoir une visibilité et proximité avec le publique : -

- i) Nous souhaitons organiser des foires avec plus de participation dans diverse métiers pour les jeunes pour qu'ils puissent montrer leur savoir-faire et d'assurer qu'ils opèrent dans les conditions requis par les autorités.
- ii) Nous voulons aussi organiser des formations en simultané pour que d'autre jeunes puissent avoir l'occasion d'avoir plus d'information sur l'entrepreneuriat à Rodrigues.
- iii) Ma commission a aussi pris l'initiative de programmer des concours de meilleur stand durant les foires organisés pour booster la notoriété et l'innovation de ces jeunes entrepreneurs.

En vue de consolider et augmenter de telles collaborations, ma commission mise a augmenté la participation des jeunes entrepreneurs au foires et expo vente organiser par d'autre institutions/organisations pour leur donner plus d'expérience et de confiance en eux au niveau régionale et nationale. Cela aidera les jeunes à avoir une meilleure direction sur les schèmes/informations disponible pour que le jeune aspirant puisse parvenir à accomplir son rêve.

M. le président, activités de jeunesse au niveau des centres de jeunesse et des régions. Afin de continuer notre programme d'entretien et de mise à niveau des centres de jeunesse qui seront par ailleurs dotés d'équipements et autres outils informatiques et de loisirs, nous allons

/UNREVISED/

continuer dans le même sens afin d'adapter les activités des centres de jeunesse en fonction de la demande des jeunes de la région.

Dans cette année financière courante, dans l'ère digitale tous les centres de jeunesse ont été équipés d'un réseau wifi, pour plus de rapidité et d'efficacité dans la dissémination des informations et aussi afin de maximiser l'utilisation des médias par les encadreurs de jeunesse dans l'exercice de leur fonction.

Ma Commission a investi en termes de logistiques pour la formation et des loisirs qui permettent de dispenser les cours et les activités de loisir dans les centres de jeunesse tel que les jeux d'intérieures, les smart TV, projecteurs, et système de sonorisation.

Dans la continuité pour la réorganisation des centres de jeunesse et autres infrastructures, basée sur les aspirations des jeunes pour être plus *youth friendly*, avec le recrutement des formateurs/animateurs la commission va implémenter des formations et activités culturelles comme la danse traditionnelle et moderne, le théâtre, la musique traditionnelle et moderne afin de rendre les centres de jeunesse plus vivants, efficaces et attirants.

M. le président, pour ce budget ma commission va favoriser l'inclusion des jeunes dans la prise des décisions à travers des consultations régulières avec les jeunes dans la conception et l'implémentation des projets de jeunesse. Cela permettra aux jeunes de proposer des programmes selon leurs attentes, intérêts et motivations.

M. le président, Atelier de Savoir, les écoles techniques prennent de l'ampleur à Rodrigues. C'est avec fierté que je vous présente le bilan pour les Atelier de Savoirs pour l'année 2022/2023. De 2003 à 2022, les Ateliers de Savoirs de Rodrigues ont reçu plus de 1,200 jeunes pour des formations dans les secteurs tels que la menuiserie, la pâtisserie, la couture, la soudure, la mécanique et l'agriculture Bio. Comme nous avons beaucoup de jeunes qui n'arrive pas poursuivre leur cursus scolaire au niveau académique. Ma commission est le sponsor principal des Atelier de Savoirs à travers le Rodrigues Regional Youth Council. Les stagiaires des ateliers sont encadrés à temps plein et sont donc moins à risque des fléaux sociaux qui guettent notre société.

Cette année, M. le président, ma commission avec le soutien du Rodrigues Regional Youth Council et la Human Resource Development Centre, ferons tout notre possible pour que les Ateliers de Savoirs concerné obtiennent leur MQA certification. A la fin des deux ans de

/UNREVISED/

stages les stagiaires pourront bénéficier d'un certificat NC2. Avec cette certification les stagiaires pourront plus facilement être employable.

Ma commission en collaboration avec le Rodrigues Regional Youth Council organisera un 'Award ceremony' pour récompenser les stagiaires qui ont brillamment compléter leur cursus au sein de l'Atelier de Savoirs. Cela, M. le président, donnera au nouveau stagiaires la motivation et l'engouement d'entreprendre le métier qu'ils ont choisi d'apprendre.

Nous sommes aussi conscients que les ateliers de savoirs un besoin d'être rénover en terme d'infrastructure. Nous avons le projet pour la rénovation de l'Atelier de Savoirs à Grand La Fouche Corail pour que les stagiaires et les employés puissent travailler dans des conditions adéquates.

M. le président, dans l'optique que les Ateliers de Savoirs offrent divers services telle le catering, diverse réparations en menuiserie, couture et soudure. Nous espérons travailler en collaboration avec les diverses commissions pour l'avancement des Ateliers de Savoirs où les stagiaires pourront avoir plus de pratiques. Nous souhaitons que nos collaborations avec les autres commissions continuent pour soutenir ces jeunes en quête d'un avenir meilleure.

M. le président, nous sommes convaincus que nos jeunes ont besoin de plus de frottement avec le milieu du travail. C'est pourquoi, M. le président, nous programmons que les jeunes stagiaires en deuxième année puissent être placé en entreprise pour acquérir plus d'expérience pour affronter le monde du travail.

La réintroduction de la formation humaine avec la collaboration de l'action familiale. Tous les stagiaires doivent impérativement obtenir deux heures de formation humaine par mois sur une période continue.

M. le président, ma commission en collaboration avec le Rodrigues Regional Youth Council a procédé au recrutement de jeunes qui souhaite rejoindre la grande famille des Ateliers de Savoirs. Ma commission a aussi lancé la candidature pour un responsable atelier de l'année académique 2023 pour mieux encadrer les jeunes apprentis.

Nous allons recruter un 'Programme Coordinator' au sein de la Rodrigues Regional Youth Council pour justement apporter une aide particulière au cursus académique des jeunes apprentis.

M. le président, National Youth Civic Service (NYCS). Le National Youth Civic Service est une formation et est très pertinente et utile dans le contexte actuel dans lequel vivent nos jeunes. Ayant une approche très conviviale, la formation permet aux jeunes : -

/UNREVISED/

- (i) d'acquérir les compétences et des connaissances utiles pour faire face aux défis de la vie et pour le bon développement de leur personnalité, et
- (ii) découvrir qu'ils ont beaucoup de potentiel et qu'ils ont la capacité et la responsabilité d'apporter les changements nécessaires dans leur vie personnelle, dans la vie des autres et dans la société dans laquelle ils évoluent.

M. le président, comme on peut le constater, les sessions de formation de National Youth Civic Service permet de mieux encadrer nos jeunes, les aider à développer leur personnalité, les préparer à faire face aux défis de la vie et les ont aidés à réaliser les choses suivantes :

- (i) Faire une auto-évaluation et identifier les changements nécessaires à apporter dans leur vie ;
- (ii) De travailler et de pratiquer des activités en équipe, de rencontrer de nouveaux amis et de nombreuses personnes-ressources responsables de diverses organisations à Rodrigues, et
- (iii) D'acquérir des compétences et des connaissances utiles pour faire face aux défis de la vie et pour le développement de leur personnalité. Et certaines séances ont contribué à renforcer leur estime de soi.

M. le président, les participants ont beaucoup apprécié l'opportunité qui leur a été donnée de suivre cette formation. Et le cours sera bientôt lancé pour un quatrième groupe de jeunes.

Le Youth Parliament. M. le président. Permettez-moi de vous remercier ainsi que la Clerk, Ms. Lyndia Yannick Legentil pour l'étroite collaboration avec ma commission de la Jeunesse pour le bon déroulement du Rodrigues Youth Parliament 2022/23.

Je suis fier aujourd'hui d'avoir 21 jeunes très dynamiques qui participent dans le Parlement des Jeunes pour l'année 2022/23. Ce gouvernement a été élu par la communauté jeune le 20 août 2022. Ils vont siéger pendant une année et offriront un service de proximité pour aider à l'avancement de la jeunesse Rodriguaise. Le renforcement des capacités à des résultats positifs chez les jeunes. Nos jeunes parlementaires ont appris les compétences de la citoyenneté active telles que comprendre comment les décisions sont prises et comment organiser, planifié, communiqué. Note société civile est renforcée lorsque les jeunes deviennent des citoyens informés et réfléchis.

/UNREVISED/

M. le président, aujourd'hui, je prends l'engagement de promouvoir l'autonomisation de la jeunesse afin de viser une bonne gouvernance pour l'île Rodrigues pour les années à venir. Nos jeunes ont soif de connaissances, donnons-leur l'opportunité d'exceller en tant que citoyen politique pour l'île Rodrigues.

M. le président, ainsi, dans le cadre de la Journée Internationale de la Jeunesse 2023, ma commission collaborera avec les jeunes de la Youth Parliament pour l'organisation d'un Festival de la Jeunesse ce 12 août 2023.

M. le président, à travers la Commission de la Jeunesse, le Duke of Edinburgh's International Award programme donne une plateforme de développement de la jeunesse favorable et non-compétitive qui renforce la confiance en soi, et élargit les compétences et l'expérience.

Le Duke of Edinburgh's International Award programme nous a permis de produire des jeunes responsables, autonomes, intègres, solidaires et engagés. Des jeunes capables de se fixer des objectifs personnels et à relever les défis nécessaires pour réaliser leurs objectifs.

M. le président, à ce jour le programme a été implémenté dans les différents collèges de l'île et le Développement and Learning Centre for Disabled Children. Chaque année plus d'une centaine de jeunes sont sensibilisés sur le programme et adhèrent au programme.

M. le président, afin de rendre le programme plus accessible à un maximum de jeunes possible, ma commission va lancer le programme dans les différents centres de jeunesse/régions de l'île, et c'est pour cela qu'une vingtaine de *Youth Leaders* ont été formés comme *award leaders* en mai 2022 afin de dispenser le programme dans les différentes régions de l'île sous la supervision des Youth Officers.

Le Duke of Edinburgh's International Award programme, M. le président, ne laissant aucun jeune de côté a aussi été introduit dans les différents Ateliers de Savoirs. Les Responsables des Ateliers de Savoirs ont eu la formation nécessaire pour dispenser le programme dans leurs Ateliers respectifs. Dans ce même sens la Commission de la Jeunesse compte aussi faire que les jeunes du Centre Agricole Frère Remi et de la Maison Familiale Rurale (MFR) puissent bénéficier du programme.

M. le président, sachant que le programme est un programme international qui existe dans plus de 150 pays à travers le monde ; permettant aussi l'échange entre les autres pays, ma commission va donner tout le support nécessaire aux groupes de Rodrigues qui veulent aller faire leurs *Adventurous Journey* à Maurice ou ailleurs. On va aussi continuer à donner toutes

les facilités et encadrements nécessaires aux étrangers qui viennent faire leurs activités liées au programme à Rodrigues.

M. le président, comme le programme parle aussi du sens de l'engagement et du volontariat chez les jeunes, ma commission va davantage organiser des activités de service avec les organisations tels que Shoals Rodrigues, la Wildlife et aussi le SEMPA, afin aussi de sensibiliser les jeunes sur la protection de notre environnement. Et aussi avec d'autres associations/organisations qui visent à aider les personnes dans le besoin.

M. le président, ma commission croit fermement qu'un jeune qui participe au Duke of Edinburgh's International Award peut faire la différence et c'est pour cela que la Commission de la Jeunesse donnera tous les moyens nécessaires pour promouvoir le programme à tout jeunes de 14 à 25 ans.

La jeunesse Rodriguaise a eu une participation active et significative à notre société et aux pratiques et aux processus démocratiques, ce qui a été d'une importance irréfutable. Donc je m'engage à leur soutenir dans leurs démarches cette année encore.

Je suis très reconnaissant que l'engagement des jeunes dans les débats ait renforcé des propositions concrètes. Cela leur a permis de mieux comprendre l'importance d'une bonne gouvernance pour le bon fonctionnement de tout gouvernement.

M. le président,

Le Sports

Le Sports est le moyen par excellence pour préserver l'intégration et l'harmonie sociale à Rodrigues. Ce budget à travers ma Commission sur la communication avec tous les acteurs du sport pour favoriser épanouissement des athlètes, un meilleur encadrement des entraîneurs et officiels, afin d'assurer le développement durable du secteur sportif en général.

M. le président, cela fait environ un an que j'assume les fonctions de Commissaire des Sports, je dois dire que les chantiers sont grands, mais avec le support du staff de ma Commission et les différents acteurs œuvrant dans le domaine sportif, nous récoltons déjà les fruits de notre politique sportive centré sur les athlètes.

M. le président, je suis fier d'annoncer les réalisations phares découlant des mesures prises pour les différents secteurs d'activités au niveau du sport dont :

/UNREVISED/

- La Participation de cinq athlètes aux Jeux du Commonwealth 2022 à Londres, avec deux médailles de bronze obtenus par Christiane Legentil et Sébastien Perrine en Judo.
- La participation de nos handisportif Eddy Capdor et Brigilla Clair aux Grand Prix de Marakesh en Septembre 2022 d'où ils ont décroché chacun la médaille d'Or. Il faut souligner aussi leur récente participation au Grand Prix de Dubaï durant lequel Brigilla gagné la médaille d'Or au lancer du poids et Eddy avait décroché la 4ème place au saut en longueur.
- Par ailleurs, ces deux athlètes sont déjà qualifiés pour le Championnat du Monde qui se tiendra en France du 08 au 15 juillet 2023.
- Il faut souligner aussi la belle performance de nos athlètes au Championnats d'Afrique des nations avec la médaille d'Argent obtenus par Merven Clair en Boxe, et Christiane Le gentil en Judo et Lilianne Potiron.
- La participation de 14 athlètes des Jeux de la Commission de la Jeunesse et des Sports l'Océan Indien du 14 au décembre 2022 à Maurice. Pour la première fois, nos compatriotes ont obtenu 17 médailles dont 8 en Or, 4 en Argent et 5 médailles de bronze.
- L'introduction d'un nouveau schème, nommé, le Regional Athlete Support Scheme (RASS), pour donner plus de support aux athlètes issue des disciplines individuelles. Les propositions des différents comités régionaux sont en évaluation par le « High Level Sports Committee». Les bénéficiaires seront connus vers mis Avril 2023. Il faut faire ressortir que le «stipend» de Rs2500 vont passer désormais à Rs 3,000 mensuellement.
- Ma Commission a introduit le «Family Fitness Programme» de sport pour tous, en remplacement du programme «Fisik dan Villaz» programme. Le coup d'envoi a été donné le samedi 25 Mars dernier à l'Union. Ce programme est destiné à toute la famille Rodriguaise pour la promotion de la santé en générale.
- Le recrutement de 14 «Handyworkers» (ex - athlètes), un «Field Supervisor» et un secrétaire par la Rodrigues Sports Company Limited. Il est à noter que la

/UNREVISED/

maintenance des infrastructures sportive est désormais confiée à cette compagnie qui va être renforcé en effectif durant l'année financière 2023- 2024.

M. le président, pour couronner le tout, je suis sûr que tout le monde se rappelle de la très belle performance de l'Olympique Montagne Goyaves au Coupe des Clubs Champions – Zone 7 Afrique à Maurice du 25 février au 04 Mars 2023. En effet, ils ont gagné la médaille d'argent à ce championnat en perdant seulement un match.

Avec cette performance Rodrigues a propulsé au niveau continental, se qualifiant dans la même foulé pour la suite pour aller à la compétition du championnat d'Afrique de Volleyball qui se tiendra en Tunisie au mois de mai 2023.

Cela nous réconforte dans notre politique d'investir massivement dans nos athlètes de haut niveau afin qu'ils puissent exprimer pleinement leurs potentiels.

M. le président, toujours dans ce même registre, en vue des Jeux des Iles de L'Océan Indien, nous allons organiser une semaine de formation en préparation physique pour les entraîneurs du 25 au 30 Avril prochain par un formateur de l'île de la Réunion, nommé Eddy Boyer, un Expert en performance sportive et qui avait travaillé comme Préparateur Physique au Club de Manchester United en Angleterre.

Cette formation sera suivie d'une autre pour la préparation mentale afin de nous assurer que nos athlètes ont le meilleur encadrement et sont dans de bonne disposition pour se qualifier et exceller à ces jeux. Nous avons sollicité l'aide de l'ambassade de France à Maurice pour mettre à notre disposition un préparateur mental pour dispenser ce cours compte tenu la bonne réputation des formateurs issue des Centres des Formation Française.

Il est à noter que des suppléments alimentaire et médicaux, et autres équipement nécessaires à leur préparation seront mise à la disposition des athlètes présélectionnées aussitôt les listes sont conformes.

M. le président, comme annoncé dans le budget précédent, nous allons relancer les Jeux de Rodrigues pour donner des opportunités aux sportifs de faire l'expérience de compétitions au niveau local. Un comité organisateur a été mis sur pied à ma Commission et les modalités d'organisation seront rendu publiques dans les jours à venir.

/UNREVISED/

M. le président, le programme 'Sport pour Tous' est un pilier important parmi les objectifs sportifs de ma Commission. Le but des programmes sport pour tous c'est de permettre à toute la population entière de s'engager dans une activité physique dès leur plus jeune âge pour qu'ils puissent jouir d'une bonne santé et combattre les maladies non-transmissibles tel que le diabète, l'hypertension et l'obésité.

M. le président, la formation de nos athlètes et les encadreurs demeure une priorité pour ma Commission. C'est pourquoi ce budget fait la part belle de la consolidation de l'encadrement technique pour les athlètes à travers la formation continue et le recrutement de trois «Coachs» respectivement ; pour pallier aux vacances dû au départ à la retraite de l'un des coachs de Football, pour combler le besoin d'un encadreur féminin pour la natation et booster le développement du basketball.

M. le président, nous avons à présent une quarantaine d'animateurs sportive qui travaillent hardiment pour servir les athlètes à travers sept disciplines notamment pour, le football, le volleyball, l'athlétisme, le judo, la lutte, le kick boxing, la boxe anglaise et la boxe française.

Cependant, ce domaine a été longtemps négligé étant donné que nous avons environ une trentaine de discipline sportive reconnus par la Commission. Les nombres d'animateurs est largement insuffisant.

C'est pourquoi, nous avons pris la décision courageuse d'enclencher les procédures pour recruter 27 animateurs sportifs additionnels afin de favoriser le développement des talents chez les athlètes dès leur plus jeune âge.

M. le président, dans ce même registre, nous allons créer une première académie multidisciplinaire pour le football, le volleyball, la lutte, le Judo, l'athlétisme, la boxe entre autres. Le projet sera soumis pour l'approbation du Conseil Exécutif le mois prochain.

La création d'écoles de sport et centre de formation est un processus continu pour chaque discipline. A partir de cette prochaine année financière, nous espérons pouvoir en créer un minimum de cinq écoles pour pouvoir régionaliser davantage la pratique du sport.

/UNREVISED/

M. le président, en ligne avec le discours quinquennal présenté par le Chef Commissaire a cet auguste Assemblée, ma commission va aussi développer le tourisme sportive comme un nouveau créneau pour favoriser le tourisme vert à Rodrigues.

Nous allons démontrer cela en soutenant davantage l'organisation du Trail de Rodrigues et en relançant les compétitions internationales de kite surf à Rodrigues.

M. le président, afin de renforcer la capacité des comités régionaux et améliorer la communication entre les acteurs du sportif, ma Commission va allouer une allocation de Rs 5,000 mensuellement par association sportive pour le recrutement d'un secrétaire administratif à temps partiels.

M. le président, afin de donner un *boost* au football, nous allons organiser les Inter Region Football afin de créer l'engouement et la découverte de jeunes talents.

M. le président, permettez-moi de me prononcer sur les projets infrastructurels sportif de ma Commission:

- Pendant cette année financière écoulée, ma Commission a procédé à la construction de deux vestiaires à Baie Lascar et à La ferme respectivement pour la somme de Rs6,527,500.00 (Excluant TVA). Les vestiaires sont tous deux opérationnelles depuis décembre 2022.
- Nous avons aussi réparé les lampes défectueuses de 50 terrains de football à travers l'île pour à permettre nos footballeurs de s'entraîner jusqu'à des heures tardives.
- Ma Commission a procédé à la mise à niveau le terrain de Beach Volley d'île Michel qui était impraticable depuis plus de cinq ans. Les jeunes sportifs ont très bien accueilli l'initiative.
- Le stade de Camp du roi révèle un progrès de 55%. Nous planifions que les travaux seront complétés vers Septembre cette année, 2023.
- Quant au stade de Roche Bon Dieu, les travaux sont complétés a 49%. Malgré les retards considérables, nous espérons que la première phase du projet se termine vers décembre 2023.

/UNREVISED/

M. le président, je vais maintenant énoncer quelques mesures qui seront entreprises pendant cette prochaine année financière par ma Commission du côté infrastructurelles toujours :

- Le projet pour la construction d'une maison des arts martiaux relocalisée pour permettre à un plus grand nombre d'adeptes des disciplines tels que le karaté, le Judo, le Tae kondo, le Ju Jitsu de prendre avantage de cette nouvelle infrastructure. Les documents d'appel d'offres seront alors modifiés pour s'adapter à ce nouvel emplacement. Pendant cette prochaine année financière 2023/2024, la Commission va entamer les procédures pour la construction du bâtiment.
- Nous allons aussi rénover le terrain de football de Marechal. L'infrastructure sera dotée d'un centre d'accueil pouvant accueillir des footballeurs en stage bloqué, des facilités pour la musculation, et autres aménités nécessaires pour l'organisation des activités et compétitions nationales et internationales. A cet effet, nous allons solliciter les services d'un consultant pour préparer le plan de rénovation pour le stade de Marechal pour promouvoir le développement du football dans la région ouest de l'île.
- Le terrain de volleyball de Mt Chérie, Mt Goyave seront rénovés pour permettre aux joueurs de profiter d'un terrain au norme.

M. le président, avec l'avènement du Rodrigues Sports Company, nous allons accélérer les travaux des rénovations mineurs pour les infrastructures régionales dans ce contexte. La compagnie entame en ce moment la rénovation du terrain de football de l'île Michel. Nous prévoyons de compléter des petits travaux pour les infrastructures suivantes jusqu'à la fin de cette année financière. Notamment, le terrain de basket de Mangues, les complexes sportifs de La Ferme, le terrain de football de Mt Cabris Corail et le terrain de football d'Anse Raffin, Rivière Cocos et Port Sud-Est.

M. le président, les groupes pour les compétitions de régates seront divisés en région Sud-Est Groupe A et région de régates Sud-Ouest Groupe B. Régates Région Sud-Est, M. le président, pour le groupe A, la régates sera organisée dans la région du sud-est située entre Graviers et Petite Butte où environ 20 bateaux régates en fibre seront disponibles pour l'activité. La régates débutera à Graviers et sera une ligne en Groupe A qui consistera en quatre

/UNREVISED/

compétitions dans différents villages notamment Graviers, Mourouk, Tamarin et Petite Butte. Les 13 meilleures d'entre elles seront qualifiées pour la compétition finale en octobre 2023.

M. le président, pour le groupe B, la régata sera organisée dans la région du Sud-Ouest entre Cité Patate et Pointe L'Herbe près de Phoenix Bev Ltd aux environs 20 bateaux de régates seront disponibles. Pour l'activité, la régata débutera dans Cocos. Pour cette région, la compétition sera la même que la groupe A tenue dans quatre villages à savoir Dans Cocos, Pointe L'Herbe, Corail, Baie du Nord et Pointe L'Herbe. Les 13 meilleurs d'entre seront qualifiés pour la compétition finale en octobre 2023.

Concours finale, M. le président, finalement, les 13 meilleurs de chaque groupe de la région qui feront un total de 26 bateaux de régata seront invités pour la finale à la plage de Mourouk. A cette occasion, trois catégories de bateaux participeront également à la compétition et les trois meilleurs seront récompensés.

M. le président, ma Commission prévoit déjà la deuxième phase du projet de la construction du stade de Roche Bon Dieu. Ainsi, ma commission a déjà sollicité les services du consultant pour la préparation du dossier d'appels d'offres pour compléter ce projet qui perdure depuis 2017.

M. le président, pour terminer mon intervention sur le sport, je voudrais mettre en avant le bon travail que font les comités régionaux pour promouvoir leurs disciplines respectives. Ma Commission mettra à leur disposition, tous les moyens possibles pour qu'ensemble, nous puissions atteindre nos objectifs de faire de nos athlètes et entraîneurs des modèles pour la République de Maurice et pour le monde.

Les Arts et la Culture

M. le président, notre petite île se distingue facilement sur plusieurs fronts étant donné son identité unique, reconnaissable à travers ses arts et sa culture.

Je constate avec beaucoup d'enthousiasme que les actions culturelles initiées par l'Assemblée Régionale de Rodrigues sont en phase avec les six conventions culturelles de l'UNESCO sur la promotion à la créativité, de la diversité culturelle et la sauvegarde de notre patrimoine de Rodrigues.

/UNREVISED/

Ma Commission s'engage à apporter un soutien complet à la transmission, la protection et la sauvegarde notre patrimoine culturel et naturel durant la prochaine année financière. Qu'aucun développement ne peut être durable sans une forte composante culturelle.

Nous intégrerons dans notre politique et vision culturelles une dimension transversale et une approche holistique de la culture pour le développement durable.

M. le président, permettez-moi de remercier le Chef commissaire pour son attention particulière accordée au développement et à la promotion des arts et de notre patrimoine culturel.

Je salue le fait que les fonds prévisionnels du budget 2023-2024 pour les activités des Arts et Culture est passé de Rs13 million à Rs18 million.

M. le président, je vais maintenant énoncer quelques réalisations de ma Commission durant l'année financière 2022/2023. Comme à l'accoutumée, des célébrations culturelles et commémorations ont été tenues particulièrement.

La célébration du 20^e Anniversaire de l'Autonomie de Rodrigues a été marquée d'une pierre blanche avec la tenue de 20 jours d'événements sur le thème '*20 Zour Pou Rodrig*'.

M. le président, l'organisation de cet événement a été au-delà de nos espérances. Nous avons été témoins d'un grand élan de patriotisme et de civisme avec la participation massive des jeunes, des artistes, des régatiers, des sportifs et du peuple de Rodrigues en entier.

La fête de l'Autonomie a été placée sous le thème '*Prezerv Nou Lidantite, Fer Fas Bänn Defi, Ansanm Anou Konstrir Enn Lavenir Meyer*' et un nouveau logo facilement mémorisable et marquant les esprits, a constitué la base de l'identité visuel de cette célébration. Il fut dévoilé et publié pendant notre campagne de communication et vulgarisation.

M. le président, c'est avec une grande fierté que nous constatons que les objectifs fixés pour ce 20^e Anniversaire ont été atteint. Le peuple de Rodrigues était rassemblé autour de l'événement qui a mis en exergue plusieurs axes stratégique et dimension de notre autonomie que je me permets d'élaborer ci - dessous :

/UNREVISED/

1. La dimension patriotique et historique : Dévoilement du Monument marquant les 20 ans de l'autonomie, émission d'une enveloppe commémorative timbrée. La Cérémonie officielle et le Spectacle de Son et lumière.
2. L'axe pédagogique et social : Dictée de l'autonomie en créole, la lecture du message du Chef Commissaire dans les établissements scolaires et les institutions vocationnelles le 11 octobre 2022, le Colloque Internationale sur l'Autonomie et la Table Ronde sur le développement du Créole Rodriguais et l'*Outreach programme*.
3. La dimension sociale, festive et culturelle : le Concert de l'Autonomie tenu le 15 octobre et Le Festival de Régate tenu sur trois différentes dates.
 - La tenue 23^{ème} Edition du Festival Kreol du 7 au 11 décembre 2022.

Étant un état insulaire et une île avec une riche histoire et culture, c'est avec fervent enthousiasme que chaque année depuis 1999, Rodrigues célèbre sa culture créole à travers l'organisation du Festival Créole à Rodrigues emboitant le pas aux Seychelles. La 23^{ème} édition du *Festival Kreol* à Rodrigues s'est tenue du 07 au 11 décembre 2022 notamment avec :

1. La célébration de la journée du Sega Tambour de Rodrigues le 07 décembre par un atelier sur la fabrication du tambour avec les enfants et l'ouverture officielle du festival avec une soirée de *séga tambour* «*Lanwit Sega Tanbour*»;
2. Cette édition du *Festival Kreol* s'est poursuivie avec les activités récurrentes comme la foire artistique, la soirée de théâtre et le grand rendez-vous des rodriguais le Grand Régate suivi du Concert Créole.

M. le président, nous rappelons à cet auguste assemblé que notre festival a été marqué par la présence d'une délégation officielle de la République des Seychelles avec qui ont eu la chance d'échanger sur plusieurs axes du développement culturel et l'entente cordiale de nos deux îles.

- Le 188^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage a été célébré le 1^{er} février 2023. Une cérémonie de dépôt de gerbes par le Commissaire en chef a été organisée le mercredi 1^{er} février à Montagne Cimetière et au « Lieu de Mémoire Monument aux Esclaves » à L'Union. La cérémonie s'est terminée par une

/UNREVISED/

performance culturelle axée sur le tambour et le djembé par un groupe culturel traditionnel.

Cette année, en plus des activités ci-dessus, un message sur l'histoire de l'abolition de l'esclavage a été préparé et lu dans toutes les écoles secondaires, primaires et professionnelles afin de sensibiliser les jeunes sur le sujet.

- 55^{ème} Anniversaire de l'Indépendance et 31^{ème} Anniversaire de la République de Maurice

M. le président, la célébration du 55^e Anniversaire de l'Indépendance et du 31^e Anniversaire de la République était placée sous le thème '*55 Larmoni dan Nou Repiblik*' et les activités suivantes ont été prévues :

- Le *Golden Bat Night Trail*, le samedi 04 mars 2023 à Camp du Roi avec la participation de plus de 500 *trailers*.
- La cérémonie dans les écoles, la lecture du message du Premier Ministre par les invités d'honneur et la distribution des rafraichissements dans les établissements scolaires ce vendredi 11 mars 2023.
- La cérémonie officielle le dimanche 12 mars 2023 à côté de l'Administration centrale en présence de notre invité d'Honneur, son Excellence M. Marie Cyril Eddy Boissezon, GOSK.
- Le match du football marquant la coupe de la République se tiendra le 1^{er} et le 2 avril respectivement.
- La présentation du spectacle dans le cadre d'une action pour la jeunesse le 12 avril 2023.

M. le président, les célébrations de la fête nationale à Rodrigues s'est fait conjointement avec l'apport financier du gouvernement central à travers le ministère des Arts et du Patrimoine Culturel.

M. le président,

Le Fond d'aide pour les artistes

/UNREVISED/

Depuis 2004, le programme d'aide aux artistes a permis à de nombreux artistes et groupes culturels rencontrant des difficultés financières de développer une œuvre artistique et en même temps de gagner leur vie grâce à la vente de leurs œuvres d'art. Le programme contribue au développement de l'Industrie Culturelle de Rodrigues et a permis à la Commission d'accomplir son rôle de facilitateur pour les artistes locaux.

M. le président, 22 projets ont été approuvés pour l'exercice 2021/2022 à hauteur de plus de Rs700,000. Cette somme a été pour l'enregistrement de CD, l'enregistrement d'un clip vidéo, la réalisation de DVD et la publication de livres.

M. le président,

Fond National d'Art

Le 7e appel à projets du Fonds National des Arts sous l'égide du Ministère des Arts et du Patrimoine fut lancé le 15 avril 2022. Quatre projets ont été reçus dans les délais, soit trois projets sous subvention de production et un projet sous subvention de talents émergents. Les candidatures ont ensuite été soumises au ministère des Arts et du Patrimoine culturel pour la prochaine étape d'évaluation.

Un projet sous la subvention de talents émergents a été retenu et attribué au club d'écriture du collège de Mont Lubin à la hauteur de Rs123,960 pour la publication d'un livre illustré.

Les autres projets sont toujours en cours d'évaluation.

M. le président,

9^{eme} Jeux de la Francophonie

Un exercice de présélection a été mené à Rodrigues du 26 au 27 mai 2021 après la réception de 15 candidatures d'artistes rodriguais dans différentes catégories. À l'issue des présélections par le Comité International des Jeux de la Francophonie (CIJF), quatre candidats Rodriguais ont été présélectionnés par le Ministère des Arts et du Patrimoine culturel.

C'est avec beaucoup de fierté que j'annonce que Rodrigues représentera la République de Maurice dans la catégorie Arts de la rue (Hip Hop) et Contes & Conteurs aux 9^{eme} Jeux de

/UNREVISED/

la Francophonie au Kinshasa, République démocratique du Congo du 28 juillet au 06 août 2023.

M. le président, je vais maintenant élaborer sur les grands axes des projets infrastructurels prévus pour cette prochaine 2023/2024 :

- **La construction d'une conférence à la pointe de la technologie**

M. le président, un appel d'offre sera lancé pour la prestation de conseil pour construction d'une conférence à la pointe de la technologie et avec un concept architectural écologique et des finitions de haut niveau.

Ce sera le Centre de conférence moderne à Rodrigues avec une capacité d'accueillir plus de 2000 spectateurs et fournira une variété d'installations et de services tels que l'accueil de symposiums, conférences, foires, expositions, concerts, rassemblements spéciaux et d'autres formes de méga événements d'envergure internationale, normes régionales et nationales.

Le projet comprendra les travaux, telle que :

Une méga salle avec une scène modulable, un atrium, un coin salon et installations modulables, des cloisons mobiles pour transformer la salle principale et une immense salle d'exposition ; une cuisine, des coulisses, des vestiaires, des vestiaires d'artistes VIP, une salle d'attente VIP, une salle de responsable technique, des installations de premiers soins, la climatisation ; des installations de stationnement et un grand espace ouvert pour les activités de plein air, entre autres.

Il offrira la possibilité de rassembler des participants (leaders d'opinion clés, universitaires, conférenciers internationaux, artistes invités) du monde entier et de favoriser le partage des connaissances, de l'expertise et des talents avec les participants locaux.

Dans cette optique, la somme de Rs1 million a été allouée dans le cadre du projet d'investissement pour commencer la conception du projet et identifier un lieu approprié pour construire le bâtiment susmentionné.

M. le président,

Création d'un site religieux et culturel à La Ferme

/UNREVISED/

Comme énoncé dans le discours du budget du Chef Commissaire, un site religieux et culturel sera créé à La Ferme.

Ce projet sera un œuvre conjointement avec le Vicariat Apostolique de Rodrigues en hommage au Pape Jean Paul II et se rapporte à sa visite à Rodrigues du 14 au 16 octobre 1989.

L'objectif principal est de sauvegarder le patrimoine culturel, historique et religieux de Rodrigues.

Il comprendra : Une chapelle avec relique de Jean Paul II, un coin exposition permanente et la construction d'un chemin de pèlerinage.

M. le président,

La création d'une galerie d'art à Rodrigues

Cela fait déjà plusieurs années, que les artistes visuels de Rodrigues ont exprimé leur intérêt à avoir une galerie d'art locale publique.

Cette galerie sera un tremplin pour la promotion et la valorisation des œuvres de nos artistes locaux et sera un point de rendez-vous pour les Rodriguais comme les visiteurs pour contempler les beaux-arts rodriguais.

M. le président, durant l'année financière 2023-24, l'accent sera mis sur la promotion des beaux-arts et la sculpture, avec la création d'une galerie d'art rodriguais au coût de Rs800,000.

M. le président, les objectifs de l'installation de cette galerie sont de collectionner, conserver, exposer et interpréter l'art rodriguais historique et contemporain ; d'agir en tant qu'incubateur et soutenir les artistes locaux, de promouvoir et de vendre leurs œuvres; de fournir des services tels que des conseils sur les gestions financières afin d'aider les artistes à se concentrer davantage sur leur travail; et par-dessus tout, de stimuler la carrière de jeunes artistes contemporains et en même temps de répertorier de ceux qui, malgré la qualité de leur travail, ont été relégués au second plan par manque d'encadrement.

M. le président,

La relance des festivals de théâtre

/UNREVISED/

Cela fait presque 10 ans que le festival de théâtre n'a pas été organisé à Rodrigues. Le «Rodrigues Drama Festival 2023» en créole sera tenu durant cette année financière, dont la première préliminaire est prévue le 06 mai 2023 et la finale prévue le 27 mai 2023. Le Festival a déjà été lancé lors de l'activité 'Teat Kreol' organisée le 10 décembre 2022 lors du 23^{ème} Edition du Festival Kreol.

Les groupes de théâtre actifs et les institutions académiques ont déjà reçu leurs formulaires de participation et le document des règles et règlements.

La Commission espère avoir la participation d'une quinzaine de group de théâtre. Une session de formation par les *Drama Unit* du Ministère de tutelle est prévue du 14-16 avril 2023.

L'objectif principal du *Festival Drama* est de faire revivre les anciennes troupes de théâtre et d'encourager la création de nouvelles troupes. Plusieurs prix en argent et des trophées seront remis aux différents gagnants.

M. le président, le festival de théâtre en Français est prévu durant cette prochaine année financière 2023-2024. Des fonds seront rendus disponibles dans le cadre du programme.

M. le président, l'année financière 2023-2024 sera accès sur création et du renforcement des clubs artistiques dans les écoles avec l'objectif de détecter de talents et de créer une solidarité entre les étudiants et des activités saines.

En même temps, M. le président, les concours artistique inter-collège, l'inter-collège sera organiser en 2024 et aidera les élèves à mieux développer leur créativité, leurs habiletés d'interprétation et leur esprit critique. Les étudiants auront également la chance de démontrer leur maîtrise de l'utilisation mentale et des performances orales et physiques.

La Commission considère également ce projet comme une valorisation des échanges parascolaires entre les étudiants et les enseignants des différentes institutions.

M. le président,

Recrutement des Coachs Artistiques

Afin de renforcer la capacité de nos artistes, des instructeurs d'art seront recrutés dans diverses filières. Le travail des instructeurs consistera à se rendre dans les villages autour de l'île pour encadrer les artistes/groupes, donner des ateliers et de la formation aux débutants,

/UNREVISED/

l'organisation d'ateliers et d'échanges pour artistes confirmés, d'encourager l'organisation d'activités dans les différentes régions de l'île par les artistes et les organisateurs d'événements, d'encourager la création de clubs artistiques dans les écoles, l'organisation de spectacles culturels pour leurs stagiaires et finalement, d'assister les agents artistiques dans leurs tâches.

Des instructeurs sont recherchés dans les domaines tels que la chanson (voix et chœur), la musique, la danse moderne, la danse traditionnelle, la musique et chanson traditionnelles, la poésie / slam, le théâtre, la photographie/vidéographie et les beaux-arts. Les maisons des jeunes et les centres communautaires peuvent être utilisés avec la collaboration de la Commission de la jeunesse et du RCSS. Les instructeurs se rendront tour à tour dans les différents villages et écoles de l'île.

M. le président, le budget prévisionnel pour l'organisation de ses événements et célébrations culturelles ont tous connu une hausse :

- La célébration de la Fête Nationale passe de Rs1.7 millions à Rs2.7 millions,
- La fête de l'Autonomie passe de Rs1.7 million à Rs 3 millions ; et
- Le Festival Créole de Rs1 million à Rs3 million.

M. le président,

Les mesures de sauvegarde de l'inscription du Sega Tambour sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'UNESCO

Plusieurs actions culturelles ont été réalisées afin de se conformer avec les mesures de sauvegarde en lien avec l'inscription du *séga tambour* de Rodrigues sur la liste représentative du patrimoine immatériel de l'UNESCO, particulièrement :

- Échange culturel dans le cadre du projet bilatéral avec l'Institut pour la culture, le patrimoine et les arts de la République des Seychelles sur le 'revamping of the moutya drums' par la mise à disposition de 100 peaux de chèvre pour la fabrication de tambours Moutya traditionnels.
- La participation du «Master Tambour Maker», M. Louis Saint Ange PHILIPPE et son apprenti, accompagné d'un «Culture Officer», à un atelier lors du Festival

/UNREVISED/

Moutya aux Seychelles du 29 août au 03 septembre 2022 pour un échange d'expertise avec leurs fabricants locaux.

- Une formation sera dispensée aux jeunes et à la fabrication de Tambour en faveur de tous les groupes traditionnels de l'île.
- Circulation d'une circulaire pour encourager le praticien et le porteur du *séga tambour* à empêcher l'utilisation du tambour synthétique et à promouvoir l'utilisation du tambour en peau de chèvre et également à observer un code vestimentaire approprié lors de la pratique du *séga tambour*.
- Les soumissions de contributions pour le rapport périodique sur le *séga tambour* de Rodrigues concernant les mesures de sauvegarde répertoriées dans le dossier de proposition d'inscription mises en œuvre au cours des six dernières années.

M. le président, une somme de Rs500, 000 sera réservée pour les mesures de sauvegarder dans le cadre de l'inscription du *séga tambour* sur la liste représentative du patrimoine de l'humanité de l'UNESCO.

M. le président,

La promotion de la langue maternelle

Rodrigues a franchi une nouvelle étape dans le développement et la promotion de sa langue maternelle le «*Kreol Rodrige*» avec la vulgarisation du «*Diksioner*» «*Kreol Rodrige*» et la nouvelle reconstitution de «*l'Akademi Kreol Rodrige*» qui est sur le point de départ pour la création d'un Institut Créole.

Des travaux préparatoires pour préparer le cadre administratif et juridique du futur institut seront enclenchés en prenant comme exemple l'institut créole de la République des Seychelles.

Par ailleurs, après une première publication de l'unique dictionnaire encyclopédique créole monolingue au monde, le «*Diksioner Kreol Rodrige*», une collaboration avec des éditeurs nationaux est à rechercher pour la commercialisation du «*Diksioner Kreol Rodrige*».

M. le président, en même temps, des journées internationales telles que la Journée internationale de la langue maternelle le 21 février, à la Journée internationale de la culture et

de la langue créoles le 28 octobre devraient être célébrées chaque année pour assurer la promotion du «*Kreol Rodrige*» parmi la population autochtone. Des ateliers, des concours, des concerts et des émissions de télévision seront organisés.

M. le président, un budget de Rs1 million a été alloué pour la réalisation des projets et programme en lien avec la promotion de notre langue maternelle.

M. le président,

L'Unité des Archives de Rodrigues

Des actions ont été complétées par l'unité des archives durant l'année financière 2022-2023 qui comprend l'acquisition de journaux du Service des Bibliothèque et des fins d'archivage et la numérisation des documents endommagés au bureau d'enregistrement (une centaine de pages).

M. le président, les projets sous-mentionnés ont déjà été démarrés et seront complétés durant la prochaine année financière:

- «*Rekey Romance Rodrige*» (Phase 2) – La phase 2 consistera en l'enregistrement des chansons et la publication du livret.
- Histoire orale - Il est de plus en plus nécessaire de conserver une trace de nos traditions orales qui sont plus courantes dans l'île que les traditions écrites.

M. le président, à cet égard, des entretiens doivent être menés par les grandes histoires orales afin que les archives audiovisuelles les conservent et qu'elles soient facilement accessibles au public pour consultation.

M. le président, ma Commission veut responsabiliser les populations locales et les inciter à contribuer à la préservation de cette partie de notre histoire que beaucoup de jeunes ignorent.

L'idée est de mettre en place une équipe de chercheurs/collecteurs de données pour mener les entretiens sur les traditions orales et les services de techniciens appropriés seront sollicités pour monter les vidéos et en faire une finition de bonne qualité des produits prêts à être visionnés par le public dans les archives audiovisuelles.

- **Réglementation des archives – Rechercher des conseils juridiques plus approfondis sur le contenu de la réglementation des archives et sur la voie à suivre pour son application.**

M. le président, le budget prévisionnel pour les dépenses récurrentes pour le programme 8-105 - musée, archives, sites historiques et bâtiment a connu une augmentation d'environ Rs760, 000.

M. le président, il est impératif que des développements infrastructurels soient encourus par les années à venir, qui comprend :

- Construction d'une unité d'archives – statuer sur un nouvel emplacement pour la construction des archives car le dernier emplacement repéré s'est avéré inapproprié pour une unité d'archives accessible et sûre.
- **Système d'archivage numérique –**

Avec l'ère numérique croissante, chaque secteur est poussé à s'y adapter. De cette manière, les Archives doivent également suivre l'exemple et rendre l'information plus accessible au public. Malheureusement, les documents ne durent pas éternellement et leur durabilité pour les manipuler est courte.

Les avoir en version digital permettront sa consultation plus facilement et les documents papier pourront durer plus longtemps puisqu'ils ne seront pas manipulés aussi souvent.

Cependant, pour ce faire, il est nécessaire de disposer d'un logiciel approprié pour stocker toutes ces données et ce système aura encore de la place pour les données dans plus de 50 ans.

M. le président,

Le Musée de Rodrigues

M. le président, durant la prochaine année financière, ma Commission entreprendra des travaux de conditionnement dans le bâtiment acquis pour accueillir le musée de Rodrigues, situé à Baie Lascars, Rodrigues. Le bâtiment, qui était autrefois un restaurant, a été modernisé pour le mettre aux normes et standards d'un musée.

A noter qu'un fond prévisionnel de Rs1 million a été alloué à cet effet.

Le nouveau musée fournira une infrastructure et une plate-forme appropriée et moderne à l'ensemble de la population rodriguaise et aux autorités qui visiteront régulièrement le ce lieu de mémoire et d'histoire, présentera l'histoire et la culture de Rodrigues de manière scientifique et professionnelle au public, promouvoir et sauvegarder l'histoire naturelle, culturelle, orale, scientifique et socio-économique de Rodrigues.

M. le président, les travaux d'infrastructures sont terminés et les travaux additionnels sont en cours. Un consultant finalise actuellement le plan de conception du musée. La prochaine étape consistera à conditionner et à mettre en place le musée avec la conception de l'exposition, et la conception de l'affichage, les luminaires et les luminaires, etc.

M. le président,

Organisation de la compétition de régates traditionnelle

Ma Commission a déjà commencé le processus de restructuration au niveau de la Régate Traditionnelle de Rodrigues. Le but, c'est de promouvoir et valoriser ce sport traditionnel qui est aussi une activité culturelle pratiquée par nos grands-parents et qui s'est perpétuée dans le temps. Nous misons sur la pratique et le sauvegarde de cette activité culturelle car la régates rodriguaise pourrait être aussi classée comme Sport des Jeux Traditionnels.

M. le président, une formule a été adoptée pour organiser et structurer la pratique de la régates traditionnelle à Rodrigues. En seulement trois mois, nous avons organisé quatre compétitions de Régates et un festival de Régates lors du *Festival Kreol* le 11 décembre 2023.

M. le président, pour terminer mon intervention sur le département de l'art et de la culture, musée et archives, je voudrais remercier nos artistes, nos jeunes, nos bateliers, le comité organisateur, nos sponsors, les prestataires de service, nos sportifs, les établissements scolaires et institutions vocationnels, le staff de ma Commission et tous ceux qui ont d'une façon ou d'une autre contribué à faire des célébrations et réalisations un franc succès.

M. le président,

Les services de bibliothèques

/UNREVISED/

Les services de bibliothèques de Rodrigues se constituent du centre de lecture public et d'animation culture CELPAC et de cinq CLACs à travers les six régions de l'île. Pour la période budgétaire 2022/2023, plus de 23000 abonnés et visiteurs ont franchies les seuils de ces institutions.

Ces chiffres nous encouragent à poursuivre ces efforts afin de construire une île Rodrigues de lecteurs.

Dans le but de donner goût à la lecture, les services de bibliothèque organise des activités ludiques dans ces cinq CLACs et CELPAC. Je dois faire ressortir que plus d'une vingtaine d'activités culturelles ont été organisées lors du précédent exercice budgétaire touchant plus de 1500 participants.

Pendant cette prochaine année financière, nous allons poursuivre avec l'organisation d'activités additionnelles du même genre. Une attention particulière sera accordée cette année aux tout petits avec un programme d'éveil à la lecture dédié aux élèves de pré-primaire.

M. le président, plus de 2000 livres ont enrichi nos rayons pendant cette présente année financière. Nous allons investir de nouveau dans l'achat des matériels de lecture de qualités pour les rodriguais pour les encourager encore plus à la lecture.

Encore plus, M. le président, nous avons alloué un contrat d'un montant de Rs 10,312,000. J'annonce avec joie que les abonnés de la région Port Sud-Est pourront profiter de ce bijou dès cette année-ci. Les travaux s'achèveront vers août 2023.

M. le président, comme vous pouvez le constater dans mon discours pour la prochaine année financière, nous mettrons beaucoup l'emphase sur l'achèvement des projets capitaux existant depuis ma prise de fonction comme Commissaire de la Jeunesse et du Sports.

Il y a des projets qui accumulent des retards considérables dû à des problèmes contractuels. Mais nous ne baissons pas le bras, nous allons accélérer nos efforts pour compléter ses projets.

M. le président, permettez-moi de saluer l'effort assidu du chef Commissaires et de mes collègues Commissaires qui ont tous contribué aux réalisations de ce Budget qui a été à la hauteur d'évoquer la satisfaction de la population Rodriguaise.

/UNREVISED/

Je remercie tous mes collaborateurs, les chefs de département, partenaires, sponsors des évènements organisés par ma Commission, les membres des différents comités existant à ma commission, et plus spécialement les officiers de ma Commission pour leurs soutiens et leur félicite pour leur dévouement à contribuer pour le progrès de notre île.

Je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

Ms Raffaut: Thank you, Mr Chairperson, Sir, for giving me the opportunity once more to participate in this budget. I seize also this opportunity to congratulate all the Members who have intervened before me.

M. le président, mon intervention englobera l'art et la culture, le développement communautaire et le *child welfare* qui me tient vraiment à cœur.

So, Mr Chairperson, Sir, this budget presented by the Chief Commissioner last Friday is mainly a budget of announcement of the results just like last year. Though this exhaustive list of measures and promises has been beautifully written and read, we can see that there are a lot of inconsistencies in it. The population of Rodrigues expected a budget that meets to invest on their behalf in the realistic measures that will create opportunities that will generate growth, that will help them provide for their own families.

Mr Chairperson, Sir, on page two, paragraph 9, I quote in the budget speech of the Chief Commissioner:

« une logique de continuité du premier discours budgétaire de ce présent gouvernement régional [...] » Unquote.

I understood that the Regional Government is going to continue in the same line as last year. Being consistent or maintaining its continuous action with regard to development. But not. *On a la forte impression ici, M. le président, qu'il y a un camouflage, qu'on essaie de faire trompe-l'œil.* Powerful words are poetically used indeed. Powerful words *qu'on voit dans l'introduction des Arts et de la Culture à la page 44, paragraphe 226.* Words such as:

/UNREVISED/

« démocratisation », «revitalisation», et «valorisation des arts et de la culture afin d'affirmer l'identité Rodriguaise tout en reconnaissant le travail remarquable de nos acteurs culturels».

Joliment écrit, M. le président. M. le président, quand je revoie le budget, je me pose la question : est-ce un euphémisme ou une autre utopie ? Quand nous comparons le précédent budget, à la page 41, la troisième proposition concernait les allocations aux artistes, ce que bien sûr, le Commissaire des Arts vient de mentionner l'année dernière ce qu'il a fait. Et aussi, des allocations aux associations culturelles. Mais dans ce budget-ci, M. le président, qu'en est-il de ce budget-ci pour les artistes, pour nos artistes, pour les associations culturelles ? Il n'y a rien. Est-ce un rêve vendu ou se plait-on à leur jouer une douce musique pour les endormir, M. le président ?

Est-ce cela qu'on appelle un budget réaliste ? Est-ce que le Chef commissaire peut nous dire dans ce budget 2023/2024 où parle-t-il de nos acteurs culturels ? Où est leur place ? Quelle considération accorde-t-on à ces derniers ? Trouvent-ils place aux yeux du Chef commissaire ? Dans ce budget, nous voyons 2022/2023, le Commissaire des Arts et de la Culture a mentionné les fonds d'aide de l'année dernière fournis à nos artistes. Mais qu'en est-il de cette année, M. le président ? On n'entend rien. Le Chef commissaire a été si friand de faire part des réalisations de son gouvernement pour l'année écoulée. Mais qu'en est-il de la réalité encore une fois ? La question se pose. Etre ou ne pas être ? Ou le paraître pour noyer le poisson.

M. le président, le Chef commissaire parle de continuité et de pérennisation de ses actions. Est-ce en parallèle pour dire qu'ils vont pérenniser l'oublie envers nos artistes et les mettre sur le banc de touche encore une fois, M. le président ? Quelle démocratisation ? Où est la revitalisation dans ce budget ? Où est la part des artistes ? N'oublions pas leur contribution inestimable dans le développement socioéconomique et surtout dans l'économie culturelle. Car n'oublions pas que l'économie culturelle est aussi importante que l'économie au sens large. Quand nous parlons d'économie culturelle, nous parlons de donner aux artistes leur juste valeur et la place qu'ils méritent.

On vient encourager les artistes, M. le président, à aller de l'avant, à être créatif, à faire briller haut les couleurs de Rodrigues mais considérant la révére de la médaille, les mesures n'ont pas le vent en pourpre et pour le plus grand désarroi de nos artistes. J'entends le Commissaire des arts et de la culture dire booster la jeunesse, booster les artistes mais qu'en

/UNREVISED/

est-il de nos artistes vraiment la réalité, M. le président ? Nous avons tous été témoin l'année dernière des frustrations de nos artistes lors des festivals créoles où ils ont été nombreux à se plaindre de l'ingérence politique. On est dans la perplexité. Les questions, il y en a tellement et les mesures énoncées dans ce budget pour ces derniers ne viennent nullement reconforter ou prévoir des avenues meilleurs pour nos artistes.

M. le président, l'avenir de l'industrie culturelle est sombre. Il ne suffit pas de mettre de l'encre sur du papier pour faire plaisir aux yeux ou encore faire croire que la poule aux œufs d'or est sur le palier en train de pondre ses précieux trésors. Nous sommes en 2024 avec des défis à relever, des situations économiques qui n'épargnent personnes et surtout pas nos artistes, M. le président. Nous parlons de valorisation des artistes et des instances qui se vouent à leurs causes. Comment pouvons-nous aujourd'hui expliquer que bon nombre d'artistes ne savent pas qui sont les membres qui constituent le conseil culturel et que des questions demeurent sur la composition de cette instance ?

Qui sont les artistes qui les représentent sur ce même conseil, M. le président ? Est-ce qu'il y a eu une présentation officielle de ces membres à la Communauté des artistes ? Comment voulez-vous ainsi défendre la cause de ces derniers ? Comment voulez-vous que les artistes défendent leur cause contre le manque d'information et tout un système qui se penche vers l'opacité ? M. le président, je constate aussi dans ce présent budget la disparition du Exchange Programme Pour les Artistes vers l'International. Il y avait un fond prévu pour cela pour permettre justement à nos artistes d'échanger, de découvrir de nouvelles horizons et surtout venter les atouts de l'île car effectivement, l'industrie culturelle est partie intégrante, voire même incontournable pour mettre Rodrigues sur la carte du monde. On aurait pu continuer avec le programme mais rien, M. le président. Quel encouragement !

Quelle motivation pour nos artistes, M. le président ! M. le président, même si on se nargue à dire que le précédent gouvernement n'a rien fait, permettez-moi de rafraichir la mémoire de certains. Le gros travail abattu pour la reconnaissance du *séga tambour Rodriguais* comme patrimoine culturel intangible de l'UNESCO, le dictionnaire Créole Rodriguais même le prix Diego Rodriguez, le prix Jean Baptiste Melotte. L'on retiendra les nombreuses publications de nos écrivains qui ont été en constante hausse ces 10 dernières années. Et les plateformes internationales où les artistes Rodriguais indistinctement ont su faire la différence montrant ainsi la capacité Rodriguaise. Comme le Chef commissaire d'alors, Serge Clair, disait : «*Nou pas trop tipti*».

/UNREVISED/

Revenons à l'institut créole à la page 44 du précédent budget, M. le président. Aujourd'hui, 2023/2024 dans ce budget, il n'y a rien. On n'a pas mentionné l'institut créole mais j'entends que le Commissaire des arts et la culture a mentionné qu'ils vont entamer le concept pour la construction. Mais comment on a mentionné créer dans le budget précédent, créer l'institut créole mais cette année, c'est effacé mais on pense démarrer la construction. Le gouvernement d'alors avait entamé les réflexions, les discussions pour créer un institut créole Rodriguais afin de justement créer une coordination, M. le président. Dans ces actions est de donner toute sa force à la valorisation du créole et ainsi, une suite logique après la création de l'Académie Créole, le Dictionnaire Créole et finalement, l'Institut Créole.

J'aimerais souligner, M. le président, que l'Institut Créole plus qu'un outil qui viendra renforcer le dictionnaire créole. Il sera aussi indispensable pour la préservation du patrimoine culturel de Rodrigues. Nous parlons ici du créole Rodriguais qui agira comme chien de garde quant à la valorisation et la préservation de nos patrimoines. Nous ne parlons pas d'action isolée mais d'efforts concertés tout un ensemble pour que tout ce qui a été fait dans le passé ne soit pas vaine. Il est vrai que nos écrivains Rodriguais écrivent mais où sauvegarder tout cela, M. le président ? Beaucoup a été dit sur Rodrigues pour ceux de l'extérieur. Beaucoup a été fait auparavant pour le secteur artistique et des bases solides ont été jeté pour justement une industrie culturelle renforcée où l'art comme tant d'autres domaines puisse faire ses preuves à prendre sa place.

Où est-il aujourd'hui, M. le président ? Nous voyons que ces bases solides, certaines sont passées aux oubliettes. Que sera-t-il fait pour remédier à ça ? Nous constatons que ce budget contient des initiatives fades, insipides qui viennent jeter le monde artistique dans une certaine morosité, voire léthargie. Parlons maintenant du festival créole, M. le président. Je vois que dans les *estimates* 2023/2024 à la page 141, on mentionne, je cite : '*Organisation of the 23rd Edition of the Festival Kréol with the participation of some 450 artistes.*' Unquote. Et à la page 44 de ce discours budget, je vois, je cite :

« Revoir l'organisation du Festival Kréol de 2023 en collaboration avec la Commission du Tourisme afin d'y apporter plus de visibilité et en faire une vraie attraction touristique. », fin de citation.

M. le président, on vient dans cette Assemblée, on vient dire, on vient annoncer dans cet auguste assemble qu'une somme de Rs 3 millions sera allouée pour l'organisation du

/UNREVISED/

Festival Kréol de cette année. Estimons que l'année dernière, quand on voit l'*estimates*, dans les *estimates* à la page 147, on a eu la participation de 450 artistes mais on n'a pas de document officiel pour supporter cela. Si cette présente édition prévoit la participation de la même quantité d'artistes pour cette année, s'ajoute à cela la Commission du Tourisme, soyons réaliste. Et si l'on prend en considération les conjonctures économiques et aussi la cherté de la vie, cela implique beaucoup car non seulement la participation des artistes, il y a tout ce qu'on appelle les costumes, les frais de déplacement et autres frets qu'impose l'organisation d'un tel évènement. Comment pense-t-on organiser ce Festival Kréol et qu'est-ce qu'on prévoit ?

Ne voit-on pas là une incapacité de négocier pour un budget plus adéquat pour cette fête ? Est-ce que cela suppose que les artistes vont être l'enfant pauvre du Festival Kréol? Quelle est la stratégie pour qu'à chaque évènement local, les artistes sont dûment récompensés et peuvent sentir qu'ils peuvent vivre de leur art et non à la fin de la journée ? '*Couper, transer pou gagne ene tiguil bonbon.*' M. le président, je vais terminer par les 20 ans de l'autonomie. Je vais terminer mon volet sur l'art et la culture. A la page 157, comme le Commissaire des Arts et de la Culture vient de dire, nous voyons une légère augmentation dans le budget. Est-ce qu'on a déjà dans le budget, concernant le Rodrigues Day, est-ce qu'on a déjà planifié, je vais dire bien planifié qu'est-ce qu'on va faire avec ce budget, comment va-t-on planifier la Fête de Rodrigues ?

Parce que rappelons-nous, M. le président, lors de cette Assemblée l'année dernière, le 15 novembre 2022, j'avais posé la question. Ça se trouve dans le *Hansard*. C'est B/101. J'avais posé la question au Commissaire des Arts et de la Culture quel était les dépenses pour la Fête de Rodrigues. Effectivement, c'est vrai, c'est une fête... Les 20 ans de l'autonomie, c'est une fête importante. Mais il m'avait répondu, M. le président, je cite : 'Le budget était de 1.7 mais '*A preliminary estimate is at Rs 9 m. [...] clearance to re-allocate from other items was obtained [by] Chief Commissioner.*' Unquote. Quels sont les projets qu'on a sacrifiés, M. le président ? Et cette année encore, c'est vrai, il y a une légère augmentation de Rs3 millions. Mais je conseille au Commissaire des Arts et de la Culture de bien planifier pour qu'il ne vient pas encore dire une dépense de Rs9 millions ou Rs7 millions et sacrifier d'autres projets encore qui sont importants pour les arts et la culture.

Et puis, pour reprendre le point de ce que le Commissaire des Arts et de la Culture a mentionné, c'est très bien pour les 20 ans de l'autonomie, sa Commission a organisé une dictée à l'occasion des 20 ans de l'autonomie. Cependant, M. le président, j'ai eu vent, les

/UNREVISED/

récompenses données aux enfants, c'était des livres en anglais. Et les écrivains Rodriguais, qu'en est-il? Ils montrent leurs frustrations. Comment on encourage nos écrivains à écrire des livres ? On aurait pu donner à nos enfants Rodriguais des livres. Il y a des Rodriguais qui écrivent des livres en anglais, en français et en créole. On aurait pu acheter, valoriser nos artistes Rodriguais dans ce sens-là. C'est un petit mot d'encouragement. J'invite le Commissaire des Arts et de la Culture de valoriser cet écrivain, de valoriser nos artistes Rodriguais.

Mr Chairperson, Sir, when in 1991, the Rodrigues Council of Social Service was founded, there was a clear visionary objective. Il fut fondé pour coordonner toutes les activités sociales existantes dans l'île. Je cite dans le livre de M. Catan à la page 8, article 5 :

‘Yet another aspect of social work through the medium of a council of social service in Rodrigues as suggested below and community development work at centres.’ Unquote.

M. le président, le RCSS a su apporter sa contribution dans la lutte pour l'autonomie et c'est même une institution historique ancrée dans le fonctionnement du développement socioéconomique de Rodrigues. Là, je pense à l'esprit bénévolat qui a su briller à travers la RCSS. *The RCSS has achieved a milestone during these years and more community centres are emerging and getting involved.* L'esprit communautaire a su porter ses fruits au fil des années et soutenu chaque année par un budget qui vient les accompagner dans les développements de leur village. Cependant, M. le président, quand je regarde les *estimates* dans le budget de 2023/2024 à la page 76, on constate qu'il y a une baisse conséquente de Rs1 million car le budget alloué est passé de Rs1.5 millions à Rs500000.

Je me pose la question, M. le président, connaît-on cet institut historique, cet institut qui est l'ombrelle qui chapote les communautés villageoises au nombre de 101. Je souligne aussi l'immense contribution du RCSS dans la collaboration avec l'Assemblée Régionale de Rodrigues. Notons aussi la collaboration dans la fermeture de la pêche à l'ourite à travers le recrutement des *supervisors*. Le projet '*Nou Zoli Vilaz*' si cher à notre ancien Chef commissaire avec le recrutement pendant deux ans d'un *Project Coordinator* pour le suivi des projets. Le projet CDAS de Rs8 millions avec plus de 80 communautés villageoises qui ont soumis des projets de développement touchant l'amélioration de l'environnement du village à partir de leur réalité propre.

/UNREVISED/

Le projet Biogas entre autres, M. le président. Là, je ne peux que féliciter Mme la Commissaire qui a mentionné le RCSS, *how the RCSS helped her Commission with regards to parental education*. Mais, M. le président, avec cette baisse du budget du développement communautaire, n'est-ce pas un signe de manque de confiance dans la communauté villageoise ? Et pourtant le gouvernement prône la démocratie participative. Est-ce un signal de vouloir tout contrôler et avoir une mainmise ? Est-ce un retour en arrière, M. le président ? M. le président, comment prôner d'un côté la démocratie et en même temps tuer à petit feu, la démocratie en privant les ONGs des moyens pour se réaliser ? Le Chef commissaire l'a si bien dit : « Travailler avec le peuple pour le peuple. » Mais, M. le président, est-ce l'assistanat que ce gouvernement veut favoriser avec un tel budget ? Est-ce qu'on veut détruire la prise en charge du peuple pour le peuple ?

« Travailler avec le peuple pour le peuple. » Mais, M. le président, est-ce l'assistanat que ce gouvernement veut favoriser avec un tel budget ? Est-ce qu'on veut détruire la prise en charge du peuple pour le peuple ? Est-ce normal de mettre une entité financer par la RRA pour remplacer ces hommes et ces femmes qui ont donné leurs vies et leurs temps gratuitement pour Rodrigues ? Est-ce que la RRA est en train de donner un signal que la vie communautaire doit être éliminer ? Ce budget, M. le président, n'inspire pas la solidarité communautaire.

Parlons aussi, M. le président, des femmes qui sont les moteurs de notre société. Conscient de l'importance de leurs contributions au sein de notre société et aussi des défis auquel elles font face. Le précédent gouvernement avait cru important la mise en place d'un plan connu sous la 'Crèche Scheme'. Pourquoi, M. le président ? Car il était important d'offrir à ces femmes l'opportunité de s'adonner pleinement à leurs activités en sachant que leurs enfants sont en sécurité dans une crèche. Elle apporte une contribution non-négligeable dans l'économie du pays. Un plan qui devient encore plus important aujourd'hui car la pandémie de COVID-19 nous a fait comprendre que nul n'est à l'abri et le secteur entrepreneurial a été le premier à souffrir et souffle encore aujourd'hui. Et face à tous cela, le changement climatique vient mettre encore plus de pression sur le secteur entrepreneurial qui est composé de plus de femme. La 'Crèche Scheme' destiner aux femmes entrepreneurs, les piqueuses d'ourites ou femme pécheurs est une nécessité. Qu'en est-il, M. le président ? Ne forme pas-t-elles parti de ce budget réaliste et ambitieux comme a dit notre respecté Membre Mme. Allas ? Aujourd'hui, les femmes engager dans l'entrepreneuriat sont dans une impasse entre jongler à faire vivre leurs petits business, à faire vivre leurs familles et aussi s'occuper des enfants. Le plan de crèche

n'est pas une nécessité pour permettre à ces femmes de s'épanouir et continuer leurs activités ? Bien que nos crèches ont bénéficiées de cette aide pour hausser leurs niveaux de service, qu'en est-il maintenant, M. le président ? Pourquoi à la page 126 dans le *estimates*, il y a une baisse sortant de Rs 800,000 pour venir à Rs 500,000 ? Est-ce qu'on compte enregistrer toutes les crèches pour pouvoir mieux les équiper, assurer la sécurité de nos enfants ? Ne parle-t-on pas de continuité ?

Au niveau des enfants, M. le président, et de nos jeunes, je vois l'initiative du Chef commissaire, à la page 38, paragraphe 197, de continuer avec les deux nouveaux règlements pour renforcer le 'Child Mentoring'. Cela me rappelle, M. le président, tous ce bon travail abattu par le *Child Mentoring Committee* d'alors, introduit sous le *Rodrigues Regional Assembly Child Mentoring Order Regulations 2014*.

However, Mr Chairperson, Sir, with the alarming rise in the number of children with behavioural problem, apart from the Probation Home, what are the key measures have been planned? About the students facing difficulties, behavioural problem at the level of secondary school, have there been any decision to increase the number of psychologist and social workers operating under REDCO? Le commencement a été entamé par l'ancien gouvernement, M. le président. Les bases solides ont été jetés, il suffit juste d'assurer la continuité.

Je prendrais ici, M. le président, ces mots du Dr. Stanislaw Jerzy Lec, je cite : « *Le monde n'existe pas, il se crée simplement à chaque instant. L'impression de continuité résulte du manque d'invention.* », fin de citation. Alors, cette citation résume ma penser dans ce budget. Un budget qui utilise la continuité pour cacher le manque de créativité. Certes, les artistes trouveront des mots qui rimes mais en mes mots pour le secteur artistique c'est un budget fade insipides. Comme on le dit en créole nos amis artistes devons « *pes nene boir de l'huile* ».

M. le président, certes la continuité mais la continuité mérite de s'inventer, de se colorer, de s'innover. Comme citait dans mon allocution au tout début – autant de mesure avec effet bande d'annonce. Nos amis de l'autre côté se mettre-t-ils déjà au diapason des prochaines échéances où les urnes dicteront la marche à suivre. L'avenir nous le dira.

M. le président, à rire ou à pleurer, la marche de manœuvre semble réduite pour l'industrie culturelle en espérant que nos artistes n'en persistent. Sur ces mots, je vous remercie, M. le président.

/UNREVISED/

(Applause)

The Commissioner for Tourism and Others (Mr J. A. Wong So): Permettez-moi, M. le président, de féliciter les Membres qui ont pris la parole juste avant moi et leurs dire quand même toute mon appréciation par rapport au propos tenu.

M. le président, merci de me donner la possibilité d'intervenir sur les débats budgétaires pour l'année financière 2023-2024. M. le président, c'est avec un immense sentiment de fierté, un sentiment d'espoir pour un future meilleur pour notre pays, plus principalement pour notre jeunesse ainsi que pour toute la population que j'interviens aujourd'hui dans cet auguste Assemblée comme commissaire pour ces débats budgétaires.

M. le président, je tiens à féliciter le Chef commissaire, mon collègue, M. Johnson Roussety, GOSK, pour un budget que je qualifierai d'innovateur et de moderne dans le droit ligner de la continuité. Il s'agit du deuxième budget du présent gouvernement régional. Ce budget pour l'année financière 2023-2024 ayant comme thème : « Intégration Digitale, Efficacité, Renouveau Ecologique ».

Cette nouvelle orientation est en ligne avec les recommandations du '*Sustainable Development Plan for Rodrigues (SIDPR)* et l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. Nous reconnaissons tous que la tâche du Chef commissaire et de son équipe n'a pas été facile vue le contexte économique actuel.

Les mesures énoncées par le commissaire aux Finances sont les suivants :

- (1) L'accélération des réformes dans le secteur de l'eau à travers le RPUC et aussi la création d'un cadre légal pour la réglementation dans ce secteur ;
- (2) Le projet de l'agrandissement de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Plaine Corail et la construction du Airport Town ;
- (3) La mise en place du GIS, « Geographical Information System », qui permettra au département du cadastre de mieux gérer les terres de l'état ;
- (4) Les projets dans le domaine de l'éducation, secteur prioritaire dans ce présent budget ;
- (5) Une ile verte, à travers le 'Greening Branding' ;
- (6) Lancement du Technoparc et l'ensemble des prestations qui en découlent ;
- (7) Le « School Feeding Project » qui passera à deux fois la semaine ;
- (8) 1,000 baux délivrés durant cette année financière 2022-2023 ;
- (9) La nette amélioration du service hospitalier, et

/UNREVISED/

- (10) Les 30 km de Track road et autres routes qui seront ré-asphaltés et d'autres nouvelles routes sont prévues pour mieux desservir la population.

M. le président, la liste est tellement longue que je m'arrêterai avec ces quelques items énoncés. La majorité de la population est d'avis que ce budget est le meilleur depuis la création de l'Assemblée Régionale et l'a bien accueilli. De ce fait, nous nous attèlerons dès le mois de juillet 2023 à la tâche afin de matérialiser tous les projets pour l'année financière 2023-2024.

Dans le cadre de la réactualisation du rapport de SIDPR, il y aura un volet consacré exclusivement au tourisme, même si on connaît les tenants et aboutissants ayant participé personnellement et activement dans les délibérations, on a hâte que le rapport soit rendu public le plus rapidement possible car ce sera un outil formidable pour nos plans futurs.

Pour la première fois, M. le président, nous aurons un plan directeur pour le développement du Tourisme Durable à Rodrigues, aussi nous viendrons prochainement avec des amendements au 'Tourism Regulations Act 2007'.

M. le président, ce présent gouvernement régional a à cœur le bien-être et l'épanouissement de la population, nous avons une fois de plus à travers ce budget 2023-2024, confirmé notre engagement envers la population et nous tenons les promesses faites lors de notre campagne électorale.

M. le président, dans ma commission, il y a quatre secteurs clés qui ont une dimension économique, notamment, le tourisme, l'informatique, l'emploi et le travail.

Cependant, après un temps de réorganisation depuis que j'ai eu la charge de cette commission en mars 2023, je peux affirmer aujourd'hui que les différents projets dans ma commission sont en bonne voie. Les affaires vont vite et nous nous y attelons avec courage et professionnalisme. Je vais en parler dans un premier temps du premier secteur qui est le secteur qui est le secteur des nouvelles technologies, de l'information et de la communication, (TIC)

M. le président, ce gouvernement régional entend se concentrer sur le secteur des TIC avec l'ambition d'en faire un pilier économique capable de créer au moins 1,000 emplois, je dis bien, 1,000 emplois d'ici 2027 et d'assurer une meilleure diffusion de l'information à travers l'île. Le gouvernement régional croit en la capacité de ce secteur, un élément déterminant pour le développement et la croissance économique.

Comme le souligne le thème de ce présent budget, l'intégration Digitale doit devenir une réalité pour ce gouvernement régional.

/UNREVISED/

M. le président, pendant l'année 2022-2023, nous avons établi un calendrier de formation pour les demandeurs d'emploi afin de les initier en informatique. Ainsi, 159 jeunes Rodriguais ont été formés à travers différents cours qui se sont déroulés dans le 'ICT Centre for Excellence' à Camp du Roi et aussi bien à la Compagnie de Formation en Informatique de WISDOM in Tech à Baie aux Huitres. 25 autres suivent toujours des formations depuis janvier 2023.

Le but de ces formations, c'est essentiellement leur donner la chance à des personnes qui aimeraient bien entrer dans le secteur informatique afin d'avoir un certificat NC3, un certificat qui est validé par le Mauritius Qualifications Authority, plus connu sous le MQA.

M. le président, les détenteurs de ces certificats pourraient postuler pour les postes dans le secteur informatique. A l'ouverture du Technoparc de Baladirou, pour cette année 2023, nous aurons bientôt des personnes qualifiées et qui seront préparés aux besoins du marché de travail. Concernant le Technoparc, malgré que le contracteur ait accumulé pas mal de retard, ce dernier nous a donné la garantie que le bâtiment nous sera remis d'ici peu cette année.

Notre vision pour le Technoparc, M. le président, c'est qu'en association avec les *stakeholders* de Maurice et d'ailleurs, le Technoparc devienne un hub de l'informatique permettant l'implantation de différentes compagnies avec une large palette de services, par exemple, les BPO (Business Process Outsourcing), les centres d'appels, les start-ups et les Digital Nomad. Nous voulons donner la chance à tous ceux et celles qui veulent faire des cellules d'incubateur pour lancer des projets d'initiation en informatique. M. le président, nous voudrions que cet espace devienne une fourmilière dans le domaine de l'informatique. Nous joignons l'action à la parole, pendant l'année nous avons organisé plusieurs concours informatiques pour les jeunes et les moins jeunes, tel que le Web Cup Régional (Senior), Web Cup Junior et Web Cup Régional Final 2023. Le succès a été retentissant et Rodrigues a même participé comme dans les années précédentes au Web Cup inter île de l'Océan Indien et Rodrigues a été parmi les finalistes.

Ma commission avait organisé l'année dernière le ROD IT Fair qui a eu le lieu à Port Mathurin à l'école Basile Allas du 5 au 7 août 2022. Il y a eu la participation de 12 exposants. Pendant cet événement, les Rodriguais ont eu la chance d'avoir à leurs dispositions des technologies de dernier cri.

M. le président, cette année-ci encore nous irons de l'avant avec ce projet. Mais pour cette année, on fera le nécessaire pour avoir beaucoup plus d'opérateurs qui sont dans le

/UNREVISED/

domaine de l'informatique venant de Maurice ou d'ailleurs. Cela permettrait aux habitants de Rodrigues d'avoir une plus large gamme de produits à leur disposition pendant le Rod IT Fair.

M. le président, dans ma commission, nous avons un projet phare sur lequel nous travaillons. Je trouve personnellement qu'il est impératif que les habitants de Rodrigues aient accès à un internet de meilleure qualité. L'objectif est de faire bénéficier aux consommateurs plus de bande passante pour le même prix donnant la possibilité aux Rodriguais d'avoir une vitesse accrue pour la navigation sur le net. Le câble optique appartient à l'île Rodrigues et nous devrions tous pouvoir en bénéficier de ses avantages. Ce présent gouvernement régional rendra les TIC accessible à tous. C'est un projet qui me tient à cœur car comme mes collègues, je pense d'abord à la population. Au niveau de ma Commission, nous travaillons avec les autorités concernées pour pouvoir concrétiser ce projet.

M. le président, au niveau de l'informatique comme vous le savez, il y a une compagnie, ICT Development and Promotion Co. Ltd qui avait été créé dans le passé par l'ancien gouvernement. C'était toutefois une compagnie inactive. Depuis mon arrivée à la tête de la Commission des TIC, on a remis la machinerie en marche. Un nouveau conseil d'administration a été constitué et la compagnie est en mesure d'opérer comme il se doit. Cette compagnie, actuellement a comme président, un certain CL, un jeune professionnel Rodriguais. Nous sommes convaincus que lui et son équipe conjointement avec les cadres techniques de la commission encadrera la commission dans le développement et la promotion du secteur des TIC à Rodrigues. Je vais juste ouvrir une parenthèse pour ce qui a été dit par les Membres de l'opposition. En ce moment-ci pour le câble optique on utilise qu'un pourcent de la capacité de ce câble optique et que nous ferons en sorte qu'avec l'installation du Technoparc on va pouvoir quand même optimiser et faire en sorte qu'on utilise davantage la bande passante.

M. le président, nous travaillons d'arrachepied sur le projet Free WIFI zone qui sera finalisé au mois de mai 2023. 23 régions à travers l'île ont été identifiées, mais M. le président, je trouve que pour ce projet le choix des lieux n'a pas été optimisé. Nous travaillons pour trouver d'autres sites plus appropriées pour le Free WIFI zone qui passera de 23 à 46 car à mon humble avis les endroits idéals pour mettre des WIFI zones gratuits sont les gares routières, les hôpitaux, les environs des stations de police et les marchés, là où la mobilité de la population est beaucoup plus conséquente.

M. le président, un autre projet de ma commission qui est mis en place pour l'année financière 2023-2024, est un plan d'aides aux investisseurs et jeunes entrepreneurs Rodriguais

/UNREVISED/

opérant dans le secteur des TIC. L'objectif est de mettre en place les installations nécessaires pour permettre aux jeunes entrepreneurs rodriguais du secteur des TIC de démarrer leur entreprise à moindre coût. Ainsi, les facilités suivantes seront offertes pendant une période de deux ans à au moins deux entrepreneurs n'employant pas moins de cinq personnes :

- Un espace de bureau dans le bâtiment Technoparc ;
- Le mobilier de bureau ;
- L'accès à l'électricité, et
- Connectivité Internet ainsi que certains équipements.

Avoir une connexion efficace et rapide, un espace proprement emménagé, nous permettra d'accueillir les Digital Nomads. Ces personnes qui viendraient à Rodrigues en vacances ou en visite auront à leur disposition un espace de bureau temporaire pour travailler. Concernant les Digital Nomads, M. le président, des frais à titre de location seront applicables.

Je peux assurer la Chambre que nous travaillerons dans la transparence le plus total dans ce secteur de l'informatique.

Le deuxième secteur que je voudrais intervenir, M. le président, est l'emploi à Rodrigues. Un autre secteur qui tombe sous ma commission, M. le président, le secteur de l'Emploi. Ce secteur vital pour l'économie.

M. le président, selon notre dernier bulletin publié fin novembre 2022, le nombre de sans-emplois inscrits à la fin de novembre 2022 était de 3,846, dont 1,566 hommes et 2,280 femmes, tandis que le nombre d'inscrits en emploi (IE) s'élevait à 1,243 composés de 574 hommes et 669 femmes.

Au niveau de l'emploi je peux affirmer que beaucoup a été fait depuis le début de mon mandat, pour diminuer le nombre de sans-emplois à Rodrigues. Nous avons eu des sessions de recrutement de plusieurs compagnies opérant à Maurice qui étaient à la recherche des main d'œuvres de Rodrigues. Ma commission a agi comme facilitateur et a permis que des entretiens soit faits sur place à Rodrigues pour recruter des gens. Cependant, une des consignes données par ma commission aux représentants de ces compagnies, M. le président, c'est de faire en sorte à ce que les liens familiaux ne soient pas fragilisés et que la possibilité soit donnée aux couples lors du processus du recrutement. La raison est bien simple, c'est la raison principale, c'est pour qu'il n'y ait pas de disfonctionnement dans les familles et qu'il n'y ait pas de séparation dans les couples.

/UNREVISED/

M. le président, ce qui est important au niveau du bureau de l'emploi c'est que nous faisons tous un effort considérable pour que les personnes qui sont sans emplois arrivent quand même à trouver un emploi stable pour subvenir à leurs besoins. Nous avons donc lancé des programmes de formation pour les sans-emplois.

Sous le projet Employment Relief Programme (ERP) nous allons de l'avant avec le recrutement de 45 personnes pour des formations dans trois filières bien distinctes, notamment le 'Gardening/Landscaping', le 'Baby Sitting' et le 'Housekeeping'. Ces personnes auront une formation de base pour pouvoir réintégrer le circuit du travail et aussi de créer leurs propres entreprises si besoin est.

Concernant le Plan de Préstation Transitoire, quelque 20 projets financés par ma commission sont en cours, tandis que 58 ont déjà été complétés et sont actuellement opérationnels. Il y a 12 projets en cours de traitement est seront finalisés au cours de cette année financière 2022-2023.

Il y a aussi des stages en entreprise qui sont faits. Les stages sont effectués en fonction des exigences du poste par des employeurs. Ainsi, pour l'année financière 2022-2023, 50 offres d'emploi ont été notifiées par les employeurs auprès du bureau de l'emploi et 2001 candidats ont été référés et 150 demandeurs d'emploi ont été placés dans les secteurs privé et public.

M. le président, le bureau de l'emploi a effectué un suivi auprès de 257 demandeurs d'emploi ayant opté pour un stage en entreprise sous le Workfare Programme afin de faciliter le redéploiement des travailleurs licenciés. Les travailleurs licenciés ont droit à des 'Transitional Unemployment Benefits' (TUB) pour une période de 12 mois.

Au cours de l'année financière 2023-2024, les services de l'emploi continueront à développer et à dispenser des formations innovantes pour les jeunes dans d'autres domaines en vue d'accroître leur employabilité. Ils représentent environ 47% des demandeurs d'emploi. Ma commission, par l'intermédiaire du bureau de l'emploi, travaille sur des avenues afin de permettre aux demandeurs d'emploi d'avoir un large choix de carrière.

Le travail et relations industrielles. M. le président, les membres du personnel du bureau du Travail et Relations Industrielles, ont durant l'année financière en cours : -

- Effectué 65 visites, comprenant des inspections, des suivis et des enquêtes, sur divers lieux de travail couvrant quelque 1,350 travailleurs ;

/UNREVISED/

- 352 plaintes ont été enregistrées et traitées, dont 116 concernaient des licenciements ; 182 pour non-paiement des salaires ; et 54 étaient liées à des questions générales. Toutefois, à la suite de l'intervention des officiers agissant comme médiateur, quelque 201 cas ont été réglés à l'amiable. Un montant total de 2,025,231.00 roupies ont été recouvré et versé aux travailleurs ; et
- Quelque 90 travailleurs licenciés ont été admis dans le cadre du 'Workfare Programme' et 10 travailleurs ont bénéficié d'une assistance devant les comités disciplinaires, entre autres.

M. le président, le Bureau du Travail et Relations Industrielles vise à sensibiliser davantage les travailleurs à leurs droits et responsabilités, en promouvant un salaire décent pour les employés. M. le président, pour la prochaine année financière 2023-2024, avec un effectif de six officiers, le bureau prévoit de :

- Mettre en place des sous-unités spécifiques pour plus d'efficience et d'efficacité ;
- Augmenter le nombre d'inspections des lieux de travail pour atteindre au moins 600 visites par an, en mettant l'accent sur le salaire minimum et le travail décent ;
- Augmenter le pourcentage de cas réglés au bureau ;
- Mettre l'accent sur l'éducation et la sensibilisation aux lois du travail par le biais de conférences et d'autres ateliers ciblant en moyenne 1,200 travailleurs par an ;
- Promouvoir des relations professionnelles harmonieuses dans les entreprises ; et
- Réprimander et poursuivre les contrevenants devant les tribunaux.

M. le président, il y a aussi le, Rodrigues Committee for Conciliation and Médiation (RCCM) qui fait un gros travail. Ce comité permet de résoudre presque tous les cas de litige qui sont en suspend en ce moment et qui demande la médiation et la conciliation.

Au cours de l'année financière 2022-2023, plusieurs cas de litiges/conflits au travail ont été rapportés à la RCCM par les travailleurs des secteurs privés et publiques et aussi par les syndicats, concernant les conditions de travail, non-paiement de salaires et bonis de fin d'année et aussi la promotion dans le secteur public. 17 cas sont en cours devant la Commission, neuf ont été résolue, trois cas ont été retiré et deux jugements ont été rendue par le Tribunal.

/UNREVISED/

Sécurité et santé au travail. M. le président, le département de la sécurité et de la santé au travail vise à garantir un niveau approprié de sécurité et de santé sur tous les lieux de travail – publics et privés, afin de créer un climat de travail optimal favorable à la production et à la réussite économique. Cela se fait, M. le président, en adoptant des cadres législatifs qui garantissent des normes internationales, offrant les conditions favorables pour minimiser les accidents et les maladies, maintenir et promouvoir la santé et le bien-être des travailleurs. Ainsi, au cours de cette année financière, les principales réalisations du département ont été les suivantes :

- 65 inspections ont été effectuées sur des lieux de travail employant 482 travailleurs (408 hommes et 75 femmes) pour s’assurer que les législations en matière de sécurité et de santé au travail sont respectées ;
- 280 travailleurs ont été sensibilisés à la sécurité et à la santé au travail et 24 programmes de sensibilisation ont été diffusés à la radio et à la télévision dont notamment, MBC ;
- 54 employés ont été formés aux législations de base en matière de santé et de sécurité ; et
- 394 recommandations ont été émis pour des applications liées aux licences commerciales et permis de construction.

Cependant, pour l’année financière 2023-2024, M. le président, le département visera à :

- Accroître d’avantage le nombre d’inspections des lieux de travail grâce au recrutement d’officiers additionnelles et à la restructuration du département de la sécurité et de la santé au travail ;
- Renforcer la sensibilisation sur les lieux de travail afin d’accroître le niveau de conformité aux législations et normes en matière de Sécurité et Santé au Travail (SST) ;
- Poursuivre les contrevenants récurrents qui ne respectent pas la loi ;
- Rendre opérationnel le Conseil Consultatif Tripartite (CCT) sur la santé et la sécurité au travail à Rodrigues, et
- Élaborer un plan d’action à la suite de la conférence tripartite de juin 2017 sur la sécurité et la santé au travail (SST), qui résulterait à l’élaboration d’un système de gestion de la SST pour Rodrigues.

/UNREVISED/

Le secteur touristique, M. le président, en ce qui concerne le développement touristique à Rodrigues, il est vrai que 2022 a été une très bonne année même si les frontières étaient fermées jusqu'au vendredi 4 mars. Les vols du mois de mars ont été principalement des vols de rapatriement. Donc les statistiques pour les arrivées touristiques pour l'année 2022, sont à partir du mois de mars. La reprise a été assez lente, je dois dire. A la commission, nous n'avons toutefois pas perdu de temps et un plan de promotion a été mis en place dans la réunion.

M. le président, notre principal marché touristique est l'île Maurice suivi par la Réunion et la France. Nous avons alors commencé la promotion de la destination dès le mois de mai. Il a fallu renouer avec la clientèle Mauricienne et Réunionnaise rapidement pour que les clients puissent être au courant que la destination a été ré-ouverte et qu'ils pourraient revenir après deux années d'interruption due à la COVID-19.

M. le président, il a donc fallu qu'on mise sur les différentes avenues pour faire savoir à la clientèle Mauricienne que Rodrigues est déjà prête à les accueillir. Notre stratégie a été payante car les chiffres qui sont à notre disposition démontrent que le marché Mauricien représente à lui seul plus de 75% de nos arrivées touristiques.

Les différentes activités promotionnelles (n'en déplaise à certain) ont permis à Rodrigues de devenir une destination prisée par les touristes. En décembre 2022 seulement, tous les records ont été battus avec un total de 11,950 touristes qui ont visité notre île que pour le mois de décembre. M. le président, je peux annoncer à la Chambre que de juillet à décembre 2022, les chiffres le prouvent, nous avons dépassé successivement le nombre d'arrivées pour la même période de 2019, avec 44,576 visiteurs de juillet à décembre 2019 contre 49,599, donc 5,000 de plus de visiteurs de juillet à décembre 2022.

Pour les mois de janvier et février, nous n'avons pas les chiffres de marche malheureusement. Pour le mois de janvier et février 2023, 12,959 touristes ont foulé le sol contre 11,531 pour les mêmes mois de l'année 2019 qui représentant une augmentation de 12.38%.

Nous tenons à faire ressortir, M. le président, que nous travaillons en étroite collaboration avec nos différents partenaires notamment les opérateurs et associations touristiques de Rodrigues, le Ministère du Tourisme à Maurice, la MTPA, la Tourism Authority et Air Mauritius. Ce partenariat et collaboration nous a été d'une grande aide pour implémenter nos différentes stratégies. Nous avons en juillet 2022, participé à un *road show* (je crois savoir que les oreilles vont bien ouvrir) organisé dans quatre villes en Allemagne, notamment Munich,

/UNREVISED/

Frankfort, Düsseldorf et Hambourg. Nous avons aussi participé dans des foires touristiques tel IFTM Top Résa en septembre 2022, et le World Tourism Market (WTM) à Londres, les Florilèges et nous avons aussi organisé un *road show* à Maurice et à La Réunion.

Notre partenariat, M. le président, avec la compagnie aérienne nationale a été resserré et ensemble nous avons organisé les 50 ans de desserte d'Air Mauritius sur Rodrigues. Une délégation de Rodrigues a même été invitée à faire une présentation devant une cinquantaine de Station Managers d'Air Mauritius à travers le monde pendant leur rencontre annuelle ce jeudi 23 mars 2023. Tout cela, M. le président, permet de booster notre visibilité sur les différents marchés touristiques.

Conformément, M. le président, à nos nouvelles stratégies de marketing pour la promotion et le développement du secteur touristique à Rodrigues, notre première campagne de promotion du tourisme pour 2023 a été organisée à Maurice du 27 février au 1^{er} mars 2023, au cours de laquelle un atelier de travail a été organisé avec des partenaires clés à Maurice, suivi de réunions officielles avec les partenaires principaux et une tournée d'agences par les opérateurs touristiques locaux.

M. le président, nous misons sur un tourisme de qualité qui respecte l'environnement. C'est pourquoi, M. le président, nous avons commencé les formalités pour l'accréditation de 'Green Destination'. 'Green Destination' est une organisation mondiale connue ayant pour but de soutenir les destinations durables, leurs entreprises ou leurs communautés. Nous croyons au potentiel de Rodrigues d'être la première destination durable et écologique de l'Océan Indien. Avoir cette accréditation, M. le président, saura un atout pour l'île et démontrera au monde entier que Rodrigues est une destination verte, durable et inclusive.

Nous avons le plaisir de vous annoncer, M. le président, que dans notre démarche d'obtenir l'accréditation de destination durable, nous avons participé à deux conférences de 'Greening the Islands' qui est aussi une organisation innovante qui soutient l'autosuffisance et la durabilité des îles du monde entier. Nous avons même eu la visite du Président et Fondateur de ladite organisation début mars de cette année.

Le secteur touristique, M. le président, est un secteur qui nous rapporte beaucoup économiquement. C'est pourquoi il est primordial, M. le président, que nous ayons un système de données informatiques. Cela pourra mieux nous éclairer dans nos prises de décisions et nous permettre à la commission ainsi bien qu'aux opérateurs touristiques de définir des actions ciblées et améliorer leurs produits et services.

/UNREVISED/

Ce secteur, dites-vous bien, génère environ 1,600 emplois directs. Nous avons, toutefois, besoin d'une main d'œuvre qualifiée et formée. C'est pourquoi, M. le président, dans ma commission nous avons pris l'engagement de donner des formations de base à tous les employés du secteur touristique et aussi aux sans emploi. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'Ecole Hôtelière Sir Gaëtan Duval, la MITD, le Tourism Authority et la Tourism Employees Welfare Fund pour la formation de nos employés du secteur touristique. A ce jour, M. le président, il y a eu 395 bénéficiaires qui ont reçu cette formation.

Afin de dynamiser davantage le secteur touristique et de rendre notre destination plus attrayante, M. le président, nous avons lancé le projet '*One Visitor One Tree*', tant décrier par nos collègues de l'opposition. Ce projet est une initiative de ma commission qui s'inscrit dans notre stratégie de promotion de développement durable de notre secteur touristique et afin d'atteindre les 17 objectifs de développement durable proposés par les Nations Unies.

M. le président, chaque visiteur, je dis bien chaque visiteur, qui visitera Rodrigues aura la possibilité de mettre une plante de son choix en terre. La plante peut être endémique, florale ou fruitière. Ce projet vise à fournir un lieu approprié pour encourager les visiteurs à réduire leur empreinte carbone et à lutter contre le changement climatique en contribuant à notre programme de reboisement.

M. le président, au cours de cette année financière, un des projets de ma commission, a été d'aménager des espaces et pontons sécurisés sur le sommet de Mont Limon afin de permettre aux visiteurs d'avoir une visite agréable.

Notre prochain objectif pour l'année financière 2023-2024 est d'aménager quatre autres sites touristiques notamment Citron Donis, Rivière Banane, Pointe la Gueule et Quatre Vents. Ceci afin d'améliorer et de convertir ces sites en *green spots*.

Un autre projet d'envergure qui sera bientôt en chantier est le réaménagement de l'Ile aux Cocos et ses espaces dédiés aux visiteurs. L'appel d'offre a déjà été lancé et le contrat sera alloué au bénéficiaire incessamment. Ce projet, M. le président, permettra aux visiteurs, aux bateliers, aux gardiens, et aux employés de Discovery Rodrigues de bénéficier d'un cadre agréable et écologique.

Notons au passage que Caverne Patate ne sera pas délaissé et que nous venons très prochainement avec un grand projet pour l'embellissement et la réhabilitation du site de Caverne Patate. Toute la structure d'accueil sera revue et l'intérieur sera aménagé.

/UNREVISED/

Au niveau du ‘Tourist Enterprise Licensing Unit’, pendant l’année écoulée, les objectifs du bureau de la licence étaient de sensibiliser et d’encourager les entreprises touristiques opérant sans licence de régler leur situation.

Pour cet exercice, M. le président, la licence touristique a été en mesure de délivrer un total de 14 licences d’entreprise touristique dont 11 au niveau de l’hébergement et trois autres licences d’entreprises touristiques. 11 opérateurs de bateau ont aussi eu leurs licences de ‘Pleasure Craft’.

Le bureau de ‘Tourist Enterprise Licensing Office’ a aussi organisé la formation de Skipper sur 12 milles nautiques pour 57 stagiaires dont 38 ont brillamment réussi la partie théorique. Une licence provisoire de skipper leur a été délivrés pour leur permettre de pratiquer sous la supervision des skippers agréés avant de passer le test pratique pour obtenir une licence de skipper.

M. le président, au cours de l’année financière 2023-2024, le bureau mettra d’avantage l’accent sur la sensibilisation, la régularisation et le ‘Monitoring’ pour que les activités touristiques à Rodrigues. Une formation de Skipper plus avancée jusqu’à 24 milles nautiques sera également dispensée aux skippers potentiels.

Les stratégies clés qui seront mises en place pour le secteur touristique durant la prochaine année financière sont :

- L’accent pour 2023-2024 serait mis sur la durée du séjour et les revenus par visiteur plutôt que sur le nombre d’arrivées.
- Dans le but d’augmenter les dépenses par les touristes, un changement drastique est nécessaire en termes d’offres de produits, de différenciation et de services, de rapport qualité-prix. Il est donc impératif d’améliorer radicalement la qualité de l’offre des services fournis afin de stimuler la demande et de générer des revenus plus élevés.
- Une enquête sera réalisée dans la salle d’embarquement de l’aéroport de Plaine Corail pour collecter des données concernant les dépenses et les constats des visiteurs afin de pouvoir développer des nouvelles stratégies.
- Accentuer les activités promotionnelles sur nos trois marchés principaux, à savoir Maurice, Réunion et France. Et, aussi les pays se trouvant dans le Indian Ocean Rim, tel que, Afrique du Sud, Madagascar, Mozambique, Inde et Australie (beaucoup de voyage).

/UNREVISED/

- Une analyse approfondie sera effectuée en ce qui concerne les marchés étrangers en fonction des chiffres émanant de notre collecte de données pour l'année 2023. Un examen approfondi sera effectué afin que tous les salons/activités touristiques, auxquels Rodrigues participera afin que de nouvelles stratégies puissent être développées.
- La stratégie externe de promotion touristique et de marketing sera revue et une session de brainstorming sera organisée en conséquence.
- La Commission du Tourisme, M. le président, sera responsable de l'organisation et sponsorship des activités locales à Rodrigues qui sont liées aux campagnes de promotion. L'office de Tourisme de Rodrigues se concentrera sur la visibilité des événements à l'international avec une couverture médiatique du monde entier.
- La Commission du Tourisme, en collaboration avec la Commission des Arts et de la Culture, redynamisera le Festival Kreol 2023 dans le but de donner plus de visibilité et un potentiel touristique plus élevé au Festival Kreol.
- La commission stimulera d'avantage le développement du tourisme sportif tel que le Trail, le Kitesurf, la Regatte, le VTT. Ces activités liées aux Sports Tourism seront incluses dans notre calendrier d'activité annuel et commercialisé en conséquence.
- Les travaux concernant le projet de réaménagement des deux sites emblématiques, à savoir l'Ile aux Cocos et la Caverne Patate, seront achevés au cours de la prochaine année financière.
- Tous les projets qui seront mis en chantier, prendront en compte les objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals) puisque la destination vise à obtenir la certification des destinations vertes.
- Notons au passage, M. le président, que le secteur du tourisme est devenu depuis peu (je suis fier de l'annoncer) le premier secteur économique générant des revenus de plus d'un milliard de roupies à la population et aux gens du secteur. Avec l'avènement d'une nouvelle piste d'atterrissage et l'arrivée des moyens porteurs de la famille des Airbus 300, je lance un appel à la population Rodriguaise de soit : -
 - (1) Augmenter leur capacité d'accueil,ou

/UNREVISED/

(2) De se lancer dans ce secteur porteur.

Pour terminer, M. le président, c'est vraiment avec une grande fierté que je m'adresse à vous en tant que Commissaire du Tourisme, des TIC, de l'Emploi et du Travail. Nous avons l'ambition dans ma commission de dynamiser les secteurs tombant sous ma responsabilité afin que la population de Rodrigues puisse en tirer des avantages, d'où le concept de Patriotisme Economique qui a été un élément phare dans notre manifeste électoral des dernières élections.

Il est de mon devoir en tant que Commissaire de cet Assemblée Régionale de faire tout ce qui est en mon pouvoir afin que nous puissions diriger et orienter l'île Rodrigues vers un avenir certain. La population demande à ce que ses attentes soient prises en considération et que nul doute nous ferons ce qui est en notre pouvoir pour le bien-être de nos concitoyens Rodriguais.

M. le président, je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer dans cette Assemblée sur les débats budgétaires. *Ensam nou avancer.* Merci beaucoup.

(Applause)

The First Local Region Member of Saint Gabriel (Mr J. R. Ramdally): Merci, M. le président. Merci de me donner la parole lors de ces débats exercice pour approuver les Draft Estimates 2023-24 comme le stipule la motion apportée devant cette Chambre par le Chef commissaire ce vendredi 24 mars dernier.

Tout d'abord j'aimerais rebondir sur un petit point du discours du Commissaire Wong So. Donc, je lui dirai qu'« à chacun sa politique », M. le président. Si je comprends bien le Commissaire Wong So, lui il encourage les Rodriguais à partir, même si c'est en couple, à Maurice pour aller trouver un emploi. Donc, on se pose la question pourquoi ? Mais nous dans l'OPR, notre politique à nous, à travers nos projets, nous encourageons les Rodriguais à rester chez eux pour consolider sa famille. Car famille dans notre culture, M. le président, n'est pas seulement la famille nucléaire, c'est aussi grand-père, grand-mère, cousins, cousines, etcetera. Donc, c'est bien plus large que ça et à la fin, c'est le peuple qui va décider de tout ça

Le Chef commissaire a accompagné ce document, donc le Draft Estimates, qu'il nous demande d'approuver, par son discours du budget 2023-2024 placé sous le thème Intégration Digitale, Efficacité, Renouveau Ecologique. Donc, c'est le deuxième et je pense le dernier budget présenté par le présent Chef commissaire selon l'accord signé par les partenaires de cette présente alliance gouvernementale qui dirige les affaires de l'Assemblée régionale.

/UNREVISED/

Dans mon intervention, M. le président, je vais me pencher, comme l'a aussi fait le Chef commissaire, sur son premier budget placé sous le thème Passer de la Parole aux Actes, Ensemble faisons progresser l'île Rodrigues. Je vais plus particulièrement me focaliser sur la Commission de la Santé, le Fire and Rescue Services et sur l'Environnement.

Dans son discours du budget, le Chef commissaire a énuméré les réalisations de son gouvernement pour l'année financière qui arrive à terme en Juin prochain peignant un joli tableau de la situation dans tous les secteurs de responsabilité de l'Assemblée régionale occultant par la même occasion les souffrances réelles que la population est en train de faire face en les poussant sous le tapis, M. le président.

Donc, comme Membre de l'opposition je vais soulever ce tapis pour vous donner vous, ainsi qu'à la population, une image plus objective de la situation réelle du pays, M. le président. C'est ainsi que je vais reprendre les mesures du discours du budget 2022-2023 pour mettre en lumière tout ce qui est resté au stade de parole dans les trois domaines que j'ai mentionné au-dessus.

Force est de constater M. le président que l'enthousiasme du départ a pris du plomb dans l'aile, l'ardeur diminue peu à peu face à la réalité. Ils promettaient monts et merveilles faisant croire que le précédent gouvernement n'avait pas la volonté pour soulager les souffrances du peuple. Maintenant, descendus de leur piédestal, ils revoient à la baisse leurs ambitions M. le président. Pour étayer cela je vais prendre quelques exemples soutenus par les informations qu'ils donnent eux-mêmes dans le Draft Estimates pour vous convaincre du bienfondé de mes propos.

M. le président je vais commencer par la Commission de la Santé en brossant un tableau de la situation actuelle. Selon nos informations ce secteur souffre beaucoup contrairement à ce que veut nous faire croire le commissaire actuel qui a la fâcheuse habitude de faire des déclarations tonitruantes sans prendre la mesure des moyens qu'il a à sa disposition. Je vais ici rappeler quelques-unes de ses déclarations M. le président :

- La visite des spécialistes, plus particulièrement d'un gynécologue, sur une base mensuelle dans l'année 2022-2023 pour ensuite l'avoir sur une base permanente soit annuelle *on a tour of service* dans la prochaine année financière, c'est-à-dire, 2023-2024, c'était dans le discours du budget 2022-2023, M. le président.

/UNREVISED/

- Le recrutement de spécialistes dans le domaine de l'anesthésie, la pédiatrie et la médecine générale, psychologie et des *Medical Laboratory Technologists* ;
- L'accord avec « Lakaz Warriors » pour héberger patients et accompagnateurs transféré à Maurice pour la somme dérisoire de Rs 100.

Ils annonçaient au paragraphe 135, M. le président, je cite : « M. le président, nous allons au cours de la prochaine année (c'est-à-dire, 2022-2023) financière démarrer la construction d'un hôpital moderne à Rodrigues.

Démarrer, M. le président. Donc, dans ce présent budget aucune mention de l'hôpital moderne, M. le président.

Il a aussi parlé du recrutement de spécialistes dans le domaine de l'anesthésie, etcetera, je viens de mentionner. Donc, si on regarde les documents donc ils nous ont donné eux-mêmes, donc le nombre le nombre de *funded post* pour Specialist/Senior Specialist est de neuf depuis 2012-2022, 2022-2023 et ça reste le même 2023-2024.

Le poste de *funded post* pour Medical Laboratory Technologist est de six depuis 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

La rénovation du *catering department* à l'hôpital Queen Elizabeth de Crève-Cœur. Qui n'a pas entendu, je ne sais pas si c'est la première visite mais c'était dans les premiers, donc la cuisine. A quand la rénovation M. le président ? La construction d'incinérateurs pour les déchets médicaux. La concrétisation de l'étude sur le cancer avec l'assistance du Ministère de tutelle. Donc tout ça à quand ? C'était la concrétisation qui était mentionné dans les...

Je mentirais ici si je dis que la Commission de la santé n'a aucune réalisation pour l'année financière qui arrive à terme bientôt. Oui, comme l'a mentionné le Chef commissaire dans son discours, il y a eu des réalisations. Je ne vais pas m'attarder dessus parce qu'ils l'ont déjà mentionné. Je vais plutôt me pencher sur les problèmes que le secteur fait face aujourd'hui selon nos informations et on voit aussi dans les articles de presse locales et nationales, s'il vous plaît, pleins d'amertume. Donc, les langues se délient, M. le président. Dans cette même Assemblée, l'année dernière, j'ai posé beaucoup de questions par rapport aux médicaments. Actuellement, il y a toujours un manque de médicament dans les pharmacies de nos hôpitaux. Je ne sais pas mais j'ai l'impression que cela tombe dans les oreilles d'un sourd. Alors qu'ils

/UNREVISED/

parlent d'intégration digitale, nous n'avons pas entendu parler de *E-Health* dans ce budget. *E-Health* était un projet qui devait être mis à jour pour inclure d'autres modules. On aurait pu intégrer tout l'aspect de contrôle de stock de médicaments dans nos pharmacies.

Ceci aurait pu donner des informations en temps réel aux médecins et aux pharmaciens pour pouvoir anticiper tout manque qui plonge nos concitoyens dans d'énormes difficultés financières quand ils doivent aller se procurer leurs médicaments dans les pharmacies privées. Donc, j'en appelle à la bonne volonté du présent Commissaire pour mettre le doigt sur ce problème et d'y apporter une solution durable pour notre population. Autre problème, M. le président, le manque de place pour l'admission des patients. Donc, on entend dire qu'il y a des décharges prématurées. Des patients qui attendent avec leur sérum sur leur chaise pour avoir une place à l'hôpital de *Queen Elizabeth*. Cette situation, M. le président, a été tant décriée et met une pression accrue sur le personnel du QEH de Crève-Cœur. Et comme je vous ai dit, M. le président, les langues se délient et les articles de presse apparaissent.

Le personnel de l'hôpital est passé de l'euphorie à l'amertume en une année seulement. Donc, cette situation résulte de la politique de ce Gouvernement régional à fermer la cuisine du *Area Health Centre* de La Ferme pour faire le *Dental Clinic* qui est un bon projet d'ailleurs. Mais il y a aussi la conversion du bâtiment administratif de Mt Lubin en *Area Health Centre*. D'ailleurs, je pense par rapport à cela, donc, la fermeture du... pour la conversion plutôt du bloc administratif de Mt Lubin en *Area Health Centre*. Je crois qu'il n'y a aucune mention de ce projet dans le *strategic overview* comme réalisation de la Commission de la santé. Est-ce que le Commissaire ne croit plus lui-même dans sa décision de convertir ce bâtiment pour en faire un centre de santé ?

Pourquoi ne l'a-t-il pas mentionné comme une de ses réalisations ? Force est de constater en examinant ce *strategic overview* du budget 2022/2023 et celui du budget 2023/2024 que les grandes ambitions sont revues à la baisse. On peut y voir que par exemple, pour le recrutement du *specialist*, donc, *particularly gynecologist* dans le parti *key challenges*. Donc, c'est bien écrit que le recrutement du gynécologue est devenu un *key challenge* pour la Commission. L'objectif pour 2023/2024 n'est plus d'avoir le gynécologue en permanence, donc, pendant toute une année *on a tour of service*. Donc, maintenant, l'objectif est revu à la baisse. Donc, c'est devenu au lieu d'une fois tous les deux mois, c'est sur une base mensuelle. Donc, ça veut dire qu'actuellement, c'est encore tous les deux mois, la visite des spécialistes surtout le gynécologue.

/UNREVISED/

Donc, sur la question d'achat d'équipement, M. le président, en 2023/2024, ce gouvernement prévoit l'achat d'un MRI, un équipement qui sera bénéfique pour Rodrigues mais avec les difficultés pour avoir des techniciens spécialistes pour opérationnaliser ce type d'équipement, j'émet des réserves car quant à l'implémentation de ce projet. Qu'en est-il du CT Scan ? Pourquoi a-t-on besoin d'un MRI maintenant alors que dans la salle d'opération, actuellement, il y a un équipement appelé le C-Arm qui ne fonctionne pas ? De simples interventions, M. le président, qui se faisaient à Rodrigues doivent être faites à Maurice. Donc, cet équipement prend des photos, fait des x-rays en live quand le patient est en train de faire son opération. Donc, c'est ça qui ne marche pas, M. le président, et des opérations qui se faisaient autrefois à Rodrigues, les patients doivent être envoyés à Maurice actuellement parce que cet équipement est en panne. Donc, les patients doivent être transférés pour faire leurs opérations.

Où est la priorité, M. le président ? M. le président, malgré le joli tableau qu'ils veulent nous faire voir, force est de constater que l'image n'est pas aussi belle à voir malgré toutes les bonnes volontés du Commissaire. Au chapitre du *Fire and Rescue Services*, dans une question du 14 mars dernier à cette Assemblée, j'ai voulu avoir des informations en rapport avec la venue des pompiers sur *Mauritian establishment* à Rodrigues. Alors que le Commissaire avait été catégorique sur le fait qu'il allait bientôt faire venir ses officiers à Rodrigues, il devait nous faire savoir que c'est à condition que 38 postes existants à Maurice soient remplis d'abord pour que les fils du sol vont être *released*. Des paroles, M. le président, mais les actes sont d'apparence fantomatique. Dans ce présent budget 2023/2024, on annonce 14 postes supplémentaires de *Firefighters*. Encore des paroles, M. le président.

Va-t-il nous donner, nous ainsi que ses officiers, la garantie encore une fois ? M. le président, *time will tell*. En ce qui concerne les équipements du service des pompiers, dans une autre question, beaucoup d'équipements n'étaient pas en état de marche. GMR 526, 10 RRA 22 et cetera. Donc, pleins d'équipements. Il y avait des pompes en panne, *breathing aparatus*. Donc, beaucoup, beaucoup de ces équipements n'étaient pas en état de marche. Provision est faite dans ce présent budget, M. le président, pour seulement Rs6 millions et le budget de maintenance est resté toujours à la hauteur de Rs20000. Donc, pas grand changement en vue dans ce département pour la prochaine année financière. Et si on regarde les indicateurs, les *performance indicators*, tous les indicateurs de ce département n'ont pas été atteints, donc, les

objectifs n'ont pas été atteints pour l'année financière 2022/2023. Donc, même s'il reste deux mois pour la fin de l'année.

M. le président, je vais dire quelques mots sur le bâtiment de Mt Plaisir. Cette station qui abrite non seulement les pompiers mais aussi la REHOC. Il qualifiait lors de leur prise de fonction cette infrastructure d'hôtel. Oui, M. le président, nous sommes fiers de cela. L'OPR a toujours eu comme objectif de faire des infrastructures de qualité qui perdurent dans le temps. Je fais un parallèle avec les projets de routes, M. le président. L'OPR, quand elle construit une route, elle prévoit toutes les facilités notamment les drains. M. le président, ce présent gouvernement croit elle, dans le reasphaltage. Avec le changement climatique, les officiers du REHOC sont appelés à résider dans ce bâtiment pendant des jours durant... Ces derniers jours, la météo annonce des veilles de fortes pluies, des avis de fortes pluies.

Nous ne les avons pas eues jusqu'à présent mais il vaut mieux prévenir que guérir. Donc, Rs6 millions pour des équipements pour ce centre de Mt Plaisir ne suffirait pas, M. le président, pour tout le travail qui doit être abattu. Donc au chapitre de l'environnement, dans le budget 2022/2023, on a tout entendu. Au paragraphe 54, M. le président, je cite :

« M. le président, l'écologie est le cheval de bataille de ce présent gouvernement régional. Nous nous attèlerons, avec les moyens dont nous disposons, à relever autant que possible aux défis auxquels nous serons confrontés. C'est pour cela nous [viendrons] de l'avant avec des règlements stricts, en particulier dans les domaines de la construction, de l'élevage et de l'aménagement du territoire. »

Donc, c'était supposé être dans l'année 2022/2023. Donc, où sont ces règlements, M. le président ? Donc, nous posons la question. Au paragraphe 58 :

« En vue d'assurer un environnement sain et de lutter contre le changement climatique, au cours de la prochaine année financière, mon gouvernement régional compte : • Garantir un service efficace de ramassage des déchets à travers Rodrigues [...] »

Force est de constater qu'il y a eu un changement. Mais on voit toujours des déchets qui sont sur la route, qui restent là. Donc, les camions ne les prennent pas. Donc, je suppose qu'il y a des gens qui ne savent pas comment faire le tri. Donc, je pose la question sur la formation que les jeunes, les 300 jeunes qu'ils ont recrutés. Donc, on se pose la question sur

l'efficacité du travail abattu. Dans ce même paragraphe, M. le président, donc, il devait instaurer une politique d'économie circulaire dans toutes les activités ainsi que dans les politiques publiques en lien avec le concept « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme ». Je n'ai pas vu, M. le président. Au paragraphe 59, je cite :

« M. le président, nous allons innover le programme de gestion et de valorisation des déchets. Ainsi, nous mettrons en place un mécanisme de consigne sur la collecte et le retour des bouteilles en plastique [...] »

Je suis allé dans les boutiques pleins de fois. Donc, j'ai acheté des boissons gazeuses. Donc, des bouteilles en plastique. Je n'ai jamais vu aucune consigne qui a été mis sur ces bouteilles. Donc, passer de la parole aux actes, M. le président. Donc, au paragraphe 60, je cite, M. le président :

« L'état du dépotoir de Roche Bon Dieu est le résultat flagrant d'une mauvaise politique de gestion des déchets qui perdure depuis bien trop longtemps. Au cours de la prochaine année financière, nous allons déployer tous les moyens possibles pour remédier à ce problème persistant. »

J'y reviendrais, M. le président. Point 78 :

« Pour atteindre nos objectifs énergétiques à long terme, au cours de la prochaine année financière, nous [allons] :

- Organiser des consultations d'envergure avec des partenaires clés [sur les énergies renouvelables] ;
- Promouvoir des plans d'aides afin d'inciter les ménages et les petites et moyennes entreprises à utiliser des technologies renouvelables moins énergivores ;
- Equiper les bâtiments publics de panneaux solaires [...] »

Et cetera, et cetera.

M. le président, si on regarde le présent budget, on voit ces mêmes mesures qui reviennent. Donc, ils reviennent, les mesures reviennent sous des formes déguisées pour nous apparaître comme nouvelles. Donc, il n'y a rien de nouveau dans la politique de cette

/UNREVISED/

Commission de l'environnement, M. le président. Pour le budget 2023/2024, donc, à la paragraphe 138 :

« [...] au cours de [cette] année financière [...], nous comptons démarrer un plan de réaménagement du dépotoir. »

Donc, auparavant, les gouvernements avaient une mauvaise politique de gestion de déchets. Donc, maintenant, en 2023, donc, ce gouvernement compte démarrer un plan de réaménagement du dépotoir.

« En parallèle, nous revoyons les modalités de gestion du site qui sont dépassées et ne conviennent pas avec la vision que nous avons pour notre île. Nous allons donc lancer un appel à manifestation d'intérêt pour mobiliser les services d'une entreprise [...] »

Donc, on passe la main, M. le président. Donc, c'est un aveux d'incapacité de s'occuper du problème. M. le président, dans le domaine de la prévention de l'environnement. Donc, les sacs en plastique, on constate un retour des sacs en plastique à Rodrigues, M. le président. Les règlements pour le bannissement de certains types de sacs en plastique a propulsé Rodrigues sur la scène internationale en matière de protection de l'environnement et de l'écologie. C'est l'OPR à travers le Commissaire Payendee qui a fait voter ces règlements. M. le président, qui dit règlement dit *enforcement*. Mais force est de constater que ces mêmes types de sacs bannis font leur apparition un peu partout dans l'île mais plus spécialement au marché de Port Mathurin. Je vois que dans ce budget, le gouvernement parle de renouveau écologique.

Donc, j'espère que l'*enforcement* de ces règlements leur tient à cœur. Donc, j'invite le Commissaire à se pencher sur cet état des choses afin de donner l'orientation écologique que son gouvernement prône. Au paragraphe 135, M. le président, dans ce présent discours de budget, je cite :

« M. le président, nous innovons cette année [...] avec le lancement d'un concept de four communautaire. Nous démarrerons ce projet sur une base pilote dans la région de Mourouk. [Donc] L'idée est de [...] » Et cetera, et cetera.

Donc, moi, je me pose la question qu'est-ce que c'est, un four communautaire. Avec aussi peu d'information, on pourrait laisser aller notre imagination et de mal concevoir ce

/UNREVISED/

projet. Est-ce que, ce serait un lieu où toutes les personnes du village vont se converger pour venir cuire leur «*mapinba*», «*gato savoie*», «*boudoute*» et pain entre autres ? Est-ce que le bâtiment sera attaché au centre communautaire ? Quelle source d'énergie utiliser ? Vous savez, M. le président, l'imagination est débordante. On pourrait se laisser aller à toutes sortes de conceptions, à toutes sortes de choses, d'images. Donc, j'espère que le Commissaire de l'environnement viendra nous expliquer ce projet innovant dans son *speech*.

M. le président, pour terminer, j'aurais aimé dire un mot concernant le logement social du présent gouvernement et pour cela, je veux juste vous montrer une photo. Donc, c'est la photo d'une maison qui avait commencé sous le *New Social Housing Scheme* avec le gouvernement précédent. Lors de la campagne en février 2022, donc, quand on allait sur le terrain pour voir les personnes, j'ai vu cette maison. Donc, le voilà, M. le président. Donc, la maison était arrivée au stade des BIM. Aujourd'hui, un an passé, la maison est toujours pareille. Donc, je me pose la question pourquoi on fait ça avec un Rodriguais, M. le président, un père de famille qui aurait pu être dans sa maison depuis belles lurettes. Un an, 14 mois passés, donc, la maison est toujours au même stade, des BIM. 56 bénéficiaires ont eu des matériaux pour commencer leurs constructions avec ce présent gouvernement. Parlons de cette distribution, M. le président. Une bénéficiaire à Eau Vannée a eu ses pochettes de ciment depuis janvier alors qu'elle n'a pas encore eu à ce jour, toutes les barres de fer pour couler la fondation de sa maison. Donc, c'est ça le nouveau projet social de ce gouvernement. Donc, après avoir dit tout cela, M. le président, je suis très dubitatif qu'avec le même dispositif, sans identifier les faiblesses dans leur système, même avec les moyens financiers qu'il dispose, ce gouvernement ne va pas pouvoir implémenter des mesures du budget 2023/2024. Et ça, j'en suis convaincu. Je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

Mr Chairperson: It is time to break for one hour.

At 7.39 p.m. the Assembly was suspended.

On resuming at 8.45 p.m. with Mr Chairperson in the Chair.

The Commissioner for Health and Others (Mr Volbert): Merci, M. le président, de me donner la parole dans ce débat budgétaire 2023-2024. Mais avant de commencer, je vais rebondir sur quelques points notamment par la membre Roussety. Tout à l'heure, elle a parlé

/UNREVISED/

du chemin de Pavé La Bonté. J'aimerais dire à Miss Roussety, la respecté membre Roussety '*kan nou fer, zot zeritaz, kan nou pas fer zot krier*'. Qu'est-ce qu'il fallait faire alors ? On sait que vous êtes partis là-bas avec le *live radio* pour dénoncer le chemin qui n'a pas été terminé. C'est bien mais quand on termine un projet, vous criez que c'est « notre héritage ». Et alors ? Deuxième point, je vais répondre au membre Spéville. Il est très concerné par le problème des consommateurs.

Il disait que le pouvoir d'achat a baissé, les consommateurs quand ils partent dans les supermarchés, il y a des problèmes. Ils peinent à trouver des articles, '*komisyon comen nou dir*'. Mais je vais dire au respecté membre Spéville puisque vous touchez deux salaires, vous auriez dû faire quelque chose pour ces gens-là. Je vais aussi reprendre quelque chose que la Minority Leader a dit tout à l'heure concernant le repas chaud. Ce matin, elle a dit ça. Concernant le repas chaud, elle a dit qu'elle aimerait trouver plusieurs jours, plusieurs fois par semaine. Elle a aussi dit, « Respecter le Rodriguais », c'est son leader historique qui avait l'habitude de dire ça d'après elle, « Respecter le Rodriguais, c'est lui dire la vérité ». Je vais rafraichir sa mémoire. Vous vous souvenez d'œuf bouilli que vous deviez donner aux enfants quelques temps, quelques années de cela ? '*Compote, achard dan lekol primaire*.' Vous disiez respecter le Rodriguais mais les petits enfants, vous n'avez pas respecté, vous n'avez pas dit la vérité. Oui, c'est ça la politique. C'est ça, la politique, Madame. Je redis, parler sur l'hôpital moderne. Tout à l'heure, je vais reprendre en plus grande partie, en fond et en large. Mais juste pour répondre au respecté membre Ramdally, moi, je n'étais pas encore entré dans la rennes politique depuis 2012 pour parler de l'hôpital moderne jusqu'à 2022. Vous n'avez rien fait ! Et vous voulez que nous, dans un an, complétons ce que vous n'avez pas dit. Dans tous les budgets de 2012 à 2021, vous parlez de l'hôpital moderne.

Le respecté membre Ramdally a parlé de four communautaire. J'ai dit non, il faudra que je rebondis là-dessus. Vous vous souvenez de four La Rodriguaise à Malabar ? Vous n'avez pas pu continuer avec mais nous, on va vous montrer comment faire avec le four communautaire. Et avant de commencer, j'aimerais vous dire quelque chose. Je vois que vous vous débrouillez très bien là où vous êtes. Continuez parce qu'il y a beaucoup d'années que vous allez rester là-bas. M. le président, je vous remercie de me donner l'occasion de dire quelques mots à l'occasion de cet excellent budget présentait par le Chef commissaire de l'Alliance Libération le vendredi 24 mars 2023. Je dois dire, dès le début que je suis ému car

/UNREVISED/

les retombés de ce budget dans la population que ce soit des postes sur les réseaux sociaux ou des appels téléphoniques ou des messages privés est plus que satisfaisant.

Il n'y a pas qu'un seul Rodriguais à part vous de l'autre côté, qui ne fait pas l'éloge de ce budget, le deuxième de ce gouvernement. Aujourd'hui, ça fait exactement un an et 23 jours depuis que ce gouvernement de l'Alliance Libération a pris les rênes du pouvoir et que j'ai pris la responsabilité du secteur de la santé, sécurité sociale, pompier, prison et probation.

M. le président, avant de parler sur les secteurs tombant sous ma responsabilité, permettez-moi de dire quelques mots sur les mesures phares de ce budget. Contrairement au projet de développement des 10 dernières années où on avait des projets décidés '*asoir dan reve et implementer lizour*'. Des budgets présentés avec des petites mesures çà et là et qui n'avais pas reflété la demande et l'inspiration du peuple de Rodrigues.

Nous, au sein de ce gouvernement, on a compris. On a compris que le développement de Rodrigues doit passer par des actions fortes, courageuses et durables en ligne avec des objectifs des SDGs des Nations Unies. M. le président, l'outil nécessaire qui est perçu comme notre bible pour emmener des développements durables que le SIDPR dormait dans le tiroir depuis 2012 au 05 mars 2022. L'ironie de la chose, M. le président, est que cette étude commandée par l'ancien Chef commissaire en 2002 fut mis dans un tiroir par le même Chef commissaire en 2012. M. le président, le comment et le pourquoi d'un *Sustainable Integrated Development Plan for Rodrigues* est comme suit :

Ce document nous permet d'adopter une approche intégrée couvrant la gestion sociale, environnementale et économique pour une meilleure stratégie de développement socioéconomique de Rodrigues. Ce présent gouvernement de l'Alliance Libération travaille sur le projet soutenable en ligne sur le développement durable à travers le secteur de l'eau, l'agriculture bio, l'économie bleue, l'énergie renouvelable, le tourisme vert, la protection et préservation de l'environnement et le plan d'aménagement du territoire et les petites et moyennes entreprises. On travaille sur des projets non seulement qui emmènent des développements durables mais aussi le coût de la mise en terme des projets et aussi les possibles sources de financement.

Commençant par le début, M. le président, et posons-nous la question qui vaut des millions. Il était d'une obligation, voire un devoir sacrés de cette Assemblée régionale de préparer les *Annual Reports* et *Annual Reports on Performance*. M. le président, sous la section

/UNREVISED/

413, la *Finance and Audit Act*, il n'est pas question de vouloir ou pas. C'est une obligation. Une responsabilité pour respecter les lois de la République, c'est une entorse au *RRA Act*. Vous savez, M. le président, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 – zéro plombage, pas de soumission des *annual reports* après l'année financière. Je ne sais pas si on doit qualifier cela d'illégal, d'ignorance et déplorable ou tout simplement je-m'en-foutisme de la part de nos prédécesseurs.

On se demande, M. le président, le présent gouvernement qui criait à tout bout de champ d'être un gouvernement responsable, comment un Commissaire responsable des finances n'a pas cru bon de soumettre des documents essentiels voire vitaux des dépenses de fonds publics mais ils n'ont pas hésité à passer des règlements tels que «la loi sept ans » pour contrôler et dénigrer ce peuple. Comme disaient nos aînés, «*Tambour baton, lames alimé*». Heureusement, après deux mandats consécutifs, le peuple a réagi en leur bottant hors du pouvoir et libérer sa génération future. M. le président, tout le monde à Rodrigues est unanime. Les Rodriguais vont vivre en paix dès que le problème d'eau résolu et sera chose du passé comme a si bien dit le Chef commissaire, «*There is no way out*».

On doit résoudre ce problème numéro un qui est l'eau. Valeur du jour, l'ancien régime a investi plus d'un demi-milliard de roupies dans ce secteur de 2012 à 2021. Où en est la situation, M. le président ? Est-ce qu'ils ont pu au moins résoudre un dixième de problème d'eau à Rodrigues ? Non. Ils ont investi de l'argent des contribuables sans aucun plan de directeur dans ce secteur. Ils ont cru pouvoir mater le problème d'eau à Rodrigues comme le jeu des cartes communément appelé bataille. M. le président, nous, de ce côté de la Chambre, on n'a pas besoin de Superman ou de David Copperfield pour attaquer ce problème d'eau et pourtant, ils nous ont fait croire que l'eau coulerait une fois par semaine et nous ont même donné un *deadline* pour voir ce miracle.

Mais nous, par contre, avons une autre approche : l'*Integrated Water Research Management* est une conclusion de l'assise de l'eau qui a eu lieu récemment la suite des recommandations pour résoudre le problème d'eau sous ce présent gouvernement. Le problème numéro 2, M. le président, le transport aérien. Le problème numéro 2 qui empêche le développement de l'île et la connectivité aérienne avec le monde. En 2012, dès la prise du pouvoir du gouvernement sortant, ils ont trouvé des tonnes d'excuses pour ne pas aller de l'avant avec ce projet déjà planifié par le gouvernement Mouvement Rodriguais. Il s'est quand même permis d'aller faire des fouilles sur le Mont Topaze et Croupier qui n'étaient pas dans la

ligne du projet. Ils ont dépensé des millions avec des JCB et soi-disant l'équipe duo technique et cetera qui finalement avait conclu que ce n'était pas approprié.

Donc, du gâchis dans des sucreries, des chocolats ou même du cappuccino, M. le président. En 2012, le rapport est estimé à Rs2.8 millions et aujourd'hui, à Rs 6.1 milliards. A qui profite le crime, M. le président, comme disait le dicton français. Eh bien, sur du retard apporté dans ce projet, des millions de roupies de surplus et c'est la population qui doit rembourser. Permettez-moi de faire une parenthèse, M. le président, dans la relocation des habitants du village de Ste Marie. Je vais poser trois questions. Est-ce le non-respect des accords avec l'IFAD qui a entraîné le retrait de cet organisme dans ce projet.

Deuxième, qui est responsable d'un tel état de chose ? Et troisième, y-a-t-il eu une mauvaise gérance du dossier ? M. le président, l'Alliance Libération avec un économiste chevronné à la tête a repris ce dossier de 05 mars et un an jour pour jour, nous avons pu retravailler ce dossier et avoir le financement de la Banque Mondiale pour démarrer le projet d'une piste d'atterrissage de 2100 mètres de long et 45 mètres de large pour accueillir des avions de type Boeing 537 et Airbus A321neo. Le début des travaux de construction est prévu avant la fin de 2023. M. le président, permettez-moi d'aborder ce volet d'éducation avec le *School Feeding Project*. Malgré tous les démagogues de certains par rapport à ce projet, le repas chaud initié sur une base pilote au niveau des écoles pré-primaires et primaires fait l'unanimité parmi la population et cela va passer d'un jour à deux jours par semaine au mois de juillet.

Comme a si bien dit cet internaute, je crois qu'il était dans cette Chambre quelque part, « *Bane mamans, bane papas, à partir juillet, dan ene semaine zot cuit trois jours et gouvernement l'Alliance cuit deux jours. Ah bé pas joli ça ?* » Et comme si bien dit notre ami, l'ex-Commissaire de l'environnement, « Ce n'est pas beau ça ? » M. le président, je me rappelle qu'en 2012, l'ancien Chef commissaire d'alors annonçait un *trust* pour les misses maternelles. 2012/2022, comme disait Marlette Nobin dans sa chanson, « *Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?* » Pour les petites misses maternelles. Même le mot « *trust* » a disparu des vocabulaires, M. le président. Je salue ici la création de la nouvelle entité Ecole Maternelle de Rodrigues Limitée, EMR Limitée qui a pour but, d'établir une justice pour un travail égal et un salaire légal de ces misses car le travail pour une bonne éducation commence par la maternelle.

M. le président, laissez-moi parler du campus, State House à Vacoas à Maurice. Le *Student House* était devenu la propriété de certaines personnes. L'accès au *Student House* de

Vacoas était plus ou moins réservé à « *urbanisme* ». Est-il vrai que certains politiciens travaillaient dans des... certaines personnes travaillaient dans des firmes à Maurice ont trouvé des logements au détriment des étudiants ? La mise en place de cette unité de gestion sous la REDCO va rendre à César ce qui appartient à César. Les non-étudiants résidant dans le *Student House* vont devoir trouver leur propre logement. M. le président, mon téléphone ne cesse de sonner car les parents des enfants qui étudient à Maurice vont pouvoir finir l'année avec leurs enfants et leurs souhaiter bonne chance pour le commencement de l'année nouvelle car notre tradition passer le nouvel an en famille est très importante.

C'est vraiment chagrinant de voir que certains partent étudier à Maurice et ne peuvent retourner qu'à la fin de leurs études après trois ou quatre ans. Désormais, ces étudiants vont pouvoir voir leurs parents pour le Noël et le nouvel an. Avec cette mesure, cette nouvelle mesure annoncée par le Chef commissaire, comme dirait cet internaute, « *Bé pas mirak sa zot ?* » Et je vais ajouter, comme disait le l'ex-Commissaire de l'agriculture encore une fois, « Ce n'est pas beau, ça ? » M. le président, la *Rodrigues Venture Capital and Leasing Fund* a durant des années, accompagné nos éleveurs, planteurs et petites et moyennes entreprises. Comment un gouvernement responsable peut laisser la *Rodrigues Venture Capital and Leasing Fund* inactive durant plus de 10 années ? Plus de Rs11 millions est disponibles pour que les planteurs, éleveurs, petites et moyennes entreprises puissent faire des emprunts à la hauteur de Rs500000 pour leurs projets.

Ce présent gouvernement est sur la route du développement durable et solide car l'absence des infrastructures de qualité est néfaste dans un développement de l'économie et du social de l'île. Avec un budget de Rs375 millions pour l'amélioration de nos infrastructures publiques, l'attente de la population pour un meilleur réseau routier et *track road* et éclairage de nos routes, plages et villages connaîtront du renouveau. Le directeur de l'audit est venu donner raison à la population pour un changement vu les maladroites et mauvaises pratiques de l'ancien régime.

“(a) *Setting up of a dialysis unit at La Ferme Area Health Centre*”

Plus de Rs 20 millions ont été investis dans ce projet sans avoir pris en compte l'avis d'expert médical. Le directeur de l'audit est venu rappeler à l'ordre à l'ancien régime que la construction d'une seconde unité de dialyse à La Ferme sans un ICU à proximité va mettre la vie des patients en danger durant la dialyse. En tant que gouvernement responsable, on a suivi

/UNREVISED/

la recommandation de l'audit faisant mention de l'amélioration dans des facilités de dialyse à *Queen Elizabeth Hospital* pour accueillir plus de patients. C'est pourquoi nous voulons offrir plus de confort et de sécurité à nos patients dialysés. Le directeur de l'audit, encore une fois, est venu tirer les oreilles du gouvernement d'alors sur la gestion catastrophique des paiements de *social benefits*.

Je ne vais pas m'attarder dessus mais des mesures correctives ont été prises pour améliorer la situation car même les morts ont été payés, M. le président. Concernant la construction d'un centre de loisir pour les personnes âgées à Baie Lascars que le gouvernement d'alors voulait mettre sur pieds mais malheureusement, le *Central Procurement Board*, pendant le *stage d'évaluation* avait noté plusieurs contradictions et imperfections dans le *bidding document*. Cependant, la CPB est d'avis que ces documents préparés par le consultant ne sont pas d'un niveau professionnel. L'avis égal du *Attorney General Office* a été sollicité par le CPB et a recommandé l'arrêt de l'exercice de l'évaluation et la Commission a été informé le 25 octobre 2021.

Avec votre permission, M. le président, je vais maintenant aborder les réalisations des projets dans le domaine tombant sous ma responsabilité. La santé publique, M. le président. La population a été unanime de dire que notre système de santé était dans le ICU sous l'ancien régime. Rien ne marchait, M. le président. Qu'a-t-on hérité ? C'est là que vous devez dire héritage. Le x-ray était en panne dès le premier jour de ma prise de fonction. Que trois ambulances sur une flotte de 16 en état de marche. Les machines à laver, les sèche-linges de la section lingerie étaient en panne. Le plus choquant, M. le président, était que le personnel médical/paramédical était démotivé, désorganisés, pour ne pas dire que beaucoup pensaient sérieusement à prendre leur retraite.

Je connais il y a l'administrateur, M. Guillaume qui était en congé de maladie. Le second n'a pas voulu assumer le poste. Dites-vous pourquoi. Je dois dire, M. le président, qu'on m'a confié une tâche herculéenne. Mais cela ne m'a pas découragé car étant le porte-parole du dossier de la santé quand j'étais dans l'opposition, j'avais ma petite idée en tête de ce qu'il n'allait pas et ce que je dois faire pour y remédier. La première semaine en fonction, j'ai donné des instructions spécifiques pour un nettoyage de fond en comble de notre infrastructure hospitalière. Si c'est vrai que l'ancien régime n'avait pas de politique claire en matière de santé publique mais un minimum d'hygiène de nos infrastructures n'était pas difficile à maintenir. Des mesures ont été prises.

/UNREVISED/

Toutes les salles de l'hôpital de Crève-Cœur ont été repeintes ainsi que les centres de santé et les dispensaires. Les vieux lits, les matelas en piteux états, les chaises cassées, les vieux rideaux, les coins sanitaires ont été remplacés, M. le président. Le système de traitement d'eau usée est défectueux, non utilisé depuis son *commissioning* en 2020 a été réparé et mis en service. Le dispensaire de Cascade Jean Louis a été rénové et offre un service six sur sept avec un médecin attaché. Celui de Montagne Goyaves sera aussi rénové très bientôt et connaîtra un changement, un vrai changement et le même service sera dispensé et une ambulance sera à la disposition des patients pendant l'heure d'ouverture.

M. le président, tout fraîchement élu, j'ai pris du temps pour être à l'écoute des suggestions, des propositions du personnel médical et de la population pour comprendre leurs attentes et besoins pressants. Le service d'analyse médicale est crucial pour le diagnostic des maladies. De ce fait, M. le président, nous avons non seulement acquis de nouveaux équipements mais également procédé à l'agrandissement de la superficie de laboratoire et l'installation de nouveaux appareils. Les personnels laborantins ont maintenant la facilité de se laver et de désinfecter dans une chambre de décontamination qui autrefois était inexistant. Après plusieurs années d'attentes et de martyrs, nous avons facilité la professionnalisation du personnel laborantin à l'île Maurice, menant à un BSC en *biomedical science*.

Accouplé à cela, M. le président, la collecte de sang est essentielle dans le traitement des personnes ayant besoin d'une transmission pour vivre. Ce secteur a connu une nette amélioration, une nette transformation avec l'acquisition d'un *blood bank refrigerator*. On utilisait les réfrigérateurs domestiques, M. le président. De deux '*declining*' chairs, un *apheresis machine* et un *apheresis chair*. Désormais, M. le président, la production des plaquettes peut se faire à Rodrigues pour les patients cancéreux et le *Blood Bank Officer* partira ce vendredi pour peaufiner son savoir-faire et se familiariser avec les nouvelles technologies. Et dire, M. le président, cela m'a pris que quelques mois à mettre en place contre 10 ans du gouvernement sortant.

M. le président, le service dentaire était aussi dans le coma avec deux dentistes pour une population de plus de 45000 personnes. C'était inacceptable. En absence des dentistes Rodriguais qualifiés, j'ai dû chercher ailleurs et c'est pour cela que dès ma première mission à Maurice, j'ai fait la demande et bien sûr, obtenu un dentiste supplémentaire. Nous en avons trois actuellement. M. le président, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que le service dentaire a repris à Mont Lubin après une interruption de plus de deux ans. On avait que deux dentistes

/UNREVISED/

pour trois cliniques notamment La Ferme, Mont Lubin et Crève-Cœur. On a pu constater que le gouvernement d'alors avait un problème de mathématiques. On ne peut pas ouvrir trois cliniques quotidiennement avec deux dentistes.

Qui parmi nous n'est pas effrayé de se faire extraire une dent ou toute autre intervention ? Ajouté à cela, la rareté des soins dans ce service a pour résultat, une population avec beaucoup de problèmes buccodentaires. En tant que Commissaire responsable, j'ai dû réinventer ce service et adopter la politique d'aller vers la population. L'innovation est à son comble. La caravane dentaire qui est une première à Rodrigues, a été introduite depuis le 22 août 2022 et répond aux besoins, à l'attente et à la satisfaction de la population. A ce jour, M. le président, plus de 10000 personnes ont déjà bénéficié de ce nouveau service. On a passé un autre cap dans le domaine de la dentisterie, le concept de *Child-Friendly Dental Clinic* a été introduit à La Ferme et sera répliqué à Crève-Cœur.

L'inauguration se fera la semaine prochaine. Il faut noter que cette clinique dentaire est la deuxième qui a été faite dans la République de Maurice après Odette Leal à Beau Bassin. Même le ministère est en train de répliquer un exemplaire de notre *Child-Friendly Dental Clinic*. La clinique dentaire de Crève-Cœur va connaître elle aussi, des changements et des rénovations majeures dans les jours à venir. Les gens, M. le président, qui vont visiter les patients à l'hôpital auront besoin d'une nouvelle facilité d'attente car on va relocaliser le *well-wisher hall* dans l'espace qui se trouve entre le bloc administratif et le nouveau centre de dialyse. Même les patients qui iront à la clinique dentaire peuvent bénéficier de cette facilité. La salle d'attente sera rénovée et connecté directement avec le *well-wisher hall*.

L'actuel *well-wisher hall* sera reconverti et aménagé en une cantine publique avec des facilités pour consommer le repas sur place. M. le président, l'opposition tente de déformer les informations et d'induire la population en erreur face au manque de certains médicaments. C'est un fait que je ne vais pas et je ne peux pas nier ici car cela est hors de mon contrôle. Avec la COVID-19, beaucoup de productions de médicaments ont été affectés. Les chaînes production mondiales ont été interrompues et l'achat des médicaments se fait à travers le ministère via le *pharmacy board*. Il y a un contrôle strict qui se fait au niveau du ministère car tout médicament est considéré comme une drogue. C'est pour cela qu'on ne peut pas passer notre commande directement car il y a une application légale et sanitaire. Pour pallier à certains manques, nous avons dans beaucoup de cas, nous en procurer auprès des pharmacies locales.

/UNREVISED/

La gestion et stockage des médicaments, M. le président, est maintenant informatisée et mieux contrôlée avec le *Electronic Inventory Management System*.

M. le président, durant ma première visite à la pharmacie existante, il y avait des cartons déposés, des boîtes en carton déposés partout et cela avait même été mentionné dans le rapport de l'audit. Les médicaments étaient stockés un peu partout dans les endroits tels que des maisons privées louées, dans des différents *quarters* du gouvernement et même dans le bureau du sanitaire à l'étage du bazar de Port Mathurin. La situation était totalement hors de contrôle, M. le président. Nous ne pouvons pas accepter une telle chose, une telle situation. Aujourd'hui, je suis fier d'informer la Chambre que d'ores et déjà, nous avons un entrepôt informatisé et équipé avec toutes les facilités du stockage pour les médicaments consommables et des équipements. Même le service des pharmacies sera remis à nouveau, M. le président.

Une rénovation complète est prévue et elle sera au normes des pharmacies modernes avec des guichets modernes additionnels pour le contrôle des staffs et de la pharmacie. Nous allons leur donner des facilités. M. le président, avec l'introduction de *E-Health System*, il est nécessaire d'introduire aussi le *E-Ticketing System* pour avoir un meilleur contrôle et coordination des patients. Ce système sera bientôt installé. La procédure d'appel d'offre est en cours. Pour le *health records*, il y aura bientôt six nouveaux recrutés qui permettront une meilleure gestion des données des patients. M. le président, de nouvelles infrastructures verront le jour très bientôt comme annoncé dans le budget de l'année dernière. La mise sur pieds d'une unité de cardiologie a déjà pris forme et en phase d'implémentation au coût de Rs60 millions.

Ce sera une unité très moderne avec des équipements de pointe pour la prise en charge des personnes souffrant de problèmes cardiaque. L'unité aura une capacité de 12 lits : six pour les hommes et six pour les femmes, et aussi une salle d'opération pour les interventions rapides telles que la pose d'un pacemaker. La réanimation des patients se fera dans le confort absolu et les consultations auront lieu sur place. Ce sera une unité autonome reliée directement au *Cardiac Trust Fund* de l'île Maurice. Le département sera doté de technologie moderne qui permettra aux professionnels de venir à Rodrigues pour des interventions, vu que nous aurons des équipements nécessaires. Cela comprendra aussi, M. le président, une unité des soins intensifs, la pose des fistules ici même à Rodrigues sera une réalité car avant, les patients devaient se déplacer à Maurice pour cette intervention primordiale pour le traitement des dialyses.

/UNREVISED/

M. le président, les détracteurs de l'Alliance Libération n'ont qu'à bien se tenir. Comme disait *Ton Simon*, «la caravane aboie, le chien passe ». Mais moi, je vais dire ensemble, travaillons pour un service digne de santé, de qualité au lieu de '*trouver tou pas bon*'. Et pourtant, vous, de l'autre côté, vous n'avez pas pu faire mieux quand vous étiez ici. M. le président.... de la nouvelle unité de dialyse transférée dans l'ancien laboratoire fraîchement rénové se fera très bientôt. Nous allons passer de huit patients à 20 patients par jour pour des sessions de dialyse et cela permettra de réduire le nombre de sessions de six à seulement deux par jour. Les patients dialysés pourront rentrer plus tôt chez eux et même les staffs vont pouvoir respirer un peu car de longues sessions de dialyse entraînant la fatigue non seulement de patients mais au staff également.

Ainsi, l'ancienne unité de dialyse sera reconvertit en unité de soin intensif pour adulte comme annoncé dans le budget. Avec un nombre de 16 lits : huit lits pour les hommes et huit lits pour les femmes. Cette unité sera aménagée intelligemment d'une façon moderne. M. le président, un exeat à sept unités de soin intensif, une unité de radiologie qui comprendra un MRI, un CT Scan, une mammographie et un x-ray digital. L'espace qui servait de stockage de gaz d'oxygène sera converti en une unité de SAMU. L'unité de SAMU aura un *resuscitation unit*, a *minor operating theatre* et sera aussi doté d'un centre d'appel avec un permanencier pour s'occuper des appels urgents. Ce service a pour objectif :

- (1) D'assurer une écoute médicale permanente ;
- (2) De déterminer et ainsi recevoir la réponse et mieux canaliser les appels ;
- (3) Assurer de la disponibilité des moyens hospitalisation adaptés aux patients ; et
- (4) Organiser des moyens d'évacuation des patients nécessitant des transports sanitaires.

Les modalités de la formation seront en phase d'être finalisés par une chargée d'affaire de l'ambassade de France. M. le président, l'espace à côté de la salle d'opération accommodera une cuisine moderne aux normes sanitaires qui comprendra une section séparée pour les légumes, viandes, poissons et les menus végétariens. Nous allons mettre l'emphase sur la création d'une unité de soin intensif néonatal et pédiatrique et qui sera à la place de la présente unité des soins intensifs. Provision est faite dans ce budget pour acquérir un *buggy* qui servira pour le transfert des patients vers les salles d'admission du *Outpatient Department*. Nous ne

/UNREVISED/

verrons plus de patients au soleil, dans un fauteuil ou dans la pluie comme c'était avec l'ancien gouvernement. La cour de l'hôpital sera reasphalté incessamment et nous allons installer l'ascenseur dans le bloc de la maternité.

M. le président, afin de réduire le coût de location des minibus et de voiture, nous allons acheter un bus pour les patients ayant eu l'autorisation de rentrer chez eux après leurs traitements. Le bus en question sera équipé d'une façon d'offrir un confort optimal aux patients. Avec l'acquisition de six nouvelles ambulances modernes, il est nécessaire d'avoir une espace réservée à ces véhicules pour les protéger des intempéries et du vandalisme. L'espace de stationnement sera à l'arrière du bâtiment administratif. On va bientôt faire l'acquisition d'une clinique mobile, M. le président, pour la décentralisation des services de santé, ainsi d'offrir un service de proximité à la population. Tout cela dans le but d'intensifier la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles.

Ce projet est cofinancé par l'UNFPA sous le *Matching Grant Scheme*. Maintenant, je vais parler de Mont Lubin, M. le président. La minorité veut nous faire croire que les facilités et la configuration au Mary Gontran Citizen Centre était mieux que l'actuel centre de santé de Mont Lubin que nous avons récemment inauguré. Même l'élève a déjà compris ce que le prof n'a pas compris, comme disait feu Antoinette Prudence. Comment peut-on insinuer et cautionner une telle chose ? Heureusement, M. le président, nous travaillons sur la mise sur pied d'une unité psychiatrique à Mont Lubin qui servira pour soigner ces genres de démanches. Il était temps d'avoir une telle unité à Rodrigues. Je dois dire les choses comme ils sont. Il y a un problème de drogue alarmant à Rodrigues. C'est pour cela que nous travaillons en étroite collaboration avec le groupe CRAC et le psychiatre pour la mise sur pied d'une unité psychiatrique afin de traiter et consulter des patients avec des problèmes d'addictions. Avec 3,200 patients souffrant de problème psychiatrique. M. le président, comment l'ancien gouvernement a pu ignorer un tel problème ? 3,200 patients sur une population de 45,000 habitants.

Ajouter à cela, pour lutter contre le problème d'addiction ma commission a pris les taureaux par les cornes pour le lancer du Tobacco Cessation Unit pour encourager les personnes voulant arrêter de fumer. Une unité de sevrage tabagique. Je tiens à informer la Chambre que dans ce même contexte nous avons déjà fait la demande pour avoir des personnes de ressource avec le ministère et elles seront à Rodrigues du 16 au 20 avril pour des sessions de formation des médecins et autres personnellles de la santé ainsi que des ONG concerner.

/UNREVISED/

A l'occasion de la journée mondiale contre le tabac, nous allons relancer l'unité de sevrage tabagique le 31 mai 2023. Je tiens à informer la Chambre que nous avons rénové le centre d'alcoologie de l'ONG CRAC mais cependant il y a toujours quelques manquements et des rénovations et réparations, tel que, les fuites d'eaux à refaire. Pourtant dans un passé pas trop lointain, la rénovation du bâtiment de CRAC a été fait.

La NCD, M. le président, les maladies non-transmissibles à Rodrigues comme dans le monde entier ont fait beaucoup de mort. Plus de 41 millions de personne chaque année sont tuées par ces maladies, l'usage du tabac, l'inactivité physique, les repas non-équilibrer, l'abus d'alcool augmente le risque de mourir d'une maladie non-transmissible et pour cela que les détection, dépistage et traitement des NCDs sont primordiales.

M. le président, la journée mondiale contre le cancer est une journée internationale célébrer le 04 février de chaque année afin d'accroître la sensibilisation du cancer et d'encourager la prévention de dépistage et le traitement.

La journée mondiale cette année avait pour thème 'des soins plus juste'. Cette journée a été célébré au Centre Communautaire de Cascade Jean Louis avec l'organisation d'un méga dépistage des cancers du col de l'utérus et du sein. Sur 130 participantes, 126 femmes se sont soumise à des tests de dépistage du cancer du col et quatre pour le cancer du sein.

De même, M. le président, dans le but d'améliorer la qualité de vie de la population et de lutter contre les maladies non-transmissibles, de promouvoir une hygiène de vie saine et de réduire les facteurs de risque, nous avons réactualisé et réorganisé la NCD Health Promotion Unit. La Health Promotion Unit a pour but d'organiser et de coordonner et d'exécuter des campagnes de prévention et des activités de promotion de la santé. Etant donner que la santé de la population est primordiale, le Health Promotion Unit travaille en partenariat avec toutes les parties prenantes pour implémenter des programmes et pour pouvoir toucher un maximum de personne. D'ailleurs, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été organisé dans différents villages, les lieux de travail, dans les écoles, pour les enfants de la Grade 5, 7, 9 et 12, de tous les collèges de l'île. La commission sous la Health Promotion Unit veut non seulement prévenir des maladies non-transmissibles mais veut aussi encourager la population à prendre en main leurs santé.

/UNREVISED/

Je tiens, M. le président, à informer la Chambre que toujours dans le cadre de lutter contre les maladies non-transmissibles, nous avons organisé en collaboration avec le ministère de la Santé, le NCD Survey 2022, du 27 octobre au 8 novembre 2022.

Le NCD Survey a accueilli plus de 1,500 participants de cinq différentes régions de l'île et était sur une durée de 10 jours. Je tiens aussi à informer la Chambre que plusieurs nouveaux tests ont été ajoutés tel que le Retinal Screening et le Pulse Velocity Test.

Dans ce même contexte, nous avons eu le privilège et la chance d'accueillir six professeurs venant de différents pays tel que la Suisse, l'Espagne, la Finlande et l'Australie. Pendant une journée, les professeurs ont animé une session de formation pour les professionnels de la santé.

De plus, M. le président, je tiens à souligner qu'au début de l'année nous avons lancé le Secondary School Health Program au collège de la Ferme car nous jugeons que le plus tôt nous parlerons des maladies non transmissibles, le mieux ce sera et nous aurons une population avertie.

De surcroît, M. le président, nos interventions dans les écoles nous ont permis de toucher 1,016 élèves dans cinq établissements de l'île. Ainsi :

- (i) 6 étaient hypertendus et ont été référés à un docteur pour plus de suivi.
- (ii) 1 cas de diabète de type 2 a été détecté.
- (iii) 16 élèves souffraient de pré-diabète et avaient un taux de glucose de 5.7 à 6.4.
- (iv) 70 cas d'obésité ont été enregistrés.
- (v) Seulement mais heureusement que trois élèves étaient des fumeurs actifs et deux des buveurs réguliers.

Les maladies sexuellement transmissibles, M. le président, depuis le premier cas détecté en 1998 jusqu'en décembre 2022, il y avait 153 personnes séropositives à Rodrigues et pour l'année 2022, nous avons eu 13 nouveaux cas.

Ma commission sous la Aids Unit et avec la collaboration du Ministère de la Santé met tout en œuvre pour sensibiliser le maximum de personnes du plus jeunes au plus vieux.

M. le président, les principales activités organisées pour l'année 2022 étaient comme suit :

1. Nous avons organisé 24 campagnes de sensibilisations au niveau des écoles et il y a eu environ élèves touchés par ces campagnes.
2. Il y a eu le lancement d'une campagne de sensibilisation pour nos aînées en présence de la délégation du ministère de la Santé.

/UNREVISED/

3. Quatre campagnes de sensibilisation ont été organisés sur différents lieux de travail. Ces campagnes ont pu toucher 250 personnes.
4. Il y a eu 52 sessions de consultation par les médecins, les mercredis et les samedis pour les malades.
5. Des ateliers d travail ont été organisé pour les personnels médicales en collaboration avec le ONG PILS en vue de minimiser la stigmatisation et la discrimination dans la société.
6. Des campagnes de sensibilisation et de dépistage pour les femmes en collaboration avec le Regroupement Femme du Centre Carrefour ou 50 femmes ont été touchées.
7. Trois méga campagnes de sensibilisation ont été organisé dans différents lieux notamment au Marché de Mt Lubin et de Port Mathurin et aussi sur le terrain de Montagne Goyaves ou une compétition de volleyball fut organisée pour toucher un maximum de jeunes.
8. La Aids Unit était présente lors de quatre sorties de la Caravane de la Jeunesse. Lors de ces sorties, il y avait des campagnes de sensibilisation et aussi des dépistages.
9. Nous avons participé dans l'élaboration d'un plan stratégique nationale pour les maladies sexuellement transmissibles et la santé sexuelle et reproductive.
10. 45 formateurs ont pu suivre la formation pour le programme YEPAD (le Youth Empowerment Programme Against Drugs) en collaboration avec le ministère de la Santé.
11. La Aids Unit a pu toucher 2 collèges de plus à travers une méga campagne de sensibilisation notamment le collège de Terre Rouge et celui de Le Chou.
12. Il y a aussi eu deux sessions de dépistage pour les groupes vulnérables de la National Empowerment Foundation (NEF).

M. le président, je me tourne maintenant vers mon deuxième secteur de responsabilité qui est la Sécurité Sociale. La Sécurité Sociale, M. le président, ne s'occupe pas seulement de pensions mais se constitue aussi d'actions en vue d'améliorer la qualité de vie des Personnes Vulnérable et ne laisser personne de côté. Nous devons mieux accompagner ses personnes et les incluant dans le développement de Rodrigues. Nous prenons toutes les dispositions pour assurer le bien-être et la sécurité de nos aînés.

/UNREVISED/

Il y a quatre catégories de personnes à qui on donne une attention particulière notamment ceux qui reçoivent le Basic Retirement Pension, le Basic Invalid Pension, le Basic Widow Pension et le Basic Orphan Pension et cela concerne un peu plus de 7666 personnes. De plus, M. le président, les personnes sont réparties en plusieurs couches sociales de la population. Ils sont les Personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap, les orphelins et les veuves.

Dès ma prise de fonction j'ai eu une attention particulière pour les personnes vulnérables de notre Société. D'ailleurs M. le président, une de mes premières actions fut la façon dont on considère nos centenaires. Contrairement à la politique de l'ancien régime de fêter leur anniversaire et de les laisser dans l'oubli, moi j'ai décidé d'améliorer leur qualité de vie quotidiennement. C'est pourquoi après chaque célébration de centenaire, nous tenons à améliorer leur environnement et aussi aménager les facilités dont ils ont besoins. Par exemple, en réparant leurs maisons, leurs offrants des sanitaires adaptés à leur condition, des matelas orthopédiques, des bassins pour le captage d'eau et des accès bétonnés.

M. le président, nous assurons que tous les centenaires qui ont fêtés leur anniversaire sous ce présent gouvernement ont pu bénéficier de tous ces facilités. On est même aller au-delà, car même ceux ou celles qui avaient déjà fêté leur centième anniversaire ont pu bénéficier d'un gâteau, d'une bouteille de champagne sans alcool et un bouquet et cet exercice se répètera chaque année aussi longtemps qu'ils seront en vie.

M. le président, pour montrer qu'on ne les a pas oublié ou abandonné et pour prouver notre affection, je peux dire que ces gestes a fait beaucoup de bien à nos centenaires. En revanche, en faisant cela et en rendant visites à ces centenaires, on a pu constater que certains n'ont pas eu les facilités qu'ils auraient dû avoir, certains qui ont 101 ans, 102 ans voire 103 ans. C'est pour cela qu'on a tenu à assurer que tous les centenaires ont accès aux facilités offertes par ce présent gouvernement.

Je tiens à informer la Chambre que cette année nous aurons quatre nouveaux centenaires at j'invite les membres de l'opposition à venir célébrer en ferveur avec nous.

M. le président, ces quatre nouveaux centenaires vont s'ajouter à une liste de 11 et je dois dire que la doyenne de la République réside à Rodrigues. C'est une demoiselle de 106 ans bientôt 107 ans de Mont Charlot.

M. le président, je tiens à informer la chambre que la longévité se résulte à une bonne hygiène de vie et des soins dispensé par les membres de la famille et les aides-soignants (Carers). Nous à la Commission de la Sécurité Sociale nous veillons à ce que ces personnes âgées soient entourées de leur famille et continuer à vivre dans le cercle familial que nous

encourageons d'ailleurs. Les Officiers de la commission assureront la sécurité et veilleront à ce que le confort des aînés soit respectés d'après les lois en vigueur.

D'ailleurs, M. le président, tous récemment nous avons constitué un « Rodrigues Elderly Committee » dont différents représentants de la société civile ainsi que des officiers sont représentés et ils travaillent en étroite collaboration pour le bien être des personnes âgées.

Je tiens à informer la chambre à l'occasion de la Journée Internationale des Personnes Agées, nous avons organisé une série d'activités notamment une conférence débats intergénérationnel sur le thème « *Ki l'avenir bane personnes âgées dan enn Rodrigues en pleine évolution* ».

Les jeunes, moins jeunes et nos aînés étaient unanimes à dire que ce fut un véritable succès et que cette activité doit être répétée pour améliorer la communication entre les jeunes et les personnes âgées.

Nous avons également procédé au lancement du « *Let's bring our Elders to the Theatre* » La troupe traditionnelle 'Ganding' a pu faire plusieurs présentations de leur pièce de théâtre intitulée « *Bananin Costé* ». La représentation se faisait à travers l'île comme suit :

- i) Le 10 Septembre 2022 au Centre de Loisir de Mont Plaisir ;
- ii) Le 18 Septembre 2022 à Rivière Coco où la Ministre L'Honorable Fazeela Daareewoo a pu assister ;
- iii) Le 24 Septembre 2022 à Grande Montagne et le 25 Septembre à Manique à La Ferme.

M. le président, je peux dire que ce fut un énorme succès et cette innovation a été bien accueillie. Cette pièce fut l'occasion pour les personnes âgées de se remémorer de leur jeunesse et de « *zot la vie lontan* ».

Je tiens aussi à ajouter qu'en vue de marquer cette journée nous avons organisé leur traditionnel pique-nique mais après consultation avec les différents représentants de l'association du troisième âge de l'île. Nous avons décidé d'accéder à leur demande avec des idées innovatrices.

Les différentes activités de cette journée étaient comme suit : -

- i) Un Pique-nique à pointe Coton ;
- ii) Un concours culinaire de plat traditionnel (qui a vu la participation de plus d'une dizaine de personnes) ;
- iii) Nous avons eu droit également à des spectacles de danse traditionnelle ;
- iv) Une dernière représentation de la pièce « *Bananin Costé* » de la troupe 'Ganding'.

/UNREVISED/

Ça a été une très belle journée et tous les personnes présentes se sont bien s'amusé et en ont profité pleinement. Nous avons voulu marquer cette journée autrement car seulement le traditionnel pique-nique commencer à devenir monotone. Comme les personnes âgées eux même nous l'avaient fait comprendre.

Toujours, M. le président, concernant le bien être des personnes âgées, nous avons offerts des cadeaux à ceux âgées de 95 à 106 ans, faisant d'un total de 53 bénéficiaires. Je peux vous affirmer que les personnes âgées ont toutes étaient très émus de cette attention à leurs égards. C'est une initiative nouvelle de ce présent gouvernement et qui montre à quel point nous tenons à nos aînées. Parmi les 53 personnes il y avait 10 résidents du Respite Care Centre qui eux aussi ont bénéficié de ces beaux cadeaux.

M. le président, le Respite Care Centre depuis sa mise en opération semblait fonctionner dans une totale opacité et sans aucune consultation avec la commission responsable des Personnes vulnérables. Et ce bien qu'il était financé par l'argent des contribuables.

Dès son entrée en opération en 2020, un protocole d'accord a été signé et provision faite pour instituer un comité de gestion et un comité d'admission des résidents. Mais rien n'avait été constitué par l'ancien régime. Même les fonctionnaires qui supervisent le paiement en faveur du centre ont montrés des signes de réserves et signifies leurs agacements d'autant plus qu'il n'y avait aucun mécanisme de contrôle.

M. le président, suivant les consultations avec tous les officiers de ma commission et dans un souci de transparence, nous avons mis sur pieds ces comités. Juste après, les membres du comité sont partis à Maurice afin de constater de visu le fonctionnement des différentes maisons de retraite dans les cadres de la loi. La demande d'admission, M. le président, est en hausse et avec la capacité actuelle de 10 lits, on ne peut accéder à toutes les demandes. C'est pour cela nous prévoyons d'agrandir le centre et de le doté des facilites plus adaptes. Pour être en ligne avec la loi, le Respite Centre recrutera bientôt un infirmier à plein temps et le Management Committee est en train de travailler sur les modalités du recrutement. M. le président, les Services Offerts, au centre seront en ligne avec la loi et aussi assurer le confort des résidents.

Depuis son ouverture en juillet 2020 il n'y avait pas vraiment un bon entretien du bâtiment. Dans cette optique une équipe de la maintenance de l'hôpital a été dépêché au moins de septembre 2022 pour constater et faire un bilan de réparation qu'il fallait on a dû faire les travaux suivants :

- Installation des bonbonnes de gaz à l'extérieur pour plus de sécurité ;

/UNREVISED/

- Peindre le bâtiment de l'extérieur et à l'intérieur également.
- Réparation de plusieurs fauteuils roulants
- Construction d'une meilleure canalisation des eaux usées venant de la cuisine et de salles de bain

M. le président, les personnes vivantes avec un handicap ont maintenant une attention particulière car depuis l'année dernière on a recruté un officier de la Disability Empowerment Unit.

En vue d'offrir la même chance et opportunité, nous avons rencontré plusieurs employeurs de secteur privés pour discuter et leur rappeler la loi en vigueur concernant l'emploi de personnes avec un handicap selon le « Training Employment Disabled Person » (TEDP).

M. le président, nous avons aussi lancé un appel à candidature pour les cours en informatique pour des personnes vivant avec un handicap âgé de 18 ans à 25 ans et nous avons eu quatre jeunes intéressés et les cours commenceront sous peu.

Les officiers de ma commission et moi-même sont partis faire des visites à domicile pour avoir un constat clair des conditions de vie et état des maisons des personnes vivant avec un handicap. Suite à cette visite nous avons remis une tablette au petit Brandon qui souffre d'un handicap sévère.

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale des personnes vivant avec un handicap, nous avons organisé un atelier de travail d'une demi-journée au Centre Communautaire de Cascade Jean Louis. Il y avait plus de 200 personnes comprenant la Force Policière, les Agents de Santé Communautaire, les différentes associations du secteur de handicap, le comité villageois Cascade Jean Louis, des personnes eux-mêmes vivant avec un handicap. L'atelier de travail n'avait comme personne de ressource Mr. Nicolas Ragodoo, Chargé de Cours à l'Université de Maurice et également Sociologue.

M. le président, par la suite nous avons collecté les vœux des personnes vivantes avec un handicap qui étaient présentes. J'ai le plaisir de vous annoncer que d'ici mai 2023 nous allons finaliser la publication d'un livret intitulé <My Wish>. Je tiens à saluer la contribution volontaire de tous les ONGs travaillant avec les personnes vivant avec un handicap qui sont engagés dans cette démarche en étroite collaboration avec ma commission. Depuis ma prise de responsabilité comme commissaire de la Sécurité Sociale, beaucoup d'ONG nous ont approchés et ont signifiés leur intention de travailler avec ma commission.

Permettez-moi de préciser que nous avons adopté une nouvelle approche pour l'inclusion des personnes vivant avec un handicap et c'est pour cela que nous les avons invités

/UNREVISED/

avec leur proches à une marche familiale de Malabar au tombeau de Maragon, L'Union le 3 décembre 2022, on a vu la participation de plus de 500 personnes.

Je tiens aussi à souligner que nous avons organisé une journée récréative le dimanche 4 décembre 2022 à la plage publique de St François de 9 à 17 heures. Ou plusieurs activités ont été organisées ainsi qu'une distribution de cadeaux aux enfants vivant avec un handicap. Nous avons clôturé la journée par un mini concert accompagné d'un orchestre musicien où les enfants se sont donnés à cœur joie en chantant et dansant.

M. le président, toujours à l'occasion de cette journée nous avons accueilli la délégation de la fondation du Père Faveron de l'île de la Réunion. À préciser que la fondation œuvre aussi pour le bien-être des personnes vivant avec un handicap. Elle est un partenaire privilégié et nous offre des matériels vivant avec un handicap à Rodrigues et aussi nous assiste dans la mise sur pied d'un centre pour les handicapés sévères à Anse aux Anglais bientôt.

Comme chaque année, M. le président, les bénéficiaires d'aide sociale, les enfants de 0 à 5 ans ont eus la reconnaissance voulue de ma commission. Combien d'enfants qui n'auraient pas eu des cadeaux pour le Noël étant donné leurs situations familiales difficiles mais nous avons dépêchés trois de nos officiers à Maurice pour l'achat de cadeaux et les enfants ont eu droit à des jolis cadeaux cette année-ci.

Le gouvernement régional n'a pas failli à sa tâche de protéger les plus vulnérables. C'est pourquoi nous avons distribué 1,876 bonbonnes d'eau et 8,758 packs d'eau de 1.5 litres. Malheureusement, M. le président, les mauvaises langues et des personnes des mauvaises volontés se concentraient uniquement sur les bonbonnes au lieu de l'eau qui était l'élément essentiel et non les bonbonnes vides.

M. le président, soyez certain que le gouvernement tient à cœur les plus vulnérables et n'hésitera pas à le répéter si le besoin se fait sentir.

Concernant l'Alzheimer, je tiens à informer la Chambre que malheureusement le nombre de patients souffrant de la maladie d'Alzheimer est en hausse à Rodrigues. De ce fait ma commission est en négociation avec le ministère de la Santé pour organiser des sessions de formation sur la détection de la maladie.

Comme nous le savons tous, l'Alzheimer est une maladie progressive qui commence par une légère perte de mémoire et peut entraîner une perte de la capacité de tenir une conversation et de répondre à l'environnement. Dans ce contexte, nous devons impérativement former le personnel de la santé pour qu'ils puissent détecter en avance les personnes souffrant d'Alzheimer. D'ailleurs, il est prévu que les sessions de formation se fassent à Rodrigues en Avril 2023 par les personnes ressources du ministère.

/UNREVISED/

Permettez-moi, M. le président, de parler sur la Prison et les Réformes Institutionnelles. M. le président, nos institutions réformatrices ont souvent été négligé. On a pris plus de 10 ans pour implémenter en épisode tel que les séries brésiliennes pour la sécurité et le confort de nos concitoyens qui ont eu le malheur de faire un faux pas dans la vie.

La prison de Pointe La Gueule sera bientôt *gazetted*, le *new wing* pour qu'on puisse réhabiliter les prisonniers selon les normes internationales des droits humains. M. le président, après quelques petits retouches et l'installation des caméras de surveillance pour protéger les détenus, ce sera chose faite dans quelques mois.

Durant la visite de l'Ambassadeur Japonais, une proposition a été faite pour donner aux prisonniers de Pointe la Gueule un four industriel pour permettre à ceux désirant de faire de la pâtisserie et la boulangerie dans le but de leur assurer une réinsertion dans la société après leur sortie de prison. Je tiens à souligner que la prison de Pointe la Gueule est maintenant lié directement avec la prison Centrale de Maurice grâce au système de E-Prison qui est maintenant une réalité depuis le 20 Octobre 2022. La nouvelle aile de la Prison de Pointe la Gueule sera opérationnel sous peu, comme j'avais dit.

On n'a pas oublié nous jeunes filles qui dorénavant n'auront plus besoin d'être transférées à Maurice car le RYC Girls sera bientôt *gazetted*. Le transfert de cinq Female Prisons Officer Rodriguaise qui travaillaient à Maurice se fera pour assurer le bon fonctionnement du Centre de Réhabilitation des filles.

Une attention particulière va être donnée aux plus jeunes avec la mise sur pied d'un Probation Hostel pour les plus jeunes dans le but de leur apprendre à vivre et réinsérer, réintégrer la société. Le lieu choisi est à Anse Goéland. L'espace identifié sera aménagé dans les normes requises de droits de l'homme et tous les aspects de droit humains seront respectée.

Le Fire and Rescue Services, M. le président, le rôle que joue nos sapeurs-pompiers durant un incendie ne peut pas passer sous silence. La majeure partie des interventions de nos sapeurs-pompiers c'est pour gérer l'héritage catastrophique légué par l'ancien régime qui est le dépotoir de Roche Bon Dieu durant l'année écroulée.

M. le président, dans ce contexte, nous avons recruté 30 jeunes donc deux éléments féminins pour la première fois et ceux travaillant à Maurice pourront peut-être nous rejoindre si les démarches administratives aboutiront.

En terme d'équipement, nous allons faire l'acquisition de deux nouveaux camions citernes de petits format pour les opérations dans des endroits avec des accès bétonnés. 13 millions de roupies est prévu à cet effet. Ma Commission met tout en œuvre, M. le président, pour faciliter et améliorer la qualité des vies des Rodriguais. Je remercie le Chef commissaire

/UNREVISED/

de mettre à la disposition de ma commission Rs 113.9 millions d'une part et d'autre Rs 1.3 milliards pour ceux vulnérables. Je fais un appel à la minorité arrêter avec leur enfantillage car ici on ne joue pas avec la vie des gens, ici on travaille. On est venu ici pour ne travailler non pas pour badiner. C'est un travail sérieux qui demande toute notre l'attention. Sur ce, je vous remercie pour votre attention.

(Applause)

The Second Local Region Member of Grande Montagne (Mr L. D. Baptiste):

Merci, M. le président, de me donner l'occasion d'intervenir sur le discours du budget présenter par le Chef commissaire vendredi dernier et je félicite tous ceux qui ont partagé leurs opinions avant moi.

M. le président, l'année financière 2022-2023 touche à sa fin et semble plus que jamais vouer à s'achever sans vraiment être marquer par des changements positifs majeurs aux yeux de la majorité de la population. Si j'ose faire comme mon collègue, le membre Ramdally, et si je peux faire confiance à l'accord de Le Récif signait l'année dernière en mars donc se sera le deuxième et dernier budget de ce présent Chef commissaire et si tout se passe bien, si tout se passe comme prévu évidemment se sera l'adjoint au Chef commissaire du jour qui assumera cette responsabilité. Mais malheureusement, M. le président, il est presque évident que le Chef commissaire du jour qui est aussi responsable des finances ne va pas pouvoir vraiment mettre, garder son empreinte comme l'homme de la situation pour apporter des transformations majeures au développement de Rodrigues. Une année s'est passée, écroulé et même si vous pensez que vous avez fait des grandes choses, je ne sais pas si vous restez tout simplement dans vos bureaux pendant toute la journée, je ne sais pas si vos Conseillers sont à l'écoute de la population mais c'est un sentiment général que beaucoup de chose ne marche pas, M. le président.

Et, ce budget que vous avez présenté vendredi dernier, c'est un budget qui n'est pas porteur d'orientation nouvelle. Donc, il n'y a rien d'extraordinaire, rien innovateur, rien de nouveau et il n'y a pas vraiment de projet pour répondre durablement, j'ai bien dit durablement, au enjeu majeur et certes ne répond pas au problématique économique, écologique et sociale qui s'impose à nous. Pas grand-chose donc de ce que réclame les Rodriguais, M. le président. Et, pour cause, c'est important de rappeler ça, le Minority Leader ce matin l'a si bien dit. On note encore une fois l'absence d'une véritable consultation avec les partenaires concerner. Et, nous savons tous qu'une rencontre à moins d'une semaine avant la présentation d'un budget

/UNREVISED/

ne laisse quasiment aucune marche de manœuvre pour vraiment pouvoir inclure les propositions faites par les ONGs, les acteurs économiques et la société civile. Nous savons ça très bien parce que nous avons été ici pendant dix ans. Avant la présentation du budget, les fonctionnaires préparent, il y a les travaux préliminaires, il y a des documents à soumettre. En une semaine, c'est quasi impossible de préparer tout ça et de soumettre ça pour vraiment faire passer ce projet M. le président.

Donc, pour nous de ce côté de la Chambre, au moment où les consultations se tenait à Mon Plaisir, en présence du ministre des Finances, l'Honorable Padayachy, toutes les décisions avaient déjà été prises et c'était tout simplement un exercice de *maquillable*, c'était tout simplement pour faire croire que c'est un budget qu'on avait consulté, qu'on avait discuté avec les différents partenaires, M. le président.

Donc, durant la présentation vendredi, dans cette Chambre, dans cette auguste Assemblée, nous avons pu voir que même certains commissaires ont été pris à contrepied. La déception était palpable et j'ai même entendu quelques commentaires juste à l'arrière au moment de la collation, quelques commentaires de désespoir d'un membre de ce gouvernement, M. le président. Qui se sentait un petit peu déçu par rapport au mesure proposer pour sa commission. Et, il faut également noter la déception aussi parce que nous savons tous qu'il y a eu beaucoup de grandes intentions, certains commissaires avaient déjà annoncé publiquement avec les différents acteurs et parfois devant les médias, ils sont allés visiter des projets et avait déjà mentionné qu'on allait mettre tout ça en chantier, qu'on allait venir avec tel ou tel projet. Et, malheureusement, ils ont vu que ces projet-là n'ont pas été retenu dans ce budget, M. le président. Et là je pense, malheureusement, le commissaire est parti, on avait parlé de l'ouverture du Nursing School à Mont Lubin. On a rien entendu par rapport à cela. Donc, mon collègue Ramdally, avait mentionné le fameux *live* qu'on avait fait ce dimanche matin en compagnie du Chef commissaire à l'hôpital Queen Elizabeth de Crève-Cœur pour faire croire que les conditions étaient vraiment abominables dans la cuisine et jusqu'à maintenant aujourd'hui rien n'a été fait. C'était juste une façon d'essayer de dénigrer le gouvernement sortant et en faisant c'était surtout pour moi un manque de respect envers ces fonctionnaires. Parce que j'ai toujours dit, il faut faire la différence entre les commissaires, le Conseil Exécutif qui chacun à ces responsabilités comme *policy maker*. Mais il y a aussi les administrateurs, les exécutants et chacun doit prendre ces responsabilités. Donc, je pense que la mission première du Conseil Exécutif c'est de venir avec les orientations, avec les politiques,

les mesures et bien sûr ce sont les Head of Departments avec les staffs de la commission qui sont responsable pour veiller à ce que toutes ces mesures soient appliquer comme il se doit.

Il y a aussi le fameux, nouvel hôpital à Camp Pintade. La visite a été fait en compagnie de plusieurs délégations mais pas un mot dans ce budget, M. le président. On avait même parlé de la construction d'un centre récréatif pour les personnes âgées. A un certain moment on parlait de convertir l'hôtel de Mont Venus. A un autre moment, on a parlé de faire ça ailleurs mais le budget que le Chef commissaire a présenté n'a rien dit dans tout ça, M. le président. Donc, on a parlé également, le Commissaire de la Sante, de la Sécurité Sociale surtout, il a parlé d'un centre de '*respite*' pour les personnes handicapées. Et, je ne vois rien dans les dotations budgétaires.

Le Commissaire des Sports avait parlé du Regata Organising Committee. Et, vous dites que tout se passe bien. Mais ça je sais que vous êtes fort sur les réseaux sociaux. Allez sur les réseaux sociaux vous aller voir comment les gens aujourd'hui sont mécontent. Mécontent par rapport à toutes ces promesses faites, à toutes ces belles paroles mais qui par la suite très peu d'action en vue, M. le président.

Donc, on a eu droit vendredi dernier à un très long discours parfois avec des peccadilles mais surtout caractériser par des répétitions, répétitions par rapport à un grand nombre de mesure déjà annonçais l'année dernières mais qui n'a jamais vu le jour. Donc, je pense que mes collègues depuis ce matin de ce côté de la Chambre ont fait quand même état de pas mal de ce projet et le Minority Leader a surtout parlait des différents mesures prises par les différentes commissions. Et pratiquement, je pense que si nous faisons vraiment les statistiques, dans un an vous n'aurez à atteindre même 30% de ce que vous avez annonce l'année dernières, M. le président.

Donc, vous pensez que vous faites bien, tant mieux pour vous mais je vous conseillerai d'aller un petit peu plus sur le terrain et d'aller rencontrer les gens dans les différents villages de l'île. Le Chef commissaire évidemment a une nouvelle fois situer le contexte national et international dans lequel ce budget a été présenté. Notamment, le ralentissement de l'économie mondiale, l'inflation, la guerre en Ukraine et la situation économique difficile à Maurice. Il a également fait les contacts très juste par rapport au circonstance très difficile donc les Rodriguais ont dû faire face ces derniers mois particulièrement par rapport à la hausse des prix. La hausse du cout de la vie mais surtout les différentes pénuries que ce soit, par rapport au

d'engrais alimentaire, au produit pétrolier, l'accès à l'eau et tout ça, M. le président, les Rodriguais ont passé vraiment des mauvaises quarts heures et c'est du jamais vu depuis l'avènement de l'autonomie.

Il a aussi parlé évidemment des grandes difficultés de nos citoyens, paragraphe 117, budget 2023-2024 – 'des grandes difficultés de nos citoyens à se loger.' La hausse continue des prix et c'est vrai aujourd'hui les Rodriguais souffrent, M. le président. Les gens souffrent énormément. Mais malheureusement, on attendait à ce qu'on vienne ici avec des propositions concrètes. Mais très peu de chose. Beaucoup de chose ont été dites mais pas vraiment des choses concrètes pour apporter des solutions pour soulager cette population qui souffre. C'est vrai, je suis d'accord que le contexte global est difficile. Le Chef commissaire a néanmoins omis de dire qu'un manque de visions d'avenir de son gouvernement ainsi que l'absence d'efficacité administrative non fait qu'enfoncer le pays dans cette crise. Et ça, c'est un fait, M. le président.

Nous notons aussi, avec tristesse, que la plupart ou beaucoup de projet annonçait dans le budget 2022-2023 n'ont jamais vu le jour. Je note quelque point. Par exemple, on avait annoncé de compléter la route reliant Montagne Cabris à St. François. Donc, ça s'est arrêté complètement et rien mentionner dans ce présent budget.

On a parlé des facilités des infrastructures dans les morcellements. Pas un seul morcellement touché en un an, M. le président. Les *tracks roads* dans région 6, rien. Le projet de logement, '*lakaz cado*', la plus grosse désillusion. Et aujourd'hui, pour reprendre peut-être les mots du Chef commissaire lorsqu'il intervenait sur l'abolition, pour abroger, annuler la loi sur les véhicules, il avait dit – 'Vous avez brisé le rêve de Mme Collet.', M. le président. Et ce gouvernement a brisé le rêve de Mme Collet, qui devrait être dans sa maison depuis au moins six mois. Parce que vous avez pris des décisions irresponsables, irréfléchis en annulant le projet de logement que nous avons mis en place.

M. le président, le projet de bassin gratuit également ça piétine. Ça piétine toujours. Et, à ce rythme si les choses persistent dans cette voie, pas un seul bassin sera complété avant la fin de cette année, M. le président. Donc, c'est grave. Je ne sais pas comment est-ce que vous voyez que les choses vont à merveille. Je n'arrive pas à comprendre. Donc, pour nous de ce côté de la Chambre, nous sommes au côté de ce peuple, nous marchons tous les jours. Je vais

dans les villages, je vais rencontrer les gens, *en bas la boutik*, et franchement vous devez revoir vos copies, M. le président.

Par ailleurs, il y a aussi d'autres projets initiés sous le gouvernement de l'OPR, qui piétinent toujours, il y a beaucoup de retard accumulé. Auparavant, on nous accusait de ne pas suivre les projets mais qu'est-ce qu'on a entendu depuis ce matin. Des retards, même après un an que maintenant vous vous êtes là, et vous êtes sensé travailler, faire mieux que nous. Qu'est-ce qui se passe avec le stade de Roche Bon Dieu, comme dirait notre ex-ami membre de cette Chambre, M. Laval Guillaume, il aurait dit : « *Developpement pe marz a la vitesse de courpa.* », M. le président.

Le projet de café à Mon Plaisir, qu'est-ce qui s'est passé ? On avait critiqué, on voyait que c'était un mauvais projet. Et puis, quand le Vice-président arrive, tout d'un coup wow il faut aller déguster avec le Vice-président de la République, M. le président.

La même chose pour le Commissaire de la Sécurité Sociale qui critique avec véhémence le projet de '*respite*'. On a dépensé autant d'argent pour seulement huit personnes et aujourd'hui, il comme si c'est son projet, comme si c'est lui qui maintenant grâce à lui ce projet marche. Donc, pourquoi encore c'est parce que la ministre de la Sécurité Sociale est venue pour dire que franchement c'est chose étonnante de voir ce projet, ça n'existe pas à Maurice. Et depuis, voilà oui, c'est un bon projet, M. le président. On ne croit pas au Rodriguais ici. Et pour nous c'est ça l'autonomie. Notre Leader, historique, honorifique quand il a lutté pendant toutes ces années pour l'autonomie de Rodrigues, c'est pour démontrer que nous les Rodriguais, nous aussi nous avons la capacité, nous avons l'esprit de venir avec des projets nouveaux pour apporter des belles choses dans notre île et aussi pourquoi ne pas être un exemple au sein de la République et dans le monde, et c'est ce que nous avons fait durant ces années, M. le président.

Il y a d'autre projet, comme le gymnase à Terre Rouge, à l'école de Pistaches, tout ça on ne sait pas qu'est-ce qui se passe. Le REHOC et Fire and Rescue Headquarters de Mon Plaisir qui ne toujours pas équipé. Une année ! Donc, en quelque sorte pour nous c'est une année de perdu. Les retards accumulés sur la plupart des projets. Et surtout, le manque vraiment de sérieux par rapport à certains dossiers. Ici de ce côté de la Chambre nous sommes sérieux. Nous sommes là justement pour attirer l'attention de ce gouvernement. Parce que c'est notre responsabilité. Nous sommes d'accord et nous respectons le choix de la population. Mais quand

vous faites fausse route, c'est justement notre responsabilité. Maintenant, si vous ne voulez pas écouter, c'est à vous de voir mais je vais redire, les gens souffrent dans cette île Rodrigues, M. le président.

Nous voyons également, pas mal de projet qui ont été annulé soit par manque de vision politique soit par ego ou tout simplement par vengeance politique. Et là, je pense à ces routes de Saponaire, Anse Femie, de Cygangué, de Pave la Bonté et même de Montagne Cabris, St François, pourquoi ? Pourquoi, on n'a pas continué avec cette route. Je suis d'accord, c'est un nouveau gouvernement, il y a des nouvelles politiques mais les projets qu'on avait déjà enclenchés quand même, il fallait les compléter. Et bien sûr, vous auriez eu dans ce budget beaucoup de marche de manœuvre pour commencer à travailler selon vos priorités et selon votre vision politique. Mais arrêter des routes où il y a des gens, où il y a des pères, des mères, des familles. A Anse Femie, il y a une chapelle où beaucoup de gens, surtout là en ce moment durant la période de carême qui vont pour les fameuses sept églises. Mais, M. le président, ici de ce côté de la Chambre, quand l'OPR était au pouvoir, pour nous c'était voir des projets stratégiques. St François, Montagne Cabris, c'est un village touristique. Dans la région de Anse Femie également, il y a les plus belles plages dans ces régions-là. Je ne dis pas que les routes à l'intérieur dans les petits villages ne sont pas important mais il faut quand même regarder les priorités. Parce que derrière cette route aussi il y a beaucoup de développement économique, il y a des possibilités de création d'emploi. Donc, il faut regarder tout ça dans sa globalité, M. le président.

Donc, beaucoup de projet mise au placard. Centre récréatif pour les personnes âgées à Baie Lascars, Camp Pintade, l'hôpital moderne à Crève-Cœur, les documents étaient déjà prêt, les projets de ferme intégrer à Montagne du Sable, ainsi que le projet de limon et apiculture à Anse Ally, jeter au placard et là, M. le président, je me souviens on a posé des questions sur ces deux projets-là, projet cofinancé par l'Assemblée Régionale de Rodrigues et l'Union Européenne. Là on a vu cette exemple où il y a vraiment un souci au sein de cette équipe gouvernementale où des Commissaires n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un projet que l'ancien gouvernement avait présenté parce que c'était quand même des projets présenter par une commission et avec l'appui d'autres commissions. Donc, il y a eu, la commission de la Sécurité Sociale, comme *main applicants*, et commission de l'Agriculture *for support*, ainsi que la commission de l'Egalité des Genres par rapport au *women empowerment* et les familles en détresse. Donc, on a fait trainer ce projet et puis tout d'un coup, heureusement, j'entends le

/UNREVISED/

Chef commissaire annonçait en grande pompe, donc on va de l'avant avec la plantation de quelque 600 limoniers et 600 autres plantes mellifères à Anse Ally sous un projet financé par les fonds de l'Union Européenne. M. le président, mais ce projet-là avait démarré déjà sous l'OPR. Et aujourd'hui, aller voir il y a déjà le petit bâtiment, il y a déjà les installations pour les plantules. Il y avait déjà 600 plantules, 600 limoniers, 600 plantules de limon là-bas. Tout ça sont mortes à cause de l'incompétence, de l'inefficacité et manque de sérieux de ces commissaires responsables de ce projet, donc, M. le président. C'est une honte et j'ai cru comprendre, qu'ils ont dû venir annoncer ça parce qu'ils ont eu des racler l'Union Européenne, partenaire clé pour financer une partie du *grant* de l'aéroport, M. le président.

The Chief Commissioner: I have a point of order. The European delegation in Mauritius is a diplomatic corp. It is not right to say that we have had a *racler* from the Union Européenne, which is false. This will never happen from the l'Union Européenne. They are not this type of people. So, I will kindly request the Member to remove these words because it is a form of disrespect towards the institution of the delegation of the European Union in Mauritius. May I remind him that the European Union treaty is based on respect, tolerance and good words, not what he is saying.

Mr Chairperson: Mr Baptiste, you are a senior Member of this Assembly, so kindly remove and go on with the debate. You are the last for this far tonight.

Mr Baptiste: Oui, M. le président, je le sais parce que moi-même quand j'étais là parfois quand on avait du retard, quand on accusait du retard, peut-être le mot *racler* est fort mais on nous questionner et on nous poser toujours des questions par rapport pourquoi c'est comme ça.

Mr Chairperson: My ruling was that you remove it. Then you replace the word. Go by the ruling.

Mr Baptiste: Okay, I remove the word '*racler*'. Anyway, but at least I am happy that now you have seen that this project is so important and that you have to go ahead with it, you do not have the choice and we have lost one more year for not believing that this project could be a helpful one, especially for those women in distress and who have been selected through the mode of interviews. *Donc, d'une façon transparente, M. le président.*

/UNREVISED/

Donc, par rapport à tous ce que j'ai dit là, les gens ont compris que c'est un gouvernement d'inaction, que les belles paroles s'envolent maintenant. Même le plus adepte de l'alliance, M. le président, n'arrive plus à contenir leurs désarrois et balance tout publiquement sur les réseaux sociaux à tel point que l'Adjoint au Chef commissaire, ainsi que le Commissaire de la Santé ont fait une plaidoirie à leurs partisans de ne pas critiquer le gouvernement publiquement à travers les réseaux sociaux lors de leur congrès d'anniversaire, M. le président. Pour vous dire qu'il y a beaucoup de déception en ce moment et vous devez vous rendre compte qu'il y a beaucoup de déception.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order!

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order please!

Mr Baptiste: Donc, c'est ainsi pour dire, M. le président, comment la cote de popularité de ce gouvernement est en chute libre. Ils ont déjà rompu leurs promesses vis-à-vis de la population. Alors qu'un allier du gouvernement a publiquement fait état de la rupture de confiance au sein même de cette équipe qui dirige le pays. Donc, qui peut dire mieux que ça, M. le président. J'ai bien dit le groupe car on ne peut même pas parler d'une équipe. Parce que ce que nous avons vu ces derniers temps, ce n'est pas une équipe.

M. le président, la situation devient de plus en plus inquiétante. Oui, M. le président, les Rodriguais ont dû faire face à des situations très compliquer depuis que Rodrigues est dirigé...

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order please!

Mr Baptiste: par le gouvernement de l'Alliance Libération que je qualifierai plutôt de l'Alliance d'Aberration. Pour rappel, la première année de ce gouvernement au pouvoir a été fortement marquer par – c'est bon de rappeler ça, le problème d'aliment pour animaux, les problèmes de pénurie alimentaire, des d'engrais alimentaires, tel que, l'huile et le lait et autre

/UNREVISED/

produit de base, pénurie de gaz ménager et carburant, manque de médicament qui perdure toujours, et ça c'est une réalité, du jamais vu.

(Interruptions)

Oui, mais quand vous étiez-là, il ne fallait pas que ces problèmes-là existent, même pour un jour. Mais aujourd'hui, ça perdure, M. le président. Le problème d'eau, sans précédent. Comme le Minority Leader a mentionné, avec que des interminables. Et surtout aujourd'hui, la perte d'emploi massif dans le secteur de la construction qui pèse beaucoup aujourd'hui sur les familles Rodriguaise, M. le président.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order!

Mr Baptiste: Il y a aussi la dilapidation de nos ressources naturelles. Et là, je fais référence au bois de Santal que la Commission des Forêts a permis d'abattre. Et le silence radio de l'autorité Rodriguaise aujourd'hui sur ce scandale est remarquable, M. le président. Sont-ils d'accord avec ça ? Ont-ils donner leurs feu vert pour permettre l'abattage de ce bois protégé sous le Reserve and Forest Act. C'est ça les grandes questions, M. le président. Aujourd'hui, le bois de Santal, pourquoi c'est important ? j'ai vu, par exemple, à Maurice un parti politique a mis ça dans son manifeste électoral, ce bois peut-être une économie importante, ça peut générer beaucoup d'argent et bien sûr, il faudra revoir les lois existantes. Mais c'est possible de faire des choses pour que ça deviennent quand même une source de richesse pour Rodrigues. Donc, aujourd'hui qu'est-ce qui s'est passé ? Donc, je ne sais pas mais je redis, le silence des autorités Rodriguaise, ça fait tiquer quand même.

Il y a aussi l'allégation arbitraire contre un boucher et les enquêtes traînent toujours, M. le président. Donc, pour nous, M. le président, quand on parle de budget, il ne faut pas penser seulement à certaine mesure ou de l'argent, s'il y a tout ça et que les conditions ne sont pas réunis pour faire avancer le pays donc, vous pouvez mettre autant d'argent que vous voulez, vous pouvez venir avec autant de mesure que vous voulez, mais le plus important aussi c'est d'assurer qu'il y est quand même cette environnement propice à l'affaire pour attirer les investisseurs et pour que les gens aussi se sentent mieux.

/UNREVISED/

Donc, pour revenir un petit peu plus à ce budget de vendredi dernier, nous observons également que c'est superficiel parce qu'il y a des gonflements de chiffres et des *overlapping of projects*. Par exemple, pour le projet de *track road*, donc, on avait annoncé l'année dernière la construction de 30km. Or, d'après les *Key Deliverables* et *Performance Indicator* à la page 62, on voit qu'à ce jour, seulement 4.5km ont été complétés. C'est bon de faire ressortir que l'allocation de ce contrat de 20km de *track road* avait déjà été finalisée sous le gouvernement de l'OPR et maintenant que vous, vous allez commencer à initier les procédures, j'espère que vraiment, l'année prochaine quand on va revenir à la même période l'année prochaine, vous aurez les 30km ou 60km complétés, M. le président.

Donc, ce budget ne fait pas mention des priorités, de vrais priorités de la population d'aujourd'hui. Et la préoccupation majeure de la grande partie de la population, M. le président, c'est le coût de la vie et la lutte contre la pauvreté. Par exemple, je ne sais pas si le Commissaire de la sécurité sociale est au courant des grandes difficultés que font face les bénéficiaires du *subsistence allowance* de la NEF. Rien n'a été mentionné par rapport à ce problème, M. le président. Ça prend trop de temps entre les procédures de *recertification* à la sécurité sociale, la signature du contrat auprès de la NEF et le paiement en faveur des bénéficiaires. A titre d'exemple, là, je peux vous dire il y a pas mal de bénéficiaires qui ont fait le *recertification* en novembre et décembre et qui ont signé leur contrat en janvier et février, attendent toujours leurs allocations.

C'est vrai, je sais que ça ne tombe pas directement sous la responsabilité de l'Assemblée régionale. Je le sais très bien mais au moins, ça aurait dû être un sujet de discussion du Commissaire de la sécurité sociale et du Chef commissaire auprès de leurs homologues à Maurice parce que les gens, vous vous rendez compte, quatre mois sans aucune allocation, M. le président. Donc, c'est un souci majeur pour ces gens-là. Donc, on avait parlé dans ce budget d'une société inclusive qui ne laisse personne de côté. Donc, si vous ne voulez pas laisser les gens de côté, il faut investir. Il faut investir dans les projets mais aussi essayer de trouver des solutions là où les choses ne marchent pas bien.

Accepter de laisser quelqu'un de côté, c'est aussi abandonner l'ambition de garantir à chacun le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. Et bien sûr, là, nous allons venir avec ce fameux projet de logement qui je ne sais pas, encore une fois, peut-être que vous êtes sur la planète mars, je ne sais pas mais les gens indistinctement, peu importe de quel politique, ils voient que le projet qu'on avait mis en place était beaucoup mieux que ce que

/UNREVISED/

vous proposez aujourd'hui, M. le président. Je suis d'accord, s'il y a quelques soucis, c'est vrai il y a certaines personnes, il y a un petit group, une petite minorité qui n'arrivait peut-être pas à trouver les emprunts mais pour ça, on avait déjà. Ce n'est pas 400. Il y avait seulement une petite minorité et on avait déjà fait l'accord avec le *credit union*.

Si vous étiez responsables, au moins pour ces 69 personnes qui avaient eu leurs emprunts confirmés auprès des banques et *credit union*, vous auriez dû aller de l'avant. Et ces personnes-là, ces 69 familles auraient dû être déjà dans leur maison. M. le président, comme je vous dit...

(Interruptions)

Mr Baptiste: Vous n'êtes pas d'accord, je suis d'accord, je respecte votre opinion mais je partage la crainte de la population. Voilà. Mais, M. le président, ce qui est grave, pas une seule maison complétée en un an et vous trouvez que votre projet est mieux ? Mais ça, si vous continuez comme ça, très bien pour Rodrigues. Félicitations. Un Chef commissaire, du jamais vu, en 10 ans, c'est la première fois qu'une seule maison pour les personnes vulnérables, une seule maison n'a pas été complétée et vous voyez que vous avez raison et que je ne dois rien dire. C'est une honte pour vous, M. le président !

Mr Chairperson: Address the Chair.

Mr Baptiste: Et laissez-moi vous dire à travers le projet que nous avons mis en place, il y a la statistique qui est là. Il y avait le *census*. Le *census* 2022. Et malheureusement, je ne sais pas pour quelle raison les membres de la minorité n'avaient pas été invités. C'est peut-être parce qu'ils ont vu qu'il y a trop de bonnes choses dedans. On a mentionné *the level of development in Rodrigues improves and nobody*, personne de ce gouvernement... Ecoutez bien, en 2011, quand vous avez quitté le pouvoir en 2011 jusqu'au 2022, *the literacy rate has improved from 78.6% to 83.8%*. *The water pipe inside the house*, c'était à 54.5% quand vous avez quitté le pouvoir et en 2022, c'est arrivé à 72,2%. *We flushed toilets: 50% - 72%*.

With bathroom: 90%, maintenant à 95%. Donc, je ne vais pas lire tout ça mais partout, il y a eu des progrès considérables. *With Internet, 17,3% en 2011*. Aujourd'hui, 76,4% des gens, des familles sont connectées à l'internet, M. le président. *Solar Water System*. En 2011, 9%. Aujourd'hui, 17%. Et on note également le *employment*. *More men are employed but women are catching up*. Donc, c'est grâce à une politique. Grâce à la politique, la vision. Et je

/UNREVISED/

félicite le *Minority Leader* parce que lors des différents recrutements que ce soit au sein de la fonction publique, pour la première fois, nous avons eu par exemple, des chauffeurs, des contrôleurs femmes au niveau des hôpitaux, ambulances, même parmi les *General Workers*. On a fait en sorte qu'il y ait quand même une bonne partie, au moins un tiers du *gender*. Donc, les choses ont été faites pendant ces année-là. Et malheureusement, il y a un Commissaire qui a parlé juste avant moi.

Je dois vous donner un petit conseil même si vous n'aimez pas. Vous savez, quand je vous ai écouté, ça me donne l'impression qu'il n'y avait rien quand vous êtes venus ici et que vous avez commencé à tout construire. C'est ça, l'impression. Il n'y avait rien. Mais ça me fait penser à ce récit autobiographie de Joseph Joffo, Un sac de bille. Il faut toujours se méfier. Le moment où l'on se croit victorieux, c'est l'instant le plus dangereux.

(Interruptions)

Mr Baptiste: C'est pourquoi je vous donne ce conseil parce que nous sommes passés par là.

(Applause)

Mr Baptiste: Maintenant, vous avez compris pourquoi je vous ai donné le conseil. Certes, M. le président...

(Interruptions)

Mr Baptiste: Non, je comprends, M. le président. Vous auriez aimé donner des maisons gratuites. Les intentions étaient fortes et louables mais hélas, en politique, les bonnes intentions ne suffisent pas. Les gens ont compris que même quand vous distribuez Rs1250000 de matériaux gratuitement, ce ne sera pas une maison gratuite. Parce que vous-même, vous avez mentionné dans le discours du budget qu'ils vont peut-être trouver un emprunt de Rs50000 auprès de Rod Pro Ltd. Donc, ce sera toujours un emprunt à la banque ou Rod Pro. C'est un emprunt. Donc, respecter le Rodriguais, c'est d'abord lui dire la vérité, M. le président. Autre chose, jamais parce que selon le MOU, c'est le *Rodrigues Regional Assembly* qui a *the first priority*.

(Interruptions)

/UNREVISED/

Mr Baptiste: *Yes. Yes.* Pour l'instant, votre bilan est zéro. Commencez à faire un bilan et puis, vous venez. Le Chef commissaire a annoncé...

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order!

Mr Baptiste: Le Chef commissaire a annoncé que le gouvernement national a accédé à leur requête pour la collaboration avec le ministère de logement et la *New Social Living Development Company Ltd.* Laissez-moi vous dire que ce nom même est inspiré du projet, du *scheme* qu'on avait mis en place. Et ils vont appliquer en parti le fonctionnement que nous avons proposé, M. le président. Donc, si sans logement, on n'a jamais mentionné pour quand, dans les prochaines années, je ne sais pas, dans 10 ans, 20 ans, et voilà, aujourd'hui, zéro bilan logement. M. le président, faute de temps, je ne peux pas étaler beaucoup plus que ça. Mais un petit mot par rapport au protection de consommateurs. Les ménages sont vraiment en difficulté. Les prix ont augmenté.

C'est bien que la Commissaire ait parlé de la fixation des prix de poisson mais l'exercice de fixation des prix de poisson, la dernière fois, lorsqu'elle parlait beaucoup de cet exploit, théoriquement, c'est vraiment une très bonne chose mais malheureusement dans la pratique, ça ne marche pas. Donc, si le prix aujourd'hui, le prix maximal est fixé à Rs 90, pour les marques de premier choix en pratique, malheureusement ça varie entre Rs 100 et Rs 150 le demi kilo. Ce sont là des faits, des réalités et il faudra essayer de trouver des solutions à ça, M. le président. Donc, face à l'augmentation, je vois que le gouvernement n'a pas pris vraiment au sérieux ce problème de hausse du coût de la vie. Dans le budget 2022/2023, le Chef commissaire avait annoncé des mesures pour venir en aide aux éleveurs, pour prendre en charge une partie du coût du surcroît alimentaire.

Mais malheureusement, après une année, rien n'a été fait. Et c'est pourquoi on connaît les prix maintenant des viandes, des produits animaux. Donc, ça coûte très cher et les ménages ont beaucoup, beaucoup de difficultés. Paragraphe 22/23 de l'année dernière, si vous regardez dans le budget, c'est la même chose, une répétition de ce qu'on avait dit l'année dernière et les projets n'ont toujours pas été réalisés. Et juste pour rappel, peut-être la Commissaire n'est pas au courant, allez demander à vos officiers dans les dossiers quelque part, vous aurez les informations. En 2020, une équipe a été dépêchée de Maurice pour venir nous aider à mettre

en place le *online numeric* pour justement mieux fixer les prix d'une façon beaucoup plus rapide comme c'est le système à Maurice.

D'ailleurs, il y avait un omis. Je sais qu'il est proche du pouvoir. Allez demander, il est au courant parce qu'il travaillait à la Commission à cette époque-là. C'était en 2020, M. le président. Donc, rien de nouveau. Ce sont des choses qui... Voilà. En ce qui concerne l'emploi, M. le président, l'autre défi majeur auquel nous sommes confronté, le Commissaire de l'emploi a donné des chiffres : 3846 demandeurs d'emploi inscrits au *Employment Information Centre*. Donc, 47% âgées de 16 à 29 ans. Et c'est là, le gros morceau. Rien n'a été mentionné. Comment faire pour rendre ces personnes-là, ces jeunes-là employable ? Le Chef commissaire a mentionné les impératifs de transformer, consolider le système d'enseignement tertiaire, technique et vocationnel. Mais nous savons tous qu'une bonne partie, la plupart de ces jeunes-là sont académiquement sous-qualifié.

Donc, il fallait venir vraiment concrètement avec des choses sérieuses pour venir en aide et trouver des solutions pour permettre à ces jeunes-là de trouver des emplois. Et ça m'a vraiment écœuré, estomaqué qu'on utilise souvent ici, d'entendre le Commissaire parler de facilité, les entreprises de Maurice à venir recruter des gens à Rodrigues. Peut-être que vous ne savez pas comment ils ont été exploités. N'oubliez pas les différentes épisodes...

(Interruptions)

Mr Baptiste: Voilà, justement...

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order, please! Allow the Member to finish his speech, please.

(Interruptions)

Mr Chairperson: Order, please!

Mr Baptiste: It is not a shame.

(Interruptions)

Mr Baptiste: It is not a shame. Vous avez été...

/UNREVISED/

Mr Chairperson: Address the Chair! Order, please! Allow the Member to finish his speech. Address the Chair, please.

Mr Baptiste: *Yes.* M. le président, vous étiez élu pour trouver de l'emploi à Rodrigues. Vous avez promis, ça. Donc, vous deviez le faire. C'était la mission première. Et puis, deuxième, ça, les gens de Maurice, ils ont quand même d'autres façon pour venir recruter parce que ça a été fait dans le passé mais sans le bureau de l'emploi. Et justement, les bangladais, moi, j'avais refusé. Demandez les officiers dans les dossiers. Moi, il y avait des conditions strictes. Il fallait tout d'abord passer par le bureau de l'emploi. On donnait les noms, les listes. Il fallait que ces compagnies-là téléphonent chaque personne et il y avait toujours le registre. Il fallait retourner ça aux officiers du bureau de l'emploi et nous donner un *feedback*. Si vraiment, à la fin, on voit qu'ils n'ont pas eu suffisamment de mains-d'œuvre Rodriguais, ce n'est qu'à ce moment-là qu'on allait considérer la possibilité de faire venir des personnes de l'étranger.

Moi, je ne suis pas contre mais on ne peut pas favoriser des gens de l'étranger au détriment des locaux qui ont les mêmes potentiels, les mêmes compétences pour faire ces choses-là. Allez demander aux officiers du bureau de l'emploi du bureau de travail, M. le président. Je sais que ce Commissaire est malheureusement trop centré sur les voyages avec le tourisme. Malheureusement, il néglige trop la Commission de l'emploi. Allez voir les conditions dans lesquelles les officiers travaillent aujourd'hui. J'ai posé la question. Vous êtes au courant. Vous n'avez rien fait dans ce budget pour trouver des solutions pour reloger, pour trouver un espace saint pour ces travailleurs-là. C'est pourquoi quand je regarde ici, en 2002, écoutez bien, en 2021/22, "*770 workplace by the Occupational Health and Safety Department were visited covering 2280 workers*". Ça, c'est dans le *estimates*, ça.

Contre seulement 56 l'année dernière, *site visit*, touchant seulement 280 employés, M. le président. Pourquoi ? Peut-être qu'ils ont eu, je pense qu'ils ont honte d'aller voir, d'aller sur les sites pour sensibiliser des gens quand tout le monde, ces travailleurs savent très bien que même *they are...* ils sont en infraction avec les lois du *health and safety*, faites votre travail, prenez votre responsabilité, M. le président. D'autres parts, dernière chose, vous avez parlé du recrutement de 150 postes additionnelles au sein de Rodclean. Ça aussi, ce n'est pas nouveau. On avait déjà fait des exercices, *interview*. Je suis d'accord vous n'étiez pas d'accord. Vous êtes venus, nouveau gouvernement. Vous avez refait l'exercice de *interview*. Je crois qu'on ne doit plus appeler Rodclean mais «*compagnie interview*». Personne n'a été recruté. L'année

/UNREVISED/

dernière, on avait annoncé 100 et cette année -ci, on annonce 150 et encore induire la Chambre en erreur. Je cite l'extrait paragraphe 93 de votre budget 2023/24, M. le président. Je cite :

« Nous allons aussi incessamment recruter une centaine de travailleurs manuels additionnels au sein de Rodclean Ltd pour remplacer ceux qui ont quitté la compagnie et pour mettre en place des équipes de maintenance de drains [...] [aux abords de routes et cetera.] Je prévois une somme de [...] Rs. 60 M » Fin de citation.

Aujourd'hui, paragraphe 37 du budget :

« M. le président, l'allocation prévu pour la Rodclean passe de Rs 51 M à Rs 75 M dans le prochain budget. »

L'année dernière, c'était Rs60 millions. Aujourd'hui, c'est Rs51 millions, M. le président. Donc, juste pour vous dire on a soulevé beaucoup ces questions de manque de cohérence. On a parlé de tout ça. Donc, je pense qu'on a parlé également du problème de sport. Donc, vous devez revoir vos copies, M. le président. Donc, juste un petit mot par rapport au sport. Au sport aussi, tout se passe très bien sauf je vais donner un seul exemple, à Graviers. Le Commissaire a été à Graviers il y a presque une année. Il y a un terrain de jeu là-bas. Les officiers sont au courant depuis plus d'une année. Il fallait faire un petit travail tout simplement parce qu'il y a quelques nids d'éléphant. Un an, j'ai dit un an. Ça s'est produit il y a un an. Rien n'a été fait même si la compagnie a été mise sur place, M. le président.

Donc, voilà, faute de temps, vous auriez eu beaucoup plus que ça. Mais ce que je dois vous dire, M. le président, avant de terminer, ce n'est pas demain que les choses vont aller mieux et plus personne ne croit en vous et surtout si vous contestez sur cette voie, vous nous écoutez pas, ce n'est pas un problème mais vous n'écoutez pas vos propres mandants, vous n'écoutez pas ce peuple qui vous interpellent tous les jours à travers les réseaux sociaux, là, c'est grave. Donc, le budget 2023/2024 est la révélation de l'échec de votre gouvernance. Donc, c'est l'échec de votre gouvernance révélé à travers ce budget. Donc, ressaisissez-vous, M. le Commissaire. Merci pour votre attention.

(Applause)

ADJOURNMENT

/UNREVISED/

The Deputy Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I beg to move that the debate be now adjourned.

The Commissioner, Mr Perrine, rose and seconded.

Question put and agreed to.

The Chief Commissioner: Mr Chairperson, Sir, I move that the House be adjourned to tomorrow, Wednesday 29 March 2023 at 10.30 hours.

Question put and agreed to.

Mr Chairperson: The House stands adjourned.

At 10.46 a.m., the Assembly, was, on its rising, adjourned to Wednesday 29 March at 10.30 a.m.